

Un rapport sévère pour Israël

Washington dénonce la répression dans les territoires occupés

Qui aime bien châtie bien...

Dans son rapport, désormais rituel, sur la situation des droits de l'homme dans le monde, publié mardi 7 février, le département d'Etat américain inflige à Israël une volée de bois vert. Adoptant une fois n'est pas coutume en politique — le vieux adage selon lequel « qui aime bien châtie bien », l'Amérique dénonce sans complaisance les excès en tout genre commis par son fidèle allié contre la population des territoires occupés : morts injustifiés ou « douteux », de manifestants palestiniens, brutalité des interrogatoires de l'armée, détentions et expulsions abusives, destruction de maisons familiales, discriminations judiciaires. Les plus sévères de ces vingt pages consacrées à l'Etat juif — sur un rapport de quinze cents pages — ressemblent à un acte d'accusation.

La réaction israélienne n'a pas tardé. Loin de battre sa coulpe, l'armée de Jérusalem a qualifié le rapport d'« injuste et partiellement exagéré ». De son côté, le ministère des affaires étrangères prépare une réponse circonstanciée dans laquelle il reproche à Washington d'avoir trop oublié le contexte de violence et les « provocations extrêmes » qui obligent l'armée à réagir brutalement, au risque de « bavures ».

Cette ligne de défense contient une part de vérité. En outre, la fermeté des critiques américaines tient largement au fait qu'Israël, de l'aveu même du rapport en question, est une « société ouverte et démocratique ». Le moindre épisode de l'intifada — le soulèvement palestinien — se déroule sous l'œil implacable des caméras de télévision, notamment américaines. L'Etat juif paie la rançon de sa transparence.

La sévérité du département d'Etat ne doit pas trop surprendre. Le fait qu'Israël soit, et de très loin, le premier bénéficiaire de l'aide américaine à l'étranger — 3 milliards de dollars par an — justifie, en soi, la vigilance de Washington sur le chapitre des droits de l'homme. Au demeurant, les dénonciations de la répression accrue en Cisjordanie et à Gaza émanent, avant tout, des Israéliens eux-mêmes. Confrontés à une tâche souvent humiliante de faire la chesse aux enfants dans les rues de Naplouse ou de Gaza, les soldats juifs — réservistes à 90 % — sont les premiers à dénoncer la mission impossible qu'on attend d'eux.

Israël a raison de s'inquiéter du jugement de l'Amérique. Le soulèvement dans les territoires a sensiblement détérioré l'image de l'Etat hébreu aux Etats-Unis, jusque dans les rangs de la communauté juive. Un nombre croissant d'Américains, jusqu'alors irréductiblement anti-palestiniens, tiennent désormais l'intranséquence israélienne pour le principal obstacle à la paix au Proche-Orient. Et deux Américains sur trois, si l'on en croit les sondages, approuvent la récente décision de Washington d'ouvrir un dialogue avec l'Olp. Dans ce contexte, le rapport du département d'Etat prend valeur d'avertissement politique. Sera-t-il entendu à Jérusalem ?

M 0147 - 0209 0 - 4,50 F



3790147004500 02090

Prélèvement à la source

Bruxelles propose une fiscalité européenne de l'épargne

La Commission de la CEE a arrêté sa proposition de directive communautaire sur la fiscalité de l'épargne. La principale disposition qu'a adoptée le 13 février, les ministres des finances des Douze concerne une retenue à la source sur les revenus de l'épargne des résidents de la Communauté effectuant des placements dans un pays membre.

Les ressortissants de la Communauté effectuant des placements dans un pays membre devraient supporter une retenue à la source sur les revenus de l'épargne. Ce prélèvement ne pourra être inférieur à 15 %, estime la Commission. Les Douze devraient également renforcer leurs dispositifs pour lutter contre la fraude et éviter les évasions de capitaux.

(Lire page 35 l'article de MARCEL SCOTTO).

Du soupçon au dialogue

par ANDRÉ FONTAINE

« L'HISTOIRE ne progresse que par le malentendu. » Ce mot de Baudelaire vient à l'esprit à la lecture des comptes rendus de la rencontre qui s'est déroulée la semaine dernière à Moscou entre quelques survivants, dont Gromyko et l'ancien secrétaire à la défense McNamara, de la crise des fusées de Cuba (1). Comme des commentateurs que ces comptes rendus ont inspirés dans la presse américaine à d'autres acteurs de la crise.

La conclusion est en effet claire. Krouchtchev et Fidel Castro étaient vraiment persuadés qu'après le débarquement anticomuniste manqué de la baie des Cochons, quelques mois plus tôt, les Etats-Unis étaient déterminés à envahir l'île.

C'est pour tenter de les en empêcher que l'URSS y avait envoyé 40 000 hommes — et non pas 10 000 comme le croyait la CIA — et des missiles à moyenne portée, avec une vingtaine d'ogives nucléaires nécessaires à les armer. Quant

aux Etats-Unis, qui n'avaient aucune intention au départ d'intervenir à Cuba, ils s'étaient préparés à le faire au cas où les Soviétiques auraient refusé de retirer ces fusées qui menaçaient directement le territoire américain.

D'où il ressort que : a) contrairement à ce que l'opinion, notamment en France, a pu croire, on a été vraiment, cette fois-là, à un cheveu de la guerre nucléaire ; b) c'est précisément parce que Kennedy et Krouchtchev ont éprouvé à cette occasion la frousse de leur vie qu'ils se sont jurés de tout faire pour ne plus jamais se mettre en situation de n'avoir le choix qu'entre la capitulation et l'apocalypse. Ce qui supposait qu'ils se fassent l'un à l'autre le minimum de confiance nécessaire pour se sentir conjointement responsables de la paix du monde.

A quelque chose décidément meilleur est bon, surtout lorsqu'on n'a fait que le frôler.

(Lire la suite page 8.)



Live page 13

Article d'AGATHE LOGEANT

Les « affaires » et la France

La tyrannie de la vérité

M. Mitterrand participera, le 12 février, sur TF1, à l'émission « 7 sur 7 ». Il pourra, à cette occasion, s'exprimer pour la première fois sur les « affaires ».

par Jean-Denis Bredin

Le vieux rêve s'en est allé : il n'y aura pas de rupture avec le capitalisme. Insérée dans l'Europe, prise dans une économie mondiale, la France n'a plus d'autre choix — ni d'autre ambition — que de plaire au marché, ce grand vainqueur de la fin du siècle.

Nous voici, depuis quelques années, voués au culte du marché, et de l'argent, de ceux qui

en font, de ceux qui en ont. Nous n'avons plus assez de mots ni d'idées pour exalter l'entreprise, la réussite, la fortune. Les gagnants sont devenus nos lumières. L'argent est à la fête, et tout ce qu'il porte dans ses fabuleux bagages : le faste, les évasions, les bateaux immobiliers sous le ciel bleu, et encore la mode, la beauté, le plaisir, et mille recettes d'influence, et d'exquis privilèges. Il n'y a que la mort qui soit encore capable de nous passionner autant.

Viennent les affaires, et retombent sur nous nos anciens préjugés : l'argent corrompt, l'argent séduit, l'argent ose étaler les lois ! Nous découvrons que les hommes riches aiment s'enrichir,

que des fortunes se font en quelques jours, interdites à des vies de travail, que la Bourse n'est pas un jeu naïf proposé aux petits épargnants, mais une grande foire où des professionnels se nourrissent de tuyaux, de confidences et de secrets. Nous voyons que l'Etat moderne et les grandes entreprises, intimement mêlés, ne peuvent s'ignorer, qu'ils ne sont pas incarnés par des mythes mais représentés par des personnes, et que ces personnes se fréquentent. Devrions-nous observer aussi que les revenus et les plus-values de l'argent bénéficient de singuliers privilèges, prévoir que l'Europe accroîtra encore ceux-ci : signe sans doute de ce que le travail est naturel, et l'argent surnaturel ?

(Lire la suite page 2.)

Communes et « pots-de-vin »

Sept personnes écrouées à Marseille dans une affaire de corruption à la suite de « gratifications » versées par une entreprise de travaux publics. Une vingtaine de villes pourraient être impliquées.

PAGE 13

La transition en Afghanistan

Grandes manœuvres pour l'après-guerre

PAGE 3

MUNICIPALES

Une semaine à Marseille

Michel Pezet : le politique cerné par le tragique ; Edmonde Charles-Roux, l'irremplaçable.

PAGE 11

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ « Faux-semblants », de David Cronenberg.

■ « La Bande des quatre », de Jacques Rivette.

■ Deux festivals John Cassavetes.

Pages 21 à 23

Le sommaire complet se trouve page 40

L'ENQUÊTE : la politique d'ouverture de Hanoï

Le Vietnam, à son tour...

Sans attendre un règlement du conflit cambodgien, le Vietnam sort de son isolement et s'ouvre au monde extérieur. C'est aussi la fin de la quarantaine imposée pendant une dizaine d'années par les Occidentaux et le Japon.

HO-CHI-MINH-VILLE de notre envoyé spécial

Après les frimas de Hanoï, capitale désargentée, l'haleine chaude de l'ancienne Saïgon apporte comme un réconfort. Juchées sur leur bicyclette, les femmes jouent les coquettes avec leurs gants de toile remontés jusqu'aux bras et leurs chapeaux à auvent qui les protègent du soleil. Rien de commun avec ces cyclistes fantomatiques aperçus

sur les boyaux bosselés menant à Hanoï, vêtus d'une pauvre étoffe, le crâne dissimulé sous les traditionnels chapeaux circonflexes en paille de riz.

Ho-Chi-Minh-Ville est un concert animé de cyclo-poussette et de motos nipponnes imposant leur loi aux automobiles. Hanoï grouille de lourds vélos d'acier, équivalents mécaniques du cheval de trait, chargés de meubles et de chaises, de cochons vifs ou de hottes en bambou remplies de briques. Sur le pont Paul-Doumer, par-dessus le fleuve Rouge, c'est un chapelet de silhouettes courbées qui se fauillent entre les charrettes à buffles débordant de tuiles.

Pendant que Hanoï n'en finit pas de reconstruire, Ho-Chi-Minh-Ville respire les vents du large comme la promesse d'une émancipation. Réunifié en 1975, le Vietnam reste double. La « colonisation » de Saïgon par les Tonkinois est une clause de style. Entre le Nord et le Sud, l'écart n'est pas seulement climatique. L'économie périlleuse par le haut et survit en bas. Mais le pays tout entier se mobilise pour une idée,

l'ouverture, qu'il formule volontiers en japonais, en sud-coréen, en australien, en thaïlandais et même en américain ; dans la langue de Hongkong et de Singapour, en attendant les signaux, plus lointains, venus d'Espagne, d'Italie ou de France.

« Si on ne s'ouvre pas, il y aura des émeutes », assure l'agent commercial vietnamien d'une société européenne à Ho-Chi-Minh-Ville. Nous avons copié les maîtres chinois et soviétiques. On a constaté que cela ne marchait pas et qu'ils changeaient eux-mêmes de registre. On ne se sent plus autant liés à eux. »

ERIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 6.)

CAMPUS

Sauver les bibliothèques universitaires

Le rapport Miquel demande un gros effort de construction et de recrutement, et le quadruplement des crédits de fonctionnement.

Pages 15 à 18

Etranger

Les tensions en Afghanistan après le retrait des troupes soviétiques

Paris et Londres sont hostiles à toute aide susceptible de contribuer à la survie du régime de Kaboul

Grandes manœuvres pour l'après-guerre ou les contours d'une République islamique

Quel avenir pour l'Afghanistan ? Toute prévision est difficile mais, pour aller au-delà des clichés, il faut revenir à quelques données de base.

Sur le plan politique, l'incompatibilité est totale entre l'islam des moudjahidins et le marxisme, même abstrait à la manière de M. Shariq, le premier ministre de Kaboul. Le régime de Kaboul disparaîtrait dans les mois qui suivent le retrait soviétique ; la question du délai n'a d'intérêt que pour les Soviétiques, soucieux de quitter l'Afghanistan la tête plus ou moins haute.

La vraie question politique est celle de la cohésion des moudjahidins. On pose généralement le problème en termes d'opposition entre « modérés » et « fondamentalistes ». Tant que le Hezb-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar incarnait par excellence l'option fondamentaliste et le roi Zahir Shah, l'option modérée, il y avait incompatibilité entre les deux.

La donne a changé : le Hezb a perdu beaucoup de poids et le roi lui-même s'est vu retirer son rôle dans le cadre d'une transition et non d'un retour à l'ancien régime. Le Hezb a été la principale victime de la disparition du général Zia : enfant chéri de l'Imar-Services Intelligence, l'agence pakistanaise chargée de réparer l'aide américaine aux résistants afghans, le Hezb recevait la part belle de l'armement ainsi qu'un soutien politique constant, tout en s'attachant aux autres partis, sans faire mystère de sa volonté hégémonique. Mais, depuis la victoire électorale de M. Benazir Bhutto, le Hezb a été marginalisé ; il a aussi perdu le soutien américain. C'est le Jamiat-Islami qui incarne maintenant l'option dite fondamentaliste. Or son idéologie comme sa base sont plus modérées que celle du Hezb.

Notables ou mollats ?

La distinction entre fondamentalistes et modérés perd d'autant plus son sens qu'il ne faut pas confondre le fondamentalisme comme système de droit et comme système politique : les guerriers pachtounes et royalistes qui combattent autour de Kandahar ou les mollats du parti Harakat-Englab, que l'on classe parmi les « modérés », sont tout aussi partisans de l'application de la charia que les militants islamistes du Nord ; la femme est plus confinée dans les tribus pachtounes du Sud, réputées politiquement plus laïques, que parmi les « fondamentalistes » tadjiks du Nord. L'opposition entre « fondamentalistes » et « modérés » porte non sur la place de l'islam dans la société, mais sur le choix d'un modèle politique. Car il y a consensus parmi les moudjahidins sur la République islamique.

Derrière le débat sur la future Constitution, la question de la légitimité du pouvoir se pose en termes plus ethniques que constitutionnels. Par exemple, les modérés veulent convoquer une jirgah, et les islamistes une shoura. Les deux groupes donnent la même définition de chacun de ces mots : Assemblée nationale issue d'élections libres. En fait, la jirgah, mot pachtoun, désigne plutôt une assemblée de notables : la shoura est un mot arabo-persan issu du vocabulaire coranique, et implique que les membres de l'assemblée aient une compétence religieuse. Avant même qu'on ne discute Constitution, c'est la question de la légitimité du futur pouvoir qui se pose.

Un nouvel équilibre ethnique s'est créé en Afghanistan : les Pachtounes, détenteurs de la légitimité historique, ont constitué la

meuse des réfugiés, et leur aristocratie tribale traditionnelle s'est disloquée. Leur poids est moindre, mais pas leurs prétentions. MM. Taraki, Amin et Najibullah étaient pachtounes. Ces derniers acceptent mal que la fin du régime communiste soit aussi la fin de leur hégémonie, même s'ils ont participé tout autant au djihad.

Guerre civile sur des bases ethniques, donc ? Encore une fois, les choses sont plus compliquées, car la définition d'une ethnée n'est pas simple en Afghanistan. Tout change si l'on parle des grands groupes ethniques (Pachtounes, Hazaras, Ouzbeks, Tadjiks...) ou des clans, parentaux et clientèles, qui constituent la base de l'identité communautaire au niveau des vallées et des villages. Appellons les premières « macro-ethnies » et les seconds « micro-ethnies ». Les premières ne se sont pas donné d'expression politique propre. Il n'y a pas de parti

On peut sans grand risque postuler que la stabilité d'un futur gouvernement de moudjahidins sera le produit d'un équilibre entre une coalition large et souple de partis exerçant le pouvoir à Kaboul et des pouvoirs locaux exprimant la segmentation traditionnelle de la société précisément par leur appartenance à ces mêmes partis et non par leur rejet (le mythe romantique des commandants de l'intérieur luttant contre les partis corrompus n'a pas de sens). Le tout sur fond de violence mais non de guerre civile.

« Nous saurons résister à l'aide »

Le dernier facteur-clé pour l'évolution de la situation en Afghanistan est la donnée stratégique.

Celle-ci n'est plus Est-Ouest mais régionale : les négociations américano-soviétiques sur les conflits régionaux visent non à réaliser des paix impossibles, mais à les vider de leur dimension Est-Ouest et idéologique. Que souhaitent donc les voisins de l'Afghanistan ? L'URSS veut un régime stable sous influence, celle que soit son idéologie. Pour le moment, elle considère que seule une présence, même limitée, de ses protégés dans tout futur régime peut permettre d'atteindre ce but. Il lui faudra sous peu réévaluer cet objectif en baisse.

L'Iran hésite entre deux politiques pour assurer son influence : soit par l'intermédiaire des communautés chiites locales (exportation de la révolution), soit par sa propre réinsertion dans le jeu diplomatique classique (en obtenant la participation des partis chiites aux négociations en cours entre moudjahidins et Soviétiques).

Le Pakistan, en transition, a renoncé au grand dessin islamique du général Zia, dont le Hezb était un pivot, mais se doit de soutenir les moudjahidins pour éviter toute reconstitution d'un axe Kaboul-Moscou ou Kaboul-New-Delhi et conserver l'alliance américaine. En somme, pour des raisons différentes, les trois voisins de l'Afghanistan ont des intérêts interventionnistes qu'il y a un an.

Mais la stabilité politique du pays suppose aussi sa reconstruction économique. Le budget présumé, tant à Washington qu'aux Nations unies, s'élève à plusieurs milliards de dollars. En fait, l'Afghanistan est moins détruit, dépeuplé et effamé que des rapports alarmistes ne le laissent entendre. La reconstruction devra se faire de manière prudente en tenant compte des structures existantes. La stratégie politico-humanitaire américaine vise depuis trois ans à créer, à partir de l'alliance des Sept, un contre-Etat à Peshawar susceptible de reprendre en main la gestion du pays une fois la capitale prise. Cette stratégie procède de la même vision étatiste et volontariste qui a présidé à la déroute de la révolution communiste.

Les Organisations non gouvernementales (ONG) préconisent une politique de développement local plus réaliste mais qui ne fait souvent qu'exacerber les micro-conflits, le tribalisme des organisations humanitaires se mouvant très facilement sur le tribalisme afghan : autrefois, elles ont leurs commandants. Reste à trouver une voie moyenne : celle d'une aide adaptée : « Nous avons résisté à l'agression, nous saurons résister à l'aide. » Les Afghans sont d'incontingibles optimistes.

OLIVIER ROY.

La vraie question politique est désormais la cohésion des résistants et l'équilibre des pouvoirs

tadjik ou pachtoun, mais un parti à majorité tadjik face à d'autres à majorité pachtoun.

Seuls, sans doute, les Hazaras, chiites et persanophones, ont conforté leur identité ethnique au cours de cette guerre ; mais leur division en cinq ou six partis soutenus par l'Iran les rend incapables de capitaliser en force politique cette identité retrouvée. Les Pachtounes restent fidèles aux identités tribales d'avant la guerre. Du coup, la division tribale garde tout son sens : les Douranis, autour de Kandahar, ont adopté un efficace mélange de fondamentalisme et de démocratie tribale, guère sensible aux affiliations politiques, alors que celles-ci sont plus fortes chez leurs voisins ghilzays, d'où sont issus aussi bien les communistes que les gens de Hekmatyar. Les Tadjiks n'ont pas d'organisation tribale ; ils parlent une langue commune, le persan, mais n'ont guère le sentiment d'une appartenance ethnique.

Une marqueterie ethnique

En revanche, les appartenances « micro-ethniques » jouent un rôle capital dans les affiliations politiques et les rivalités de partis au niveau local. La carte des conflits ethniques ne divise pas l'Afghanistan en grandes entités (Nord, centre, Sud), mais en fait une marqueterie où la logique des alliances est plus locale que nationale.

Une nouvelle génération a pris le pouvoir en Afghanistan. Ce sont des jeunes, intellectuels, mollats ou combattants sortis du rang. En dix ans, ils ont acquis un nouveau statut et se sont forgé une base de pouvoir à la fois politique et territoriale. Il y a une solidarité de la génération combattante, appartenance ethnique mise à part, pour ne pas être spoliée de la victoire. Or ces commandants appartiennent à des partis politiques dont ils tiennent la légitimité. Aucun d'eux, même Massoud, ne peut prendre Kaboul seul. L'appartenance à un parti politique est le seul moyen de participer au pouvoir central. Les commandants de l'intérieur ne sont pas des seigneurs de la guerre : ils demeurent dépendants des partis et loyaux à leur égard.

Suspension des pourparlers entre les deux Corées

Panmunjon. — Les pourparlers entre les deux Corées en vue d'une rencontre sans précédent des deux chefs de gouvernement ont échoué, mercredi 8 février, sur une revendication du Nord, réclamant l'annulation des manœuvres militaires américano-sud-coréennes.

Les pourparlers ont été suspendus après deux heures et quart d'intenses discussions, à la suite du communiqué lu par le chef de la délégation nord-coréenne, Pail Nam-jun, et demandant officiellement

l'annulation pure et simple des manœuvres conjointes « Team Spirit 1989 » (esprit d'équipe). Les deux parties ont néanmoins décidé de se retrouver de nouveau le 2 mars, au village de Panmunjon, situé sur la frontière.

Séoul et Washington affirment que ces manœuvres, les plus importantes du monde non communiste, sont purement défensives et destinées à assurer une coordination efficace des deux armées en cas d'urgence. — (Reuters.)

● INDE : la France propose des fusées et deux réacteurs nucléaires. — La France pourrait fournir à l'Inde les fusées dont elle a besoin pour placer des satellites de télécommunication et d'observation en orbite, ainsi qu'un programme pour la construction de deux réacteurs nucléaires, a indiqué lundi 6 février, à Paris, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, de retour d'Inde, où il a accompagné M. François Mitterrand. M. Curien s'est refusé à préciser qu'elle était la réponse des autorités indiennes à ces propositions. — (AP.)

Caton
COMMENT
AIDER
MITTERRAND
A SAUVER
LE CAPITALISME
EN FRANCE

Albin Michel

“La Révolution, c'est dangereux, et si on peut en faire l'économie, c'est pas plus mal”

Michel Rocard

CATON REVIENT
AUJOURD'HUI EN LIBRAIRIE
CE SOIR CHEZ PPDA A 22 H 30

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Le rapport du département d'Etat sur les violations des droits de l'homme

Washington critique sévèrement Jérusalem

Le département d'Etat américain a publié, mardi 7 février, à Washington son rapport annuel (1 500 pages) sur la situation des droits de l'homme dans 169 pays.

Selon ce rapport, le soulèvement palestinien dans les territoires occupés a conduit à une « augmentation substantielle » des violations des droits de l'homme par Israël en 1988. Washington estime que 366 Palestiniens ont été tués en 1988 par l'armée ou des colons israéliens. Au moins 13 d'entre eux ont été battus à mort et 4 autres ont succombé après avoir inhalé des gaz lacrymogènes. Il note que, malgré les consignes, « les soldats ont fréquemment tiré dans des situations qui ne présentaient pas de danger mortel pour eux, causant de nombreuses morts et blessures qui auraient pu être évitées ». Le rapport fait état de cinq cas où des détenus palestiniens sont morts dans des circonstances douteuses ou ont clairement été tués par leurs gardes. Washington souligne néanmoins qu'Israël est une « société ouverte et démocratique » mais range aussi parmi les violations des droits de l'homme les expulsions de Palestiniens et les destructions de maisons dans les territoires occupés.

● Au Proche-Orient, l'Irak et l'Iran sont violemment critiqués. Dans le cas de l'Irak, les plus graves violations ont été commises au cours de l'offensive contre les séparatistes kurdes après le cessez-le-feu avec l'Iran. En plus de l'usage de gaz de combat contre des civils, l'Irak a poursuivi la destruction systématique de villages kurdes et le déplacement forcé d'environ cinq cent mille Kurdes et Assyriens. Par ailleurs, les services de sécurité irakiens continuent à pratiquer la torture, les exécutions sommaires et les assassinats politiques à l'étranger.

En Iran, le rapport fait état de « centaines » d'exécutions politiques en 1988, de détentions arbitraires, d'usage de la torture et de répression des libertés d'expression et d'association.

En Egypte, Washington estime que les libertés politiques ont été élargies sous la présidence de M. Hosni Moubarak, mais déplore le peu de sanctions prises pour punir les abus et la torture des prisonniers ainsi que le maintien d'une loi d'urgence qui permet la détention sans jugement.

● En Asie, la Corée du Sud, Taiwan et le Pakistan ont évolué de manière positive vers la démocratie et le respect des droits de l'homme en 1988. En revanche, le rapport souligne la brutalité de la répression (arrestations arbitraires, tortures, assassinats) qui a frappé le mouvement pour la tenue d'élections libres en Birmanie. Entre les 19 et 21 septembre 1988, au lendemain du coup d'Etat militaire, environ mille manifestants pacifiques ont sans doute été tués à Rangoun par les forces armées. D'autres sont morts dans les prisons.

● En Amérique latine, « les progrès de la démocratie n'ont pas empêché les violations des droits de l'homme ». Le département d'Etat note des « progrès significatifs » au Chili, bien que les arrestations arbitraires et la torture y soient toujours pratiquées. La situation s'est égale-

ment améliorée à Cuba depuis la visite de la commission des droits de l'homme des Nations unies. En 1988, aucun assassinat politique, aucune exécution sommaire et aucun cas de torture n'a été signalé à Cuba.

En revanche, les droits de l'homme sont particulièrement menacés en Colombie. 16 000 morts violentes y ont été enregistrés en 1988, dont 1 500 apparaissent comme des assassinats politiques. Au Brésil, des centaines d'assassinats politiques sont attribués à des groupes d'extrême droite, à des affrontements entre paysans et propriétaires terriens ou entre trafiquants de drogue à Rio-de-Janeiro. Au Salvador et au Pérou, les guérillas de gauche sont les principales responsables des meurtres. Au Guatemala et au Honduras, en revanche, ce sont le plus souvent les forces de l'ordre qui enfreignent la loi.

● En ce qui concerne l'Afrique du Nord, le rapport note que les progrès sont « rares » en dehors de ceux enregistrés en Tunisie (grâce des prisonniers politiques, légalisation des partis d'opposition et d'associations d'étudiants). Au Maroc « la situation pourrait s'être détériorée », selon Washington, qui cite la répression violente d'une manifestation à l'université de Fes en janvier de l'année dernière. En Algérie, l'intervention de l'armée pour réprimer les manifestations d'octobre inquiète le département d'Etat.

● En Afrique sub-saharienne, il estime que cinq mille à dix mille personnes ont trouvé la mort au Burundi au cours de conflits ethniques et que de cent mille à deux cent cinquante mille autres sont mortes de faim dans le sud du Soudan, où les affrontements entre communautés rivales ont rendu impossible l'acheminement de vivres.

● En Afrique du Sud, Washington constate la « poursuite de la détérioration de la situation », le gouvernement ayant pris de nouvelles mesures pour réprimer l'opposition à l'apartheid.

● Pour l'Europe, le rapport fait état de « remarquables changements » en Union soviétique et de « nouveaux progrès vers une société ouverte » en Hongrie et en Pologne, où la liberté d'expression, le droit de manifestation gagnent du terrain. Le département d'Etat met au crédit de l'URSS la libération de toutes les personnes condamnées pour des raisons politiques ou religieuses, d'avoir fait de l'abus de la psychiatrie un crime répréhensible et d'avoir étendu la liberté de quitter temporairement le pays. Washington estime toutefois que « des garanties institutionnelles sont toujours nécessaires pour protéger l'individu contre l'autorité sans frein de l'Etat », et note que la KGB « n'a été soumise jusqu'à présent qu'à une faible dose de glasnost et de perestroïka ».

Le bilan est négatif pour plusieurs pays de l'Est. La République démocratique allemande « continue de limiter les libertés fondamentales ». Pour la Roumanie, le département d'Etat dénonce le « harcèlement des forces de sécurité ». En Bulgarie, la situation continue d'être caractérisée par une « dure répression », comme en Tchécoslovaquie où « on peut craindre un « retour à des pratiques antérieures ».

ALAIN FRACHON.

Pour Israël, un texte « injuste »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Injuste et quelquefois exagéré », a déclaré le conseiller juridique de l'armée israélienne, le général Amnon Strashnow, en commentant, mardi 7 février, le rapport du département d'Etat américain sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés.

Sans répondre encore de manière spécifique, des sources militaires ont indiqué que chaque accusation serait examinée « cas par cas ». Depuis le début du soulèvement, a indiqué le général Strashnow, 50 soldats et officiers ont été traduits en cour martiale — à huit reprises après la mort d'un Palestinien — et 200 à 300 autres punis par leurs chefs d'unité.

Dans une intervention qui n'était pas liée à la publication de ce rapport, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, a confirmé les principaux chiffres cités par le département d'Etat : 360 Palestiniens ont été tués au cours du soulèvement et 7 000 autres blessés, souvent légèrement, selon lui ; 80 000 soldats israéliens ont servi dans les territoires depuis le début de la révolte en décembre 1987.

Le ministère des affaires étrangères a préparé un document de quinze pages destiné à répondre aux Etats-Unis et dont le *Jerusalem Post* cite quelques extraits. Le rapport du département d'Etat « ne prend pas en compte le contexte général des événements et les incessantes provocations violentes d'éléments palestiniens extrémistes (...); une telle violence est destinée à tuer », déclare notamment le ministre.

Le rapport du département d'Etat ne fait que confirmer les informations de la presse israélienne et les enquêtes concordantes de plusieurs députés de la Knesset, notamment sur l'impréparation d'une armée de jeunes conscrits face à des tâches de maintien de l'ordre, et donc la propension à ouvrir le feu « dans des situations injustifiées », les arrestations arbitraires, les punitions collectives, enfin la pratique continue et quasi systématique du passage à tabac des personnes arrêtées.

La presse relève que le rapport du département d'Etat sur les violations des droits de l'homme dans le monde comprend mille cinq cents pages, dont seules vingt sont consacrées aux territoires occupés.

ALAIN FRACHON.

Après la visite de M. Dumas à Téhéran et la relance de l'affaire Naccache

Un journal iranien attaque violemment la France

Au lendemain de la visite de M. Roland Dumas à Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, alors qu'il se rendait à Madrid, a fait une escale inattendue à Londres, mardi 7 février, — « due aux conditions atmosphériques », — où il s'est entretenu avec son homologue, Sir Geoffrey Howe. Parmi les sujets abordés : les otages britanniques au Liban.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Tempête dans un verre d'eau ou mise en garde officieuse : un venimeux éditorial du *Jomhouriyeh Islami*, mardi 7 février, accusant la France d'être complice du terrorisme, a donné par sa virulence et son caractère délibérément offensant à l'égard du gouvernement français, du Parti socialiste et de M. Dumas en personne. L'avertissement semble adressé non seulement à la France, mais également à l'Occident et à tous ceux qui, en Iran, misent trop sur une ouverture vers le monde occidental et sont, dans ce but, prêts à faire toutes les concessions.

Le *Jomhouriyeh Islami*, qui, théoriquement du moins, dépend du président Khamenei, est en fait contrôlé par le courant radical hostile à une telle ouverture et dont l'un des chefs de file est le premier ministre lui-même, M. Mousavi, ce qui donne toute son importance au message transmis brutalement par le journal.

On se perd cependant en conjectures sur les raisons immédiates de cette véritable agression contre la politique de rapprochement avec la France, moins de vingt-quatre heures après la fin de la visite de M. Dumas, qui a pourtant été reçu ici avec tous les honneurs dus à un hôte de marque. L'une des explications avancées à ce sujet à Téhéran — la plus plausible — semble être le mécontentement suscité en haut lieu à la suite de la fin de non-recevoir que Paris aurait opposée à la demande de libération d'Anis Naccache, bien que ce problème litigieux ne soit en aucune manière mentionné dans l'éditorial en question.

Un autre motif de la mauvaise humeur de l'éditorialiste iranien est certainement l'allusion qu'a faite le ministre des affaires étrangères français aux violations des droits de l'homme en Iran. Dans tous les discours prononcés à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, les dirigeants iraniens se sont efforcés de prouver, contre l'attente, que les droits de l'homme étaient parfaitement respectés en Iran, contrairement à ce qui se passe ailleurs.

Passant à la contre-offensive, le *Jomhouriyeh Islami* condamne « l'impudence » du gouvernement français, qui, écrit-il, est le dernier à pouvoir parler des droits de l'homme, « alors qu'il a tant investi dans les groupuscules terroristes » — allusion à la présence en France des opposants iraniens. M. Dumas, avec son comportement stupide à Téhéran, a fait perdre tout semblant de sincérité et de sérieux aux conversations qu'il a eues en Iran », écrit encore le quotidien.

Après les invectives, la menace : « Tout semble indiquer, écrit l'éditorialiste du *Jomhouriyeh Islami*, que les socialistes sont soumis à une intense pression de la part des industriels et des hommes d'affaires, qui se plaignent que la France n'ait pu s'assurer une part significative du marché iranien alors que le commerce de l'Iran avec d'autres pays européens, y compris l'Allemagne, est plus considérable. La technologie française n'est pas telle que nous ne puissions acquérir une aide équivalente d'autres pays plus respectueux de notre évolution et de notre nation. Finalement, les Français, et en particulier les socialistes, sont incapables de comprendre la révolution islamique. Il semble également qu'ils veuillent poursuivre les anciennes méthodes de filous sous des formes nouvelles ».

Une autre personnalité marquante de la tendance dure du régime, le tout-puissant ministre de l'intérieur, M. Mohtashemi, affirme pour sa part que, « au lieu de servir les intérêts de ceux qui ont complété avec Saddam Hussein pour détruire l'Iran, nous devrions nous unir pour nous débarrasser des étrangers ».

Ce qui lui attire une vive réplique du *Teheran Times*, réputé pour ses

vues modérées, qui conseille, mercredi 8 février, à M. Mohtashemi de ne pas s'occuper des affaires étrangères, « qui ne sont pas de sa compétence ».

Dans les milieux proches du ministre des affaires étrangères, on ne s'émue guère de ces « articles de presse » qui, selon eux, ne changent rien au fait que le voyage du ministre français a constitué un « tournant historique » dans les relations franco-iraniennes. Il n'empêche, affirme-t-on dans ces mêmes milieux, que « certaines vérités doivent être dites », afin d'assainir le climat entre les deux pays.

Cette affaire aura prouvé, s'il en était besoin, que, dix ans après la révolution, le problème de l'existence de différents centres de pouvoir en Iran n'a pas encore été réglé et que toute décision prise risque d'être remise en question le lendemain.

JEAN GUEYRAS.

LIBAN

M. Deniau a rencontré de nombreux dirigeants

BEYROUTH

de notre correspondant

Ensemble du gouvernement français, M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, a marqué sa visite de cinq jours au Liban, qui s'achevait mercredi 8 février, par deux gestes symboliques attestant que, pour Paris, le temps ne semble plus au repli — politique et physique — dans ce pays. Arrivé vendredi à l'aéroport de Beyrouth, situé en secteur musulman et où aucun officiel français n'avait mis les pieds depuis la vague d'enlèvements au Liban, M. Deniau a donné un déjeuner au siège — habituellement désert ou presque, car lui aussi en secteur musulman — de l'ambassade de France, rue Clémenceau. Sur le contenu de sa mission, au cours de laquelle il a rencontré les chefs politiques et religieux de tous bords, à l'exception des intégristes musulmans, M. Deniau a indiqué que son objectif était « d'aider les Libanais » à concrétiser le processus constitutionnel devant permettre à leur pays de recouvrer son unité et sa souveraineté. Il a notamment souhaité une élection présidentielle « rapide ».

L.G.

Europe

BELGIQUE

Le mutisme des ravisseurs de M. Vanden Boeynants accroît l'inquiétude sur son sort

BRUXELLES

de notre correspondant

Les prétendus ravisseurs de Paul Vanden Boeynants, l'ancien premier ministre belge enlevé le 14 janvier devant son domicile, ne se sont pas manifestés mardi 7 février comme certains l'espéraient. Les membres de la Brigade socialiste révolutionnaire qui avait revendiqué le rapt avaient, en effet, dans leur premier message, demandé à deux quotidiens bruxellois d'organiser, le 7 février, un sondage auprès de leurs lecteurs sur la destination d'une partie de la rançon de 30 millions de francs belges (environ 4,5 millions de francs français) qu'ils avaient exigée.

Ce mutisme incite de plus en plus les responsables de l'enquête à penser que l'homme politique belge aurait pu être assassiné purement et simplement et que tous les indices n'ont en fait servi qu'à brouiller les pistes et à retarder l'ouverture d'une enquête criminelle. Ainsi de la pipe, de l'appareil auditif et d'une des

chaussures de VDB trouvées juste à côté de l'endroit où il a disparu. Ainsi des revendications de cette BSR qui ne cadrent pas avec le style des terroristes d'extrême gauche classiques. Ainsi même de la carte d'identité et de la lettre manuscrite de l'ancien premier ministre qui étaient parvenues aux enquêteurs fin janvier.

Quant à un rapt crapuleux réalisé par des professionnels, les enquêteurs n'ont pour le moment, du moins l'affirment-ils, nullement entendu parler d'une demande de rançon. Le fils de l'ancien premier ministre avait lancé la semaine dernière à la télévision belge un appel pathétique aux éventuels ravisseurs de son père. En pleurs, il était allé jusqu'à déclarer : « Je suis prêt à me déplacer et à discuter directement avec vous les modalités du règlement de vos revendications. Je ne vois pas ce que je pourrais ajouter à ces propositions. Si vous en voyez d'autres, faites-le moi savoir ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

URSS

Appels en faveur des onze membres du Comité Karabakh emprisonnés

Le chanteur français Charles Aznavour a été reçu mardi 7 février pendant une heure et demie au Kremlin par le premier ministre soviétique, M. Nikolaï Rykov, responsable de la reconstruction en Arménie. A l'issue de l'entretien, Charles Aznavour, qui vient d'achever une visite sur les lieux du tremblement de terre, a indiqué qu'il était intervenu en faveur des onze membres du Comité Karabakh emprisonnés à Moscou depuis le début de l'année.

Au troisième jour de leur visite en Italie (le *Monde* du 8 février), M. Andreï Sakharov et sa femme, Elena Bonner, ont également lancé, mardi, à Rome, des « appels pressants » en faveur de la libération des membres du comité. Au cours d'un entretien avec M. Bettino Craxi, leader du Parti socialiste italien, M. Sakharov et M^{me} Bonner ont déclaré qu'il fallait « absolument faire quelque chose à l'ouest » en exigeant de Moscou la libération de ces dissidents.

A Paris, l'association Solidarité franco-arménienne a rendu public,

mardi, un texte dans lequel elle réclame la libération des onze membres du Comité Karabakh emprisonnés, la législation de ce comité et la levée de l'état de siège en Arménie. Parmi les signataires de ce texte figurent notamment M^{me} Simone Veil et MM. Chaban-Delmas, Méhaignerie, Ionesco et Schwartzberg.

Un haut responsable du ministère soviétique de l'intérieur, le général Nikolaï Vasko, a dressé, mardi 7 février, au cours d'une conférence de presse à Moscou, un nouveau bilan officiel des violences interethniques qui agitent le Caucase depuis un an : 91 personnes — dont 4 soldats — ont été tués et plus de 1 600 — dont 117 soldats et 32 policiers — blessés.

Le général Vasko a ajouté que 141 000 Azeris ont fui l'Arménie depuis le 22 novembre, alors que 158 800 Arméniens ont quitté l'Azerbaïdjan. On compte 43 800 Arméniens et 4 100 Azeris ont ensuite pris le chemin du retour, a-t-il précisé. — (AFP, Reuter.)

CORRESPONDANCE

La situation des juifs

M. Henry Bulawko, vice-président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), nous a adressé ce point de vue sur la situation des juifs en URSS :

Le 12 février, on doit inaugurer à Moscou le premier centre culturel juif. Il portera le nom du célèbre comédien et metteur en scène Shlomo Mikhoels, qui figura parmi les victimes de Staline (on apprend que dix écrivains et artistes juifs, assassinés sur l'ordre de Staline, ont été enfin réhabilités).

C'est là un événement important, surtout dans la mesure où il intervient après de multiples signes adressés aux juifs et à l'Etat d'Israël. Il serait trop long de les énumérer tous : échanges artistiques, matches amicaux, des milliers de touristes soviétiques en Israël l'an passé, l'ouverture d'un restaurant cachet (remplaçant le modeste établissement où je mangiai, en septembre 1987, avec le grand rabbin

de Moscou), séjours de ce dernier, le grand rabbin Szajevitch, à New York et en Israël, etc. Tout cela, à peu de chose près, reflète les promesses qui me furent faites tant par le secrétaire général du PCUS que par le président du Comité des affaires religieuses, le ministre de la justice ou par d'autres personnalités rencontrées alors. (...)

Concernant Israël, on me demande d'être patient. On sait que les gestes de rapprochement ont été nombreux. Et on ne saurait sous-estimer l'importance du « conseil » donné par le secrétaire général à Yasser Arafat : « Reconnaissez Israël ! »

Un point reste préoccupant : l'agitation du groupe nationaliste arménien Pamyat (et d'autres groupes qui viennent le concurrencer). Je pense qu'il faut créer en URSS un organisme semblable à la LICRA ou au MRAP. (...) Il reste beaucoup à faire. Voici vaine l'heure des projets constructifs.

EN BREF

● POLOGNE : grève de mineurs. — Le jour même où démarrait à Varsovie la table ronde gouvernement-opposition, cinq mille mineurs se sont mis en grève dans une mine de lignite du centre du pays, à Belchatow, pour réclamer des augmentations salariales. La porte-parole du gouvernement, M. Urban, s'est aussitôt déclaré inquiet de conflits qui menacent la politique menée par Varsovie pour stabiliser la situation économique, efforts que les autorités souhaitent voir appuyées par Solidarité en échange de la reconnaissance du pluralisme syndical. Deux représentants de Solidarité ont été envoyés mardi sur les lieux pour tenter de calmer les choses. — (AFP.)

● Tchécoslovaquie : appel au président Mitterrand en faveur de Vaclav Havel. — Le Comité international pour le soutien à la Charte 77 a lancé, mardi 7 février, un appel au président François Mitterrand pour lui demander d'intervenir auprès des

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

WILSON

... des ravisseurs
... Van der Hoeymans
... sur son...



1254

appelé en faveur des 6070 m2
de Corail Karahakhi empiète

Mercredi 8 février en Tarentaise.

- 9 h - Sur les pistes.
- 12 h - Les oreilles en éventail au restaurant d'altitude.
- 14 h - Sur les pistes.
- 16 h - Luge avec les tortues.
- 17 h - Piscine.
- 20 h - Fondue savoyarde.
- 22 h - Discothèque au "Show lapin."

Heureux comme un lapin à la neige!

DISCUSSION

La situation des

Bowski!

LES STATIONS DE TARENTEISE.

LES ARCS/BOURG-ST-MAURICE : 79.07.26.00 – COURCHEVEL : 79.08.00.29 – LES MENUIRES : 79.08.20.12
MÉRIBEL : 79.08.60.01 – LA PLAGNE : 79.09.79.79 – PRALOGNAN LA VANOISE : 79.08.71.68 – LA ROSIÈRE : 79.06.80.51
TIGNES : 79.06.15.55 – VAL D'ISÈRE : 79.06.10.83 – VALMOREL : 79.09.84.44 – VAL THORENS : 79.00.01.06

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Enquête

La politique d'ouverture de Hanoï

Le Vietnam, à son tour...

(Suite de la première page.)
Décidée par le 6^e congrès du Parti communiste, en décembre 1986, la libéralisation économique fait son chemin. On s'aperçoit du changement dès le passage de la douane, témoigne l'un de ces nombreux exilés de l'après-1975, qui reviennent en visite sur leur terre natale. Les autorités ne comptent plus nos devises à l'entrée dans le pays.

Dans l'ex-rue Catimat, le quartier français d'antan, des magasins d'appareils photographiques et de montres de luxe côtoient les boutiques ordinaires. Plus loin, des dizaines de vidéo JVC, Philips ou Sony, encore dans leur embal-

par des milices régionales de 500 000 hommes.

Entre 1977 et 1982, Hanoï a multiplié les traités d'amitié et de coopération avec le Laos et la RDA, l'URSS, le Cambodge, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et Cuba. Ces docteurs du socialisme n'ont pas rendu la santé au Vietnam: ils n'ont reconstruit ni les villages du Nord, bombardés pendant la guerre, ni les routes et les infrastructures, dont la vétusté paralyse les communications entre le Nord et le Sud.

En 1988, les mineurs d'antracite, près du port de Haiphong, ont dû se procurer auprès de pays voisins du riz, facturé en dollars.

Ce succès tricolore ne peut masquer l'inconsistance du rôle joué par Paris au cœur de l'ancienne Indochine. « Saigon doit redevenir une ville fastueuse, où l'argent coule à flot, où l'on peut écouter la Traviata », rêve l'économiste Louis Mendras, chargé d'épauler le Vietnam dans son contentieux — en voie de règlement — avec le FMI. La France perd des points dans le commerce mondial: or, c'est en Asie que la croissance est la plus forte. Saigon est à une heure d'avion de tous les grands centres de la zone: Bangkok, Jakarta, Singapour. Il faut en faire le quartier général des entreprises françaises en Asie.

mitié s'arrête au champagne, c'est-à-dire au commerce.

« Les pays de l'ASEAN (1) ont été les premiers à comprendre que leur percée en Asie supposait de passer outre l'affaire cambodgienne », estime un diplomate français en poste à Hanoï. L'Australie a dépêché à son tour ses chefs d'entreprise au Vietnam. Bien lui en a pris. Elle a soufflé à CIT-Alcatel le marché des télécoms dans la capitale et à Ho-Chi-Minh-Ville.

Convaincue d'offrir un matériel plus sophistiqué que son concurrent des antipodes, la firme française a refusé d'abaisser ses tarifs. « Ses dirigeants n'ont pas compris qu'il fallait payer un ticket d'entrée », regrette un observateur européen. Les Australiens ont proposé la mise en place de stations télécoms provisoires et gratuites, en attendant de construire plus tard des installations définitives.

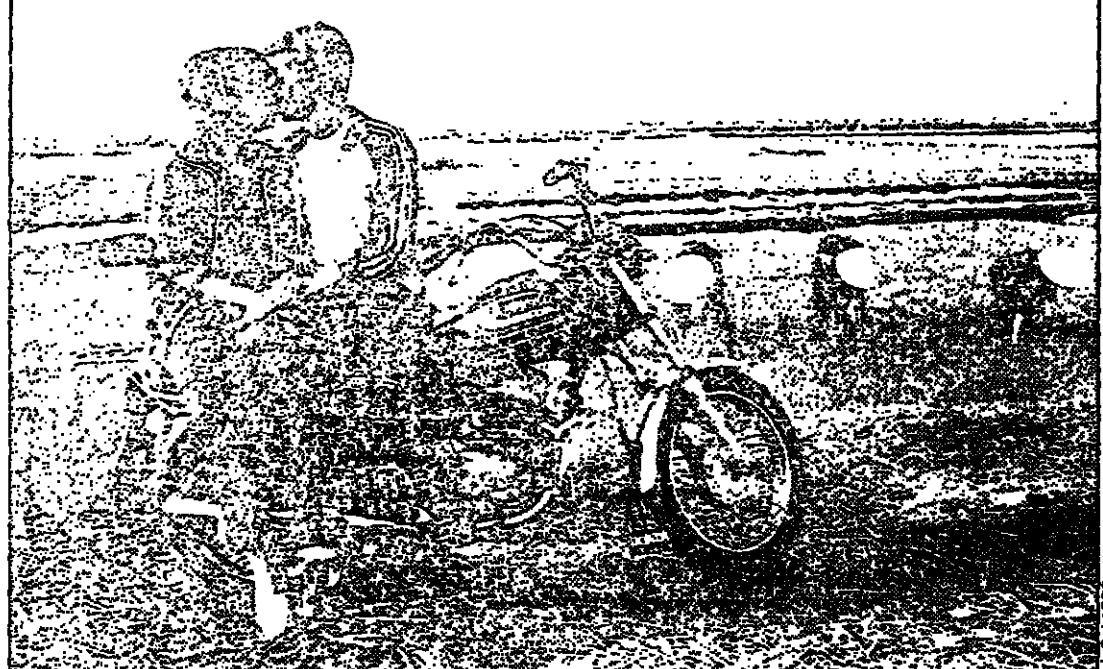
Détail piquant: la station de Hanoï payée par Sydney a été réalisée avec du matériel acheté sur place à Alcatel, le Vietnam maintenant un embargo d'importation sur certaines pièces. Pour se consoler, CIT a obtenu la construction d'une station terrestre à Da-Nang, au centre du pays.

Le rêve américain

Sur l'ensemble du littoral, les Japonais ont lancé un immense projet de pisciculture de 230 millions de dollars. C'est aussi au Vietnam qu'ils cherchent de l'or et des pierres précieuses et prêtent du sable pour fabriquer un verre de grande qualité.

Officiellement, la présence américaine n'existe pas. Les relations diplomatiques restent coupées entre Hanoï et Washington. Séquelles de la guerre, intervention au Cambodge, dette au FMI, gel des fonds des banques vietnamiennes aux États-Unis depuis 1975: les obstacles au rapprochement subsistent. Mais, sans le clamer, Hanoï et Ho-Chi-Minh-Ville rêvent de l'Amérique, de ses techniques, de sa vie facile et d'un système qui paraît marcher mieux que tous ceux expérimentés auparavant. « Quand les Américains reviendront, ils dédommageront les Vietnamiens et investiront 4 milliards de dollars; les prêts pourront redémarrer », prévoit un diplomate.

Le pas n'est pas encore franchi, mais les signes de bonne volonté se multiplient: délégations officielles, sénateurs, membres d'organisations humanitaires et touristes venus des États-Unis



lage plastique, attendent le client. La projection privée de cassettes étrangères permet aux plus aisés d'échapper au cinéma officiel, en retard sur les nouvelles mentalités. Toujours la quête d'ouverture... Plus qu'un choix, une nécessité.

Une économie exsangue

Malgré le soutien massif de l'URSS, l'économie vietnamienne est exsangue. L'agriculture, principale activité du pays, ne nourrit pas son monde à coup sûr. Le manque d'engrais et de compétences empêche la production d'augmenter sensiblement. Les rendements en riz sont parmi les plus faibles de la région. L'absence de capacités de stockage entraîne d'énormes pertes. Pendant ce temps, la population croît de 2,1 % chaque année. Le Vietnam, où l'on recense actuellement 65 millions d'habitants, en comptera 100 millions à la fin du siècle si les tendances démographiques actuelles ne sont pas corrigées.

Depuis 1982, Hanoï a cessé tous ses paiements au Fonds monétaire international (FMI). Son arriéré atteint près de 100 millions de dollars et s'ajoute à une dette de l'ordre de 2 milliards de dollars contractée auprès des pays occidentaux. Sans oublier la créance soviétique évaluée à 6 milliards de dollars.

Mis au ban de la communauté internationale après son intervention armée au Cambodge en 1978, le régime de Hanoï s'est trouvé escoué, enfermé dans un tête-à-tête de plus en plus conflictuel avec Moscou. Les aberrations économiques n'ont cessé de s'accumuler: une inflation approchant 1 000 % quand les salaires mensuels à Ho-Chi-Minh-Ville dépassent rarement 20 dollars par mois; l'entretien de « forces populaires d'autodéfense » d'un million d'hommes, doublées à l'intérieur

alors que les régions du Sud disposaient d'excédents. L'an passé, quarante-sept mille Vietnamiens, lassés de leurs conditions de vie, ont fui le pays, en majorité par la mer.

A Ho-Chi-Minh-Ville, près de l'ancien ministère des affaires étrangères, ils sont plus de deux cents à attendre chaque jour de remplir une demande de départ volontaire. Les « Américains », ces enfants de GI mal intégrés à la société vietnamienne, ne sont pas les seuls candidats à l'exode. « Le pays est accablé. Les dirigeants ont été incapables, l'ouverture est une question de survie », estime un observateur.

Les hommes d'affaires se bousculent

L'appel a été entendu. En 1987 encore, les deux vols internationaux qui desservaient chaque semaine le Vietnam étaient à moitié vides; aujourd'hui, les six avions hebdomadaires sont pleins à craquer. Aucune place n'est disponible d'ici à la fin mars. Avec ses deux dessertes, Air-France ne parvient plus à satisfaire la demande. Les hommes d'affaires se bousculent dans la capitale pour les contacts officiels, et à Ho-Chi-Minh-Ville pour les relations commerciales.

Conséquence logique: l'hôtel Thong-Nhat (ex-Métropole) à Hanoï sera bientôt rénové. Un moment tentés par un projet japonais de six cents chambres, les Vietnamiens ont déchanté en découvrant les plans: les architectes nippons envisageaient de raser le Thong Nhat pour bâtir, à sa place, une tour dépassant de très loin tous les édifices d'Hanoï, y compris l'immeuble voisin dominé par le portrait d'Hô-Chi-Minh. L'ouverture ne doit pas être sacrifiée. Le Thong Nhat fera peau neuve à la française. Les travaux seront sans doute confiés à la firme Pullman.

Mesquineries

Autant de pays qui verraient d'un mauvais œil le retour de la France sur le lieu de ses anciennes conquêtes. Ils n'ont guère de soucis à se faire. N'en déplaie aux nostalgiques de la francophonie, les jeunes disent « hello » plus spontanément que « bonjour » et les diplomates les plus prisés au Vietnam sont ceux défrichés en RDA. De rendez-vous manqués en maladroites répétitions, les liens entre Paris et Hanoï se sont distendus.

Le Vietnam, qui espérait beaucoup, a reçu peu et mal. On se souvient dans la capitale des mille abonnements à un quotidien français promis par Régis Debray, de passage en février 1982. Le premier exemplaire est toujours attendu. On parle encore du tramway « Lille-Roubaix-Tourcoing », qui devait arriver quinze jours après la visite de Charles Fiterman, alors ministre des transports, en mars 1984. Les voitures ont été expédiées trois ans plus tard et leur fonctionnement se révèle défectueux.

Les petites mesquineries se sont accumulées, comme le boycottage par les Français de l'enseignement de leur propre langue, sous prétexte qu'elle n'est pas la seule dispensée dans l'institut qu'ils ont construit. Ou le refus récent d'un visa pour la France au patron de Petro-Vietnam, la grande société pétrolière du pays, alors que les responsables de Total venaient d'obtenir un feu vert de Hanoï pour prospecter dans le Nord. La firme française a engagé un programme de 28 millions de dollars sur cinq ans, mais la concurrence est rude: les Indiens et les Suédois sont déjà au travail à la frontière chinoise. Petrofina, Shell, le groupe Doumeng (en association avec une firme britannique) et BP sont aussi à pied d'œuvre.

Pendant que Paris s'est retranché derrière une position de principe — pas d'aides ni d'investissements au Vietnam avant le retrait de ses troupes du Cambodge — de nombreux États ont adopté la vieille devise de Bismarck: l'ini-

La grande prudence des firmes françaises

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

La visite officielle au Vietnam du ministre français de l'Agriculture, M. Henri Nallet, fin janvier, a ouvert la perspective de nouvelles relations bilatérales entre Paris et Hanoï. Le don de 5 millions de francs du Trésor et l'engagement de la France de conclure un nouveau protocole financier avec le Vietnam pour mettre en œuvre divers projets de développement ont été bien accueillis à Hanoï.

Pendant de nombreuses années, les ventes des entreprises françaises au Vietnam ont été réalisées sous le couvert de protocoles financiers accordés par Paris à son ancienne colonie. Entre 1973 et 1977, la France a ainsi offert cinq protocoles d'un montant global de 1,6 milliard de francs. Dans un parallélisme parfait, le Vietnam a acheté aux entreprises françaises pour 1,85 milliard de francs de produits, de 1973 à décembre 1978.

En décembre 1981, un nouveau protocole de 200 millions de francs a été signé. Mais la cessation de paiement du Vietnam depuis le début de 1982 a incité Paris à suspendre son aide. Le protocole n'a jamais été appliqué. « Cela explique en grande partie la trop faible présence

commerciale des industriels français, habitués aux financements sur protocole », peut-on lire dans un rapport occidental.

Les relations économiques « protocolaires » entre Paris et Hanoï permettaient aux hommes d'affaires français de limiter leurs risques au minimum. En l'absence de protocoles, ils ont perdu le sens de l'initiative... et des parts de marché. Les exportations du Vietnam vers la France ont en même temps fortement progressé, de 20 millions de francs en 1980 à 110 millions de francs en 1987. Cette année-là, Hanoï couvrait ainsi la moitié de ses importations en provenance de France par ses exportations vers Paris. Dans les années 70, le taux de couverture était inférieur à 10 %.

Jusqu'à présent, les protocoles conclus entre les deux pays n'ont pas eu d'effet d'entraînement durable sur l'implantation des sociétés françaises au Vietnam. Rien ne prouve que l'effort bilatéral aujourd'hui entrepris portera ses fruits. Les mêmes causes risquent plutôt de produire les mêmes effets. Le « risque Vietnam » paraît encore trop élevé pour inciter des firmes françaises à se lancer de leurs propres ailes sur ce marché. La confiance n'est pas encore au rendez-vous.

E. F.

affluent au Vietnam. La diaspora de Californie et l'ambassadeur de Hanoï aux Nations unies préparent le terrain pour de nouvelles relations. En Asie, c'est à Bangkok que le Vietnam, via son ambassadeur, renoue des liens avec des Américains de passage.

Étonnant spectacle que ces vétérans démissionnant aujourd'hui les engins qu'ils posèrent il y a plus de quinze ans dans les terres du Nord. Une mission chargée de retrouver les corps de GI disparus est dernièrement repartie aux États-Unis en laissant sur place, en appât, trois Jeeps rouillantes et un ordinateur des plus modernes.

La poussée asiatique et les envies d'Amérique laissent une place réduite aux pays d'Europe. Le British Institute a réussi à négocier la diffusion de quelques heures hebdomadaires de leçons d'anglais à la télévision. Une équipe de reporters espagnols vient de réaliser un film de quatre

heures sur le Vietnam destiné à attirer les investisseurs ibériques. Entre 1982 et 1986, l'absence de protocole financier entre la France et le Vietnam a dissuadé les entreprises tricolores de courir le risque indochinois (voir encadré), à l'exception de Rhône-Poulenc, dont la présence s'est maintenue sans interruption depuis 1975. En 1987, et plus encore l'an dernier, les Français ont cependant fourni pelle-méte des pièces détachées pour la cimenterie de Ha Tien, poursuivi la construction d'une grande papeterie à Tan-Mai, réalisé des abattoirs porcins et des équipements portuaires, construit des laboratoires. La Compagnie générale maritime assure une liaison régulière de porte-conteneurs entre Le Havre et Ho-Chi-Minh-Ville.

Avant d'aller plus loin, la France et tous ses concurrents mieux placés qu'elle au Vietnam veulent poser une question de confiance. Le pays entend s'ouvrir et montrer patte blanche au FMI. Un code des investissements étrangers et ses décrets d'application, organisant l'activité des opérateurs privés et des sociétés d'économie mixte, ont été publiés. Mais de quel bois est fait le plan de reconstruction de l'économie vietnamienne, indispensable pour une reprise durable des apports financiers extérieurs?

C'est le flou qui l'emporte. « Nous voulons réhabiliter le profit. Les gens qui gagnent de l'argent n'ont pas le montrer; les entrepreneurs nationaux se cachent encore. Il faudra créer pour eux un code des investissements particulier », explique un proche du régime. Rien ne filtre, en revanche, sur la manière de rénover le système bancaire ou de lutter contre le marché parallèle des devises, tenu par les Chinois.

Dans les reflets des vitrines de Saigon et des rizières voisines, brillantes comme des miroirs, le Vietnam cherche les couleurs de l'ouverture. Le rouge passe mais résiste encore. Dieu couché dans son mausolée de granit et de marbre, oncle Hô continue de veiller. S'il veut se tourner vers son passé, le pays devrait remonter beaucoup plus loin, vers 1010, lorsque Hanoï s'appelait Thang Long, la cité du dragon prenant son essor.

ERIC FOTTORINO.

(1) Association des Nations d'Asie du Sud-Est: Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Thaïlande, Brunei.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

GALERIES et MUSÉES
Annoncez vos expositions sur Artline
(16) 61-70-77-29

36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

Enquête

à l'intérieur et à l'extérieur

La fin d'une quarantaine

HO-CHI-MINH-VILLE
de notre envoyé spécial

« Jamais, dans notre histoire, nous n'avons connu une si longue période de tension avec la Chine. Il fallait y mettre un terme. » C'est ainsi qu'un vieux cadre communiste accablé, avec un évident soulagement, la reprise du dialogue entre Pékin et Hanoï.

La brouille remonte à 1974, quand les Chinois, sans attendre la victoire, l'année suivante, des communistes vietnamiens, prirent pied sur l'archipel des Paracels, alors occupé par les troupes de Saïgon. La crise culmina en 1979, lorsque l'armée chinoise, au lendemain de l'occupation militaire du Cambodge par les Vietnamiens, attaqua sur la frontière commune aux deux pays. « Le Cambodge, poursuit le même interlocuteur, c'était un piège chinois. Il fallait éviter d'y tomber. »

Le jugement est sans doute osé, car rien ne prouve que les Chinois, à l'époque des Khmers rouges, de 1975 à 1978, avaient assez de poids à Phnom-Penh pour dissuader leurs criminels protégés non seulement de revendiquer des pans entiers de l'empire khmer, perdus au fil des siècles, mais aussi d'attaquer leur puissant voisin, comme ils le firent notamment en 1977 et 1978 pour reconquérir le delta du Mékong, annexé au dix-huitième siècle par les Vietnamiens.

Il reste qu'une page se tourne. Le procès d'une stratégie indochinoise, fait aux communistes vietnamiens depuis près de soixante ans, s'efface devant les réalités de cette fin de vingtième siècle. L'armée de Hanoï quitte le Laos et le Cambodge, ne laissant sur place — peut-être pour un temps seulement — que des unités de contrôle des voies d'infiltration, des sonnettes d'alarme et, bien

entendu, des réseaux d'informateurs. La crise se dénoue, au moins à court terme, et l'histoire reprend son fil.

A 60 kilomètres à peine à l'ouest de Ho-Chi-Minh-Ville, métropole méridionale qui se réveille depuis trois ou quatre ans, les maisons à ras de terre, typiques de l'environnement vietnamien, font peu à peu place aux pavillons sur pilotis du Cambodge. Ici et là, également, surgissent des pagodes, aux toitures vertes et oranges, que l'on retrouve partout en Thaïlande. C'est, au lieu-dit de Mook-Bai, la frontière entre deux univers. Appendice extrême-orient, confucianiste avant tout, moraliste, raisonneur, romantique mais sans fantaisie, le Vietnam s'arrête là où commence l'Asie du Sud, avec ses dieux, ses bonzes en robe safran — ceux du « petit véhicule », — le charme de son indolence et de redoutables coups de folie.

Un complexe d'encerclement

Certes, pour contenir au nord l'empire du Milieu, le Vietnam grignota ses voisins du Sud, le royaume du Champaa puis l'empire khmer, en pleine décadence, implantant un peu partout des colonies militaires. Ainsi s'installa-t-il dans le delta du Mékong — son grenier à riz d'aujourd'hui, — autrefois le pays des Khmers kroms, qui sont encore quelques centaines de milliers. Le protectorat français sur le Cambodge, en 1863, mit un terme à cette expansion.

L'histoire, aujourd'hui, s'arrête à Mook-Bai, à l'entrée du Bec de canard, même quand dans cette campagne cambodgienne se mêlent de nouveaux chapeaux coniques vietnamiens et échappées khmères. Bonsculs par des déve-

loppements qu'ils ne pouvaient contrôler — l'impatience d'un Cochinchinois, la résistance de la Chine, leur propre épuisement économique, — les Vietnamiens se sont résolus, au bout de deux ans, et non sans hésiter, à changer leur fusil d'épaule.

Les Chinois ont eu beau leur faire une dernière « politesse », — en profitant de leur supériorité navale pour occuper, en février 1988, une partie de l'archipel des Spratleys, — Hanoï a envoyé un émissaire à Pékin, comme l'on expédiait, autrefois, un tribut à l'empereur. Pour que tout, puisqu'il le fallait, rentre dans l'ordre : les Français puis les Américains chassés, il ne restait plus qu'à reprendre le chemin de Pékin.

Du coup, le jeu renouant avec une règle millénaire — le Vietnam s'est dégage de la tutelle chinoise en l'an 939 tout en demeurant, faute de mieux, un obligé, — il peut de nouveau s'ouvrir. Repliés sur eux-mêmes pendant une dizaine d'années, les communistes vietnamiens ont été les victimes d'un redoutable complexe d'encerclement. Pékin avait déjà, en pleine guerre américaine, pris langue avec Washington.

C'était en 1972. Trois ans plus tard, quand les Khmers rouges ont pris la capitale du Cambodge, Hanoï a pensé à tomber dans la trappe d'un axe Washington-Tokyo-Pékin-Bangkok-Phnom-Penh. Il fallait donc assurer le flanc ouest, et ce fut l'intervention militaire au Cambodge, une opération menée une fois les garanties nécessaires prises auprès du Kremlin : pacte militaire et adhésion au Comecon. Comme le fit, à la fin du dix-huitième siècle, le futur empereur Gia-Long en s'appuyant sur des mercenaires français pour reconquérir Hué et en faire la capitale du pays, les communistes vietnamiens étaient

ainsi entrés dans un jeu dont ils ignoraient certaines règles.

Après la reprise du dialogue avec la Chine — avec laquelle ils avaient toutefois pris soin de ne pas rompre les relations diplomatiques, — les dirigeants communistes vietnamiens se sentent plus à l'aise. Tout paraît, du coup, plus simple, même quand il reste à effacer — la tâche, il est vrai, n'est pas mince — une bonne dizaine d'années de gâchis.

La victoire communiste de 1975 ne se révéla pas aussi que le temps de trancher les liens avec l'Occident vaincu. Comme le dit depuis un membre éminent du P.C. originaire du Sud, « la réunification fut bâclée, et on appliqua, sans réfléchir, les règlements du Nord. Plus tard, on envoya les enfants du Sud se battre au Cambodge, tandis que ceux du Nord avaient le monopole des bourses d'études à l'étranger ». Bref, ce fut la loi des vainqueurs.

« Rééducation » et boat-people

Un demi-million de fonctionnaires et militaires du régime de Saïgon, selon des déclarations officielles, furent détenus en « rééducation », et une centaine d'entre eux — officiellement — s'y trouveraient encore. Surtout, tout un monde urbain parasitaire fut déplacé dans des « nouvelles zones économiques », des secteurs ravagés par la guerre, dans des conditions aujourd'hui dénoncées par les autorités. Environ trois millions de personnes furent ainsi déplacées.

Pays de la « rééducation », le Vietnam socialiste fut aussi celui des boat-people. Le *Nhân Dân*, organe du P.C. à Hanoï, a admis récemment que, « en 1978 et 1979, conformément aux vœux d'un nombre de personnes qui voulaient partir à l'étranger pour y retrouver leurs parents, l'Etat a autorisé certaines unités, y compris le service de sécurité de la province de Dong-Nai, à organiser leurs départs ». Cette époque fut celle de la chasse aux Hoa, les Chinois du Vietnam, qui furent alors par dizaines de milliers. De nombreux fonctionnaires en profitèrent pour s'enrichir.

La vindicte à l'égard des vaincus ne s'arrêta pas là, les anciens « collaborateurs » étant souvent interdits de travail et leurs enfants d'accès à l'enseignement. Bien entendu, à l'époque d'un communisme de guerre entretenu par l'intervention au Cambodge, les réformes — par exemple, la collectivisation des terres dans le Sud — profitèrent aux tenants du pouvoir, souvent tentés par des abus longtemps impunis.

Même si elle s'est amorcée plus tôt, la remise en question est devenue nettement perceptible en 1985, époque à laquelle la volonté de « communiser » le Sud fut abandonnée. Quatre ans plus tard, les dirigeants prennent leurs quartiers, en hiver, à Ho-Chi-Minh-Ville où, tout récemment, l'exercice de la médecine privée a été autorisé, ainsi que l'ouverture d'écoles privées. On remet les pendules à l'heure. Dans cet univers vietnamien marqué par la tradition du repli, où l'étranger est très bien accueilli, mais seulement en tant qu'invité, l'ouverture, surtout depuis deux ans, signifie avant tout le rétablissement de relations normales avec le reste du monde.

L'apprentissage d'une telle démarche se révèle difficile. Il ne s'agit pas seulement, en effet, de lutter contre les pesanteurs d'un système tributaire de cadres intermédiaires à la mentalité d'anciens combattants. Après tant d'années de guerre et un siècle de colonisation, les Vietnamiens ont surtout besoin de retrouver leurs réflexes dans un monde qu'ils perçoivent mal. Enfin, le handicap du sous-développement sera long à surmonter.

La boucle, pour les Vietnamiens, n'est peut-être pas entièrement bouclée. Mais on en est déjà à courir une diaspora peuplée d'anciens boat-people. Tout en reprenant le chemin de Pékin, on a renoncé à toute revendication à l'égard des Américains, eux-mêmes impatients de renouer avec les souvenirs — les bons, pas les mauvais — de cet ancien champ de bataille. Normalisé ou en voie de l'être, le Vietnam n'est plus en quarantaine.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

POUR LA LIBÉRATION DES MEMBRES DU COMITÉ KARABAGH POUR LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE EN ARMÉNIE

Dans une Arménie encore sous le choc du tremblement de terre, le gouvernement soviétique, en plusieurs rafles successives, a jeté en prison les onze membres du Comité Karabagh. Sans avoir précisé aucun chef d'accusation, il les a transférés à Moscou pour, semble-t-il, les juger.

Le Premier Ministre Rikiov leur reproche d'avoir « exacerbé les tensions inter-ethniques, organisé le désordre, brandi les armes... ».

En réalité, quelle a été l'action du Comité Karabagh ? En neuf mois d'existence, il a :

- tenu des meetings régulièrement autorisés où se sont exprimés divers courants d'opinion ;
- fait circuler des pétitions et organisé des manifestations pour que les instances législatives de la République arménienne prennent à leur compte la revendication de rattachement du Karabagh ;
- favorisé l'expression des préoccupations écologiques et développées l'enseignement en langue arménienne ;
- présenté et fait élire des candidats au Soviet suprême ;
- accusé les réfugiés arméniens des pogroms d'Azerbaïdjan quand le pouvoir voulait les refouler ;
- condamné les meurtres d'Azeris qui ont eu lieu en Arménie après ces pogroms et combattu tout débordement nationaliste ;
- mis en place les premiers secours après le séisme.

Ces hommes font partie de l'élite intellectuelle de l'Arménie. Ils ont su inscrire la demande de rattachement à l'Arménie d'une région peuplée aux trois quarts d'Arméniens dans le processus de démocratisation lancé par M. Gorbatchev. Ils ont animé avec un sens aigu des responsabilités un mouvement d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'URSS. Ils ont défini une orientation politique visant à étendre la souveraineté de l'Arménie dans le cadre de l'URSS et à faire avancer les Arméniens dans la voie des libertés politiques, économiques, sociales et culturelles qui sont le fondement de nos propres sociétés.

Ils expriment la société civile arménienne et incarnent l'espérance en un renouveau démocratique du pays. Ils empêchent de participer aux élections aura mal de la volonté de dialogue du pouvoir, les maintenir en prison constitue une atteinte aux droits de l'homme qu'aucun calcul interne à la direction soviétique ne saurait justifier.

Alors que le principe d'une conférence internationale sur les droits de l'homme en URSS est acquis, il serait inconcevable que Moscou redevienne le théâtre de procès politiques.

Nous demandons :

- La libération des membres du Comité Karabagh ;
- La légalisation du Comité Karabagh ;
- La levée de l'état de siège en Arménie.

LISTE DES SIGNATAIRES :

Jean-Pierre PIERRE-BLOCH, Président de la LICRA ; Michel BORON, Directeur de l'Institut des maladies du sang ; Henri CARTIAN, Membre de l'Institut ; Jacques CHATEL, Député ; Claude COHEN-TANNOUDJI, Membre de l'Institut ; Jean DELUNEAU, Membre de l'Institut ; Christian DER STÉPANIAN, Président de Solidarité franco-arménienne ; Patrick DEVEDJIAN, Député ; Jean-Marie DOMENACH, Ecrivain ; René DUMONT, Agronome ; François FURET, Historien ; Pierre GRIMAL, Membre de l'Institut ; Jacques GERNET, Membre de l'Institut ; François GROS, Membre de l'Institut ; Georges HOURDIN, Ecrivain ; Eugène KONESCO, Membre de l'Académie française ; François JACOBI, Prix Nobel ; André JEANSON, Ancien Président de la CFDT ; Alfred JOST, Membre de l'Académie des Sciences ; Yves JOUFFA, Président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Jacques JULIARD, Ecrivain ; Albert KALAYDJIAN, Secrétaire National du C.D.S. ; Jean LACOUTURE, Ecrivain ; Jacques LE GOFF, Professeur à l'E.P.H.E. ; Pierre LEVINE, Membre de l'Institut ; Emmanuel LEVINAS, Philosophe ; André LVOFF, Prix Nobel ; Théodore MONOD, Membre de l'Institut ; Léo MATARASSO, Avocat ; Jean-Pierre MAÏE, Directeur d'Etude à l'E.P.H.E. ; Pierre MEAINGIERE, Président du Centre des Démocrates Sociaux ; Albert MÉRINI, Ecrivain ; Paul MILLIEZ, Doyen Honoraire à la Faculté de Médecine de Paris ; Alexandre WINKOWSKI, Professeur de Médecine ; Maxime RODINSON, Directeur d'Etude à l'E.P.H.E. ; Léon SCHWARTZBERG, Oncologue ; Jacques MADAILLE, Ecrivain ; Joseph ROVAN, Ecrivain ; Claude RUY, Ecrivain ; Laurent SCHWARTZ, Mathématicien ; Alain TOURAINE, Sociologue ; Paul THIBAUD, Directeur de la Revue Esprit ; Yves TERNON, Ecrivain ; Simone VIEL, Présidente du Groupe Libéral au Parlement Européen ; Jean-Pierre VERNANT, Professeur au Collège de France ; Pierre VIDAL-NAQUET, Directeur à l'E.P.H.E. ; Antoine WAECHTER, Président des Verts ; Edouard WOLF, Membre de l'Académie Française ; Alain FINKELKRAUT, Philosophe ; Jacques DERRIDA, Philosophe ; Luc FERRY, Philosophe ; Marc FERRÉ, Directeur d'études à l'E.H.E.S.S. ; François LÉOTARD, Président du Parti Républicain.

APPEL LANCÉ PAR SOLIDARITÉ FRANCO-ARMÉNIENNE.

RÉUNION PUBLIQUE

sous la présidence du Pr A. MINKOWSKI

AVEC : J.-M. DOMENACH, J.-P. MAÏE, A. SMOLAR, Y. TERNON, P. THIBAUD, C. DER STÉPANIAN, P. DEVEDJIAN, M. SAPIN, B. ISAAC-SIBILLE, A. WAECHTER

LE VENDREDI 10 FÉVRIER 1989

à 20 h 30

Maison de la Chimie

28 bis, rue Saint-Dominique

PARIS 7 - MÉTRO : INVALIDES

Entrée libre

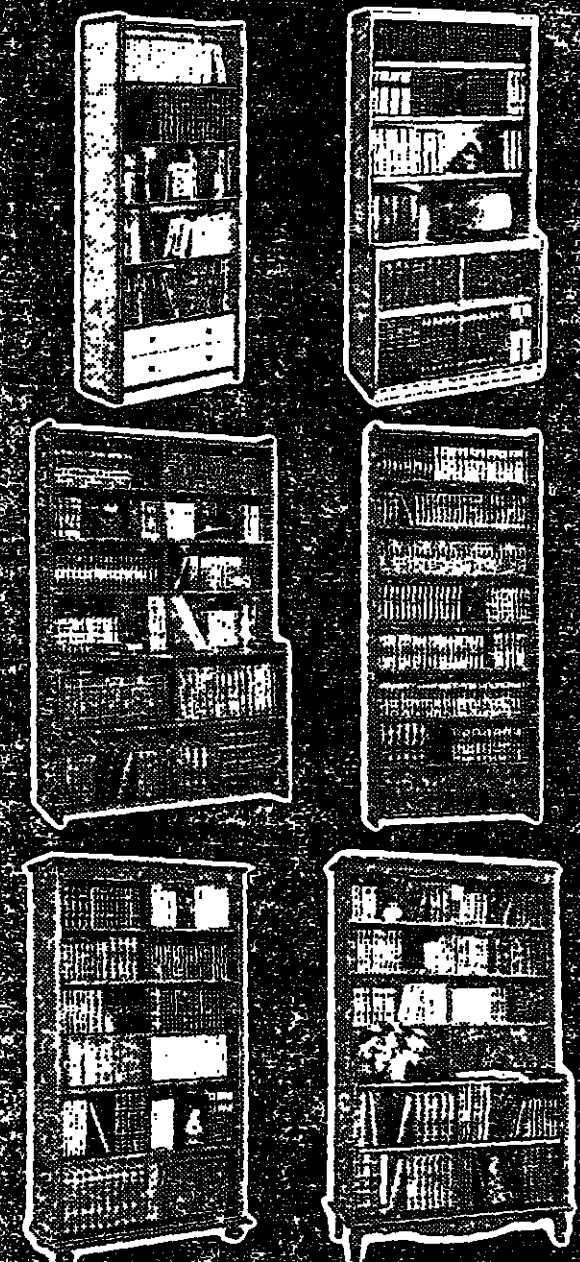
POUR TOUT CONTACT : ÉCRIRE À SOLIDARITÉ FRANCO-ARMÉNIENNE - B.P. 84-75882 PARIS Cedex - Tél. : 46-06-15-80.

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e

RÉGION PARISIENNE, ARPAJON (200 m avant sortie Arpaion centre)
13, Route Nationale 20
Tél. 64 90 05 47

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,



SANS AUCUNE
FIXATION MURALE,
DONC
DÉMONTABLES
ET DÉMÉNAGEABLES
A VOLONTÉ.

pour former des ensembles
à la mesure de vos besoins,
de l'espace dont vous disposez
et de votre budget.



14 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous y
trouverez
tous les modèles,
hauteurs, largeurs,
profondeurs - et prix.

NOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TEL : _____ PROFESSION : _____
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
OU PAR ☎ 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

مكتبة من الأصل

Diplomatie

Avant la visite de M. Rocard à Londres

M^{me} Edith Cresson s'est efforcée d'arrondir les angles avec les Britanniques sur les questions communautaires

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Cresson a commencé, mardi 7 février, par Londres la tournée des capitales européennes qu'elle veut effectuer avant que la France n'assume la présidence de la CEE le 1^{er} juillet prochain. Elle a été reçue par son homologue britannique, M^{me} Lynda Chalker, et par Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office. M^{me} Cresson précédait M. Rocard qui rencontrera, mercredi à Londres, M^{me} Thatcher, et prononcera une conférence à l'Institut royal des affaires internationales sur l'importance de la coopération franco-britannique en matière de construction européenne.

Tous ces thèmes sentent un peu le souffre ici, mais l'atmosphère n'était pas à l'affrontement. M^{me} Cresson souhaitait arrondir les angles, et elle y a fort bien réussi. M^{me} Thatcher semblait décidée à faire bon visage à M. Rocard, qu'elle devait recevoir pendant une heure.

M^{me} Thatcher avait dit très fort, à Bruges le 20 septembre dernier, tout le mal qu'elle pensait d'une intégration européenne et d'une « bureaucratie » qui nierait l'existence de patries et d'États venus du fond des âges. Elle avait été particulièrement irritée du discours prononcé le 9 septembre par M. Delors devant le congrès annuel des syndicats britanniques.

Avec M^{me} Cresson, Sir Geoffrey et Lynda Chalker ont fait leur métier de diplomates en rappelant, avec la sœur et sans élever la voix, la position de leur pays. La TVA ? Elle est nulle au Royaume-Uni pour le fuel domestique, de nombreux aliments, ainsi que certains articles (vêtements, etc.) destinés aux enfants. Les Britanniques tiennent beaucoup à ce « taux zéro » à caractère social. Le gouvernement français cherche au contraire à éviter une réduction trop importante de la TVA, qui rapporte beaucoup à l'État, et atteint sur certains produits des taux proches de 30% jugés « démentiels » par les spécialistes.

britanniques. M^{me} Cresson a eu le *fair play* d'admettre qu'il appartient aux Français de faire la plus grande partie du chemin vers l'harmonisation des fiscalités indirectes.

La télévision de haute définition

Londres et Paris ont, en revanche, des vues convergentes sur la télévision de demain. Les deux gouvernements sont favorables à une norme européenne pour la télévision de haute définition. « Les Britanniques sont intéressés par le développement de celle-ci à travers la société *Thorn-EMI* », a précisé M^{me} Cresson.

Londres est toujours aussi opposé à tout ce qui ressemblerait à une charte des droits sociaux européens, qui inclurait explicitement et en détail les droits syndicaux. M. Delors et le gouvernement français se trouvent donc, avec quelques autres, face à un refus de principe de M^{me} Thatcher sur ce terrain, sans parler de la construction de l'union monétaire.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Selon une formule qui préserve son autonomie

La France prévoit de participer à la gestion par l'OTAN de la défense aérienne en Europe

La France a accepté d'entamer des discussions avec ses alliés américains et européens en vue de participer, selon une formule qui préservera son autonomie, à une gestion par les pays membres de l'OTAN de leur espace aérien commun et des opérations de défense aérienne qui y seraient menées en cas de crise et, à plus forte raison, en temps de conflit. Ce système de conduite des opé-

érations aériennes a été baptisé par l'OTAN - programme ACCS - (ou Air Command and Control system) et il serait mis en place en quinze ans. Ce dispositif de commandement et de contrôle aérien dépend de la direction de la défense aérienne, l'une des instances de la division du soutien de la défense sous l'autorité du secrétariat civil international du conseil de l'Atlantique nord.

Plus récemment, des experts du conseil de l'Atlantique nord ont imaginé de proposer un système global de gestion d'une bataille aérienne éventuelle en Europe. C'est ce programme qui a été surnommé ACCS et qui prévoit de centraliser, presque en temps réel ou légèrement différé, la surveillance de l'espace aérien (mers incluses) de l'Alliance, l'exploitation des transmissions et le contrôle - c'est-à-dire pratiquement le commandement - des moyens aériens impliqués, depuis les avions-radar en vol, les intercepteurs de la défense aérienne, les stations de détection au sol et jusqu'aux batteries d'armes sol-air (tous modèles confondus).

ACCs devrait donner naissance à une agence qui, avant la fin du siècle, se proposerait de gérer en permanence la bataille aérienne de l'Alliance en Europe, comme le ferait un grand bureau centralisateur qui serait l'OTAN, le cerveau et le bras séculier de l'OTAN.

Compte tenu de sa situation particulière au sein des organismes militaires alliés, la position propre à la France est délicate. Elle a besoin de la nouvelle architecture de défense aérienne que représentera l'ACCs. Mais elle doit aussi marquer la différence, qui consiste à refuser l'intégration automatique de ses forces au nom de sa volonté de décider seule du moment et du niveau de son intervention aux côtés de ses alliés si la conjoncture internationale l'exigeait. Les forces françaises de défense aérienne, y compris les avions-radar AWAACS acquis auprès de Boeing et en service après 1991, demeurent sous strict commandement national.

Dans les discussions qui vont s'ouvrir, le souci de la France paraît double : d'abord, il s'agit d'obtenir que les industriels français participent à la réalisation du programme ACCS, qui sera confiée à des consortiums internationaux et, ensuite, de s'inspirer de l'accord Fourquet-Goodpastor, qui servira de référence, pour concevoir des échanges d'informations sans restrictions préservant leur autonomie.

Un projet ambitieux

Le projet est particulièrement ambitieux. Il est complexe sur le plan de la technique militaire mais, surtout, il place à nouveau la France devant le débat plus proprement politique de sa subordination envers l'OTAN. En effet, le programme

ONU

Les négociations sur le désarmement chimique ne doivent pas « opposer les nantis aux désarmés », déclare M. Roland Dumas

GENÈVE
de notre correspondant

A peine rentré de Téhéran, M. Roland Dumas est intervenu mardi 7 février devant la conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève à propos des armes chimiques. Rendu compte de la conférence qui a réuni en janvier à Paris cent quarante-neuf États, M. Dumas a souligné l'urgence de mettre au point un instrument international interdisant non seulement l'emploi mais la fabrication des armes chimiques. C'est la fonction du comité ad hoc créé à Genève et que la France devrait être appelée à présider cette année.

Cet instrument, a encore rappelé le ministre des affaires étrangères, n'aura de valeur que si son application est universelle. Le fait qu'aucun État n'ait rejeté l'idée que le désarmement chimique est « une cause juste » est de ce point de vue un important succès de la réunion de Paris. Tirant les conclusions des débats auxquels elle a donné lieu, M. Dumas a encore noté que la prévention de la prolifération des armes chimiques ne doit jamais être vécue comme « une logique qui opposerait les nantis aux désarmés ».

ISABELLE VICHNIAC.

La réunion du Haut Conseil de la francophonie

Le chanteur Touré Kunda à l'Elysée

M. François Mitterrand a ouvert, mardi 7 février, les travaux de la cinquième session du Haut Conseil international de la francophonie (le Monde du 8 février), qui porte sur la pluralité des langues dans les pays usant du français.

Ce thème linguistique a eu le don de mettre en vogue cet amateur des mots qui est le chef de l'Etat : « La francophonie, ce n'est pas seulement le français ! », s'est-il d'emblée félicité en accueillant ses hôtes à l'Elysée, élargissant d'un coup la conception officielle du mouvement politico-culturel consacré par quarante peuples autour du français.

Et, comme pour donner raison à M. Mitterrand, le chanteur sénégalais-malien Touré Kunda et ses frères, invités-surprises à la réception inaugurale du Haut Conseil, ont fait soudain éclater dans le dos présidentiel une chanson en malinké, idiome ouest-africain peu usité dans les salons élyséens et qui n'est même pas le parler maternel des Kunda ; ils en avaient au moins deux, le soninké et le mandingue, sans préjudice du français, pour eux langue familière et familiale, sans être pour autant maternelle.

Au cours de la séance à huis clos qui avait précédé, M. Mitterrand avait indiqué : « On ne peut pas et il ne faut pas imposer de politiques linguistiques », affirmation qui n'a pas fait l'unanimité parmi les membres de l'organisation. Le président devait, en revanche, rallier plus de suffrages en prévenant : « Si nous ne parvenons pas à faire valoir que, politiquement, économiquement, culturellement, l'appartenance au monde francophone représente un plus, nous n'aurons pas réussi dans l'entreprise qui est la nôtre depuis plusieurs années ».

Les travaux se poursuivront jusqu'au jeudi 9 février sous la présidence de M. Charles Héliou, ancien chef de l'Etat libanais, qui remplacera le vice-président du Haut Conseil, M. Léopold Senghor, hospitalisé depuis quelques jours à la suite d'un malaise cardiaque.

J.-P. P.-H.

● Rectificatif. — Dans l'article sur le Haut Conseil de la francophonie (le Monde du 8 février), il fallait lire : « Certains États comme la Guinée de Sékou Touré ont voulu faire jouer le même rôle ou plutôt tous les rôles à la fois, en même temps, à toutes les langues locales ».

Afrique

MAROC : le voyage du président Chadli

Accord avec l'Algérie pour la construction d'un gazoduc

Ifrane. — La conclusion d'un accord algéro-marocain pour la réalisation d'un gazoduc devait couronner, mercredi 8 février, la visite de travail et d'amitié de trois jours entamée lundi par le président Chadli Bendjedid au Maroc. Selon le ministre algérien des transports, M. Hédi Khédiri, dont les propos sont rapportés par l'agence marocaine de presse MAP, les travaux de cet ouvrage, qui traversera le Maroc et doit alimenter notamment l'Europe en passant par l'Espagne, dureront trois à quatre ans. M. Khédiri a ajouté que, « outre les Américains, plusieurs pays arabes se sont montrés disposés à participer au financement de ce projet ».

Par ailleurs, M. Khédiri, qui fait partie de la délégation accompagnant M. Chadli Bendjedid, a affirmé que la grande commission mixte maroco-algérienne de coopération économique se réunira en mars à Rabat. « La grande commission devra évaluer les résultats des sous-commissions pour donner un élan à la coopération bilatérale — l'un des principaux points de discussions au centre des entretiens Bendjedid-Hassan II — et la hisser au niveau de l'amitié séculaire qui existe entre les deux pays », a-t-il dit.

M. Khédiri, ancien ministre de l'Intérieur, s'est déclaré favorable à une « accélération de la circulation de personnes entre les deux pays, notamment par la voie ferroviaire ». « Nous espérons, a-t-il dit.

ajouté, rétablir prochainement la voie ferroviaire Casablanca-Tunis ».

Il s'agit des premières indications officielles sur ce que pourrait être une partie du bilan de la visite du chef de l'Etat algérien au Maroc où, au second jour de sa visite à Ifrane, dans le Moyen-Atlas, il a eu une série d'entretiens avec le roi Hassan II, dans le cadre notamment d'une partie de chasse en montagne.

C'était la première visite au Maroc du président algérien depuis son accession au pouvoir en 1972. M. Khédiri a estimé qu'elle était « historique et positive et qu'elle serait suivie d'échanges de visites entre les responsables des deux pays ». Alger et Rabat avaient rétabli leurs relations diplomatiques en mai 1988, après une brouille de treize ans due au conflit du Sahara occidental. — (AFP.)

ANGOLA

L'UNITA annonce une offensive générale

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), opposition armée soutenue par Washington) a annoncé, mardi 7 février, le lancement d'une offensive générale à partir de mercredi contre les forces gouvernementales en raison du rejet par le gouvernement angolais de sa proposition de cessez-le-feu en date du 30 janvier et de l'arrivée de nouveaux contingents cubains à Luanda.

Selon son représentant à Londres, M. Isaias Semakula, l'UNITA reste convaincue que la seule solution au conflit angolais est une négociation directe entre elle et le MPLA (au pouvoir), mais elle a « les res-

sources et la volonté » pour poursuivre la lutte armée.

D'autre part, le gouvernement sud-africain a révélé, mardi, avoir invité les États-Unis à se joindre à lui pour mettre sur pied, à propos du Mozambique, un processus de paix analogue à celui qui a été mené à bien pour l'Angola. Le ministre des affaires étrangères de Pretoria, M. « Pit » Botha, a déclaré qu'il avait formulé cette proposition à M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain dans l'administration Reagan, en le priant de la transmettre à son successeur dans le gouvernement de George Bush. La proposition sud-africaine a été faite le 22 décembre à New-York, lors de la signature de l'accord global sur l'Angola et la Namibie. — (AFP.)

Le Bundestag et l'Assemblée nationale renforcent leur coopération

La nouvelle présidente du Bundestag, M^{me} Rita Süssmuth, et le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, sont convenus, mardi 7 février à Paris, de prendre des mesures concrètes pour renforcer la coopération entre les deux Parlements. Il a, dans un premier temps, été décidé de mettre sur pied deux groupes de travail et deux commissions de contrôle parlementaire sur les questions européennes et de l'environnement. Reçue par le président Mitterrand, M^{me} Süssmuth devait également rencontrer le premier ministre, M. Michel Rocard, mercredi matin, avant de quitter Paris.

La visite de M^{me} Süssmuth était sa première depuis qu'elle a remplacé à la tête du Bundestag M. Philipp Jenninger, contraint de démissionner à la suite d'un discours controversé lors de la célébration de l'anniversaire de la Nuit de cristal. Parlaient couramment le français, cette universitaire de cinquante et un ans est devenue en quelques années, à la tête du ministère de la santé et de la famille, l'un des personnages les plus populaires de RFA. Elle s'est notamment fait remarquer pour son engagement courageux contre les conservateurs de son propre parti sur la manière de traiter la question du sida.

En l'absence d'un pouvoir de contrôle réel du Parlement européen, les décisions prises par les organes exécutifs de la Communauté ont tendance à échapper de plus en plus à tout contrôle parlementaire. On est conscient dans les différents capitales européennes d'avoir à combler ce « déficit démocratique ». M^{me} Süssmuth et M. Fabius estiment nécessaire dans cette optique de renforcer la coopération entre les Parlements nationaux, et en premier lieu entre le Bundestag et l'Assemblée nationale. Une telle coopération ne s'est pas toujours montrée facile à réaliser en raison de l'organisation différente des deux Parlements.

H. de B.

Du soupçon au dialogue

(Suite de la première page.)

Il est significatif qu'après les années d'affrontement marquées par l'interdiction rapide, sous Brejnev, de la zone d'influence soviétique en Indochine, en Afrique orientale et australe, après l'Afghanistan et le Nicaragua, les deux super-puissances en soient maintenant revenues, en allant beaucoup plus loin, aux conclusions des « deux K ». Pour Bush comme pour Gorbatchev, il n'y a pas d'autre voie que le dialogue, la réduction des armements et la recherche d'une sortie de la guerre froide.

Rien n'est jamais acquis. Gorbatchev peut perdre le contrôle de la situation au profit par exemple de quelque dictateur, botté ou non, au messianisme plus proche peut-être du panislamisme que d'un marxisme de plus en plus anachronique. Il peut, hypothèse à première vue peu crédible, parvenir en fin de compte à redresser l'économie et à donner à son pays les moyens de dominer le monde.

Pour le moment, on n'en est pas là : l'URSS vient de subir en Afghanistan une défaite qui égale celle des États-Unis au Vietnam. Le retrait des Cubains d'Angola a la même signification pour l'Afrique australe, où Pretoria a, pour longtemps, gagné le pari. La réconciliation sino-soviétique n'a été possible que parce que Moscou a souscrit aux trois conditions posées depuis des années par la Chine : évacuation de l'Afghanistan ; diminution significative de la présence militaire soviétique, tant classique que nucléaire, en Asie centrale ; retrait des Vietnamiens du Cambodge. Et c'est Gorbatchev qui se rendra à Canossa — pardon à Pékin, — non l'inverse.

Au même moment, Jaruzelski installe en interlocuteur officiel ce Walesa qui incarne depuis dix ans l'allergie fondamentale du peuple polonais à un régime imposé par le grand frère et le numéro un hongrois, Karoly Grosz, déclare avec force au très bourgeois colloque de Devos : « Au cours de notre histoire, nous en avons fait l'expérience, la raison et le cœur nous disent d'une même voix que nous devons, c'est l'Europe. » L'Algérie élimine le mot socialisme de sa nouvelle Constitution, et la Yougoslavie enregistre la faillite totale, chez elle, du marxisme-léninisme.

Il y a bien encore ici et là des Honecker et même des Casusescu. A défaut d'autre force, leur âge borne leur pouvoir. Il n'est pas jusqu'à la Corée du Nord qui ne donne des signes d'ouverture. Le président d'un grand cartel du Sud, le groupe Hyundai, vient de s'y promener,

d'un tapis rouge à un autre, durant dix jours. Parmi les contrats qu'il a rapportés figure la création par les Sud-Coréens d'un centre de loisirs sur la côte de la mer du Japon, au nord du trente-huitième parallèle. On aura tout vu !

S'il en va ainsi, si presque partout l'esprit de coopération commence à l'emporter sur celui d'affrontement, c'est bien sûr parce que des décennies de luttes ont épuisé les combattants, ne leur laissant d'autre ressource que de s'entendre. Mais c'est aussi parce que, petit à petit, la nécessité s'en fait, ont réduit à faire craquer le mur de défiance, et souvent d'engagement, à l'abri duquel ils s'étaient retranchés avec leur orgueil, leur peur instinctive, leur incapacité à comprendre les autres et à s'en faire comprendre.

Un ambassadeur d'Israël à Paris nous disait un jour, il y a bien longtemps : « Nous avons chez nous des tas de brillants jeunes gens qui savent parfaitement l'arabe, lisent les journaux arabes, écoutent les radios arabes, ont à leur disposition tout ce que nos services de renseignements rassemblent sur le monde arabe. Et pourtant, ils craignent qu'ils ne sachent pas ce que c'est qu'un Arabe, parce qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de vraiment parler avec l'un d'eux. Je pense que la situation est à peu près la même dans l'autre camp. » Oui, monsieur l'ambassadeur, c'était la même. C'est la même dans beaucoup de conflits sur la Terre, non seulement entre les États et les peuples, mais à l'intérieur de beaucoup de nations, d'entreprises, de familles.

C'est le même au doux pays de France entre des formations politiques qui continuent de s'insupporter et de s'insulter alors que le consensus a fait sur tant de sujets tant de progrès dans l'opinion. Comment espérer survivre dans la mêlée mondiale et européenne si l'on ne se persuade pas, tout comme les Soviétiques et les Américains, de la nécessité de passer du soupçon au dialogue et à la coopération ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Voir le Monde daté 29-30 et du 31 janvier. Rappelons que, le 22 octobre 1962, Kennedy révéla à la télévision que des « preuves irréfutables » établissaient la présence à Cuba de fusées soviétiques capables d'atteindre jusqu'à la baie d'Hudson et mit le Kremlin en demeure de les retirer. Après une période de tension extrême, Khrouchchev donna l'ordre de retrait, le 28 octobre, Washington s'engageant, en contrepartie, à ne pas envahir Cuba.

Amériques

ETATS-UNIS

Les membres du Congrès se privent d'augmentation de salaire mais n'améliorent pas pour autant leur image

WASHINGTON
de notre correspondant

L'héroïsme coûte cher, et les héros du jour — les congressistes qui se sont refusés une augmentation de 51 % de leur salaire — ont un goût de cendre dans la bouche.

Sénateurs et représentants ont pourtant voté à des majorités écrasantes, mardi 7 février, contre l'augmentation de leurs traitements, mais avec le sentiment de s'être laissé prendre à leur propre jeu, au terme d'un long feuilleton dont l'issue s'annonçait fort délicate.

Le problème posé aux élus était simple : comment arrondir leurs fins de mois sans attirer les foudres des électeurs ? C'est traditionnellement une affaire délicate mais une méthode avait été trouvée déjà dans le passé : une commission propose une augmentation qui, une fois approuvée par la Maison Blanche, entre en vigueur si le Congrès ne s'y oppose pas dans un délai donné.

L'affaire est largement facilitée par le fait que l'augmentation ne concerne pas seulement les membres du Congrès mais aussi les juges, les hauts fonctionnaires, les membres du cabinet et même le président.

Tout s'était fort bien passé, la commission avait proposé une très forte augmentation (51 %), essentiellement parce que les traitements avaient pris du retard et qu'une déviation en masse vers un secteur privé extrêmement lucratif était à craindre. Peu avant de quitter ses fonctions, le président Reagan avait approuvé la recommandation et l'on semblait s'acheminer vers un dénouement sans surprise : le Sénat, pour la forme et « pour l'honneur », voterait contre l'augmentation proposée, sachant que la Chambre des représentants aurait le dernier mot.

Lors de la précédente augmentation, les représentants s'étaient donné l'élégance de voter, eux aussi, contre cette augmentation de leur traitement, mais seulement au lendemain de son entrée dans les faits.



FANCHE

Cette fois, le scénario a déraillé. Parce que l'augmentation proposée était considérable (le traitement annuel d'un élu serait passé de 89 000 à 135 000 dollars par an) alors qu'il n'est question que de réduire les discours officiels que de réduction du déficit budgétaire ; parce que l'image des élus est détestable dans l'opinion, où ils font figure de nantis, sinon de personnages vénaux ; parce que la presse a opportunément rappelé les petits et grands privilèges dont ils jouissent et compris le droit d'utiliser pour eux-mêmes les fonds qui leur ont été donnés pour financer leur campagne électorale et qu'ils n'ont pas utilisés.

On a fait des sondages : 80 % des Américains étaient hostiles à l'augmentation et les radios locales, des semaines durant, ont diffusé la parole de des auditeurs qui s'exprimaient contre les élus du peuple. Enfin des associations de défense, comme celle de Ralph Nader, ont déployé une énergie considérable pour mobiliser l'opinion, tandis que le *Wall Street Journal*, toujours enclin à dénoncer

les turpitudes du Congrès à 99 % (parce que 99 % de ses membres qui se représentaient ont été réélus en novembre en raison des avantages financiers considérables dont bénéficient les sortants pour leur campagne), tonnait de son côté. Le *Washington Post*, lui, dénonçait cette « Chambre de poules mouillées » qui fuyait le vote.

Tout le monde a perdu

Bref, la pression devenait insoutenable, les élus étaient inondés de télégrammes de protestation et un grand nombre d'entre eux réclamaient à haute voix un vote, tout en étant bien que le président de la Chambre, M. Jim Wright, tiendrait bon et ferait en sorte qu'il n'ait pas de prendre tous les coups et inquiet pour son propre avenir, se mit à manoeuvrer, à l'ouïe pour chercher un arbitre. D'abord il prétendit « sonder » les élus pour savoir si oui ou non ils souhaitaient voter, puis il changea de tactique et proposa de réduire l'aug-

mentation à 30 % et de l'accompagner d'une interdiction des « honoraires » (qui permettent précisément aux représentants d'augmenter, d'un tiers environ, leurs revenus).

C'était trop tard. A la veille de la date butoir, M. Wright dut se résoudre à faire voter, avec le résultat que l'on sait.

Mais déjà la presse, changeant son fusil d'épaule, souligna que, si certains élus sont fort riches (la plupart des sénateurs sont millionnaires en dollars), d'autres doivent partager à plusieurs une modeste maison à Washington, où les loyers sont très élevés. On se souvient aussi que des démocrates ont travaillé dur pour accomplir un travail harassant. Surtout, on déplore bruyamment que les hauts fonctionnaires, les juges et aussi les chercheurs de l'Institut national de santé perdent l'augmentation qu'ils croyaient enfin tenir.

Bref, personne n'y a rien gagné et tout le monde y a perdu. Le Congrès, même s'il s'est, in extremis, drapé dans sa vertu, a donné une fois de plus une piètre image de lui-même. Privés de hausse de salaire, les congressistes seront moins désireux que jamais de renoncer à leurs « honoraires » et le public sera lui plus que jamais enclin à douter de leur désintéressement. Enfin, malgré les appels pressants des éditeurs, il semble très improbable que les élus acceptent de prendre la décision qui s'impose : dissocier leurs propres traitements de ceux des services de l'Etat, derrière lesquels ils s'abritent. Seuls les élus de la Chambre et de la Maison Blanche auraient quelques raisons de se réjouir de cet épisode qui affaiblit leur adversaire naturel, si eux aussi n'avaient perdu de coquettes sommes dans l'aventure (1).

JAN KRAUZE.

PARAGUAY : l'élection présidentielle du 1^{er} mai

Le général Rodriguez devrait être le candidat du parti officiel

ASUNCION
de notre envoyé spécial

« Je ferai tout mon possible pour que le candidat, ce soit lui. » Voilà qui est dit. M. Luis Maria Argana, que tout le monde imaginait comme le futur chef de l'Etat si le parti officiel décidait de présenter un civil à l'élection présidentielle du 1^{er} mai prochain, est en train de déclarer forfait. Dans son bureau de ministre des affaires étrangères, qu'il vient d'inaugurer, il reçoit la presse et, à la première question qu'on lui pose, il va droit au but. Son candidat à la présidence, c'est celui qui occupe actuellement le poste à titre provisoire : le général Andrés Rodriguez, auteur du putsch qui a renversé, le 2 février, le général Stroessner et mis fin à trente-cinq ans d'autocratie.

Visage méfiant, un curieux nez retroussé, M. Argana est un homme élégant, habile, qui s'impatiente parfois devant les impertinences des journalistes étrangers. Colles-ci n'ont pas manqué depuis qu'a commencé le carrousel des conférences de presse. N'êtes-vous pas impliqué dans le trafic de drogue ? a-t-on demandé au général Rodriguez. N'avez-vous pas appuyé un régime corrompu, un dictateur qui organisait des élections truquées ? A-t-on encore demandé au général et à son ministre. Il faut rendre justice aux deux hommes, ainsi qu'à leur entourage : ils affrontent bravement les accusations lancées sous forme interrogative. Depuis deux jours la moitié de leur travail a été de relations publiques.

Donc, ce sera le général Rodriguez et pas un autre. A en croire M. Argana, il a tous les titres pour opérer les changements réclamés par le pays. Il a déjà réussi la « réconciliation nationale ». Ses « antécédents moraux et civiques » parlent pour lui. Qu'il soit militaire n'implique pas qu'il devienne à son tour un dictateur, dès l'instant qu'il « bénéficie de l'appui populaire ». Peut-on parler de dictature d'ailleurs, à propos de Stroessner ?

A ce point de la conversation, M. Argana s'engage dans une arithmétique divertissante. Il distingue dans le régime passé deux périodes de longue durée : l'une, qui a duré « trente-deux ou trente-trois ans », pendant laquelle Stroessner a été un « grand président » ; l'autre, réduite à ces deux dernières années, qui a vu l'arrivée au pouvoir de gens « irresponsables, voraces, dénués de tout patriotisme » — ce qui explique que le président ait sombré.

Des sourires apparaissent chez les journalistes, et pour cause. Alfredo Stroessner n'a donc été à la hauteur que lorsque M. Argana et ses compagnons de parti, réunis sous la bannière du « traditionalisme », ont eu voix au chapitre. Il a cessé de l'être lorsque les traditionalistes ont perdu les postes et que Stroessner a gouverné avec une camilla composée d'aristocrates, d'affairistes sans scrupules, de gangsters politiques.

En fait, les méthodes utilisées par l'ancien président pour mettre

ses inconditionnels aux postes clés du Parti Colorado, c'étaient celles qui avaient auparavant servi à briser l'opposition, à semer la terreur dans les campagnes et à implanter l'un des régimes les plus totalitaires du continent. Mais ni M. Argana ni le général Rodriguez ne se souviennent dans ces termes du maître qu'ils ont servi. A quoi bon d'ailleurs ? Pressé de dire si des élections antérieures étaient honnêtes ou non, si les pilars des coffres publics seront poursuivis, M. Argana demande aux questionneurs de regarder vers l'avenir et non en arrière.

Promotions militaires

Le général Rodriguez a levé, mardi, les suspensions qu'il avait semées la veille. Il s'est entretenu avec des directeurs de journaux autrefois bannis, ainsi qu'avec l'archevêque d'Asuncion, qui avait pour « communiste » sous l'ancien régime. Il leur a demandé leur aide pour rétablir la liberté et « apaiser les esprits ». Quelles garanties donne-t-il que la démocratie promise sera effectivement réalisée ? « Sa parole », répond un de ses interlocuteurs. Et même un peu plus : les journaux et les radios interdits seront autorisés à reprendre leurs activités. Depuis cinq jours l'opposition s'exprime librement, la presse a ses entrées partout, et la décision a été prise de convoquer des élections pour choisir un président et un nouveau Parlement.

Seule la date retenue pour le scrutin, le 1^{er} mai, continue de faire problème. L'opposition demande un ajournement pour avoir le temps d'organiser et de réussir sa campagne. Le gouvernement, par la voix de M. Argana, répond qu'il n'en est pas question. C'est à la convention nationale du Parti Colorado qu'il appartiendra de choisir son candidat, entre un civil et un militaire — lequel terminera le mandat de cinq ans commencé par Stroessner en août 1988. Les Colorado se sont réunis mardi pour commencer à réorganiser leur parti.

Au directeur du quotidien *Ultima Hora*, l'ancien commandant du premier corps d'armée, a pour sa part, précisé qu'il avait attendu le dernier « round » avant de se décider. Jusque-là il avait encaissé les coups sans rien dire. Mardi, il a terminé son match contre Alfredo Stroessner et a procédé à un remaniement général des commandements militaires. Il a signé d'un trait de plume une cinquantaine de mutations pour placer ses hommes de confiance aux postes occupés par des officiers à la botte de l'ancien dictateur. Ceux qui ont participé au putsch du 2 février, ou y ont adhéré, ont été systématiquement promus.

CHARLES VANHECKE.

● BRÉSIL : première conférence de presse de l'ancien dictateur. — Lors de sa première conférence de presse depuis son arrivée au Brésil, le général Alfredo Stroessner a notamment remercié à plusieurs reprises les autorités brésiliennes pour leur hospitalité, et a tenu « à saluer la presse et à la remercier de son renouveau par un coup d'Etat, que « rien ne pouvait être définitif », n'écarter pas un éventuel retour au Paraguay. Le ministre conseiller de l'ambassade du Brésil à Asuncion, M. Virgilio Morezon, qui a accompagné l'ancien chef d'Etat à Itumbara, a confirmé que le séjour au Brésil du général Stroessner était temporaire et qu'il gagnerait ensuite « un pays tiers ». — (AFP.)

Une affaire de pots-de-vin chez les Indiens Le grand chef navajo apprécie les « cadeaux »

WASHINGTON
correspondance

Les deux cent mille Navajos, la plus importante des tribus indiennes, répartis sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés dans l'Arizona, le Nouveau-Mexique et l'Utah, connaissent des conditions d'existence précaires. D'après les statistiques officielles, 52 % des Navajos vivent au-dessous du seuil officiel de la pauvreté, et la moitié d'entre eux ne connaissent ni l'électricité, ni l'eau courante, ni le téléphone. Le village silencieux vient seulement d'arriver. Ce qui n'a pas empêché certains de parfaitement assimiler la pratique des pots-de-vin et autres dessous-de-table répandus chez les « villages païens ».

Ainsi Peter MacDonald, chef charismatique du conseil tribal des Navajos, souvent appelé « le Ronald Reagan indien » pour sa longévité à la tête de la tribu, vit-il très confortablement. Non pas seulement de son traitement annuel de 55 000 dollars, mais aussi de nombreux « cadeaux » et avantages en nature que lui offrent des hommes

d'affaires et entrepreneurs pour obtenir de substantiels contrats. Des amis de M. MacDonald soulignent qu'il a réussi par ses efforts à attirer les investissements, à stimuler l'économie et à créer des centaines d'emplois. Ses détracteurs demandent son départ en évoquant un certain nombre d'affaires douteuses, la dernière en date étant l'achat d'un ranch à un prix dérisoire de 8 millions de dollars le prix initial. Comme par hasard les intermédiaires étaient de « vieux amis » du chef charismatique.

Il faut dire que M. MacDonald voit grand, aime la bonne vie et ne lésine pas. Il a dépensé 85 000 dollars pour réaménager son bureau et 70 000 dollars pour équiper celui de sa femme. L'an dernier, il avait affrété un avion pour amener sa famille et ses amis à la finale de football à Miami. Plus récemment, il envoyait à Washington une délégation de quarante-sept conseillers pour l'investiture du président Bush.

Une entreprise affirme lui avoir attribué plus de 100 000 dollars

de « cadeaux » au cours des dernières années, notamment le financement des frais de voyage de toute sa famille. Pour l'anniversaire de son épouse, Peter MacDonald dépense 50 000 dollars dont il impute la moitié sur la carte de crédit de cette même entreprise.

Malgré tout il reste très populaire auprès de ses administrés, notamment auprès de ceux des vieilles générations pour qui l'attribution de cadeaux est un élément essentiel de la vie du clan. Ainsi, une délégation du conseil tribal est-elle venue au Capitole pour défendre son grand chef devant la commission d'enquête sénatoriale qui étudie ce « Navajos-gate ».

Griefs contre les Blancs

Le problème posé, dépassant l'affaire des Navajos, est celui de la souveraineté des tribus sur leur territoire. Certes, le Congrès est responsable des affaires indiennes, mais l'autodétermination a été encouragée par les administrations successives. Il s'agit maintenant de déterminer si les officiels indiens peuvent échapper aux lois fédérales condamnant la corruption. Si la loi tribale est appliquée, Peter MacDonald, coupable seulement de mauvaise gestion, est passible d'une peine de cent quatre-vingt jours d'emprisonnement.

La hache de guerre a beau avoir été enterrée depuis longtemps, les Indiens nourrissent toujours de sérieux griefs à l'encontre des Blancs. Et la célébration en 1989 et 1990 du centenaire de six Etats de l'Ouest crée déjà des difficultés. Certains groupes indiens estiment insuffisamment et déformée la place qui leur sera faite dans les cérémonies et acceptent mal la glorification de ceux qui ont décimé leurs ancêtres. En particulier, ils déplorent les 2 millions de dollars qui vont être affectés à la reconstruction du poste de commandement du trop célèbre général Custer, massacré en 1876 à la bataille de Little-Big Horn par les guerriers de Sitting Bull et de Crazy Horse. Custer est bien un héros pour les Blancs, mais les Indiens le considèrent, eux, comme un psychopathe acharné à leur destruction.

HENRI PIERRE.

MEXIQUE

Protestations après la nomination de M. Negroponte comme ambassadeur des Etats-Unis

Un front de protestations s'est formé, mardi 7 février, au Mexique, contre le gouvernement, qui a accepté la nomination de M. John Dimitri Negroponte comme ambassadeur des Etats-Unis au Mexique.

« La désignation de Negroponte, un proconsul de carrière, est une décision barbare, une nette provocation à l'égard du Mexique », a estimé le quotidien la *Jornada*. Le secrétaire général du Parti de l'Action nationale (PAN, conservateur), M. Gonzalo Altamirano Dimas, a déclaré que « les sombres antécédents du diplomate Negroponte constituent un sérieux obstacle aux relations déjà complexes entre le Mexique et les Etats-Unis ». « Il vient pour que le Mexique abandonne sa

diplomatie « centre-américaine », a affirmé, pour sa part, un sénateur de l'opposition (FDN, centre gauche), M. Porfirio Muñoz Ledo.

[Agé de quarante-neuf ans, M. John D. Negroponte, diplomate de carrière, a été en poste à Hongkong, Saigon, Paris, Quito et Athènes. Il a dirigé la section du Conseil de la sécurité nationale chargée de Vietnam, du Laos et du Cambodge, et a participé, avec M. Kissinger, aux négociations de paix dans le Sud-Est asiatique. A Paris, ambassadeur au Honduras de 1981 à 1985, il a joué un rôle majeur dans la soumission aux rebelles de la Contra. Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires, à l'Etat, en 1985 et à la science de 1985 à 1987, il a été nommé conseiller présidentiel wikipoint pour les questions de sécurité nationale en novembre 1987.]

TOULOUSE-ANTALYA 1550 F*
PARIS-ATHÈNES 950 F*

Vol direct.
Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.

Jumbo
CHARTER

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6 : 46 34 19 79
PARIS 14 : 45 42 03 87 / TOULOUSE : 61 62 15 01 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Jean-Marie Chauvier
URSS : Une société en mouvement
Un regard libre sur un peuple en quête de libertés.
Claude JULIEN, Dir. Monde Diplomatique (in préface)
Un livre riche et un excellent radar.
François SCHLOSSER
Le Nouvel Observateur.
420 p. - 199 ff.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

10 Le Monde • Jeudi 9 février 1989 •••

NOUS SOMMES TOUS DES INITIÉS.

"Initié : personne admise à la connaissance de choses à l'accès difficile réservé à des privilégiés" (Petit Robert).

Privilégiés, les lecteurs de La Vie Française le sont. Chaque vendredi, ils accèdent à des faits, des analyses et des conseils puisés aux meilleures sources, pour leur plus grand profit, par des journalistes soucieux de donner une information toujours plus complète.

Rassurez-vous, ce n'est pas un délit.



Politique

La préparation des élections municipales

M. Jacques Chirac espère conserver à la droite les vingt arrondissements de Paris

Le même jour où M. Chirac présentait à la presse les vingt personnalités qui conduiront les listes Union pour Paris dans les arrondissements de la capitale, M. Georges Sarre, président sortant du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville, s'empresse de dresser un bilan de la mandature avant que M. Pierre Joxe lui ravisse la vedette comme « chef de file » ou « porte-parole » — le titre varie — du PS. Le maître de Paris, qui a changé les têtes de liste dans quatre arrondissements, s'est efforcé, modestement, de rajouter et de finir la composition des listes elles-mêmes. Son ambition est de conserver à la majorité municipale sortante la totalité des vingt arrondissements, assurant que si celle-ci était entamée, cela entraînerait une « paralysie » de la gestion et des relations entre la mairie centrale et les vingt arrondissements dirigés par l'opposition.

M. Jacques Chirac a présenté à la presse mardi 7 février, du haut du deuxième étage de la tour Eiffel, les personnalités qui conduiront les listes de la majorité municipale sortante et pour lesquelles quelques modifications ont été opérées par rapport à 1983 (le Monde du 2 février). Accompagné également des maires d'arrondissement qui appartiennent tous à la majorité sortante, M. Chirac avait convié les parlementaires de la capitale, ce qui constitue ainsi, a-t-il affirmé, « une équipe pluraliste mais soudée ». Dressant un bilan de l'action de la municipalité qu'il dirige depuis 1977, il a souligné sa « politique sociale exemplaire puisque plusieurs de ses initiatives ont été reprises par l'Etat », citant ensuite l'action culturelle et la défense de l'environnement. Il a annoncé que les priorités à venir porteraient sur le logement et sur le développement du « logement intermédiaire ».

M. Chirac a cité également les problèmes de la circulation et du stationnement, et enfin la lutte contre les pollutions et l'amélioration du cadre de vie. L'ancien premier ministre a jugé que la réforme du statut de Paris en 1977 et même en 1983 avec la création des maires d'arrondissement « avait été positive dans la mesure où elle a rapproché les élus des électeurs et amélioré la démocratie au quotidien ». Mais il a affirmé : « Ce système ne peut fonctionner convenablement que si

M. François Mitterrand invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1

Le président de la République sera, dimanche 12 février, l'invité de l'émission « 7 sur 7 », animée par Anne Sinclair, sur TF 1. M. François Mitterrand, qui n'était pas intervenu à la télévision depuis le 14 juillet 1988, devrait y aborder tous les sujets d'actualité sans exception, a-t-on précisé dans l'entourage du chef de l'Etat.

M. Michel Rocard a tenu, pour sa part, une conférence de presse, mercredi 8 février à 12 h 30, à l'issue du conseil des ministres. Le premier ministre, accompagné de MM. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, et André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, sont revenus sur le thème de la communication consacrée au crédit-formation, faite auparavant devant l'ensemble du gouvernement.

(Lire page 34 l'article d'Alain Lebaube.)

Cette interprétation de la « loi PLM » de 1983 est contestée par M. Sarre, qui, au nom du pluralisme, souhaite seulement que le monopole de M. Chirac soit entamé dans quelques arrondissements. Pour cela, il attaque vivement la gestion « balzacienne » du maire. Toutefois, communistes et socialistes allant à la bataille en ordre séparé, il n'y aura pas de confrontation globale à Paris entre la majorité sortante de droite et la gauche. M. Chirac veut également éviter le choc frontal avec M. Joxe, le premier considérant le second comme le simple candidat du Parti socialiste dans le douzième arrondissement, et non comme son « challenger » pour l'Hôtel de Ville. L'enjeu politique et personnel est néanmoins primordial pour l'ancien premier ministre, qui, jusqu'au deuxième tour du 19 mars, va se consacrer exclusivement à sa « campagne parisienne, repoussant au-delà de cette échéance son retour sur la scène nationale.

toutes les mairies appartiennent à la même majorité sinon il y a risque de paralysie. L'opposition peut s'exprimer au Conseil de Paris et dans chaque conseil d'arrondissement. » Répondant à une question concernant l'éventualité de mairies d'arrondissement passant à l'opposition, M. Chirac a estimé : « Je ne suis pas certain que mon opposition ici, à Paris, veuille jouer le jeu de la cohabitation. »

M. Sarre : introduire le pluralisme

« L'enjeu n'est pas de gagner la mairie de Paris mais quelques mairies d'arrondissement. Il est d'introduire plus de pluralisme, plus de transparence, plus de souffle dans la gestion. » D'entrée de jeu, M. Georges Sarre a délimité les ambitions du PS dans la capitale pour les prochaines élections municipales. Le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, présentait mardi 7 février un bilan de la mandature qui s'achève. Il a repris les trois thèmes des candidatures socialistes à Paris : les logements sont trop chers et Paris est devenu une ville « qui a pris un coup de vieux », où « même les classes moyennes sont menacées d'exode » ; la circulation y est de jour en jour plus difficile et dans quelques années le problème des transports sera insoluble ; et enfin, la loi qui donne des pouvoirs aux maires d'arrondissement est « pervertie » et les vingt mairies d'arrondissement ont été « transformées en autant de chambres d'enregistrement ». Selon M. Sarre, Paris a vocation à être l'une des quatre ou cinq grandes métropoles mondiales de l'an 2000 et pourrait devenir le centre européen de l'informatique et de la communication. Mais il faudrait pour cela qu'elle cesse de se

NANCY de notre correspondant

« S'il y avait un syndicat des ministres, je me serais mis en grève aujourd'hui ! ». Victime de l'article L-231 du code électoral, qui rend depuis le 4 janvier dernier notamment inéligibles, « dans le ressort où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions », les préfets de région et les préfets en rupture de fonction depuis moins de trois ans, M. Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et

ancien préfet délégué au redéploiement industriel de la Lorraine (1984-1988), a dû abandonner son projet de conquérir en mars la mairie de Pompey (Meurthe-et-Moselle). Depuis des semaines, le ministre, du conseiller général du canton en octobre dernier, avait préparé une liste au nom de la majorité présidentielle — et d'où les communistes étaient exclus — pour battre le maire radical de la localité, M. Marcel Biban. Il n'avait rien oublié, ni son inscription sur la liste électorale, ni l'achat d'une maison sur place, ni l'ouverture d'un « secrétariat » à Metz et à Nancy. Rien, sauf un petit amendement à la réforme du Code électoral introduit en décembre par le ministre de l'Intérieur. M. Chérèque a révélé, lundi 6 février, qu'il avait fait diligenter une expertise juridique pour trouver le moyen de passer outre. En vain.

Du coup, l'ancien « préfet lorrain » doit se contenter de diriger la campagne de celle qu'il avait choisie comme colistière, M^{me} Michèle Trogie, veuve de l'ancien conseiller général du canton. L'objectif que s'était fixé le ministre — « battre la droite » à Pompey — devient beaucoup plus difficile à atteindre. Le PS local, contrairement à sa stratégie initiale, sera forcé de composer au moins entre les deux tours avec la liste du Parti communiste, menée par M. Richard Mathieu. La négociation entre les deux composantes de la gauche s'en trouve sensiblement compliquée, d'autant que les deux fédérations départementales englobaient Pompey dans un vaste troc intercommunal. A moins de cinq semaines du premier tour, le faux pas de M. Chérèque offre une occasion à ses adversaires de droite comme de gauche. — *Inérim*.

La visite du premier ministre en Ile-de-France

La leçon de choses banlieusarde de M. Rocard

M. Michel Rocard a installé officiellement, mardi 7 février, le conseil des villes et du développement social urbain, qui articulera son action avec un comité interministériel (qui disposera de fonds propres à travers un fonds social urbain) et une délégation interministérielle dirigée par M. Yves Dauge. Présidé par M. Rocard, ce comité aura deux vice-présidents nommés parmi les maires membres de cette instance : MM. Gilbert Bonnemaison (PS, Epinay-sur-Seine) et André Diligent (CDS, Rosbaix).

Après avoir effectué une tournée en région parisienne, afin de souligner, à l'occasion de l'installation de ce conseil, l'intérêt que le gouvernement porte à la politique de la ville, M. Rocard a été accompagné, mardi, pour tout ou partie de son périple, de plusieurs ministres intéressés par les divers aspects de cette politique : MM. Maurice Faure, Pierre Joxe, Pierre Arpailange, Jack Lang, Michel Delebarre.

Lors d'une conférence de presse à Châtenay-Malabry, M. Rocard a justifié cette réorganisation administrative en affirmant qu'il faut désor-

mais « quitter le champ des marges et des expériences innovantes » pour « reconquérir la ville, s'attaquer aux inégalités dans le domaine du logement et de l'habitat ». Pour le premier ministre, il s'agit de « priorités nationales ».

Le premier ministre a indiqué que le gouvernement dégagera pour 1989, 1990 et 1991 un milliard de francs par an de prêts consentis à un taux privilégié aux collectivités locales, notamment pour améliorer l'environnement urbain.

M. Rocard a dégagé trois principes d'action : « Améliorer la vie quotidienne (...); c'est aux maires et à leurs municipalités que revient le rôle d'être les animateurs et les chefs d'orchestre de l'action (...); partenariat. »

Le premier ministre a indiqué qu'il se saisira, « juste après les municipales », des problèmes de la région d'Ile-de-France, menacée selon lui d'asphyxie d'ici à l'an 2000. Il a précisé qu'il « ne sait pas » encore quoi penser du réseau d'autoroutes souterraines « laser » envisagé par M. Jacques Chirac.

Travaux des problèmes de la ville et de la civilisation urbaine, c'est se saisir à la fois des questions de police, d'aide aux « victimes » de toutes sortes, de réinsertion des délinquants, d'école, de logement collectif, de transports... C'est pour-quoi le programme de la tournée du premier ministre en Ile-de-France, apparemment décousu, touchait en fait à chacun de ces domaines, tous reliés, dans son esprit, par le même fil directeur.

Premier moyen de transport utilisé, le RER. Le voyage commence à la gare des Invalides. Accompagné de sa petite escouade de ministres et de M. Jacques Fournier, président de la SNCF, M. Rocard prend une rame spéciale, direction Epinay-sur-Seine. Evidemment, le maire, M. Gilbert Bonnemaison (auteur du rapport sur le monde pénitentiaire et spécialiste de la prévention de la délinquance en milieu urbain), est du voyage. Premier point de presse dans la rame qui roule vers Epinay.

Gare d'Epinay. Première étape, premiers manifestants de l'éducation nationale. Banderolles, sifflets à roulettes, cris. Ils ne lâcheront guère M. Rocard de toute la journée. Le cortège s'engouffre dans les voitures. Première « halte », celle d'une entreprise spécialisée dans le bâtiment et d'une imprimerie de l'éducation surveillée. Deux exemples d'actions d'insertion sociale.

De l'autre côté du mur, les manifestants sont toujours là. M. Joxe, qui n'oublie pas qu'il est ministre de l'ordre, grimace : « S'ils avaient été plus nombreux, il n'aurait pas fallu être coincé ici. » L'officier de sécurité auquel il s'adresse rétorque : « Des voitures sont prévues de l'autre côté... »

Départ en direction du commissariat de police d'Epinay. Remanifestants. M. Rocard va les voir, esquisse un dialogue qui tourne court. Il s'en tiendra là pour la journée. Le premier ministre entre dans le commissariat, regarde la bousculade des photographes qui l'attendent. Il lance aux hommes en uniforme rangés devant lui au garde-à-vous, « vous faites un métier difficile, mais les travailleurs de l'image aussi ! » sans se rendre compte qu'il s'adresse... à des appels du contingent effectuant leur service dans la police.

Le premier ministre se fait présenter les applications de l'information dans le commissariat. Un jeune Maghrébin en garde à vue se morfond dans la « cage » vitrée. Le responsable du service de presse de Matignon le découvre subitement, blêmi, fait rempart de son corps pour cacher ce vilain rappel de la réalité au premier ministre. Le stratagème réussit. M. Rocard quittera le commissariat sans s'être douté de rien.

Le premier ministre visite encore le bureau d'information juridique et d'aide aux victimes (BIJAV). Quelques minutes plus tard, à la mairie, il salue l'action de M. Bonnemaison, fait part de ses découvertes : les

« victimes » qui se rendent au BIJAV sont plus celles de la vie — chômage, handicap... — que celles de la délinquance. D'où une réflexion sur les inconvénients qu'aurait entraînés, dans ce cas particulier comme dans le cas général, une définition marquée par un trop grand « perfectionnisme juridique ». Quant aux enseignants qui manifestent, il affirme les regarder « sans surprise, avec un peu de tristesse ».

Vrombissement, nuage de poussière, casquettes qui s'envolent. Premier saut de puce en hélicoptère. Direction Châtou-les-Vignes et la ZAC de la Noë. Petite promenade sous le soleil. Au groupe scolaire des Petites-Pas, le premier ministre se fait présenter l'action de l'association Miniloup. Il s'attarde pour écouter les explications qu'on lui fournit sur cette association qui mêle soutien scolaire et travail social. Il fait remarquer aux journalistes la performance que représente la diminution de moitié du taux de redoublement obtenu par l'action de cette association, souligne que depuis l'élection présidentielle, l'action en faveur des zones d'éducation prioritaire (ZEP) est de nouveau une priorité gouvernementale.

« Le droit à une certaine naïveté »

Deuxième balade en hélicoptère au-dessus de la région parisienne. Direction Mantes-la-Jolie. Les ministres quittent une commune gérée par un maire UDF, M. Pierre Carde, pour une ville à direction socialiste. Cette fois, tout le monde prend place dans un bus articulé, pour une visite guidée de la ZUP du Val-Fourré sous la houlette du maire, M. Paul Picard. On est vite dans l'ambiance. A l'horizon, des barres, des tours, des tours et des barres.

A droite, une tour aux premiers étages murés, à gauche, des logements réhabilités. Ici, la mosquée, « de style marocain ». On comprend vite pourquoi M. Picard lance : « Je revendique le droit à une certaine naïveté, mais une naïveté offensive. Comment, sinon, aurais-je pu accepter, il y a douze ans, d'être le maire d'une commune qui accumulait tant de problèmes ? »

Taux d'immigrés dans la population de Mantes, explique le maire : plus de 30 % ; plus de 50 % dans la ZUP ; plus de 80 % dans l'un de ses quartiers. Taux de chômage, 14 % à 15 %. M. Picard a une façon brutale

et claire de résumer les problèmes : « Lorsqu'on loge, dit-il, on dissémine l'étage d'une tour une famille issue du fond de l'Asie, parce que le mari travaille chez Talbot et que ce logement est une réservation Talbot, qu'on ne s'étonne pas des difficultés de tous ordres (...). Dans un tel cas, qui sont les véritables sauvages ? »

Fin de la leçon de choses. Au programme, un déjeuner culturel avec M. Jack Lang et des animateurs et créateurs culturels de communes de banlieue. Après, il faudra encore subir les cris : « Rocard au placard ! » — de près de mille manifestants massés pour attendre l'arrivée du bus articulé.

Les ministres ont des comédiens à leur table. Le premier ministre avouera honnêtement que ceux avec qui il dînent lui ont demandé pourquoi on les « fait venir... M. Rocard salue « l'extraordinaire vitalité des banlieues » dans le domaine culturel, lance « c'est avec le pari de la culture que demain on gagnera les villes », et remonte dans son hélicoptère.

Dernière étape, Châtenay-Malabry, chez le socialiste M. Jean Vols. Visite d'un autre ensemble HLM — qui date des années 30 — celui de la « Butte rouge », en cours de réhabilitation. M. Roland Castro, animateur de Banlieues 89, se lance dans des explications sur la réussite du concept de cité-jardin, dont la « Butte rouge » est un exemple. Le chaler du déjeuner aidant, M. Rocard a plutôt l'esprit bagou. Il coupe M. Castro, lance : « Disons que la conception architecturale de l'époque n'a pas détruit les intentions généreuses du ministre ! » M. Castro fait mine d'être vexé, menace de s'arrêter. Une grande discussion s'engage, sous l'œil un peu étonné de quelques habitants, d'où il ressort que ni M. Castro ni M. Rocard ne sont des groupes de Le Corbusier.

M. Castro souligne qu'ici, en dépit des nombreux arbres et espaces verts, le coefficient d'occupation des sols est le même qu'à la Cité des 4000, à La Courneuve. Le premier ministre s'exclame : « Notes, c'est l'information la plus importante de la journée ! Le préfet s'inquiète : « Si on le laisse aux mains de M. Castro... » Le cortège s'en va. Une habitante tire un élu par la manche, dit qu'elle voudrait bien « y passer aussi ». Elle veut parler de la réhabilitation de son logement...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

MEDASID 9
8
9
L'AIDE MEMOIRE DE LA PRESSE
LES 2500 NOMS DE LA COMMUNICATION
Le guide de poche indispensable à tous les professionnels de la communication.
110 F
Diffusion : LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7 - Tel. 1. 40.15.70.00.

L'orientation des élèves
rapport au service officiel
ministère de l'Education Nationale
de la formation et des sports
"DES VÉRITÉS GÉNANTES. DES IDÉES AMBITIEUSES"
Le Monde
"Un rapport qui risque de faire grand bruit"
La Croix
132 p., 60 F
LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7 - Tel. 1. 40.15.70.00.

Après les incidents de la nuit de mardi à mercredi

Vive tension aux Baumettes et dans les prisons de plusieurs régions

Après la rupture des discussions entre le directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Duthiac, et les syndicats, le 7 février, des incidents ont eu lieu dans la nuit entre les forces de l'ordre et les détenus, notamment à Fleury-Mérogis, dans la région parisienne, et aux Baumettes, à Marseille. Six surveillants ont été légèrement blessés. Dans la

matinée de mercredi, la tension s'est étendue à d'autres régions, notamment à Lyon, dans le Nord et dans l'Est ainsi qu'en Savoie. Si tout au long de la journée du 7 février les rendez-vous entre les centrales syndicales et le ministère de la justice se sont succédés, aucun nouveau rendez-vous n'avait été pris en fin de matinée du 8 février. En début d'après-midi, le

ministre de la justice a, dans un communiqué, lancé « un appel solennel » aux gardiens de prison et les a invités « à considérer » les conséquences désastreuses de la poursuite « de leur mouvement qui se traduit par une violation flagrante de leur statut et par une atteinte grave au fonctionnement de la justice avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter au niveau de la sécurité publique ».

Lorsque mardi 7 février vers 19 h 15 il est revenu dans le bureau de la rue St-Honoré, où il avait laissé les organisations syndicales discuter entre elles, M. Jean-Pierre Duthiac, le directeur de l'Administration pénitentiaire, l'a trouvé vide : ses interlocuteurs étaient partis. Aucun terrain d'entente n'avait pu être trouvé.

Pourtant tout au long de la journée (le Monde du 8 février), sans qu'on puisse vraiment parler de négociations, les discussions entre le ministère et les syndicats s'étaient poursuivies. M. Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de FO, qui avait été reçu à sa demande par

le ministre de la justice, déclarait même en souriant : « La tendance est à l'apaisement. Nous avons trouvé un terrain d'entente ». Ilusion ? Si les syndicats posaient comme préalable à toute négociation la levée des suspensions frappant 13 surveillants, l'Administration, elle, ne pouvait accepter de prendre cette mesure d'apaisement tant que le blocage des prisons persisterait.

Pour passer de la rupture des discussions à l'affrontement, il n'a fallu que quelques heures. Massées devant Fleury-Mérogis, les forces de l'ordre, malgré toutes les tentatives

de conciliation, ont dégagé vers une heure du matin mercredi en lançant des grenades lacrymogènes les quelques 200 surveillants qui tout en chantant la Marseillaise, très suivies, bloquaient l'entrée de la maison d'arrêt. Deux surveillants blessés au front et à l'arcade sourcil ont dû se faire poser des points de suture. Un peu plus tôt, une scène du même genre s'était déroulée aux Baumettes à Marseille. Quatre surveillants ont été blessés.

À Lille (Nord) et à Bonneville (Haute-Savoie) par exemple, des piquets de grève ont été dispersés sans incident. Mais tout au long de la nuit la tension est montée. Les déclarations de M. Jacques Vialette, secrétaire général des personnels pénitentiaires FO, devant Fleury-Mérogis, donnaient bien le ton de cette évolution : « Le mouvement va se durcir si on nous tire comme des lapins. La fatigue arrive, les CRS ou les gendarmes s'énervent. Nos gars aussi, il peut arriver beaucoup plus grave ».

Dans la région parisienne (à Fresnes, à la Santé, les gendarmes mobiles demeurent en faction dans la cour d'honneur) tandis que d'autres interventions de nouveau à Fleury-Mérogis pour dégager les accès de la prison. Ainsi, au fil des heures, le mouvement n'a cessé de se durcir depuis mardi soir. Si, au coup par coup, les fourgons d'escorte avaient pu jusqu'ici — au prix de longues palabres — entrer et sortir comme prévu, les surveillants paraissent décidés à renforcer leur blocus. Bien que cette fois le ministère de la justice ait décidé de ne pas ouvrir de maison d'arrêt provisoire comme ce fut le cas l'automne dernier, le « petit dépôt » de la préfecture de police a pourtant bien été bien réquisitionné à cet effet : une dizaine d'inculpés en instance de transfèrement s'y trouvaient dès le 7 février. Le chiffre, si la tension continue de monter, devrait grossir dans la journée.

Comment dès lors éviter l'affrontement ? Si aucun nouveau rendez-vous n'avait été pris entre les syndicats et le ministère de la justice en fin de matinée, une rencontre peut bien s'être décidée à tout moment. Dans la coulisse les contacts sont maintenus, notamment avec le secrétaire général de FO, M. Blon-

Un engagement syndical au plus haut niveau

La reprise du mouvement de contestation des gardiens de prison, après la publication du rapport de M. Bonnemaison, a provoqué une intervention aussi étonnante que rapide des confédérations syndicales, qui avaient été plus discrètes sur le sujet à l'automne dernier. Le fait le plus spectaculaire, à cet égard, est l'entrée en lice, dès le 5 février, de M. Marc Blondel, à peine élu secrétaire général de FO. Le 7 février, il a ainsi été reçu au ministère de la justice en compagnie de M. Jacques Vialette, secrétaire général de l'union des syndicats d'Administration centrale (FO).

Cette intervention de M. Blondel s'explique par plusieurs raisons. Sur le plan interne à FO, elle n'est évidemment pas neutre. Au lendemain d'un congrès qui a révélé les déchirements de cette organisation, il n'est pas mauvais pour M. Blondel d'assurer son autorité en prenant en main un conflit dans un secteur où son syndicat est bien implanté et se trouve même à la pointe de la contestation. Une telle intervention lui est facilitée dans la mesure où l'union des syndicats d'Administration centrale appartient à une fédération — celle des services d'Administration générale de l'Etat — qui a soutenu jusqu'au bout sa candidature.

M. Blondel doit assurer son autorité sur sa confédération, encore divisée, il doit aussi assaïr son image. Pour lui, c'est une bonne occasion, alors qu'il se pare de l'étiquette « syndicaliste de contestation », d'apporter son soutien aux gardiens FO tout en montrant qu'il

sait faire preuve de modération et de réalisme. Dès le 7 février, en effet, il souhaitait que « le conflit ne dure pas et que des solutions soient trouvées ». Enfin, la confédération FO entend être associée à des discussions qui, à travers la formation, la communication, la participation et les déroulements de carrières, peuvent toucher demain l'ensemble de la fonction publique.

Il reste que les autres confédérations se sont engouffrées dans la brèche ouverte par M. Blondel. Lors d'une conférence de presse, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, estimait que les propositions de M. Bonnemaison sont « intéressantes » et « méritent discussion ». La CFDT soulignait qu'il s'agissait de « concrétiser rapidement » l'orientation visant « à briser la logique d'inflation des détenus et à améliorer sensiblement les conditions de vie et de détention des prisonniers ». Quelques heures plus tard, la CGT affirmait vouloir de ne pas mettre d'huile sur le feu même si M. Guy Dilleaud, son secrétaire général, regrette qu'on « ait tendance à s'occuper plus des détenus que des gardiens ».

Dans l'après-midi du 7 février, M. François Duteil, secrétaire de la CGT, conduisait à son tour une délégation au ministère de la justice. Peu après le FEN voyait dans les propositions de M. Bonnemaison des « orientations positives » constituant « une bonne base de négociation ». M. Blondel a fait école.

M. N.

Poursuivis pour corruption passive

Deux hauts fonctionnaires de l'arsenal de Toulon sont relaxés

Après dix jours de délibéré, le tribunal correctionnel de Toulon a rendu, lundi 6 février, son jugement dans une affaire portant sur les irrégularités commises entre 1980 et 1983 lors de l'attribution de marchés passés par l'arsenal de Toulon.

Inculpés de corruption passive, deux anciens ingénieurs généraux des travaux maritimes à l'arsenal de Toulon, MM. Charles Suder et Pierre Tronchet, ont été relaxés. Lors de l'audience du 26 janvier, le procureur de la République avait requis trois ans de prison ferme et 340 000 F d'amende contre M. Tronchet et deux ans avec sursis et 25 000 F d'amende contre M. Suder.

Quinze autres prévenus, inculpés de corruption active et abus de biens sociaux ont été, en revanche, condamnés à des peines de prison et à des amendes. Il s'agit notamment de deux entrepreneurs, MM. Charles Juvet, directeur, à l'époque des faits, de la société

Socoto-Juvet, ancien président du Syndicat des entrepreneurs varois, condamné à trois ans de prison dont dix-huit mois avec sursis, 400 000 F d'amende et dix ans de privation de droits civiques, et de M. Henri Chiochia qui a pris la direction de la Socoto-Juvet en 1982, condamné à trois ans de prison avec sursis, à une amende de 300 000 F et à dix ans de privation de droits civiques.

Les autres prévenus ont été condamnés à des peines assez proches de celles qui avaient été requises : deux ans de prison avec sursis et 50 000 F d'amende pour M. Della Favera, et un an de prison et cinq ans de privation de droits civiques pour M. Pierre Marty, tous deux collaborateurs de M. Chiochia. Les autres inculpés sont condamnés à des peines allant de deux ans à trois mois de prison avec sursis et à des amendes variant de 10 000 F à 50 000 F. Certains défenseurs ont décidé de faire appel.

Un procès de la caricature

M. Le Pen en quête de délicatesse...

Poursuivant sans relâche tous les auteurs de la moindre expression à son endroit qu'il juge diffamatoire, M. Jean-Marie Le Pen s'attaque aujourd'hui à un autre genre d'expression : la caricature. Par définition, cette sorte de dessin n'est pas faite pour plaire. « Réprésentation grotesque de la personne que l'on veut ridiculiser », le définit l'Encyclopédie, et la justice a toujours considéré qu'il était difficile de limiter la caricature dans l'exercice d'une profession où l'abus n'a pas de sens puisque c'est une caractéristique du genre.

Qu'importe ! M. Le Pen poursuivait mardi 7 février devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris Bernhard-Willerm Holtrup, Jean-Jacques Loup et Georges Wolinski pour quatre dessins publiés dans le journal Libération des 19 mai, 22 mai, 10 janvier et 25 juillet 1987.

Constatant juridiquement une injure, qu'il s'agit « au niveau du trait ». Sans se prononcer en matière pénale puisque les faits sont désormais amnésés, le substitut, M. Marc Domingo, a admis que M. Wolinski « n'est pas très drôle » : pas plus que M. Wolinski, dont le dessin figurait M. Le Pen sous la forme d'un être répugnant. « On a tapé très bas », a regretté le magistrat, tout en remarquant que la caricature de Loup représentant le président du Front national en metteur en scène de la fête de la République, était une caricature de genre.

« M. Le Pen veut faire rentrer l'ordre moral dans la presse, a plaisié M. Henri Leclerc. La caricature est un espace de liberté. » Et l'avocat considère que le président du Front national prêtait le flanc à ces caricatures par le ton volontiers vulgaire de ses propos. De Michel Polak, traité de « tyran punaise », au président du groupe socialiste au Parlement européen qualifié de « psychopathe pro-arabe à tendance sadique », en passant par le sinistre « Durafour criminel », M. Leclerc a estimé que « M. Le Pen ne peut pas dans le même temps vouloir que la caricature devienne le droit en temps que plume dans l'eau de rose ».

Jugement le 7 mars.

M. P.

FAITS DIVERS

Huit personnes inculpées, dont sept écrouées, à Marseille

Une vingtaine de municipalités seraient impliquées dans un trafic de fausses factures

Huit personnes ont été inculpées, la semaine dernière à Marseille, dans une affaire de fausses factures et de corruption. Des responsables, des hommes politiques, et notamment des élus de municipalités du sud-est de la France, pourraient maintenant être impliqués à leur tour dans ce scandale.

Dans l'état actuel du dossier, les huit inculpés — dont sept ont été écroués à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille — appartiennent à la SORMAE (Société d'entreprise Rhône-Alpes Méditerranée), filiale de la SAE (Société auxiliaire d'entreprises), un important groupe national employant 23 500 personnes (lire d'autre part).

Les inculpations de faux et usage de faux et de corruption, notifiées par Mlle Bernadette Augé, juge d'instruction à Marseille, visent en premier lieu le directeur général de la SORMAE, M. Paul Pelletier, et le gérant de cette société, M. Claude Pabis, qui ont tous deux été incriminés ainsi que des chefs de chantiers, des ingénieurs et des agents commerciaux de la société. Le huitième inculpé a été placé sous contrôle judiciaire.

Selon les premiers éléments connus, la SORMAE, qui aurait utilisé, depuis trois ans, des fausses factures, aurait versé des « gratifications » à des responsables, élus ou fonctionnaires municipaux de vingt-cinq villes des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes-Maritimes. Ces « gratifications » auraient permis à l'entreprise d'obtenir plus facilement l'adjudication de marchés publics.

Cette nouvelle affaire a été découverte au cours de l'instruction d'un autre dossier de fausses factures pour laquelle un entrepreneur

porterait sur 4 millions de francs. C'est la raison pour laquelle le parquet de Marseille a saisi, mardi 7 février, la chambre criminelle de la Cour de cassation et demandé à être dessaisi du dossier. En effet, certains actes concernant des élus municipaux, M. Paul Bernard, avait été inculpé pour le détournement de 10 millions de francs. M. Bernard, sous-traitant, surfacturerait des travaux réels ou fictifs. Les surplus encaissés étaient partagés entre lui et les bénéficiaires.

Le directeur général de la SORMAE, M. Paul Pelletier, aurait reconnu avoir versé des pots de vin afin de favoriser son entreprise dans les adjudications de marchés publics passés par des municipalités contrôlées aussi bien par la majorité que par l'opposition.

Le groupe SAE est aussi présent dans le secteur des maisons individuelles sur catalogue. Parmi les principaux chantiers de la SAE, on peut citer le TGV-Autarc, le tunnel sous la Manche, le parc de loisirs nautiques Aquaboulevard, près de l'hôtel de Paris-Issy-les-Moulineaux, qui ouvrira dans quelques mois. A l'étranger, la SAE construit notamment le World Trade Center de Pékin (235 millions de dollars) ; elle est implantée aux Etats-Unis et en Australie, a obtenu les contrats de l'aéroport de Djakarta, du métro de Singapour et du réseau de distribution de gaz d'Istanbul. Elle a subi, en revanche, des déboires en Arabie saoudite et devra constituer une provision de 200 millions de francs à ce sujet.

Le groupe (vingt-trois mille cinq cents personnes) annonce, pour

1988, un chiffre d'affaires consolidé de 23,5 milliards de francs au lieu de 18,7 en 1987. Le bénéfice net consolidé s'était élevé, en 1987, à 287 millions de francs, en progression de 10 % par rapport à 1986, et il devrait être du même ordre en 1988.

Le président du conseil de surveillance de la SAE est M. Maurice Mathieu, et le président du directeur, M. Jean-Claude Jarrmes. Traditionnellement très discrets, la SAE est un groupe dont le capital est largement réparti. Les principaux actionnaires connus sont, outre les familles fondatrices et leurs héritiers (environ 11 % du capital), le groupe CGIP, présidé par M. Ernest Arrière, le BNP, présidé par M. François Périgot, la CNPF, qui ont décliné 15,3 %, et la Caisse des dépôts (5,9 %).

F. Gr.

La SAE : un empire qui « pèse » 23,5 milliards de francs

A côté de Bouygues, de Dumez-GTM et de la SGE, la SAE (Société auxiliaire d'entreprises), dont la SORMAE est une filiale, se place parmi les majors françaises et européennes des secteurs de bâtiment et des travaux publics. Dans le seul secteur de la construction, elle est en France numéro un.

Ses dirigeants soulignent qu'elle dispose d'une implantation régionale sans équivalent en France et qu'elle « se caractérise par une approche des marchés régionalisée, localisée, qui permet de faire corps avec eux ». Elle a, en France, cinq grandes filiales régionales du bâtiment, dont la SORMAE, et de nombreuses sous-filiales : et dans un but de rationalisation des structures, elle a été décidée récemment de regrouper ces participations au sein d'une société holding dénommée SAE-Constructeurs.

Le groupe SAE est aussi présent dans le secteur des maisons individuelles sur catalogue. Parmi les principaux chantiers de la SAE, on peut citer le TGV-Autarc, le tunnel sous la Manche, le parc de loisirs nautiques Aquaboulevard, près de l'hôtel de Paris-Issy-les-Moulineaux, qui ouvrira dans quelques mois. A l'étranger, la SAE construit notamment le World Trade Center de Pékin (235 millions de dollars) ; elle est implantée aux Etats-Unis et en Australie, a obtenu les contrats de l'aéroport de Djakarta, du métro de Singapour et du réseau de distribution de gaz d'Istanbul. Elle a subi, en revanche, des déboires en Arabie saoudite et devra constituer une provision de 200 millions de francs à ce sujet.

Le groupe (vingt-trois mille cinq cents personnes) annonce, pour

1988, un chiffre d'affaires consolidé de 23,5 milliards de francs au lieu de 18,7 en 1987. Le bénéfice net consolidé s'était élevé, en 1987, à 287 millions de francs, en progression de 10 % par rapport à 1986, et il devrait être du même ordre en 1988.

Le président du conseil de surveillance de la SAE est M. Maurice Mathieu, et le président du directeur, M. Jean-Claude Jarrmes. Traditionnellement très discrets, la SAE est un groupe dont le capital est largement réparti. Les principaux actionnaires connus sont, outre les familles fondatrices et leurs héritiers (environ 11 % du capital), le groupe CGIP, présidé par M. Ernest Arrière, le BNP, présidé par M. François Périgot, la CNPF, qui ont décliné 15,3 %, et la Caisse des dépôts (5,9 %).

F. Gr.

A Metz

Suicide d'un inspecteur de la DST

Un inspecteur divisionnaire de la direction de la surveillance du territoire (DST) de Metz, Michel Genneret, s'est donné la mort, dans son bureau, lundi 6 février, en se tirant une balle dans la tête à l'aide de son arme de service. Michel Genneret, âgé de cinquante-trois ans, devait atteindre l'âge de la retraite dans quatre mois. Considéré par son entourage et ses supérieurs comme souffrant d'un état dépressif pour des raisons d'ordre privé, il s'était vu mis à l'écart par l'un de ses chefs et avait ressenti cette décision comme une brimade. Ce drame a suscité une réaction du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) majoritaire chez les inspecteurs et enquêteurs de police qui dans un communiqué parle des « conséquences d'une ambiance délétère entretenue » au sein de la DST. Le syndicat demande une « enquête objective diligente dans le strict respect des textes en vigueur ».

Les effets d'un mauvais climat

Le caractère spécifique de la DST, service de la police nationale chargé du contre-espionnage, et la façon de travailler qu'il implique ont déjà été à l'origine d'autres drames. Le 14 septembre 1988, un autre inspecteur en poste à Nantes, Joël Guillet, s'était donné la mort d'une façon comparable, et on avait déjà parlé des effets d'un mauvais climat dans le service (le Monde daté 2-3 octobre 1988). Quelques semaines plus tard, un autre fonctionnaire de la DST en fonction à Bayonne avait aussi mis fin à ses jours.

A Cagnes-sur-Mer

Accident mortel dans un parking automatisé

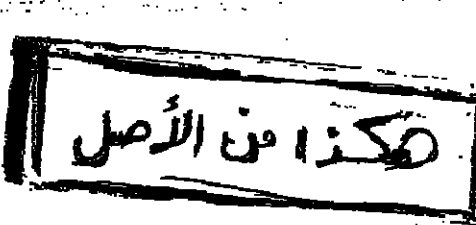
Drame dans un parking automatisé à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) : mardi 7 février, une voiture a enfoncé la porte d'accès et s'est écrasée 32 mètres plus bas, tuant ses deux passagers.

L'accident s'est produit au parking mécanique du Planisel ouvert en août dernier. Le parking fonctionne selon le principe d'un ascenseur qui élève le véhicule entrant et le dépose dans une alvéole sur l'un des quatorze plateaux d'une tour souterraine. Le conducteur, lui, abandonne son véhicule à l'entrée et met le mécanisme en action avec une carte informatique.

M^{re} Pierrette Coquenot, soixante-cinq ans, prenait un cours de perfectionnement à bord d'une petite voiture à boîte automatique accompagnée d'un moniteur, M. Jacques Nicolas, quarante-quatre ans. La conductrice s'entraînait à garer son véhicule, lorsque, par suite d'une fausse manœuvre, le moteur s'est emballé, la voiture a enfoncé la porte et a plongé dans le vide.

Le parking a été fermé pendant la durée de l'enquête. Des parkings du type Slopark, identiques à celui de Cagnes, fonctionnent depuis plusieurs années à Milan, Vienne, Caracas, notamment. La ville de Cagnes a commencé d'en construire un, et Nice en projette quatre. Le conseil de Paris vient à son tour de lancer une expérience destinée à doter la capitale d'ici à trois ans d'une demi-douzaine de parkings automatisés de types variés (le Monde du 31 janvier).

● Du plutonium pour Gravelines. — Le cœur de l'un des six réacteurs de la centrale nucléaire de Gravelines (Nord) devrait recevoir en avril un nouveau combustible contenant du plutonium. Cette centrale sera donc la deuxième en France, après celle de Saint-Laurent-des-Eaux, à utiliser ce type de combustible mixte — le MOX — composé à 95 % d'uranium enrichi et à 5 % de plutonium.



Société

ÉDUCATION

Après les concessions de M. Jospin

Le SNES suspend la grève du 17 février mais maintient la manifestation du 4 mars

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, FEN) a décidé de suspendre son appel à la grève pour le vendredi 17 février, mais il maintient la manifestation nationale prévue le samedi 4 mars à Paris. Le bureau national de ce syndicat, réuni mardi 7 février, a tiré les conclusions d'un contexte nouveau créé par le recul du gouvernement.

Pour le SNES, la décision de M. Jospin de renoncer à la création d'un corps de professeurs de collège (le Monde des 4 et 8 février) « lève une hypothèque », mais ne répond pas à ses autres revendications : « revalorisation indiciaire de tous les professeurs », des « moyens pour la rentrée 1989 », et « recrutement à la maîtrise dans le second degré ». Le syndicat craint que, suite d'une revalorisation générale permettant d'élever les exigences de diplôme lors du recrutement, « l'alignement de la formation des instituteurs sur celle des professeurs, soit devenu un alignement de la formation des professeurs sur celle des instituteurs ».

À propos des « grèves des notes », le SNES précise qu'il ne s'agit pas de priver les élèves de la correction et de l'appréciation de leurs travaux (...) mais propose d'envoyer au

ministère les doubles des copies corrigées », en signe de protestation.

D'autres syndicats ont réagi au moment. Ainsi le SGEN-CFDT se félicite de la parité acquise entre instituteurs et professeurs. Il demande que cette perspective d'unification soit inscrite dans une loi d'orientation en préparation, et exige « une revalorisation immédiate et significative pour tous ». Le SNALC (modéré) souligne, lui aussi, qu'il reste à négocier « sur ce point, essentiel ». Pour la CNGA (autonomie), « l'utopie égalitaire ne peut qu'aggraver la crise de recrutement ». Quant au syndicat national des collèges (SNC, autonome), il interprète la décision de M. Jospin comme une « capitulation ».

Une certaine agitation continue de régner dans certains établissements, comme à Brest où quelques deux mille enseignants du Nord-Finistère ont manifesté mardi soir à l'appel d'une « coordination » pour réclamer « le retrait du plan Jospin », une augmentation de 2 000 francs pour tous et une loi de programmation. À Paris, une autre « coordination » d'enseignants s'est constituée sur des bases revendicatives analogues. Elle soutient les « grèves reconductibles » engagées dans plusieurs collèges et lycées de la région parisienne.

SPORTS

FOOTBALL : match nul (0-0) de la France à Dublin

Une défense « waterproof »

tannique avant de les emmener, mercredi 8 mars, à Glasgow affronter l'Ecosse en match éliminatoire de la Coupe du monde.

Les Français ont, il est vrai, un impressionnant retard à rattraper en matière de matches en Grande-Bretagne : le dernier déplacement de l'équipe nationale à Glasgow date de 1951 (défaite 1-0) et son ultime apparition à Londres remonte à 1969 (défaite 5-0). Deux matches en une semaine ne sont donc pas de trop.

À Dublin, Michel Platini ne pouvait rêver meilleur décor pour la mise en condition souhaitée. Les Français voulaient voir l'Irlande, ils ont vu l'Irlande, éternelle, verte, humide et délicieusement triste. Ils se sont imprégnés de ce crachin tombé des brumes qui cingle les visages. Ils ont senti leurs jambes s'élancer sur un terrain imbibé d'eau, labouré par les crampons.

L'homme est trempé, mais le sélectionneur est heureux. L'équipe de France vient d'obtenir un match nul face à l'Eire. Dans une semaine, le mardi 14 février, elle rencontrera l'équipe d'Arsenal à Londres, deuxième étape d'un programme « spécial outre-Manche ». Le nouveau sélectionneur entend ainsi roder ses joueurs au style de jeu bri-

atisfait de sa méthode d'initiation accélérée.

L'équipe de France a surtout pu redéfinir un style de jeu dont elle avait fini par oublier le goût mais qu'un adversaire irlandais également taillé sur mesure lui a très vite remis en mémoire : le football à l'état brut, un jeu où le ballon vole d'un camp à l'autre. Dominés en début et en fin de match par des joueurs irlandais très physiques, les Français ont menacé de craquer à plusieurs reprises. Comme poussés par le vent et la pluie, les attaquants adverses n'ont cessé de déferler sur le but de Joel Bais en vagues successives.

« En Ecosse ce sera pareil »

Michel Platini n'en espérait pas moins : « Là encore, en Ecosse, ce sera pareil. Les joueurs ont souffert mais ils ont bien résisté. Cette équipe a du tempérament et d'indéniables qualités morales, surtout en défense ».

Le compliment est volontairement ciblé. La défense constitue la grosse satisfaction de ce match. Après avoir, de son propre aveu, « totalement improvisé » en Yougoslavie en novembre dernier lors de son premier match, Michel Platini

s'est efforcé cette fois de doter son équipe d'une solide assise défensive. Contrat rempli : la défense central renforcée (trois joueurs, Sonor, Batistien et Sylvestre, au lieu de deux habituellement) a parfaitement tenu son rôle, articulée autour d'un remarquable Patrick Battiston, le grand ancien sorti de sa retraite internationale par Michel Platini au nom de l'intérêt supérieur du football français.

L'équipe nationale dispose désormais d'une arrière-garde efficace. La nouvelle atténue les débuts décevants du Montpelliérain Laurent Blanc en milieu de terrain, mais ne masque pas les faiblesses de cette équipe. « Il nous reste énormément de travail à effectuer, tout n'est pas parfait, loin de là », admet Michel Platini avant d'ajouter : « Ne parlons pas encore de bonne équipe de France, nous ne nous créons pas assez d'occasions en attaque ».

Le sélectionneur s'efforce de tempérer l'enthousiasme ambiant. Une nouvelle équipe de France est-elle née à Dublin ? « La première véritable équipe, vous la verrez à Glasgow », prévient-il aussitôt. Problème : l'adversaire sera alors d'une tout autre envergure que ces Irlandais généraux mais vieillissants...

PHILIPPE BROUSSARD.

DÉFENSE

Les manœuvres franco-américaines en Corse

Bonifacio réclame le maintien de sa garnison

PLAGE DE BALISTRA
(Corse-du-Sud)
de notre envoyé spécial

Une mini-chaîne symbolique d'hommes et de femmes venus de Bonifacio a tenté de s'opposer, mardi 7 février, au débarquement de forces françaises et américaines sur la plage de Balistra, entre Porto Vecchio et les Bouches de Bonifacio, sur la côte est de la Corse-du-Sud. Avec à sa tête le docteur Jean-Baptiste Lantieri, maire adjoint (PR) de Bonifacio et vice-président du conseil général de la Corse-du-Sud, cette chaîne humaine bon enfant a perturbé la manœuvre franco-américaine « Phinia » (le Monde daté 5-6 février) pour réclamer le maintien de la garnison de Bonifacio — environ six cents hommes et leurs familles — menacée de disparaître.

Ceint de son écharpe tricolore, M. Lantieri, que ses concitoyens ont surnommé « Ati depuis son enfance, n'entend pas, pour des raisons de réorganisation à l'étude de l'armée de terre française, voir partir le cinquième de la population de la ville dont il est l'élu et qui rapporte à Bonifacio une manne annuelle évaluée à 50 millions de francs, particulièrement appréciée en saison morte. Depuis 1983, date à laquelle le 2^e régiment étranger d'infanterie a quitté la ville pour s'installer à Nîmes (Gard), Bonifacio a hérité d'un 30^e régiment d'infanterie, qui sert de centre d'entraînement-commando dans un fort surplombant la Méditerranée et où peuvent servir des appelés originaires de l'île. A ses interlocuteurs, M. Lantieri explique que « Bonifacio est ville de garnison depuis huit siècles » et que sa commune fait le tiers de son chiffre d'affaires avec l'armée.

Au petit jour, lorsque leurs anciens légionnaires aujourd'hui basés sur le continent ont débarqué, avec leurs matériels, sur la plage de Balistra, dans le cadre de l'exercice « Phinia », le maire-adjoint de Bonifacio et quelques-uns des habitants ont fait momentanément barrage, main dans la main. Comme pour montrer qu'ils regrettaient le départ de la légion et qu'ils dénonçaient, d'ores et déjà, toute perspective d'une disparition de ce qui reste de leur garnison.

● Vente d'un Mirage F-1 à Qatar. La France fournit à l'émirat de Qatar, dans le golfe arabique, un intercepteur Mirage F-1 de défense aérienne pour remplacer l'un des quatorze Mirage F-1, détruit en avril 1987, qui avaient été vendus au Qatar en 1984. Les treize Mirage F-1 restant seront modernisés, à la suite d'un accord intervenu en 1988, pour qu'ils puissent notamment emporter des équipements électroniques conçus pour le Mirage-2000.

Imperturbablement, les camions des légionnaires ont creusé leurs sillons sur le sable et si un de leurs véhicules blindés, aux couleurs noir, vert et marron de l'OTAN, s'est enlisé au point de devoir être dépanné par un tracteur, ce fut davantage un raté — courant — de la manœuvre franco-américaine qu'un effet de la manifestation des Bonifaciens.

Décor pour une répétition

Car, pendant ce temps, depuis le porte-hélicoptères américain *Guadalcanal*, qui croisait au large et où était installé le PC des forces ainsi mises à terre, le colonel Jean-Claude Lesquer, ancien patron du service « action » des services secrets français lors de l'opération contre Greenpeace en 1985 et, aujourd'hui, chef d'état-major à la 6^e division légère blindée à Nîmes, lançait ses troupes à l'assaut de la plage, aux côtés des forces amphibies américaines. Les engins de débarquement français jetaient dans la bataille leurs chars AMX-10 RC à roues, tandis que deux aéroglisseurs géants américains, opérant pour la première fois en Méditerranée, déversaient jeeps et blindés de reconnaissance.

La plage de Balistra a servi ainsi de décor à une répétition, à des fins d'instruction, de ce qui devrait se passer, en simulation plus réaliste encore, à la fin de la semaine, lorsque la manœuvre « Phinia » ira jusqu'à son terme : la récupération de quelque 630 ressortissants français et américains gardés en otage par quelque 350 « miliciens » d'une faction anti-gouvernementale dans un pays ami de la France et des Etats-Unis mais déstabilisé par une crise intérieure.

Une violence retenue

Ce sont les Français qui ont proposé ce thème d'exercice aux Américains, il y a un peu moins d'un an. Au total, 14 000 hommes (9 000 Américains à bord de sept bateaux et 5 000 Français embarqués sur quatorze navires) ont été mobilisés pour la circonstance. Avec, pour la première fois réunis devant la Corse, le porte-avions américain *Théodore Roosevelt* et le *Guadalcanal*, et les porte-avions français *Foch* et *Clemenceau* spécialement aménagés en porte-hélicoptères pour acheminer sur place les hélicoptères Puma ou Gazelle et les commandes de la Force d'action rapide (FAR).

« Phinia », dit le vice-amiral Tripière, commandant l'escadre de la Méditerranée et responsable de la phase navale de l'exercice, est une opération du temps de crise où la violence est retenue. Nous ne pratiquons pas la politique de la canonnade. Il s'agit de récupérer des otages qui servent de leviers à un chantage. En écho, le vice-amiral d'escadre Duboit, préfet maritime

de Toulon et commandant en chef en Méditerranée, ajoute : « On ne fait pas la guerre à la totalité d'un pays qui est ami en principe, mais il s'agit de ramener sains et saufs des nationaux prisonniers d'une faction hostile dans ce même pays et offrant une faible résistance avec des missiles SAM-7 et des roquettes RPG-7 ».

Malgré ces références à des armes soviétiques, « Phinia » ne vise personne en particulier, selon les concepteurs de la manœuvre qui ont baptisé « Porphyre » le territoire des « miliciens » preneurs d'otages contre lesquels Français et Américains lanceront 800 commandos chargés d'exfiltrer leurs ressortissants prisonniers. Dimanche 12 février, le chef d'état-major de la marine, l'amiral Louzeau, viendra les inspecter.

JACQUES ISNARD.

SCIENCES

Succédant à M. Frédéric d'Allest

M. Jean-Marie Luton est nommé directeur général du Centre national d'études spatiales

Directeur général, depuis 1982, du Centre national d'études spatiales (CNES), où il était entré en 1966 à sa sortie de Polytechnique et de Sup Aéro, M. Frédéric d'Allest s'en va. Il est remplacé par M. Jean-Marie Luton, qui fut longtemps son adjoint au CNES. Ainsi s'interrompt une tradition qui voulait que les directeurs généraux soient pratiquement tous issus de la division des lanceurs spatiaux. Avec M. Luton, c'est plutôt un homme de cabinet, un négociateur infatigable — il fut pratiquement de toutes les conférences spatiales européennes — qui devient le numéro 2 du CNES. Mais il fut aussi le bras droit de Frédéric d'Allest pendant de longues années et connaît bien l'industrie où il vient de passer deux ans dans une des divisions de l'Aérospatiale.

Le départ de Frédéric d'Allest peut surprendre, d'autant que le centre dont l'activité a, sous son impulsion, plus que triplé depuis 1982 et multiplié les succès. Ariane en est à sa quatrième version opérationnelle et le développement du lanceur Ariane-5, pour l'essentiel un engin nouveau, est largement entamé. Le premier tir est prévu pour 1995.

M. d'Allest quitte le CNES au moment où s'engagent des programmes phares comme le futur lanceur lourd Européen Ariane-5, l'aviation spatiale Hermès et la station habitable Columbus. Mener de front la direction générale du CNES et la présidence d'Arianespace devenait une tâche trop lourde. Une petite déception cependant. « J'aurais aimé, dit-il, qu'Hermès soit sur des rails. Mais, je pars sans être déçu, guidé par mon intérêt pour l'indus-

Grande favorite pour le titre mondial du slalom spécial, la Suisse Vreni Schneider a été battue mardi 7 février, à Beaver Creek, par la Yougoslave Mateja Svet, sa dauphine des Jeux olympiques de Calgary.

VAIL
de notre envoyé spécial

Un temps à se blottir sous une montagne de couvertures en regardant la glace décorer les vitres de la chambre. Un froid qui coupe la respiration et rend tous les efforts difficiles. Voilà ce qui attend les jeunes femmes qui chaussent leurs skis pour disputer le titre mondial de slalom. Le mercure stationne à -36 degrés centigrades. L'Américaine, Tamara McKinney, récente gagnante du combiné, signe le meilleur temps. Seule la Yougoslave Mateja Svet, médaillée d'argent aux Jeux olympiques de Calgary, est à 4 centièmes. Et, surprise, la Suisse Vreni Schneider, la reine de

Calgary, invaincue cette année dans les disciplines techniques, accuse un retard de 1 sec. 47. « J'ai eu peur de sortir du tracé », explique-t-elle. Trois skieuses avant moi avaient fait cette faute au même endroit, alors j'étais contrainte ». En fait la piste était déjà considérablement dégradée quand elle est partie avec le dossard n° 14. Mais rien ne semble perdu pour Vreni. Son entraîneur estime qu'elle peut rattraper son retard dans le deuxième parcours « plus rapide ». Marc River, l'agent qui défend ses intérêts comme ceux de Florian Zurbigien, est tout aussi confiant : « C'est un jeu pour elle de se surpasser dans les secondes manches ». Excès d'optimisme ? Abus de confiance ? Que peut craindre le rouleau compresseur helvétique ?

Bref, la première, dramatique de ces championnats du monde est en train de se nouer. Finies les polémiques sur le matériel. Voici l'heure des émotions. Voici la seconde manche.

Au départ, Vreni Schneider, agressive, bonze les piquets à ressorts. Une démonstration de grand style. Elle assomme le chronomètre : 56 portes en 46 s 4. Une performance qui lui permet de combler son retard de la première manche sur l'Américaine McKinney, quand s'inscrit son nom en haut du tableau lumineux. Le temps d'un éphémère triomphe. Car Mateja Svet n'est pas encore battue. La Yougoslave ne l'est jamais. Elle ne le sera pas. Dans cette deuxième manche, elle défend son capital temps avec acharnement, comme le lui a enseigné naguère le bon professeur Petrovick.

RÉSULTATS

Slalom spécial dames à Beaver Creek

1. M. Svet (Youg.), 1 mn 30 s 88 ;
2. V. Schneider (Suisse), 1 mn 31 s 49 ;
3. T. McKinney (E-U), 1 mn 31 s 56 ;
4. P. Masson (Fra.), 1 mn 33 s 45 ;
5. P. Freiber (Aut.), 1 mn 33 s 60 (...)
12. D. Mogore-Tialka (Fra.), 1 mn 34 s 10.

● L'hospitalisation de Borg. — L'ancien champion de tennis Björn Borg a été hospitalisé pendant quatre heures mardi 7 février à la polyclinique de Milan pour y subir un lavage d'estomac. Le Suédois avait absorbé, pas des barbituriques, mais une benzodiazépine, du Rohypnol, aux effets hypnotiques et sédatifs entraînant des comas en cas de surdosage. La police italienne n'exclut pas une tentative de suicide mais cette hypothèse a été écartée par l'agent de l'ancien champion Ingmar Alverdal. Björn Borg envisageait d'épouser prochainement la chanteuse de rock italienne Lorenza Berte, mais les noces avaient été repoussées, l'Eglise catholique ayant refusé un mariage religieux.

● Mort du champion cycliste Robert Oubron. — Né le 18 avril 1913 à Gousseinville, Robert Oubron, qui vient de mourir, avait été cinq fois champion de France de cyclo-cross entre 1941 et 1946. Vainqueur du Critérium international à quatre reprises (1937, 1938, 1941, 1942), il se montra pratiquement imbattable pendant près de dix ans, récoltant le fruit de son adresse et de son application.

SKI ALPIN : les championnats du monde

Svet, bombe glacée

Un acharnement qui lui avait permis d'accrocher les places d'honneur, et qui lui donne aujourd'hui la victoire. Une consécration attendue depuis vingt ans en Yougoslavie : elle courra la qualité du matériel national (déjà prouvée par Stenmark), la « recherche des techniques et le courage des athlètes. Et voilà comment, car un temps de glace, s'écrit à chaud l'histoire du ski.

SERGE BOLLOCH.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE COLMAR
Par arrêt définitif du 16 septembre 1988 de la chambre des appels correctionnels de la cour d'appel de Colmar, M. HELLFRICH Joseph, Antoine, Martin, né le 23 octobre 1956 à Strasbourg, président-directeur général de la SA Confidentia, et domicilié 1, rue de la Division-Leclerc à Petersbach (67), a été condamné à 25 000 F d'amende pour fraudes et tentatives de fraudes sur des produits dénommés Whisky, Vodka, vins de Bordeaux et des Corbières, publicités mensongères et fausses indications d'origine.

La cour a, en outre, ordonné la publication aux frais du condamné du dispositif de l'arrêt dans le *Monde*, l'*Expansion* et les *Dernières Nouvelles d'Alsace* dans un délai fixé par la Division-Leclerc à 10 000 F pour chacune.

Pour extrait conforme, transmis à M. le Procureur général, le greffier de la chambre des appels correctionnels.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la onzième chambre de la cour d'appel de Paris du 4 octobre 1988, M. ROUSSEAU Philippe, né le 23 mai 1957 à Choisy-le-Roi (94), 15, avenue Gambetta, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis et à 5 000 F d'amende ;

Pour : infraction aux mesures générales d'hygiène et de sécurité.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Monde* ;

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 15 jours sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 15 de l'avenue Gambetta à Choisy-le-Roi (94), où M. ROUSSEAU Philippe exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la deuxième chambre de la cour d'appel de Paris du 17 octobre 1988, M. ROUDEAU Roger, Pierre, né le 5 octobre 1921 à Concarneau (29), et demeurant à Paris (6^e), 57, bd du Montparnasse, a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis et à 20 000 F d'amende.

Pour : détournement de denrées falsifiées, contrefaçon ou imitation.

La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Le Monde* et *le Figaro* ;

2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 jours, sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 57, bd Montparnasse à Paris (6^e), où M. ROUDEAU Roger exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P. LE GREFFIER EN CHEF.

Une dr

Le Monde CAMPUS

Pour sauver les bibliothèques

Les bibliothèques universitaires sont dans un état critique. Le « rapport Miquel » préconise un effort considérable de constructions et de recrutement et le quadruplement des crédits de fonctionnement.

« **U**n seul exemple : sait-on que la bibliothèque universitaire de Paris-VII (Jussieu), en sa section lettres, n'offre sur le campus que 44 places disponibles pour environ 12 000 étudiants en lettres et sciences humaines, soit environ 0,004 place par étudiant (ou 270 étudiants pour la même place) ? Appliquée au chemin de fer métropolitain, cette équation ferait passer aux heures dites de pointe une rame d'une seule voiture chaque demi-heure. »

Dès le premier paragraphe, le ton est donné. Commandé en juin dernier par le ministre de l'éducation à M. André Miquel, professeur au Collège de France et ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, réalisé au pas de charge par une petite équipe d'une dizaine de personnes qui a auditionné bon nombre de personnalités compétentes, remis début novembre et promis à une publication prochaine à la Documentation française, le rapport Miquel sur la situation des bibliothèques universitaires est un véritable réquisitoire contre « la politique de laisser-faire, voire l'absence de toute politique », dont souffrent les B.U. depuis une bonne dizaine d'années.

Le diagnostic est accablant. Les bibliothèques constituent « une des zones sinistrées de l'ensemble universitaire ». Elles manquent de tout, et d'abord de locaux. L'exemple liminaire de la bibliothèque des lettres de Paris-VII est sans doute extrême. Le royaume des B.U. n'est pas dans l'ensemble à ce point ubuesque, mais les chiffres sont sans appel. La norme généralement admise pour les bibliothèques est de 1,5 mètre carré par étudiant. On se situait, en France, à 0,73 mètre carré en 1970; on est tombé à 0,65 mètre carré actuellement. Encore ne s'agit-il que d'une moyenne. L'absence quasi totale de construction depuis le milieu des années 70, jointe à la croissance régulière des effectifs étudiants (le nombre des entrées en B.U. a encore augmenté de 25 % au cours des quatre dernières années), explique cette « saturation complète » des capacités d'accueil. Au fil seul, souligne le rapport, le déficit en région parisienne peut être évalué à 6 000 places.

Les comparaisons internationales sont peu flatteuses : une place pour treize étudiants en moyenne, contre une pour six étu-

dants en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Etats-Unis. Dans ces conditions, il n'est pas vraiment surprenant de constater que près de la moitié des étudiants ne font même pas la simple démarche de s'inscrire à la bibliothèque universitaire et préfèrent acheter livres et manuels ou s'en tenir au savoir « tout cuit » des photocopies et documents de T.D., plutôt que se lancer à « la recherche crue et hasardeuse d'une information personnelle ». C'est d'autant, moins étonnant que les conditions d'accueil dans les B.U. ne facilitent pas leur utilisation.

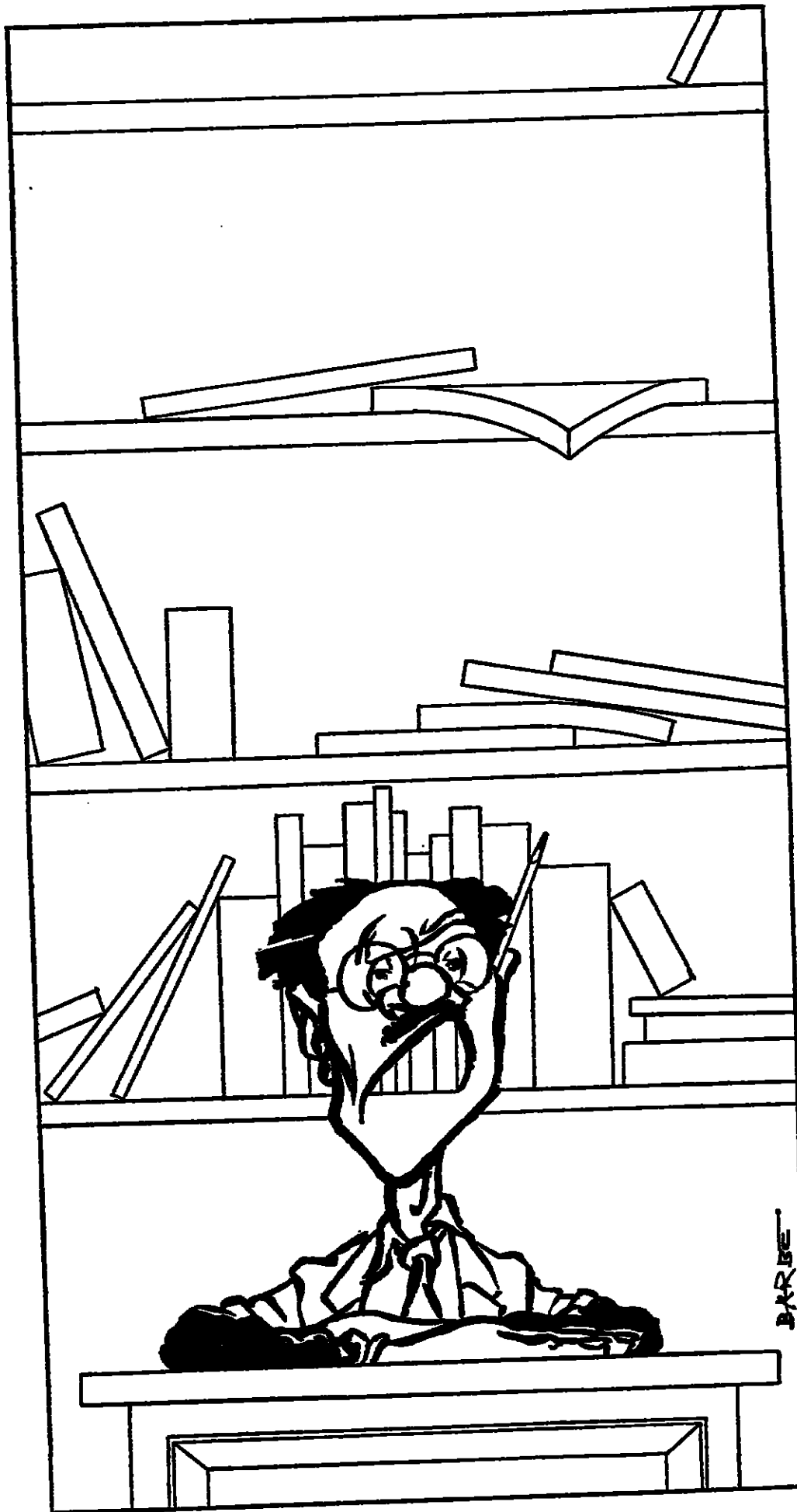
Horaires

étriqués

Certes, des efforts ont été faits au cours des dernières années, en particulier pour développer les rayons en libre accès. Mais les horaires d'ouverture des B.U. françaises restent largement inférieurs à ceux de leurs principales homologues étrangères : la moyenne est d'environ quarante heures par semaine contre soixante à quatre-vingts heures en Allemagne.

Ces horaires étriqués résultent, sans doute, du refus des organisations de personnels d'envisager une répartition plus flexible de leurs charges de travail pour qu'elles soient mieux adaptées aux fortes variations de fréquentation au cours de l'année universitaire. Mais le problème de fond est ailleurs : le manque de places se double d'un manque dramatique d'effectifs. « Le recrutement des personnels n'a absolument pas suivi l'accroissement du nombre des étudiants », souligne le rapport Miquel.

Au contraire, ce secteur a été l'un des plus durement touchés par les suppressions d'emplois : 188 postes de 1985 à 1987, soit un peu plus de 5 % de l'effectif global. Ces coupes dans les effectifs n'ont été que partiellement compensées par l'effort remarquable d'amélioration de la productivité des B.U. : informatisation du prêt à domicile; mise en œuvre du catalogue collectif national qui permet de localiser près de 200 000 titres de périodiques disponibles dans 2 600 bibliothèques françaises (universitaires et autres); enfin développement spectaculaire du prêt interbibliothèques grâce à une messagerie télématique qui va être complétée par un système d'archivage et de



transmission électronique des documents.

Mais cette modernisation a masqué l'une des raisons qui expliquent l'indifférence entourant le sort des bibliothèques. La baisse globale des effectifs résulte, aux yeux de la commission Miquel, d'une analyse erronée du rôle des personnels spécialisés : ceux-ci ont été assimilés à des personnels d'intendance et de gestion, dont le nombre diminuerait en raison directe de l'informatisation. Alors que, bien au contraire, l'activité des bibliothèques est une activité de service étroitement liée à l'encadrement pédagogique et à la recherche.

Cette reconnaissance, de moins en moins nette, de leur rôle spécifique explique, pour une bonne part, la « profonde lassitude » des personnels des bibliothèques. D'autant que, dans bien des cas, les B.U. demeurent coupées du reste de l'université. Coexistence polie ou ignorance réciproque marquent traditionnellement en France les relations entre universitaires et bibliothécaires. Ni l'affirmation pour la première fois, par la loi Savary, que l'information scientifique est l'une des missions de l'université ni la création, au sein des universités, de services communs de la documentation n'ont véritablement réussi à rompre cet isolement.

La survie

de notre langue

Dernier élément du diagnostic : les B.U. manquent de crédits. Notamment pour mener une politique vigoureuse d'acquisition d'ouvrages ou d'abonnements aux périodiques. Le constat dressé par le rapport Miquel est, à cet égard, des plus sévères. « Le pouvoir d'achat, par étudiant d'une B.U. française est inférieur de quatre à neuf fois à celui d'une B.U. étrangère. A de très rares exceptions près, les bibliothèques universitaires de notre pays sont en dessous du seuil minimal où l'on peut véritablement parler de collections. »

Les rapporteurs soulignent qu'aucune des soixante B.U. françaises n'acquiert actuellement plus de 15 000 volumes par an, alors que seulement trois bibliothèques universitaires allemandes sont en dessous de ce niveau. Manque de locaux, de personnels et de crédits : pour redresser la barre, la commission Miquel propose un traitement de choc. Car il ne s'agit pas seulement de réparer ce « scandale », mais d'affronter des enjeux qui commandent l'avenir dans quatre domaines.

GÉRARD COURTOIS.

(Lire la suite page 17.)

Une direction menacée

PARADOXALE situation : au moment où le ministère de l'éducation semble enfin se pencher sur le sort des bibliothèques universitaires, où il redresse d'urgence leurs crédits de fonctionnement pour 1988 et 1989 et prépare le budget 1990 dans la perspective tracée par le rapport Miquel, il envisage, dans le même temps, de supprimer leur administration de tutelle : la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique (DBMIST).

Un projet de réorganisation de l'administration centrale, que le ministère espère mettre en place rapidement, conduit en effet que « la DBMIST a trop grossi la direction générale » (Le Monde du 28 janvier). Il propose donc que les constructions et la gestion des B.U. soit confiée à la nouvelle direction de la programmation et

des moyens. Et que les personnels des bibliothèques relèvent, désormais, de la direction des personnels de l'enseignement supérieur.

Cette menace de démantèlement a suscité de vives réactions dans la communauté des bibliothécaires. Pourquoi l'information scientifique et la documentation, qui est l'une des grandes missions de l'université au terme de la loi Savary, serait-elle privée d'une direction à part entière, alors que les autres missions — formation et recherche — conservent la leur ? Pourquoi supprimer la DBMIST, au moment où le rapport Miquel recommande une politique globale en faveur des B.U. ? Ne serait-il pas plus logique d'élargir ses missions et d'accroître ses moyens ?

Une telle réaction, estime-t-on au ministère, relève davantage de

la défense d'une corporation que de l'intérêt bien compris des B.U. Celui-ci passe par une meilleure intégration des bibliothèques dans les universités et par un renforcement de leurs moyens. D'où la volonté de rattacher les bibliothèques à la direction de la programmation, afin qu'elles soient placées au cœur de l'université, au lieu d'apparaître, comme trop souvent actuellement, comme des appendices et des services annexes.

C'est la meilleure façon, estime-t-on, d'obtenir que les problèmes des B.U. soient effectivement discutés dans les conseils et pris en compte dans la politique contractuelle que le ministère va engager avec les universités. Et en dépit d'un indéniable effort de modernisation, l'évolution des crédits des B.U. et leurs réductions de personnels au cours des dernières années montrent que

l'existence d'une direction à part entière n'est pas forcément le gage d'une défense efficace des intérêts des bibliothèques.

Dans cette querelle, les bibliothécaires ont d'autant moins de chance d'être entendus que les présidents d'université perçoivent souvent la B.U. comme un Etat dans l'Etat. La conférence des présidents ne s'est d'ailleurs pas émue outre mesure de la suppression éventuelle de la DBMIST. Quant à M. André Miquel, s'il estime que cette mesure ne peut être ressentie que comme un « symbole » fâcheux, il recommande dans son rapport que les missions de la DBMIST soient « réexaminées » et que soit créé, de manière plus large, un conseil supérieur des bibliothèques. C'est reconnaître que l'expérience de la DBMIST n'a pas été totalement convaincante.

G. C.

SATURN

Un Consortium paneuropéen rassemblant des industriels et des universitaires de toute l'Europe y compris l'Europe du Nord organisée en France

UNE GRANDE PREMIERE EUROPEENNE pour RESPONSABLES DE FORMATION ET FORMATEURS.

un séminaire de 4 jours les 13, 14, 15 et 16 mars 1989.

" L'EXPERTISE EUROPEENNE " ENSEIGNEMENT A DISTANCE FORMATIONS MULTIMEDIA

avec la participation des experts européens les plus réputés.

Pour informations détaillées et inscriptions dans la limite des places disponibles s'adresser à

Ecole Polytechnique Formation Continue
Madame Christine Nora — 81128 Palaiseau Cedex
Téléphone : (1) 60 19 40 18 Télécopie : (1) 69 41 94 42
SATURN PO Box 564, Walton Hall, Milton Keynes MK7 5DG, UK.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Les Trissotin
de la pédagogie

UN enseignement secondaire digne de ce nom suppose deux conditions : des professeurs compétents, donc recrutés à un haut niveau, donc correctement payés, et des classes n'excédant pas vingt-cinq élèves.

Or les projets gouvernementaux ne vont pas dans ce sens : les nouveaux professeurs de collège enseigneront deux disciplines, comme ils le font déjà ; les professeurs certifiés — qui enseignent une seule discipline —, jugés désormais trop savants pour les collèges, seront invités à exercer dans les lycées à la place des agrégés requis par le supérieur. Il en résultera, à l'évidence, une baisse de la qualité de l'enseignement. Quant aux effectifs pleurostiques, leur décreusement sera lent et limité.

Mais peu importe. Tout va changer puisque désormais les professeurs seront rémunérés au mérite. Belle trouvaille ! Il y a belle lurette qu'il en est ainsi. Contrairement à ce qu'on essaie de faire croire au public.

Ce qui est grave, c'est que sous couvert de nouveautés on veuille encore aggraver ce système et surtout y substituer des critères qui n'ont rien à voir avec la qualité de l'enseignement dispensé, critères dont le flou ne parvient pas à dissimuler le caractère inquiétant. En effet, pour « mériter » les professeurs devront « s'impliquer » dans des tâches d'animations (le grand mot est lâché !), chères aux apôtres du « travailler autrement », et comme on ne peut pas tout faire, ce sera au détriment du sérieux de l'enseignement et en particulier de la préparation des cours. Au moment où l'enseignement est presque guéri des errements de naguère, voilà qu'on ressort les gadgets et qu'on remet en selle des Trissotin de la pédagogie. On veut leur réserver primes, indemnités et promotions. Tant pis pour les professeurs qui s'obstinent à consacrer leur temps et leurs efforts à l'exercice de leur métier. Ils devront se résoudre à être toujours aussi mal payés.

COLETTE et ROBERT GEAL,
professeurs certifiés
collège Fontenay
(Ardeche).

La colère des enseignants

Les réactions des enseignants aux déclarations de M. Rocard et aux propositions de M. Jospin ont été d'une grande vivacité. Heurtant profondément les convictions de la majorité d'entre eux, ces initiatives ont suscité une opposition qui s'est exprimée par deux jour-

nées de grève dans l'enseignement secondaire et une manifestation nationale d'instituteurs. L'ampleur de ces réactions à des propositions émanant d'un gouvernement de gauche — et donc proche de la sensibilité de la majorité des enseignants — et assorties de mesures

financières non négligeables a pu surprendre l'opinion. Le très abondant courrier que nous avons reçu de nos lecteurs enseignants à ce sujet peut aider à comprendre les raisons de leurs protestations et l'origine de leur malaise. Nous en publions de larges extraits.

La performance de l'acteur

ON s'exalte en général sur la performance physique d'un acteur connu jouant une pièce de théâtre de trois heures chaque soir, cinq jours par semaine, et personne ne conteste ni la valeur de l'intense travail de préparation que cela nécessite ni la dépense énergétique mise en jeu à chaque spectacle.

Cependant lorsqu'un professeur agrégé fait quinze heures de cours par semaine devant trente-cinq à quarante jeunes plus ou moins attentifs, personne ne réalise combien c'est épuisant physiquement et nerveusement. Combien cela s'apparente au travail d'un acteur qui doit perpétuellement captiver son auditoire et non pas à la banale routine que dénoncent tous ceux qui n'ont jamais enseigné !

Quant à la préparation des cours, des travaux pratiques, des exercices et des devoirs, c'est un travail passionnant, mais qui nécessite une qualification sérieuse, beaucoup d'investissement personnel et de temps ; et si la tâche de correction est notre « calvaire » à tous (car elle est fastidieuse et longue si elle est bien faite), on la sait indispensable aux progrès des élèves et on l'assume sans faiblir.

Je passe sous silence les durées de concertation entre collègues, les conseils de classe qui se terminent à 20 heures, les réunions avec les parents (fondamentales, mais certains professeurs ont en charge plus de deux cents élèves différents !).

Si le contact existe, si le courant passe avec les élèves, l'enseignant

est payé de tous ses efforts et son métier est « le plus beau du monde ». Si ce n'est pas le cas, ce peut être l'enfer.

En tout cas, la plupart des enseignants ne méritent certainement pas la campagne de démolition systématique qui consiste à les montrer du doigt comme des fainéants toujours en vacances.

JEAN-PAUL BOUCHOUX,
professeur de sciences physiques
(Nantes).



A qui la faute ?

L'INTENTION de M. Rocard de lier une amélioration de la fonction enseignante à une rénovation du système éducatif, qui serait, selon lui, générateur d'échecs, semble prouver que la gauche gouvernementale persiste dans une politique proche de la diffamation à l'égard du corps des professeurs, puisqu'elle suggère formellement qu'il est en bonne partie responsable de ces échecs scolaires que le premier ministre déplore. C'était déjà la tactique suivie par M. Savary et son entourage, qui avaient préféré mettre en cause les enseignants plutôt que d'analyser les conditions de fonctionnement du système éducatif.

Comment accepter, en effet, les menaces insidieuses du pouvoir et ses constantes dérobades devant les revendications dont il reconnaît lui-même le bien-fondé, alors que depuis des années les enseignants et leurs organisations dénoncent le refus de l'Etat de prendre en compte les causes profondes du malaise éducatif ? Faut-il une fois de plus rappeler les lacunes les plus criantes : conditions matérielles d'enseignement insuffisantes (lycées vétustes, mal conçus, surpeuplés) ; programmes élaborés de façon autoritaire et fréquemment conçus de manière désastreuse ; organisation des différentes séries au profit (et peut-être au détriment) des toutes-puissantes mathématiques ; réduction ou suppression

des possibilités de déboulément ; maintien d'horaires épuisants pour les élèves et les professeurs ; absence à peu près totale d'environnement culturel (bibliothèque) ou de possibilités de les utiliser ; insuffisance, au niveau des classes de seconde, de filières d'orientation et de structures d'accueil qui permettraient de diriger vers des secteurs de formation une masse d'élèves qui perdent leur temps dans l'enseignement général et qui s'y retrouvent effectivement en situation d'échec. Les véritables carences se situent au niveau de l'organisation, et seul l'effort d'adaptation des enseignants et des élèves a pu assurer le fonctionnement du système, et souvent efficacement, quoi qu'en dise M. Rocard, qui paraît, il est vrai, avoir une vision singulièrement naïve du problème, puisqu'il avoue, comme l'a déjà fait M. Jospin, que l'état de l'éducation nationale l'a fâcheusement surpris. Etonnante surprise pour des responsables socialistes que leurs liens avec le monde enseignant devraient avoir mieux renseignés !

Ce qui est clair, en tout cas, c'est que la gauche au pouvoir, qui, dans une première phase (Savary-Chevènement), avait durément déchaîné dans la gestion du système éducatif, dont elle avait rendu plus difficiles les conditions de fonctionnement, se prépare, pour sa deuxième phase, à des échecs tout aussi graves en refusant — pour quelles puissantes raisons ? — de reconnaître que ni les enseignants ni les élèves ne détiennent la moindre parcelle de pouvoir dans l'organisation de l'enseignement et qu'ils dépendent, au contraire, d'un système de gestion (administratif, politique) qui, assurant la conception de l'ensemble de la scolarité, doit assurer la responsabilité de ses éventuels échecs. En choisissant de frapper sur les victimes, en refusant d'analyser les carences de l'Etat, le premier ministre affirme l'innocence de la classe politique, qui lui en sera reconnaissante. Mais il risque, faute de parler vrai, d'aggraver, comme ses prédécesseurs et peut-être plus durablement, les conditions d'enseignement et d'obscurcir le proche avenir. Est-ce là son projet ?

P.J. GALTAYRIES
Lycée Guy-Lussac (Limoges).

J'étais non gréviste

PROFESSEUR d'histoire dans un collège de Saint-Etienne, syndiqué au SGEN-CFDT, je n'ai pas fait la grève lancée au plan national par le SNES, qui refuse en bloc l'ensemble des propositions récentes de Lionel Jospin.

Loin d'être indifférent à la situation médiocre que nous vivons tous (ayant la possibilité de donner quelques cours en lycée, j'ai vu l'an dernier ce que donne une classe de seconde de 39 élèves), je pense, ainsi qu'un certain nombre de collègues de mon établissement, que les mots d'ordre proposés aujourd'hui par le

SNES ne vont guère dans le sens de la transformation de notre système scolaire. A focaliser la grève des profs sur le bulletin de salaire (scandaleusement léger pour un grand nombre, c'est vrai) et la défense du corps des certifiés, on évacue la nécessaire transformation des manières de travailler, qui, n'en déplaise au SNES, ne passe pas uniquement par la manne financière.

Allons-nous par exemple continuer à infliger à nos élèves les horaires de cours les plus lourds de la planète ? Que de moyens en temps et en énergie l'on pourrait déployer si l'on revoitait l'organisation du travail, et pour les élèves, et pour les profs ! Mais dès que l'on aborde ce sujet, certains enseignants y voient une remise en question de la sacro-sainte notion de service. Or qu'est-ce que le service d'un professeur de collège ou de lycée ? Officiellement un nombre X d'heures de cours, en gros entre quinze heures et vingt heures hebdomadaires, selon les statuts et les matières enseignées. Nous savons, pour le vivre quotidiennement, qu'à ces heures s'ajoutent, surtout en collège, un certain nombre de tâches, concertations entre collègues, réunions avec les parents, conseils de classe, suivi des élèves.

Le métier d'enseignant évolue comme beaucoup de professions : pourquoi refuser alors la redéfinition du service des profs, comme le fait le SNES, lorsqu'il se contente de revendiquer « dix-huit heures pour tous » sans autre commentaire.

Ne laissons pas les jeunes qui débutent dans le métier : ils devront, peut-être plus que leurs aînés, être à la fois compétents dans leur matière, attentifs aux difficultés de leurs élèves, capables de travailler en équipe : une pratique encore peu répandue dans le monde enseignant et qui pourrait, à condition d'être bien maîtrisée, faire gagner un temps précieux. De telles exigences impliquent bien sûr des gens motivés donc correctement payés : la revalorisation des salaires est une urgence reconnue de tous. Elle ne doit toutefois pas masquer la nécessité d'une mutation des mentalités.

MATHILDE DUBESSET.

Je ne suis pas communiste

JE vous en prie : renoncez à accoler systématiquement au SNES la formule usée « dirigé par les communistes ». Vous avez mieux à faire : cela tient de la « rumeur ».

Je ne suis pas communiste et ne l'ai jamais été. La plupart des professeurs qui sont au SNES sont comme moi. Qu'il y ait des communistes parmi nous, c'est possible et c'est leur droit ! Ne dites pas qu'ils nous dirigent, ne laissez pas entendre qu'ils nous manœuvrent : les enseignants sont assez grands et assez individualistes, croyez-moi, pour être préservés de ce risque !

Où voulez-vous que nous nous syndiquions ? Dans la tendance UID de la FEN impliquée depuis trente ans dans la dégradation de l'éducation nationale ? Prête à reconduire, sous le nom de « professeurs de collège », l'expérience désastreuse des PEGC pour maintenir et même accroître son champ de syndicalisation. Croyez-vous qu'elle soit motivée par l'intérêt des élèves ? Qu'elle va convaincre les jeunes étudiants d'entrer dans ce corps dévalué ? Que nous allons

donc résoudre la crise du recrutement ?

Croyez-moi, si nous sommes au SNES — et il y a aussi des socialistes au SNES, et des gens sans parti — c'est qu'il est le seul syndicat qui ne soit pas seulement corporatiste, qui ait des vues progressistes sur l'avenir, coûteuses certainement, mais on n'a rien sans rien !

M^{me} FOUCRAS,
professeur de lettres
(La Tronche).

[Constater que la direction du SNES est principalement animée par des militants communistes revient à rappeler un état de fait. Le SNES, comme les autres syndicats de la FEN, est organisé en tendances, qui correspondent aux différentes familles de la gauche et de l'extrême gauche. C'est la conséquence du choix de l'autonomie fait en 1948 par la FEN. A la suite de l'éclatement de la CGT du fait de la création de FO, les enseignants avaient décidé de se séparer de la CGT, afin de préserver leur unité. Depuis lors, les deux tendances principales de la FEN sont l'Unité, l'indépendance et démocratie (UID), majoritaire au sein de la FEN et du SNI, où militent la plupart des socialistes, et l'Unité et action (U et A), animée par des communistes et quelques socialistes.

Cette dernière tendance est majoritaire au SNES depuis 1967. En mai 1987, elle a obtenu 72 % des voix de l'ensemble des adhérents. L'appartenance au Parti communiste de M^{me} Vauvillat, secrétaire générale, et de la plupart des secrétaires nationaux de syndicat n'est pas un mystère. De même d'ailleurs que l'appartenance au Parti socialiste de M. Simbron, secrétaire général de la FEN et des principaux dirigeants de cette organisation.

Ces éléments d'information sont indispensables pour comprendre les enjeux internes à la FEN et les rapports de chacun de ses syndicats avec le gouvernement. Cela n'implique évidemment pas que les 75 000 adhérents du SNES soient communistes. Ils plébiscitent l'actuelle direction, car ils apprécient sa défense efficace des professeurs du second degré, par catégories et par disciplines, soutiens par une presse et une communication très dynamiques.]

Ph. Ba.

Question de dignité

VOUS avez rendu compte de l'enquête menée par le ministère de l'éducation nationale auprès du milieu enseignant. Il me semble que deux conclusions méritent d'être davantage analysées.

1°) Les professeurs, apparaît-il, ne veulent pas travailler plus pour gagner plus. A la vérité, la majorité des professeurs sont des femmes, et la plupart des femmes, quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle, manquent plus de temps que d'argent : généralement mariées, et mères de famille, elles cumulent deux journées de travail.

2°) Il n'est pas exact de considérer que la durée hebdomadaire de travail des professeurs antérieurs était équivalente en moyenne annuelle aux deux tiers de celle d'un employé. En effet :

a) Beaucoup de professeurs passent une bonne partie de leurs vacances « intermédiaires » (Toussaint, Noël, etc.) à corriger des copies, et une bonne partie de leurs grandes vacances à faire des lectures de fond.

b) Il n'est pas possible de comparer le travail d'un employé (ou d'un cadre) et le travail d'un professeur. Les heures de cours sont des heures « denses », les heures de bureau sont des heures « poreuses ». En présence d'élèves (ou d'étudiants), aucune seconde d'inattention n'est permise.

Tant que l'opinion publique et les pouvoirs publics considèrent que les professeurs travaillent moins que les autres fonctionnaires, le malaise de l'enseignement perdurera. Ce n'est pas seulement pour les intéressés une question d'argent, c'est surtout une question de dignité.

C'est pourquoi il serait maladroit de lier la revalorisation des traitements des professeurs (c'est-à-dire leur alignement sur celui des autres fonctionnaires) à l'accroissement de leur charge de travail (par des activités post-pédagogiques, péri-scolaires...). En revanche, il serait normal de lier les primes qu'ils pourraient toucher à la qualité de leur enseignement (ou au nombre de copies corrigées, par exemple). Après tout, les membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes perçoivent tous le même traitement (indiciaire), mais leurs primes varient selon le nombre de recours qu'ils ont traités ou de liasses qu'ils ont vérifiées.

JEAN-FRANÇOIS KESLER,
professeur d'université
conseiller municipal
de Château-Chalon.

Doléances d'un maistre

L'EDIT édifiant, après avoir été lu par le ministre de l'éducation, après un moment de réflexion sur le tout, a débité :

1. Qu'il plaise à M. le Président d'ordonner et de permettre que toute espèce d'enseignement ait droit à la considération de la nation pour le travail effectué, nonobstant le mépris dans lequel ils sont tenus.

2. Qu'en particulier il soit rappelé à M. le Premier ministre ainsi qu'à M. le Ministre d'Etat que les projets ambitieux et bien fondés qu'ils ont pour l'éducation de la nation ne peuvent se conduire qu'avec l'assentiment des enseignants et non en les conduisant à la désespérance.

3. Qu'il soit bien compris que nous sommes prêts à poursuivre et à amplifier les efforts que nous avons entrepris depuis maintes années — et ce dans l'ignorance de trop de citoyens — afin que les citoyens de demain, desquels nous avons en charge l'éducation, contribuent à ce perfectionnement général et graduel de l'espace humain, dernier but vers lequel toute institution sociale doit être dirigée, comme l'affirmait le citoyen Condorcet.

4. Sachant que dans les quarante dernières années la nation n'a pu secourir suffisamment l'adulte éducatif car, tout à tour, les guerres menées aux colonies, la création d'armes nouvelles de dissuasion, les contraintes économiques venues des puissances du Levant et de la monnaie des Amériques ont occupé ses finances, demandons que les

efforts de demain soient à la hauteur des besoins et non à la manière d'escamoteur.

5. Que pour ce faire il nous soit donné traitements et vacations décentes en lieu de la portion congrue à laquelle nous sommes aujourd'hui réduits, comme en témoignent, en notre métier, la prédominance de la gent féminine et le recours de plus en plus fréquent aux auxiliaires nés dans nos anciennes colonies.

6. Qu'il soit bien entendu que nos résultats ne peuvent facilement se mesurer, et que pour ledite raison il serait inconséquent de lier l'octroi de deniers supplémentaires aux exploits de nos élèves, comme cela l'aurait été si quelques esprits dérangés avaient demandé aux auxiliaires de la médecine de guérir mieux et plus vite ceux qui souffrent. Nous avons d'ailleurs la modestie de penser que la formation des esprits n'est tâche ni moins noble ni moins estimable que celle de guérir les corps.

7. Que les temps où un gouvernement pouvait se contenter de l'éducation de l'enfant, quelconque des systèmes (de la République ou cléricale) aux dépens de l'autre en faisant croire qu'il s'agissait de réformes seraient révolus ; qu'en conséquence tout échec ne trouverait ses origines que dans la maladresse des gouvernements et non des gouvernés.

CLAUDE NICOT,
professeur certifié d'histoire
et de géographie,
collège Brizeux
(Quimper).

Int
TELECOM

INSTITUT NATIONAL DES
TELECOMMUNICATIONS
ECOLE DE GESTION

Formation de Cadres Supérieurs de Gestion
Spécialistes des Systèmes d'Information
(Télécommunications, Télématique, Informatique, Bureautique)

Concours d'entrée : 8 et 9 juin 1989 pour titulaires :

- Prépas (Math Spé, HEC)
- DEUG Sciences Eco, Sciences
- DUT Gestion, Informatique

Durée des études : 3 ans Inscriptions avant le 30 avril 1989 :

I.N.T. PIECE C 109 - 9 RUE CHARLES FOURIER
91011 EVRY CEDEX - Tél. : (1) 60 76 46 93 - 60 76 46 99

Pour sauver les bibliothèques

(Suite de la page 15.)

Celui de la pédagogie d'abord. Il serait grave en effet que « les inévitables difficultés qui seront rencontrées avec l'afflux, souhaitable et attendu, d'un nombre croissant d'étudiants se résolvent au prix d'une véritable régression pédagogique ou d'un nombre élevé d'échecs ». Le renforcement de la fonction documentaire apparaît comme l'un des moyens de favoriser « l'autonomie et le travail personnel » d'étudiants de plus en plus nombreux.

Deuxième enjeu : « La situation actuelle est éminemment préjudiciable à la recherche. La formation et l'insertion de la recherche, qui sont la fonction primordiale des bibliothèques universitaires, sont aujourd'hui compromises gravement et parfois inexistantes ». En dehors même de l'université, la situation des B.U. induit des « effets catastrophiques » sur l'édition scientifique en langue française, qui est « tarie à la source » par l'appauvrissement de la demande émanant des bibliothèques. La perspective européenne n'apporte pas davantage d'optimisme. « Si rien n'est fait, nous sans doute André Miquel, notre pays risque d'être le parent pauvre de l'Europe, et pas seulement de l'Europe du Nord. Il y va de la survie de notre langue, de notre patrimoine et de notre tradition. »

370 000 m²

supplémentaires

Enfin, la situation très dégradée des bibliothèques universitaires risque fort de compromettre le projet de « très grande bibliothèque » lancé en juillet dernier par le président de la République. Car avec leurs 25 millions de livres, leurs 200 000 périodiques vivants et leurs 2 millions de thèses, les bibliothèques universitaires constituent l'un des principaux points d'appui potentiel de la grande bibliothèque et du système national d'information bibliographique qu'elle devrait constituer. « Qui ne voit, interroge le rapport Miquel, que sous les bibliothèques universitaires ou sous des bibliothèques universitaires exiguës, cette entreprise perdrait une grande part de sa raison d'être. »

Au regard de ces enjeux, les recommandations formulées par la commission Miquel sont « modestes ». Elles tiennent en trois chiffres. D'abord, pour revenir à 1 mètre carré par étudiant (pour 370 000 mètres carrés supplémentaires de bibliothèques universitaires, soit un investissement d'envi-

ron 240 millions de francs par an pendant dix ans.

Ensuite, pour permettre aux bibliothèques universitaires de fonctionner correctement avec un nombre d'étudiants en progression de 20 %, il faudrait recruter, d'ici à 1995, au moins 1 500 professionnels des bibliothèques, voire « le double si nous voulons nous trouver à parité avec nos partenaires européens ». Et il faudrait prévoir, insistent à plusieurs reprises les rapporteurs, une meilleure formation de ces personnels dont le métier est bouleversé par l'introduction des nouvelles technologies.

En troisième lieu enfin, la remise à niveau des crédits documentaires suppose que le budget de fonctionnement des bibliothèques universitaires soit porté à 600 millions de francs par an contre 145 millions cette année. Mais ces moyens nouveaux, pour spectaculaires qu'ils soient, ne servent rien, insiste le rapport, « s'ils ne s'accompagnent de la définition d'une nouvelle politique et de l'avènement d'un nouvel esprit ». Une politique à la fois globale et décentralisée, dont l'ambition serait de placer effectivement

les bibliothèques au cœur des universités, comme un service mieux connu et reconnu, comme l'un des instruments privilégiés de la formation et de la recherche.

Dans l'immédiat, la commission Miquel fait une proposition concrète : accorder des moyens nouveaux « de manière prioritaire » aux universités qui présentent une politique documentaire cohérente et dynamique (regroupement de moyens entre bibliothèque centrale et bibliothèques d'UFR, extension du libre accès, élargissement des horaires d'ouverture, coopération avec les partenaires régionaux). On n'écartera pas au ministère de l'Éducation de retenir cette suggestion de la négociation des premiers contrats Etat-universités, avant la prochaine rentrée.

Le rapport Miquel suggère deux initiatives plus sémantiques : la création d'un conseil supérieur des bibliothèques, « chargé de prévoir, de préparer et de suivre la mise en place des pôles et des réseaux de communication, l'évaluation des coûts et des résultats, la répartition des crédits correspondants et l'établissement de la carte des bibliothèques » ; la présentation d'un projet

de loi permettant de faire assumer par l'ensemble de la nation les enjeux d'une politique globale de documentation universitaire.

Le cri d'alarme, convaincant, du rapport Miquel troublait-il réellement le pieux silence des bibliothèques universitaires ? Aura-t-il plus d'écho et plus d'effet que de précédentes mises en garde (rapport Vendeuvre de 1981, rapport Varloot-Gattegno de 1985) ? Toute la question est là. Dès son arrivée Rue de Grenelle, M. Lionel Jospin a pris fait et cause, de manière spectaculaire, en faveur des B.U., en leur accordant pour 1989 une rallonge de 50 millions de francs, soit une augmentation de 64 % du budget initial. Ce redressement a été confirmé au budget de 1989. Mais on est encore très loin de l'effort financier jugé nécessaire par le rapport Miquel. Et aucun poste ne sera créé, cette année encore, dans les bibliothèques universitaires.

En décidant de commander ce rapport puis de le rendre public, M. Jospin a fait du défi des B.U. un défi personnel. Ambitieux pari !

GÉRARD COURTOIS.

Venir avec ses livres...

L'ORGANISATION des bibliothèques parisiennes devient de plus en plus intolérable. A la Sorbonne par exemple — mais c'est encore pis à la Nationale, — après avoir attendu entre vingt minutes et une heure à un guichet et obtenu (si vous avez de la chance) l'ouvrage désiré, vous cherchez désespérément une place pour vous asseoir. Périlleuse entreprise qui conduit plus d'une fois à travailler... par terre.

Bien sûr, on peut demander quatre livres à la fois (quelle aubaine !), mais à condition qu'ils concernent la même guichet. Sinon, vous devrez vous adresser au guichet voulu, lorsque le premier vous aura donné votre ouvrage et rendu votre « bulletin de salle ». Pendant l'attente, vous n'avez à votre disposition que quelques malheureux dictionnaires, s'ils ne sont pas déjà utilisés. Bref, quand on va à la bibliothèque, le

plus sûr est d'apporter ses propres livres...

Quand il s'agit d'emprunter, les choses ne s'arrangent pas : il vous faut, bien sûr, demander vos livres aux guichets, puis les faire inscrire sur votre carte au service de prêt, ouvert de 10 heures à 11 heures 45 et de 14 à 17 heures. Sachant que les étudiants suivent — parfois — des cours ou des conférences, et ajoutant la demi-heure d'attente au guichet, une fois sur deux, on arrive trop tard...

Dans ces conditions, entendre dire, avec lassitude ou dédain par tel président d'université, que les étudiants français en thèse ne lisent pas suffisamment et sont mal à l'aise avec les bibliographies... a de quoi rendre furieux lesdits étudiants. Surtout lorsqu'ils songent aux bibliothèques américaines ouvertes jusqu'à minuit.

ANNA FEURLET,
agrégée de grammaire,
étudiante en thèse.



DROIT

Anthropologie juridique

par Norbert ROHM.

Ce manuel d'anthropologie juridique — une discipline jeune qui se donne pour objet de comprendre les règles de comportement des sociétés en privilégiant l'aspect juridique — est divisé en trois grandes parties : penser l'altérité, la vision de l'Occident ; penser la diversité, l'anthropologie juridique des sociétés traditionnelles ; penser la modernité, vers une anthropologie juridique du droit positif occidental.

★ Presses universitaires de France, collection « Droit fondamental », série Droit politique et théorique, 496 p., 165 F.

ÉDUCATION

700 métiers selon vos goûts

par Yves RENAUD et Thérèse GELTON.

Ce guide, qui s'adresse aux jeunes, aux parents, aux professeurs, et aux conseillers d'orientation, passe en revue sept cents métiers classés par critères de motivation et de désir, pour chacun d'eux, à l'aide d'enquêtes et de témoignages, les voies d'accès, les perspectives de promotion, le niveau de rémunération, et les débouchés.

★ Stock/Laurence Pernoud, 515 p., 160 F.

GESTION

Comptabilité générale

par Bernard CÉLÉSE.

Plus particulièrement destiné aux utilisateurs des comptes annuels des entreprises et aux étudiants en droit, économie et gestion, ce manuel étudie la méthode comptable non seulement comme une technique de saisie et de traitement de données, mais aussi comme un outil de modélisation, et une pratique sociale.

★ Economica, collection « Gestion », série Politique générale, finance et marketing, 319 p., 150 F.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement la CDTE, association responsable du service, au téléphone au (1) 47-95-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel : 36-15 JOBSTAGE.

MARKETING

Lieu : Les Milles (13). Profil : bac + 3. Formation : Gest/marketing. Durée : 3 mois mini. Indemnité : à négocier. Obs. : développement de produits de formation en place d'un réseau. M 1229.

Lieu : Levallois-Perret. Profil : bac + 3. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Indemnité : 33 F/heure. Obs. : prise de rendez-vous avec des directeurs de ressources humaines. Télémarketing. Directeurs commerciaux pour préparer Carrefour des carrières commerciales. (Nécessaire avoir déjà fait du marketing téléphonique.) M 1219.

Lieu : Toulouse. Profil : bac + 2. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : étude de marché pour installer magasin de production alimentaire asiatique. M 1221.

Lieu : Le Plessis-Robinson. Profil : bac + 2. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : étude de marché pour installer magasin de production alimentaire asiatique. M 1221.

Lieu : Villeneuve. Profil : bac + 1. Date : à déterminer. Durée : 1 mois. Indemnité : 2 000 F. Obs. : étude de marché. M 1194.

Lieu : Croix. Profil : bac + 4. Date : septembre. Durée : 2 mois. Indemnité : 3 600 F/mois. Obs. : étude de marché pour le lancement d'un nouveau produit. M 1067.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Profil : bac + 4. Inform/Economie. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Indemnité : à convenir. Obs. : développer des modules graphiques, gestion télécom pour logiciel boursier. M 1227.

Lieu : Marnes-la-Coquette. Profil : bac + 2 mini. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois avec embauche éventuelle.

Indemnité : 5 000 F/mois. Obs. : connaître micro, IBM, MS DOS, Lotus 1 2 3 SGDD (Oracle, Paradox). M 1220.

Lieu : Montrouil. Profil : bac + 3, 4. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Indemnité : à convenir. Obs. : aide à la mise en place, conceptualisation, système info (compta). Tutorat stagiaires. M 1226.

Lieu : Boulogne-Billancourt. Profil : bac + 2. Date : février. Durée : 4 jours. Indemnité : 500 F/jour. Obs. : présenter un logiciel de PAO au forum PC (après une formation de 2 jours). M 1223.

Lieu : Issy-les-Moulineaux. Profil : bac + 4. Durée : 2 mois. Indemnité : 2 000 F à 11 000 F selon compétences. Obs. : analyse et programmation du système de gestion sur gros systèmes ou sur micro. M 1229.

Lieu : Toulouse. Profil : bac + 2. Date : septembre. Durée : 4 mois. Indemnité : à déterminer. Obs. : écriture d'une application de gestion de production sous MULTLOG. M 1062.

GESTION

Lieu : Calais. Date : à déterminer. Profil : bac + 2. Durée : indéterminée. Indemnité : SMIC. Obs. : analyse des coûts des différents services de l'entreprise. G 1227.

COMMERCIAL

Lieu : Choisy-le-Roi. Profil : bac + 2. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Indemnité : fixe + commissions. Obs. : développer l'audience de revues informatiques et participer à la diffusion d'espaces publicitaires (listing + prospection). M 1225.

Lieu : Paris. Profil : bac + 2. Date : février. Durée : 2 à 3 mois. Obs. : étude de marché, prospection clients (666-phones, RV). M 1218.

Lieu : Paris. Profil : bac. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Indemnité : à convenir. Obs. : commercialiser magnétophone de répétition dans secteur artistique. M 1214.

Lieu : Paris. Profil : bac + 2, 3. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Indemnité : % sur résultats. Obs. : action commerciale, suivi Salans + participation au SIPP. M 1203.

Lieu : Paris. Profil : bac + 2. Date : immédiat. Durée : 3 à 3 mois. Indem-

nité : à discuter. Obs. : démarchage clients, estimations des besoins, clients dans le domaine de la formation informatique. M 1207.

Lieu : Paris. Profil : bac + 3. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : à négocier. Obs. : assistant de directeur commercial. Terrain avec le directeur, suivi clients. M 1202.

Lieu : Montrouge. Profil : bac + 2. Maxi. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche éventuelle. Indemnité : 1 400 F + %. Obs. : développer un nouveau concept auprès des directeurs de Ressources Humaines. M 1185.

Lieu : Mantes-la-Jolie. Profil : bac + 2. Date : février. Durée : indéterminée. Indemnité : 5 500 F à 8 000 F/mois. Obs. : commercial en micro-informatique. M 1175.

Lieu : Paris. Profil : bac + 2. Juin. Durée : 2 mois. Indemnité : à négocier. Obs. : assistant d'agence, vente, recrutement et gestion. M 1161.

COMMUNICATION

Lieu : grandes villes de France. Profil : bac + 2. Date : indéterminée. Durée : 3 mois avec préembauche. Indemnité : 6 500 F/mois. Obs. : animateur commercial, être délégué des OM. M 1151.

Lieu : Sedan. Profil : bac + 4, 5. Date : avril. Durée : 6 mois avec embauche éventuelle. Indemnité : à convenir. Sans signe de la communication, sachant impliquer un entourage de responsables d'entreprises dans un développement régional. Obs. : repérage et restructuration de l'organisation des offices de tourisme sur quatre départements. C 1222.

Lieu : Montrouge. Profil : bac + 2. Date : immédiat. Durée : indéterminée avec embauche éventuelle. Indemnité : 1 500 F/mois. Obs. : assister le responsable du service recrutement. C 1230.

AUTRES

Lieu : Roissy CDG. Profil : bac + 2. Date : avril. Durée : 6 mois. Indemnité : 3 900 F + transport. Obs. : préparer activité traitant Salon Bourget et travaux de gestion, communication, relations avec clients.

Lieu : Paris. Profil : bac. Date : février. Durée : 2 mois. Indemnité : à négocier. Obs. : mannequins pour défilés et castings (très bonne présentation). C 1209.

L'école de l'an 2000

QUALITÉ

Tout faire pour que les conditions de vie et d'études dans l'école, de tous les jeunes, soient plus aisées et plus efficaces.

Les personnels administratifs, techniques, ouvriers, de service, sociaux et de santé sont prêts au débat et aux actes.

TRAVAILLER AUTREMENT

Ce n'est pas travailler plus, mais, c'est s'organiser autrement, travailler mieux, fédérer toutes les compétences.

PLUS D'EFFICACITÉ AU SERVICE DES USAGERS

Des améliorations importantes sont possibles. Des gains de productivité aussi, au bénéfice des usagers : élèves, lycéens, étudiants, adultes en formation continue et pour la valorisation de tous les personnels qui y travaillent.

REVALORISER LES MÉTIERS DE L'ÉDUCATION

Pour la réussite des enfants, il faut trouver, former et garder des professionnels compétents, et motivés. Cela peut-il se faire pour 6000 F par mois ?

DES CLÉS POUR NÉGOCIER



UNE LOI, POUR QUOI FAIRE ?

Un système élaboré au XIX^e siècle et modifié mille fois a donné les meilleurs résultats possibles. Il nous faut maintenant un cadre et des objectifs pour assurer la réussite de tous.

Fédération de l'Éducation Nationale 48 rue La Bruyère 75440 Paris Cédex 09 Tél. (1) 42.85.71.01

هكذا من الأصل

LA FINALE DE LA «BOURSE AUX STAGES»

Un été européen

247 finalistes pour 128 stages. La finale de la Bourse aux stages de «Campus», le 1^{er} février, a été l'occasion d'une vaste rencontre étudiants-entreprises.

ELLE croque une carotte, grignote deux canapés. Dans son verre à pied pétillant de l'eau minérale. L'heure n'est pas encore aux libations. Bien que plus solidement amarrés au buffet, ses copains se nourrissent surtout d'espoir. Au moment du déjeuner, dans le hall de l'EAP, c'est l'incertitude qui alimente toutes les conversations. «Alors, ça a marché ?» Une moue ici, un air convenu là. Le baromètre de la confiance en soi bat la chamade à l'issue des entretiens individuels du matin. Les deux cent quarante-sept étudiants venus de toute la France pour la finale de la Bourse aux stages Campus ont rencontré les responsables des entreprises susceptibles de leur offrir un séjour dans un pays étranger l'été prochain. Mais ils ignorent encore qui sera choisi pour les cent vingt-huit stages proposés par trente-cinq sociétés françaises et étrangères, et par la Commission des Communautés européennes.

Ont-ils été suffisamment convaincant au cours de cette matinée marathon ? Chacun ne disposait que de quelques minutes pour faire miroiter toutes les facettes de son talent aux yeux de deux entreprises. Les plus actifs, les mieux organisés, ont pu postuler en candidats spontanés auprès d'autres sociétés. Les spécialistes du recrutement de celles-ci ont auditionné jusqu'à quinze étudiants chacun. Les couloirs de l'EAP ressemblaient à une maternité. On y fumait un peu, beaucoup ou pas du tout, mais on attendait toujours avec fébrilité le moment de l'entretien, puis celui des résultats. Xavier, un élève ingénieur de l'ENSEEIH de Toulouse, ne se fait pas trop d'illusions, mais «ils cherchaient surtout des troisième année ; moi, je suis en première année, pas assez spécialisée pour eux».

Le moral de Christophe, de l'ESSE d'Angers, est plus élevé. «Il fallait bien connaître les boîtes, mais j'avais un peu préparé». Après ses contacts avec la SNECMA et CGI, les deux entreprises vers lesquelles il avait été orienté en priorité, il a eu le temps de rencontrer Texas Instruments et l'Air liquide. Finalement, le premier élan était le bon. Christophe apprendra bientôt qu'il est retenu par la SNECMA pour un stage en France avec missions à l'étranger. Eric, venu de l'université de technologie de Compiègne, convoite un stage à Londres offert par Schlumberger pour comparer les marchés financiers entre Paris et Londres. «Il est beau celui-là», salue-t-il en compagnie de son ami Olivier, de l'ENSAI de Strasbourg. Seul inconvénient pour ce futur ingénieur : la plupart des stages sont

longs — jusqu'à trois mois, — alors qu'il ne dispose que de deux mois pendant l'été. En fin de compte, c'est la CGI qui l'a retenu : il ira à Genève. Au moins n'aura-t-il pas de problème de langue.

Quelques étudiants ont en effet eu la surprise de se voir apostropher en anglais. «On nous a demandé de commenter notre CV et de développer notre argumentation en anglais, dit cet étudiant parisien. Après un premier moment de surprise, ça s'est bien passé». La preuve : il passera une partie de l'été à faire des relations publiques à Dublin. A cette occasion, la plupart ont eu confirmation de l'importance des langues dans l'Europe économique de demain. «Parler couramment l'anglais n'est pas valorisant, c'est normal. En revanche, ne pas le parler est pénalisant», constate Thomas, de Sciences-Po Paris. Celui-ci s'interrogeait sur la valeur de la filière qu'il suivait et sur son avenir dans le secteur de la communication, le voilà rassuré. Il ira quinze jours en Grande-Bretagne dans la toute nouvelle implantation de Citroën.

«On vient de la fac...»

A l'inverse, Solène et Anna ne sont pas rassurées. A l'écart de la foule, ces deux Nancéiennes se sentent «un peu perdues». Pourquoi ? «On vient de la fac», lâchent-elles comme un aveu un peu honteux. Elles ont cru comprendre que leurs concurrents venaient tous de grandes écoles très prestigieuses. «Sans doute parce qu'ils parlent très fort», sourit Solène. En fait, l'université n'est pas sous-représentée dans l'arène des finalistes, mais le réflexe stage y est moins répandu. «C'est justement pour cela que nous sommes intéressées par cette opportunité d'avoir un début d'expérience professionnelle», explique Anna. Malheureusement, leur spécialité — financière — ne coïncidait pas avec la nature des stages proposés. C'est l'une des difficultés de ce type de bourse.

Les entreprises apprécient généralement de rencontrer à cette occasion des populations étudiantes qu'elles n'ont pas l'habitude de voir dans leurs filières habituelles de recrutement des stagiaires. Mais la diversité des origines a le défaut de ses avantages, lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins parfois très précis des entreprises. «Renault réclamait un roboticien parlant espagnol, or il n'y en avait pas parmi les finalistes», explique Jean Perrin, du cabinet PA chargé d'organiser les entretiens

en fonction de l'offre et de la demande. A l'inverse, nous manquons cruellement de propositions de stage dans l'agro-alimentaire. Cette incertitude ajoutait au suspense, l'après-midi, dans l'amphithéâtre surchauffé de l'EAP, lorsque les choix des entreprises (trois étudiants au maximum par stage et par ordre de préférence) ont été mis aux enchères.

«Un stage de la Commission des Communautés européennes à Munich pour Patricia Untel», annonce le préposé au micro. «Je prends», répond une jeune fille aux anges. D'autres auraient peut-être refusé. Certains étudiants ont en effet été sélectionnés par plusieurs firmes et ils ont le choix.

La loi du marché

C'est ainsi que, par le jeu des désistements, quelques stages n'ont pas été pourvus. Pour d'autres, aucun étudiant n'a été retenu. Dame, c'est la loi du marché ! Au moment du bilan, tout le monde n'avait pas son stage, certes, mais de nombreux contacts étaient pris. «Nous avons vu des étudiants d'un très bon niveau, commentait Jean-Hugues Marquis, spécialiste du recrutement au groupe SNECMA. Comme nous ne proposons que trois stages dans le cadre de cette opération, nous avons orienté certains d'entre eux vers le responsable des stages de la société. Pourtant, nous ne sommes pas en situation de pénurie puisque, chaque année, nous recevons environ 1 500 demandes pour trois cents stages environ».

C'était un concours. Tout le monde n'a pas gagné. Mais les étudiants sortis bredouilles de cette finale parisienne à laquelle notre journal les avait invités ne faisaient pas trop grise mine. Un abonnement de six mois au Monde leur permettrait peut-être de déboucher au coin d'une rue. «Campus» un stage d'été tout aussi intéressant. Mais surtout ils s'accordaient à dire qu'ils repartiraient plus riches d'une expérience très nouvelle pour la plupart : un entretien (presque) grandeur nature avec des recruteurs. «Même si je ne suis pas retenu [il le sera], je suis content d'avoir eu ces entretiens. On a l'impression de passer un entretien d'embauche. C'est formateur, dit Eric, de l'Institut d'études politiques. Ce serait encore mieux si l'on pouvait avoir une évaluation de cet entretien : ce qui va et ce qui ne va pas dans nos prestations». Bonne idée, répond ce recruteur : «J'ai donné quelques conseils au fil des entretiens, mais nous étions pressés par le temps. A peut-être faudrait-il allonger la durée de la prochaine finale pour faire face à l'accroissement du nombre des finalistes et à leurs exigences. La rançon du succès».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les bonnes réponses

Lens expédie en moyenne 24 000 colis par jour : France Loisirs.

Il fera son retour en formule 1 en 1989 : Renault.

28 445 personnes, 1 851 guichets pour un groupe qui avance : Chambre syndicale des Banques populaires.

De l'école maternelle à l'université, nous mettons notre savoir-faire et notre électronique au service de l'éducation : Texas Instruments France.

Leader du marché des huiles, nous vous avons rappelé que l'huile, c'est important : Esso Sef.

Son énergie autonome alimente Ariane, les sous-marins et les radiotéléphones : Saft.

Un Français sur trois a un compte chez lui : CMA.

Fabrilat allemande, esprit français, première bibliothèque de logiciels de gestion en Europe : Nixdorf Computer.

Quinze ans : c'est le temps qu'il a suffi à ce groupe pour développer, à travers le monde, trois secteurs d'activités complémentaires réalisant 20 milliards de chiffre d'affaires : santé humaine, bio-industries, parfums et produits de beauté : Sanofi.

L'esprit d'équipe, notre réponse pour gérer la complexité : Bull SA.

Elle a fait dans l'équipement automobile une progression spectaculaire en 1987 et 1988 : Valeo.

Un oui pour se faire un nom : Crédit lyonnais.

Le numéro un européen du logiciel : Compagnie générale d'informatique.

Des transactions électroniques aux services pétroliers, de la gestion de l'eau, du gaz, de l'électricité au contrôle industriel, des systèmes graphiques aux instruments électroniques, nous sommes 50 000 à travers le monde : Schlumberger.

Il réunit l'ensemble des activités chimiques d'un grand groupe qui a changé de nom en septembre 1988 : Norcolac-Groupes Orkem.

Artisan du paysage régional, l'entreprise associe son nom aux grands projets de construction normands et picards : Quilès.

Cette société regroupe ses trois filiales américaines fin 1988. Elle est elle-même filiale du géant ouest-allemand Bayer : Agfa-Gevaert.

Filiale de Thomson-CSF, elle commercialise des logiciels pour la gestion et l'information des années 90 : Must Software International.

On savait l'électricité en mouvement, et même intelligente. Et voici

qu'en 1988 ce groupe l'apporta au devant de la scène : Merlin Gerin.

En rachetant l'ensemble des activités saïcones d'ICI en août 1988, ce groupe est devenu le premier fabricant européen de saïcones : Rhône-Poulenc.

Une des toutes premières SSII créées en France, qui vient d'entrer dans le groupe Datal : Centi.

Société française appartenant à un grand groupe américain, sa volonté d'excellence, qui lui assure le leadership sur son marché, lui a permis en 1987 de remporter l'oscar de l'innovation USA : Unisat.

Prisons : on ne l'attendait pas dans la bande des quatre : Fougerolle.

La politique de participation dynamique l'entreprise : Auchan.

Sans nous le ciel est inaccessible : SNECMA.

Elle possède sa propre flotte d'avions et de véhicules qui desservent chaque nuit plus de quatre-vingts bureaux dans vingt-trois pays : XP.

Quels étaient les montants, en millions d'ECU, proposés par la Commission des Communautés européennes en 1985 pour COMETT et en 1986 pour ERASMUS ? COMETT, 80 ; ERASMUS, 160.

Quel Etat membre aura la présidence du conseil des ministres de la Communauté européenne au 1^{er} janvier 1993, à la date de réalisation du marché intérieur ? La Belgique.



L'affichage des résultats.

La liste des gagnants

Commission des Communautés européennes : 17 stages

Nathalie Cazier (maîtrise LEA Paris-IV) ; Patricia Harassens (licence information et communication Lille) ; Agnès Bourne (DEA histoire contemporaine Paris-I) ; Sylvain Crozier (gestion Lyon-III) ; Jean-Baptiste Faure (licence langues étrangères Saint-Etienne) ; Marie-Laure Halle (CELSA Paris-IV) ; Magalie Gerie (magistère tourisme hôtellerie Angers) ; Sylvain Wasserman (Institut national des télécommunications) ; Valérie Renaud (magistère CELSA Paris-IV) ; Florence Cuny (IEA Paris-IV) ; Rodolphe Rota (IEP Lyon) ; Karin Galicher (licence anglais Paris-IV) ; Pascale Baudry (MST trilingue Grenoble-III) ; Pascale Chaumy (IEP Aix-en-Provence) ; Pascale-Marie Barriquand (DESS CELSA Paris-IV) ; Isabelle Sussman (maîtrise sciences gestion Dauphine-Paris-IX) ; Christophe Ignacimoutou (LEA Paris-IV).

L'Air liquide : 3 stages
Sophie Galiège (IEP Paris) ; Géraldine Pelloux (licence commerce international Paris-XII). 1 stage non attribué.

Agfa : 5 stages
Christophe Agasse (ESSC Angers) ; Carole Colombet (Dauphine-Paris-IX) ; Eric Noblet (ENSAM). 1 stage non attribué.

Auchan : 5 stages
Laurent Corbel (Institut supérieur de commerce international Dunkerque) ; Christophe Cazenove (ESCAE Montpellier). 3 stages non attribué.

BEFS Technologie : 4 stages
Vincent Janin (ENSIC Nancy) ; Jean-Pierre Le Rudulier (ENSI Caen) ; Eric Jégam (ENSAIS). 1 stage non attribué.

BMW : 1 stage
Valérie Valentin (magistère CELSA Paris-IV).

Bull : 3 stages
Karin Palacios (magistère CELSA Paris-IV). 2 stages non attribué.

Centi : 2 stages
Vincent Fesquet (EDHEC) ; Marie-Françoise Fortoul (Ecole polytechnique féminine).

Chambre syndicale des banques populaires : 5 stages
Olivier Hoeppe (maîtrise sciences de gestion Poitiers) ; Christian Langfeld (licence droit Rennes) ; Jean-Marie Pettridier (magistère juriste d'affaires Strasbourg) ; Jean-Marc Turchini (droit des affaires Paris-X) ; Frédéric Jacquin (CELSA Paris-IV).

Citroën : 3 stages
Franck Robine (IEP Paris) ; Thomas Romieu (IEP Paris) ; Laurent Buffard (magistère CELSA Paris-IV).

Compagnie générale d'informatique : 3 stages
Raphaëlle Guyon (ENSIMAG) ; Laure Perennou (ENS EIMT informatique) ; Eric Braconnier (université de technologie de Compiègne).

Crédit agricole : 3 stages
Vincent Ghestem (maîtrise sciences de gestion Lille-I) ; Sophie Moulins (Sup. de Co Le Havre-Caen) ; Laurent Martin (DEA économie internationale Toulouse).

Crédit lyonnais : 2 stages
Eric Mathieu (Sup. de Co Montpellier) ; Christine Catherin (maîtrise sciences gestion Paris-IX Dauphine).

Ernst et Whinney : 4 stages
Virginie Anquetil (Sup. de Co Lyon) ; Francis Coulon (préparation DECF anglais commercial, chambre de commerce franco-brit.) ; Béatrice Bonts (ESCAE Ariens) ; François Cremese (IEP Paris).

Esso : 4 stages
Thierry Arribard (ENSIC Nancy) ; Laurence Dupray (licence chimie Paris-VII) ; Robert Dulac (ESME-SUDRIA) ; Xavier Levesy (Ecole supérieure de chimie de Marseille).

Fougerolle : 2 stages
François Pétry (ENSAM) ; Frédéric Peigne (Ecole spéciale des travaux publics) ;

France Loisirs : 6 stages
David Papisian (DESS marketing IAE Aix-en-Provence) ; Panny Chaze (MST stratégie industrielle Paris-IX Dauphine) ; Odile Caillat (magistère

gestion des entreprises Grenoble-II) ; Nicolas Joonekindt (maîtrise économie Paris-II).

1 stage non attribué.
Ile-de-France Opéra et ballet : 3 stages

Julien Frydman (magistère affaires internationales Dauphine-Paris-IX) ; Marie-Eve Cabon (magistère relations internationales Paris-Sorbonne). 1 stage non attribué.

Legrand : 2 stages
Fabienne Neukelman (HEC) ; Corinne Legras (maîtrise économie Rennes).

Merlin Gerin : 1 stage
Philippe Vedovato (Institut du Nord).

Must Software international : 2 stages
Nicolas Rozier (MBA Institute) ; Myriam de Loenzien (MAGE Dauphine-Paris-IX).

Nixdorf Computer : 3 stages
Emmanuelle Traulle (Sup. de Co Dijon) ; Henri de Vitry (Institut supérieur d'électronique Paris). 1 stage non attribué.

Norcolac - Groupe Orkem : 5 stages
Marc Alexandrian (ENSAM) ; Sophie Ballastre (Dauphine-Paris-IX). 3 stages non attribué.

Quilès : 5 stages
Laurent Grégoire (architecture urbanisme. Ecole d'architecture Paris-La Seine) ; Sylvain Ricau (IAE Lyon) ; Jean Millet (Ecole spéciale des travaux publics). 2 stages non attribué.

Renault : 4 stages
Hervé Girard (ECAM Lyon) ; Remy Renaudo (Sup de Co Toulouse) ; Vincent Allègre (ENSAM) ; Nicolas Durville (ENSAM).

Rhône-Poulenc : 2 stages
Sylvie Renvier (EDHEC) ; Pierre Duquesne (ENSAM).

Saft : 2 stages
Florence Thiebaut (DESS commerce international Lille-I) ; Véronique Collange (HEC).

Sanofi : 5 stages
Odile Langlet (licence biochimie Nancy) ; Christèle Cosson (Ecole supérieure chimie Paris) ; Jean-François Bouter (DEA pharmacologie) ; Maxime Claudot (ENSC Rennes) ; Christophe Lepat (Sup de Co Rouen).

Schlumberger : 5 stages
Emmanuel Chanfreau (ENSAM) ; Jean-Marc Penelon (ENSAM) ; Emmanuel de Montclair (IAE Orléans) ; Jacques Robineau (Supélec) ; Sandrine Perennou (INSA Toulouse).

SNECMA : 3 stages
Christophe Gabreau (Ecole supérieure d'électronique de l'ouest) ; Isabelle Semanet (ENSAM) ; Olivier Le Mauguen (Sup de Co Paris).

Société générale : 3 stages
Jean-Louis Séville (IEP Paris). 2 stages non attribué.

Sommer Allibert : 2 stages
Bénédicte Jammot (EDHEC) ; Eric Choi (IEP Paris).

Texas Instruments : 1 stage
Frédéric Durand (Sup de Co Toulouse).

Unisat : 2 stages
Cécile Delestre (ESITPA Val-de-Raill). 1 stage non attribué.

Valeo : 3 stages
Laurent Amiel (ENSAM) ; Jacques Gabry (AES commerce international) ; Philippe Guillard (Supélec).

XP : 5 stages
Vincent Cottrez (MBA Institute) ; Lucas Guillot-Boschetti (Sup de Co Rouen) ; Christophe Durmez (maîtrise sciences économiques Paris-XI) ; Philippe Heinrich (Sup de Co Toulouse) ; Bruno Hussen (Institut national des télécommunications).

Communication

Les responsables du Crédit lyonnais d'Amsterdam s'expliquent sur le rachat de Pathé

Le chemin qui vient de mener l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti de la présidence de la société luxembourgeoise Interpart à la vice-présidence du groupe cinématographique français Pathé, passe par les Pays-Bas.

Dans un immeuble d'aspect quelconque du centre d'Amsterdam, en face du majestueux Rijkswijk, siège de la société Mella International Holding gérant « des intérêts dans les secteurs immobilier, de l'organisation de voyages et de loisirs ». Mella est la propriété conjointe du groupe financier suisse SASEA et d'Interpart, qui détient chacun plus de 40 % des actions. Cette société, cotée à la Bourse de la capitale néerlandaise, est l'un des canaux empruntés par Giancarlo Parretti, qui en est directeur, pour s'assurer le contrôle du producteur de films américain, Cannon, à partir de 1987.

Cette année-là, Mella acquiert 5,4 % du Cannon Group Inc. à Los Angeles. Il prend par ailleurs le contrôle, à plus 70 %, d'une société immobilière espagnole, Renta Immobiliaria, à Madrid. L'année suivante, Renta Immobiliaria achète une partie de l'immobilier du groupe Cannon, en particulier toutes ses activités aux États-Unis. Les studios et

les salles en Grande-Bretagne, en Italie et aux Pays-Bas, tomberont ensuite dans l'escarcelle de M. Parretti.

C'est grâce à Cannon Nederland que l'homme d'affaires italien entre en effet pour 10 % dans le capital de la société Max Thérét Investissements (MTI), qui rachète Pathé en décembre 1988. Ces 10 % pèsent assez lourd pour valoir à M. Parretti la vice-présidence de Pathé, ce qui donne une idée du rapport de forces entre les partenaires de MTI. De fait, M. Parretti dispose aux Pays-Bas d'un troisième atout gagnant : le banquier de Cannon. Il s'agit de la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), qui finance à hauteur de 480 millions de francs l'acquisition de Pathé par MTI.

Grâce à sa filiale de Rotterdam, le Crédit lyonnais est le premier banquier mondial du cinéma indépendant. Cette activité faisait partie de l'héritage de la banque Slavenburg, établissement local à l'origine, repris en 1981 par la banque française.

Menahem Golan et Yoran Globus, les deux fondateurs de Cannon, étaient déjà clients de la Slavenburg en 1979. Les liens

entre Rotterdam et Los Angeles sont donc antérieurs à l'arrivée du Crédit lyonnais, qui ne les a pas rompus. Au contraire : en 1983, la banque française a créé la division Business Entertainment, dirigée par M. Frans Afman jusqu'à mi-1988. « Cannon était l'un de mes principaux clients, auquel j'ai consacré beaucoup de temps », reconnaît-il.

Frans Afman a perdu aujourd'hui son bâton de maréchal — il n'est plus que consultant au CLBN — quelques mois après que la Security Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, eut révélé, le 11 novembre 1987, qu'il avait été rémunéré directement par Cannon dont il avait fini par devenir administrateur, conseiller et directeur... tout en restant son banquier ! Les dirigeants de l'époque du CLBN étaient au courant de ce montage inhabituel.

Sous la pression de la SEC et de la Banque centrale des Pays-Bas, les relations CLBN-Cannon semblent aujourd'hui revenues à plus d'orthodoxie. Cependant, l'aide financière consentie par la banque à MTI via Cannon à l'occasion de l'acquisition de Pathé soulève un certain nombre de questions que nous avons posées à M. Jean-Jacques Brutschi et Jacques Griffault, respectivement président et membre du directoire du CLBN.

« Dans l'audiovisuel, 480 millions de francs ne sont pas une somme considérable »

AMSTERDAM
de notre correspondant

— Quel volume financier représente l'activité cinéma du Crédit lyonnais Bank Nederland ?
— M. Griffault : Le financement des films représente moins de 10 % de notre portefeuille de prêts qui est de 16 à 17 milliards de florins (de 48 à 51 milliards de francs) sur un bilan de 25 milliards de florins.

— Donc, plusieurs milliards de francs ?
— M. Brutschi : Environ 700 millions de dollars par an. Nous sommes le premier banquier mondial des producteurs de films indépendants.

— Est-il exact que le CLBN a ouvert, en 1987, une ligne de crédit de 45 millions de dollars à Cannon Nederland ?

— M. Griffault : Le montant exact figure dans les rapports financiers du groupe Cannon.

— M. Brutschi : J'ajoute que cela ne signifie pas que Cannon ait directement accès à cet argent. Dans le cadre de cette enveloppe, Cannon nous présente un certain nombre de projets de production que nous apprécions au cas par cas, notamment sur la base des

contrats de prévente. En fait, notre activité consiste essentiellement à escompter ces contrats.

— Cannon était donc déjà endetté auprès de votre banque lors de sa prise de contrôle par M. Parretti. Avez-vous, à l'époque, été consultés ?

— M. Brutschi : Oui, dans le sens où nous avons été tenus au courant. Mais pas dans le sens où nous aurions eu à donner notre feu vert.

— A quel prix M. Parretti a-t-il pris le contrôle de Cannon ?

— M. Griffault : M. Parretti a acheté des actions Cannon à 8 dollars. Elles valent aujourd'hui 4 dollars, mais il est évident que, depuis sa prise en main par M. Parretti, les comptes de Cannon se redressent.

— A quelle hauteur exactement avez-vous financé le rachat de Pathé par MTI ?

— M. Griffault : Nous avons financé moins de 50 % de l'acquisition.

— A quel avez-vous prêté les 480 millions de francs et avec quelles garanties ?

— M. Griffault : À MTI, via M. Parretti, qui a organisé le tour de table.

— M. Brutschi : Il faut remettre les choses à l'échelle de la nature de cette

opération. Dans l'audiovisuel, 480 millions de francs ne sont pas une somme considérable. Mais il est exact que nous avons des garanties dont nous ne donnons pas le détail.

— La récente nomination de M. Jean Naville, administrateur du CLBN, à la direction financière de Cannon est-elle l'une de ces garanties ?

— M. Brutschi : La nomination de M. Naville n'a rien à voir avec cette opération. M. Naville a pris sa retraite du Crédit lyonnais en juillet 1988. A soixante ans, c'est un homme jeune qui n'avait pas l'intention de rester inactif. C'est une décision qui le regarde. Il ne représente en aucune manière le Crédit lyonnais au sein du groupe Cannon.

— Depuis quelle date M. Naville n'est-il plus administrateur du CLBN ?

— M. Griffault : C'est une autre question. M. Naville a pris sa retraite de directeur international du Crédit lyonnais à Paris le 1^{er} juillet 1988. Mais, techniquement, il est possible qu'il soit toujours administrateur du Crédit lyonnais Bank Nederland.

— Qui a pris la décision d'accorder le prêt à M. Parretti à Rotterdam ou Paris ?

— M. Brutschi : Il est évident que le conseil d'administration du Crédit lyonnais a été informé en son temps, et au préalable, du montant de cette opération et a donné son accord.

— A Paris, certains analystes financiers estiment que Pathé a été payé deux fois son prix ?

— M. Griffault : Dans l'analyse faite par Suez il y avait des sous-évaluations. Nous avons fait, de notre côté, un bilan de tous les actifs du groupe Pathé et nous avons accepté de participer au financement de son rachat dans les conditions que vous savez. Je vous rappelle que le prix de maintien des cours a été fixé à 910 francs.

— Dans quel délai M. Parretti doit-il rembourser le CLBN ?

— M. Brutschi : C'est très difficile à dire. Disons que, dans une période d'un an, cette affaire sera pour nous décodée.

— M. Parretti a laissé entendre une prochaine augmentation de capital de Pathé. Le Crédit lyonnais participera-t-il à ce financement ?

— M. Brutschi : Nous n'avons pas été approchés par M. Parretti et rien ne prouve que nous le serons.

Propos recueillis par
CHRISTIAN CHARTIER.

Rencontre avec Jeff Polack, le « médecin » de la FM

Les radios françaises étonnent les Américains

Le paysage radiophonique français se transforme, et intéresse de plus en plus les investisseurs étrangers. Jeff Polack, un des professionnels les plus influents des États-Unis dans ce secteur, porte son diagnostic sur cette mutation.

« C'est incroyable, observait au dernier MIDEM, à Cannes, un spécialiste américain de la mesure d'audience radio. On n'aurait jamais imaginé cela. En moins de huit ans, la France a connu en matière de radio une révolution copernicienne, passant presque sans transition du bricolage pirate et clandestin à l'ère du marketing et du satellite. Du jamais vu ! »

D'autant rajoutait un juriste international, que cette évolution s'est faite malgré des pouvoirs publics frileux et des lois systématiquement inadaptées au fait...

C'est vrai. Les Français se taillent désormais dans les quelques rencontres internationales consacrées à la radio un joli succès. Mais précisons que l'estime vient des pays où règne la radio commerciale (États-Unis, Canada) et non des pays où l'ouverture au secteur privé est encore très limitée (RFA, Scandinavie...) et où l'on observe avec scepticisme cette emprise nouvelle des commerciaux sur les ondes. Reste que la France fait aujourd'hui figure de leader sur le marché européen de la radio. Devant les Anglais, chez qui le secteur commercial compte depuis longtemps d'éminents professionnels, mais où l'on ne trouve qu'une cinquantaine de stations. Et devant les Italiens, qui avaient pourtant montré l'exemple en prenant d'assaut dès 1976 la forteresse du monopole, mais où l'on a encore du mal à se repérer parmi les trois mille à quatre mille radios existant dans la péninsule.

En fait, remarque l'Américain Jeff Polack, démentant leur réputation, les Français ont montré un enthousiasme, une ouverture et un appétit d'apprendre sans équivalent. La jeunesse des acteurs de la FM y est sans doute pour beaucoup. « Disco-jockey à Denver, dans le Colorado, il y a plus de vingt ans, Jeff Polack est aujourd'hui l'un des professionnels de la radio les plus écoutés et les plus influents des

États-Unis. Non pas que ses émissions battent les records d'audience du continent — il a abandonné le micro il y a fort longtemps — mais son ascension fulgurante dans les stations où il est passé, son talent pour détecter les faiblesses d'un « format » (formule), son intuition pour relever les failles d'une station chancelante, son sens du public et son oreille exigeante lui ont donné l'image d'un « super-docteur radio ».

Quatre-vingt-dix stations américaines ont déjà eu recours à ses services, de New-York à Los Angeles, en passant par Boston et Philadelphie. Et sa réputation a dépassé les frontières puisqu'il est intervenu il y a peu en Australie et en Nouvelle-Zélande, au Canada et en Grande-Bretagne (pour la BBC) ; plus récemment en France, où il s'est penché sur le format d'Europe 2, et où il envisage d'ouvrir un nouveau bureau.

« S'il existe, dit-il, en matière de radio, des concepts universels, chaque station se révèle unique et doit trouver un style adapté à un public et respectueux de son environnement. Dallas n'est pas New-York, Paris est bien différent de Rome. Il y a également, comme on le voit actuellement en Europe, des étapes de développement : la clandestinité, l'explosion d'un tout le monde s'amuse sans trop savoir ce qu'il veut, et puis la phase d'organisation et de rationalisation. C'est à ce stade seulement que le public intervient. Il s'agit alors d'aider une radio à gagner une part de l'audience, à se battre contre ses concurrents, et aussi contre d'autres médias (télévision, vidéo, disque) sur le terrain de l'écoute des auditeurs. Un temps forcément très limité. »

Ses conseils, Jeff Polack les garde pour ses clients, mais il explique volontiers sa démarche et quelques règles de base, essentielles, selon lui, à tout initiateur de nouvelles radios.

1. — Choisir un format cohérent et aisément identifiable. Examiner les manques du marché et, si tous les grands types de radio préexistent, ne pas hésiter, là encore, à fragmenter. Le format « rock » comprend au moins cinq divisions, la variété contemporaine de même... Sur les quatre-vingt-dix stations qui existent à Los Angeles, chacune s'efforce de creuser son propre créneau.

2. — Travailler l'originalité ou — c'est aussi important — l'impression d'originalité. La radio doit à tout prix paraître unique, spécifique : que ce soit par un son particulier, un habillage sonore, une tonalité à la mode. Une symbiose est nécessaire entre le marketing et le programme.

3. — Surveiller sans arrêt le marché et ne jamais sous-estimer la concurrence : en attendre, au contraire, des idées... et le meilleur.

4. — Commander le maximum d'études sur son auditoire. D'abord pour le bien connaître : ses goûts, ses loisirs, ses lectures. Aime-t-il l'information ? Va-t-il au concert ? Et puis, pour avoir un retour sur ce que propose l'antenne : que pense-t-il du contenu musical ? De tel ou tel disco-jockey ? Il faut des données objectives — il n'y en a jamais assez — et se méfier de l'imuition autant que des avis de l'entourage.

Enfin, en vrac, soigner la promotion : la façon dont la station est perçue est encore plus importante que ce qu'elle est dans les faits. Jouer l'humour à l'antenne, sur l'image, dans la pub. Et se donner du temps. On ne change pas de formule tous les mois.

Un pronostic sur le paysage français ? Jeff Polack se garde de jouer les devins. Il remarque cependant l'absence à Paris d'une véritable station consacrée au rock n'roll, annonce l'émergence prochaine de « stars » de la FM, c'est-à-dire de disco-jockeys à forte personnalité concevant leurs émissions comme de véritables shows, et se dit convaincu qu'il existe une place pour un format typiquement français jouant à fond la carte du cosmopolitisme des grandes villes et des influences musicales pluri-ethniques et culturelles. Mais certains, c'est sûr, y ont déjà pensé...

ANNICK COJEAN.

Cédée pour 250 millions de francs

« La Cote Desfossés » s'ouvre à des actionnaires européens

Le quotidien boursier et financier la Cote Desfossés est, depuis vendredi 3 février, la propriété de la Cote Desfossés SA, une société dont le PDG est M. Georges Ghosn. L'ancien PDG et actionnaire majoritaire, M. Jean Chamboulive, a cédé la Cote (27 500 exemplaires) et ses activités annexes (télématique, annuaire) pour 250 millions de francs. Comme la Tribune de l'Expansion dont l'un des actionnaires est la société américaine Dow Jones, comme les Echos, contrôlés par le groupe britannique Pearson PLC, la Cote voit entrer dans son capital des investisseurs étrangers à la faveur de cette vente.

Ancien journaliste devenu PDG de la société Data-Export, spécialisée dans la distribution et l'exportation de banques de données, M. Georges Ghosn s'est en effet entouré de partenaires français et européens. Détenteur de 15 % de la société Desfossés International, constituée pour le rachat du quotidien, M. Ghosn a été épaulé par Initiative et Finance, une filiale des banques Indosuez, Crédit national, BIMP et Charterhouse, spécialisée dans le leverage management buy out (reprise d'une entreprise par ses cadres) et qui possède, elle aussi, 15 % du capital. D'autres sociétés françaises comme les assurances la Mondiale, l'Unidex (Crédit agricole), la Sofipa (Elf-Aquitaine), contrôlent une part similaire. Les partenaires européens de M. Ghosn sont la société d'assurance britannique Prudential (qui possède 15 % du capital de la Cote, mais aussi un peu moins de 5 % du quotidien britannique the Independent) et l'assureur ouest-allemand Hannover, qui détient 2,5 % des parts. Des négociations

sont actuellement menées avec les pouvoirs publics afin qu'Hannover détienne à terme 15 % également. Enfin, parmi les autres actionnaires figurent la banque Scalbert-Dupont et la filiale française d'International Bankers, dirigée par M. Jean-Maxime Lévesque (2 % chacun). M. Ghosn et ses partenaires envisagent de faire entrer au capital — à titre symbolique — un actionnaire américain, susceptible d'enrichir les informations boursières de la Cote. Car son nouveau PDG a l'intention de faire, de ce qui était une PMI, un véritable groupe de communication, axé à la fois sur le quotidien, le service télématique, l'Annuaire Desfossés, les banques de données et l'audiovisuel.

Facilité par la Chase Manhattan Bank, le rachat de la Cote par M. Ghosn et ses partenaires n'allait pas de soi. Plusieurs groupes (Expansion, Hersant, CEP-Communication, Liaisons, Maxwell) ainsi que le néerlandais Elzevir étaient sur les rangs. Au bout de cinq mois de négociations, M. Chamboulive a finalement tranché en faveur du tour de table constitué par M. Ghosn. Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 85 millions de francs en 1988, une marge bénéficiaire de 20 millions de francs et 30 millions de trésorerie, la Cote Desfossés, en dépit d'une baisse de son chiffre d'affaires due à la désaffection touchant son service télématique, aiguisait les appétits. Il est vrai que la France, à la différence de ses homologues européens, n'a qu'une panoplie étroite de quotidiens économiques et financiers.

YVES-MARIE LABÉ.

Bordeaux inaugure son réseau câblé

BORDEAUX
de notre correspondant

L'ouverture commerciale du réseau câblé de l'agglomération bordelaise interviendra le 1^{er} mars. Pour 149 francs par mois (abonnement à Canal Plus non compris), Bordeaux Télé Câble distribuera quinze canaux de télévision. Le réseau desservira dans un premier temps 12 000 prises sur les 240 000 que devrait compter le réseau à son achèvement, en 1995. L'investissement global à charge de France Télécom est estimé à 800 millions de francs.

Première phase : trois quartiers de Bordeaux et le centre de la commune de Mérignac. Un équilibre politique est de la sorte instauré entre une ville de droite dirigée par Jacques Chaban-Delmas et une ville de gauche dirigée par un socialiste, Michel Sainte-Marie. Cet équilibre devrait être respecté de la même

façon au cours des autres phases du câblage.

L'Association pour la réalisation d'un réseau câblé audiovisuel (AARCAV) a décidé de faire l'économie d'un canal local, du moins dans un premier temps. Des arguments économiques ont pesé sur cette décision : le coût trop élevé de la programmation « française », les taux de pénétration décevants enregistrés dans les villes où le réseau fonctionne déjà : Rennes, Paris, Montpellier par exemple. L'opérateur eût-il n'a pas poussé à la roue.

La gestion de Bordeaux Télé Câble est assurée par la Société bordelaise de vidéo communication (SBV) dont le capital se partage entre Générale des eaux, représentée par sa filiale Montemay (38 %), Lyonnaise des eaux (38 %), la Caisse des dépôts et consignations (16 %) et le groupe Sud-Ouest (6 %).

GINETTE DE MATHA.

Edition

Festival du livre

Nantes à l'heure anglaise

NANTES
de notre envoyée spéciale

« Welcome in Nantes ». Cette année, pour sa quatrième édition, le Festival du livre de Nantes s'était mis à l'heure anglaise avec la participation vedette d'écrivains britanniques qui permettaient à quelque 25 000 visiteurs de se familiariser avec la littérature anglaise d'aujourd'hui grâce à des expositions et des débats très vivifs.

Dans toute la ville, on pouvait rencontrer un autobus rouge à deux étages transformé en librairie-bus, ainsi que celui de la dynamique bibliothèque de Saint-Herblain, un faubourg de Nantes de 45 000 habitants. La bibliothèque municipale consacrait une exposition à Roald Dahl (jusqu'au 11 février), un grand cinéaste projetait *Oliver Twist* et *l'Île de Pascal*, de James Dearden, d'après l'œuvre de Barry Unsworth, qui avait fait le voyage de Nantes.

Unique Festival du livre consacré à la littérature étrangère — et à la littérature traduite, — Nantes a choisi le parti de la qualité littéraire sans vouloir être élitiste. Avec la participation du British Council, le Festival avait donc invité des auteurs de qualité : outre Barry Unsworth, l'auteur de *la Pluie de pierre* (Reconnaissance, 1987), Jane Gardam, prix Katherine Mansfield pour *Dieu par-dessus bord* (Ed. Tierce, 1988), Antonya Byatt, encore jamais traduite en France, l'Oxfordien Kazuo Ishiguro, né à Nagasaki en 1954, qui pense en japonais et qui écrit en anglais, l'auteur d'*Un artiste du monde flottant* (Presses de la Renaissance,

1987), Alan Sillitoe, un des auteurs-chefs de « Jeunes Gens en colère » l'auteur de *Samedi soir dimanche matin* (1957) et plus récemment de *Loins des vagues* (Belfond), Julian Glag, qui vit à Paris, est et sera régulièrement traduit (six romans dont *Le Passé composé*, Gallimard, 1988), Robin Cook, bien connu des lecteurs de polars, avec *On ne meurt que deux fois* (Série noire) ou plus récemment *Cauchemar dans la rue* (Rivages). Et aussi Arnold Wesker, l'auteur de *la Cuisine*, qui lut un extrait de sa dernière pièce *The Midwives*, Théâtre de la France, Theodor Zeldin, etc.

Revenue au centre-ville, dans l'ancienne rue Gloriette, dans une annexe exigüe de l'hôpital, cette manifestation municipale en pleine période électorale, semblait un festival de transition, où l'on pouvait déplorer notamment l'absence des stands des grands éditeurs nationaux et encore plus celle des éditeurs régionaux qui d'habitude marquaient beaucoup de leur présence lors de cette manifestation. Néanmoins, le stand de l'Association des libraires de Nantes avait réuni un ensemble impressionnant, passionnant et complet des livres anglais traduits en France.

Enfin, événement qui est la marque du Festival de Nantes, le Prix de littérature traduite, qui récompense à la fois l'auteur et le traducteur (10 000 francs chacun) fut attribué à l'Allemand Hartmut Lange pour le *Résultat*, traduit par Bernard Kreiss. Un ouvrage remarquable où l'étrange vie des morts hante la culpabilité des vivants (Fayard, 1988).

NICOLE ZAND.

GLOBE
DE FÉVRIER
VOUS AVEZ UN
MOIS POUR EN
FAIRE LE TOUR.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Faux-semblants », de David Cronenberg

Mon frère, mon amour

Cinéaste obsédé par la dégradation de la chair, David Cronenberg ajoute à son univers de fantasmagorie la terrible histoire vraie de jumeaux merveilleux, grâce au plus secret des acteurs britanniques, Jeremy Irons.

C'EST un corps-à-corps singulier et plus que pluriel. Un slow trouble et troublant. Une scène qui porte en elle tout entier le dernier film de David Cronenberg, *Faux-semblants*, Grand Prix d'Avoriaz 1989. Et qui s'imprime dans les mémoires en douces volutes indélébiles. Une femme danse avec l'homme qu'elle aime. Mais cet homme est deux, est double. La femme comme une amante, comme un noyau, est captive, captivée. Des jambes l'enlacent, des bras l'enlacent. Trop de jambes. Trop de bras. C'est beau et angoissant. Carry (Heidi von Palleske), une fille sans complexes, danse avec Elliot et Beverly Manle, frères jumeaux. De vrais jumeaux, aussi vrais qu'il y a de vrais salauds.

Elliot et Beverly sont gynécologues à Toronto, ville natale de David Cronenberg, et spécialistes dans le traitement de la stérilité. Elliot est brillant, mondain, extraverti. Beverly, timide, secret, introverti. Pas contraires, complémentaires. Elliot attire les dames, Beverly les convoite. Lorsque Claire (Geneviève Bujold), actrice frustrée et cas clinique séduisant (elle a un col de l'utérus triphasé ou triphasé, enfin triplement compliqué), apparaît dans leur vie, rien ne



Jeremy Irons et Heidi von Palleske

devrait logiquement se passer. Si ce n'est, peut-être, comme souvent, une politesse un peu appuyée, de l'un, de l'autre, deux, à une patiente charmante.

Mais nous sommes chez David Cronenberg (*Dead Zone*, *Scan-*

ners, *la Mouche*), et il est flagrant que le film, inspiré d'ailleurs d'un fait divers authentique, va lentement basculer vers une horreur presque paisible. La gémellité est une arme plus meurtrière que le Police Python le plus chargé... Beverly

va tenter l'impossible : se séparer d'Elliot pour former une alliance nouvelle et vivre avec Claire. Tentative vouée à l'échec le plus sanglant... L'histoire s'achève en tragédie. Les jumeaux ne peuvent échapper l'un à l'autre.

s'échapper l'un de l'autre. Comme dit Cronenberg (voir le Monde du 20 janvier), « ils forment un couple pour lequel le divorce est un impossible suicide... »

Et une fois encore, sous des dehors de mélodrame psychanalytique, Cronenberg, avec une élégance faussement glacée, parle de son obsession créative, la chair. Ni triste ni gaie, hélas ! La chair primordiale, essentielle, que la technologie viole ou spolie.

Dans *Vidéodrome*, le directeur d'une chaîne de télévision privée était chargé d'une mission baptisée « Nouvelle chair », son torse lui servait de placard, il y perdait son revolver... Dans *Scanners*, les têtes explosaient comme des ordinateurs mal programmés. Dans *la Mouche*, kafkaïenne métamorphose de l'an 2000, un insecte pénétrait la chair propre d'un beau chercheur et s'y substituait...

Dans *Faux-semblants*, l'œuvre la plus accomplie, la moins

démonstrative de son auteur, la chair est peu montrée, mais toujours en attente d'être fouaillée par un scalpel ou écartée, écartelée par des outils. Instruments classiques de gynécologie réinventés par un torionnaire raffiné, plus grands que nature, beaux comme des objets d'art, brillants, insupportables...

Mais il n'y a pas que les outils. Il y a Jeremy Irons. Il est bien l'homme des rôles. Entrant tel un félin consentant dans la cage aux névroses, il profite certes de la perfection diabolique des effets spéciaux, dont Cronenberg n'abuse jamais. Mais l'essentiel n'est pas là.

Un satisfaisant malaise

L'essentiel est dans le jeu subtil, distancé, mais au début à peine différencié d'Irons. Puis, peu à peu, celui-ci impose des nuances, permet d'identifier l'un, l'autre (même lorsqu'ils échangent leur pull-over !) comme nous le ferions dans la vie avec des jumeaux de notre connaissance. Vertigineux de sobre virtuosité (et de séduction), il est l'artisan majeur de la réussite de *Faux-semblants*. Parfaitement soutenu, aidé, par la présence intelligente, touchante, de Geneviève Bujold. Il faut être très sûr de soi, de son talent, pour donner, comme elle le fait, cette impression d'insécurité, ce tremblement intérieur de défaite qui est la marque de son personnage.

Imparfait dans son montage, dans son rythme (y a-t-il eu des coupes obligées ?), *Faux-semblants* a des accélérations incompréhensibles. Ainsi la descente aux enfers des deux frères, comme sur un toboggan verglacé, est-elle bien rapide... Mais le film laisse cependant une grande et durable impression de satisfaisant malaise.

Ce n'est pas un film hollywoodien. Pas seulement parce que Cronenberg est canadien et Irons britannique, mais parce que l'action est secondaire. Ce qui compte, ce sont les signes. Les noms propres (Niveau, Manle, dérivé de *mental*), les outils, les couleurs (les opérations chirurgicales se déroulent en pourpre comme pour une cérémonie vaticane), les sentiments, surtout.

Le fantastique est bien là. Dans la mortelle maladie d'amour des médecins rouges de Cronenberg.

DANIELE HEYMANN.

Jeremy Irons, tel... qu'en eux-mêmes

Le double héros de *Faux-semblants* a failli ne pas être anglais. « J'ai offert le rôle à plusieurs acteurs nord-américains, dit David Cronenberg, mais ils étaient déjà pris, ou ils détestaient le scénario, ou encore ils en avaient peur. » William Hurt (le seul dont le cinéaste lâche le nom) déclina le rôle car, dit-il, pour lui rendre justice, il lui faudrait passer de l'autre côté de la folie. Plus généralement, selon Cronenberg, « l'acteur américain d'aujourd'hui est un macho, viril, physique et viscéral, dont la force provient d'une sorte de rage insatiable qui le pousse à incarner des assassins, des gangsters ou des voyous. Mais des gynécologues ? Non. »

De plus, souligne-t-il, la nature même du rôle est porteuse de schizophrénie. En aucun cas l'acteur ne peut se retrancher derrière une image de marque ou s'appuyer sur le maniérisme rassurant du « thriller à jumeaux » traditionnel : symbole du mal face au paragon de vertu. « J'ai fini par comprendre que la seule issue consistait à me tourner vers l'Angleterre, et là, Jeremy Irons était mon choix premier et unique. »

Jeremy Irons avoue souvent sa prédilection pour « le personnage difficile à camper, celui qui a un secret, qui dit une chose et en fait une autre ». La tentation est forte. Pourtant, il hésite. Il connaît mal l'œuvre du cinéaste canadien et, hormis *la Mouche*, n'aime guère ce qu'il a vu. Il craint qu'avec *Twins* (le titre original) Cronenberg ne revienne au film d'horreur pur et simple. « La possibilité était grande d'aboutir à un film de mauvais goût. »

Cronenberg joue cartes sur table : l'horreur l'intéresse moins que les problèmes de gémellité : la notion de ces gynécologues destinés à mourir parce qu'ils sont jumeaux. Rassuré, séduit par « l'idée d'incarner deux personnages à la fois, identiques mais pas tout à fait », désireux aussi de se démarquer de ses rôles précédents — « Je recherchais un rôle qui prenne le spectateur à la gorge », avouait-il juste avant le tournage — Jeremy Irons accepte.

Tout acteur qui incarne des jumeaux prend un risque : que le public s'attache surtout à l'exploit technique. « De ce strict point de vue, dit Cronenberg, le truc est simple. Vous pouvez l'essayer chez vous. Vous masquez de la main la moitié de l'objectif, tournez la première partie de la scène, remontez la bande au

point de départ, masquez l'autre moitié et tournez le complément. Laurel et Hardy en faisaient autant. »

Auparavant, la caméra devait demeurer fixe ; elle peut aujourd'hui se déplacer, des servo-moteurs informatisés permettent de reproduire le même mouvement à l'infini. Pour l'acteur, la marge est étroite et l'ajustement monstrueusement complexe : Irons se déplace « avec naturel », un pied entre les rails du travelling, un autre dehors, inversant chaque fois qu'il change de frère. « L'interprétation du second jumeau, explique Cronenberg, dépend entièrement du rythme qu'on a donné au premier. Jeremy avait pour travers d'un propre voix, qui lui parvenait au travers d'un écouteur miniature. Sa double lumière lui servait uniquement à diriger son regard. » A chaque changement, Irons doit retrouver ses marques, marcher au même rythme que son « interlocuteur », ne pas baisser les yeux, ne pas trébucher, regarder dans la bonne direction, faire attention à ce que les ombres ne dépassent pas la ligne de record. « Pour moi, conclut le cinéaste, le grand « effet spécial » du film, c'est la double performance de Jeremy Irons. »

« Quelque part entre les deux »

Le souci majeur de Jeremy Irons : différencier les deux frères. Psychologiquement, techniquement, pratiquement, comment faire ? D'abord, Irons demande (et obtient) deux loges. L'un pour Beverly, l'autre pour Elliot. Il suggère d'éclairer les jumeaux différemment. « Trop artificiel, trop évident », répond Cronenberg. Et trop complexe : avec les mouvements de caméra, il y aurait de quoi rendre fou le directeur de la photographie. « Mais Jeremy débordait d'idées, parfois saugrenues, poursuit le réalisateur. Il se voyait par exemple, vers la fin, avec une mèche bouclée au milieu du front. Je lui ai dit que ça le faisait ressembler à Bill Haley et ses Comets ! Ou encore, nous discutons d'une scène, la discussion s'éternise, je le lui faisais remarquer, il finissait par avouer : « C'est vrai, je renâcle, je bloque, j'ai peur. »

En définitive Jeremy Irons opère par petites touches. Il détermine pour chaque jumeau un centre d'énergie. L'un, au niveau de la tête, va de l'avant ; l'autre s'enfonce en lui-même à la

base du cou. Irons, qui ne va jamais à la projection des rushes, vient souvent vérifier s'il tient bien les choses en main, et finit par comprendre que son problème consiste plus à rapprocher les deux frères qu'à les différencier.

Auquel des deux frères Jeremy Irons ressemble-t-il le plus ? A la question bateau, Irons donne toujours une réponse identique : « Je suis quelque part entre les deux. Comme tout le monde. »

Il a quarante ans — l'âge de ses deux gynécologues. Adolescent, il se rêvait... médecin. Vétérinaire. « Mais il devait me manquer cette étincelle de passion qui fait que ni le temps ni l'effort ne compte. Il est né à Cowes, dans l'île de Wight. Son père était expert-comptable dans la firme qui a inventé le Hovercraft. Après le divorce de ses parents, il acquiert une certaine indépendance, s'installe à l'Old Vic de Bristol, s'occupe des petits vieux d'une paroisse dépourvue de vicar, et d'un club de jeunes. Il fait la manche dans les rues de Londres en chantant Pete Seeger, Dylan et Donovan. Et c'est en saint Jean Baptiste dans la comédie musicale *Godspell* qu'il fait ses débuts professionnels. Shakespeare, Pinter et Simon Gray suivent. Il s'essaye timidement au cinéma et, avant même le premier passage à la télévision du feuilleton-fléuve *Brideshead Revisited*, Karel Reisz lui propose la *Maitresse du lieutenant français*.

Après avoir joué à Broadway *The Real Thing*, de Tom Stoppard, il pense s'installer aux États-Unis où Hollywood lui fait les yeux doux. Mais lui qui rêve d'aller à contre-image et de tourner dans les rues un vrai film new-yorkais se voit en passe de devenir un nouveau David Niven. Scorsese ne défonçant pas sa porte pour lui offrir *Mean Streets* N° 2, Irons opte alors pour un retour en Angleterre — et au théâtre. Après deux ans de Shakespeare à Stratford-upon-Avon, l'envie des caméras le reprend, il tourne coup sur coup *Faux-Semblants*, *A Chorus of Disapproval* avec Anthony Hopkins, adapté d'une comédie d'Alan Ayckbourn. Puis *Danny : the Champion of the World* d'après Roald Dahl, avec son fils aîné Samuel, dix ans. Enfin, *Australia* de Jean-Jacques Andrien.

Pendant ce temps, Hollywood se pose sérieusement la question : les réglemens de l'Académie permettent-ils que, pour *Faux-semblants*, Jeremy Irons soit deux fois nommé aux Oscars ?

HENRI BEHAR.

Edition

Notes à l'œuvre

مكتبة من الأصل

CINEMA

Les indépendants

Rotterdam, Pays-Bas

La journaliste anglaise Anne Head assurait cette année la direction par intérim du Festival de Rotterdam. Pour mieux préparer l'avenir, que représente Rotterdam, le numéro un des festivals consacrés au cinéma indépendant, le plus grand des petits festivals ?

D'ABORD l'héritage d'un homme. Hubert Bals, mort en juillet dernier, il avait réussi à donner à la manifestation qu'il créa en 1972 une dimension internationale. Greenaway, Kieślowski, ont été découverts en Hollande bien avant que la rumeur mondiale ne les rejoigne. Raul Ruiz y a connu sa consécration. Paradjanov y a retrouvé sa gloire. Le cinéma new-yorkais de Jim Jarmusch y a fait ses premiers pas. Par ses choix originaux et la forte individualité de son directeur, Rotterdam a marqué une date.

Longtemps responsable d'un organisme local de distribution rattaché au festival, Hubert Bals avait très tôt commencé à soutenir les créateurs. Puis, il y a trois ans, naissait le fonds Tarkovski d'aide aux nouveaux cinéastes. Débuté, il s'appelle aujourd'hui le fonds Hubert-Bals. Un cinéaste indien, Kumar Shahani, un des plus doués de sa génération, explique qu'il peut tourner un film pour 100 000 dollars (600 000 F), et le fonds Bals lui apporte éventuellement le dixième de cette somme si son projet est agréé.

L'esprit aventureux

Quand Amsterdam fut désignée, il y a trois ans, capitale culturelle de l'Europe, Hubert Bals espérait voir son pays jouer un rôle majeur dans la naissance d'un organisme de coopération européen consacré au cinéma indépendant. Il n'obtint pas gain de cause.

Aujourd'hui, pourtant, Rotterdam est le principal lieu de rendez-vous cinématographique de l'Europe du Nord. L'esprit aventureux qui le caractérise ne saurait être mieux défini que par l'étonnante transformation de

l'hébergement des botes du festival, d'un bateau ancré au bord du Rhin, hier, au *nec plus ultra* de l'hôtellerie, le Hilton aujourd'hui. Les projections ont lieu principalement au Louxor, cinéma municipal à l'ancienne, et au complexe Lumière qui appartient à la société Cannon. Un parlement cinématographique, inauguré l'an dernier par Hubert Bals, fait le point pendant une journée sur l'avenir des indépendants. Evidemment, Bals était le seul responsable de la sélection, même s'il écoutait les conseils.

Avant sa mort, il avait choisi une quinzaine de films, qui furent projetés. Anne Head et les responsables hollandais, pour compléter le programme, décidèrent de demander aux cinéastes découverts à Rotterdam, soit de montrer leur nouveau film ou une de leurs œuvres précédentes, soit de proposer un auteur inconnu.

Cassavetes et Rivette

Wim Wenders était là pour prouver la justesse de la formule, et avec lui, presque tous les grands noms du passé. Deux rétrospectives complétaient cette dix-huitième édition, l'une consacrée à John Cassavetes, l'autre à Jacques Rivette. Pour la première fois depuis son unique passage en double bande à la Maison de la culture du Havre, on pouvait voir la version originale, longue de douze heures, de *Out One*, de Rivette. Le CNC et le ministère des affaires étrangères en France, avec Rotterdam, ont payé les 125 000 F nécessaires pour le tirage de la copie.

Parmi les films nouveaux, citons les *Ministères de l'art*, de Philippe Garrel, choisi par Hubert Bals, petit manifeste en faveur d'une génération, la sienne, qui a succédé à la nouvelle vague. Sorte d'état des lieux, des ambitions, des rêves aboutis ou non.

Le marché, toujours important, et à qui revenait le beau rôle, révèle, en avant-première mondiale, un très original portrait de l'Afrique du Sud à la fin des années 40, avant que l'apartheid ne soit officiellement légalisé : *Have You Seen Drum Recently?* Cuba présente les premiers films de l'école du cinéma créée par Gabriel Garcia Marquez et Fernando Birri.

LOUIS MARCORELLES.

"Les Bugatti d'Alain Delon"

PROLONGATION JUSQU'AU 17 FÉVRIER

Galerie Charles et André Bailly
25, quai Voltaire, 75007 PARIS - 42 60 36 47

Histoires de Mode d'Hier et d'Aujourd'hui

donations, acquisitions récentes

jusqu'au 19 février 1989

Musée des Arts de la Mode - Pavillon de Mazon - 109 rue de Rivoli Paris 1er
M^e Palais Royal 12h30-18h00 - dimanche 11h00 - 18h00
fermé lundi et mardi - téléphone : 42 60 32 1418 jan. - 5 mars
Regards
dessins du
Stedelijk Museum Amsterdam
Institut Néerlandais
121, rue de Lille Paris 7Exposition de peinture
FRANCE ZIESENIS
Figuration fantastique
Œuvres récentes
du 9 février au 4 Mars 1989
Galerie KATIA GRANOFF
13, Quai Conti 75006 ParisBEUYS BROODTHAERS
RAUSCHENBERG
VARHOL
12 janvier / 11 mars 1989
Galerie Isy Brachot •
35, rue Guénégaud / 75006 ParisHERVE ET RICHARD DI ROSA
L'ART MODERNE
Objets
d'artistes
de
Marianne
Pierre
GALERIE BEAUBOURG
23 RUE DU RENARD - PARIS 6 - 42 71 20 00

Deux festivals pour Cassavetes

EN Europe et aux Etats-Unis, à Rotterdam et chez Robert Redford, dans l'Utah, deux festivals consacrés au cinéma indépendant ont rendu hommage à John Cassavetes quelques jours avant sa mort. Au Festival de La Rochelle, en juillet, on l'avait attendu en vain. Il n'avait rien produit depuis quatre ans. On faisait comme si c'était à cause de son « indépendance » et non parce qu'il était déjà malade.

Il n'est pas le seul à s'être passé des studios, alors qu'il aurait pu y mener sa carrière de comédien. D'ailleurs, il s'est laissé utiliser. Il a tourné des œuvres pas forcément impérisables, marquées de son intelligence, de son masque tourmenté, de sa séduction à la Philip Marlow, de son sourire un peu las, ironique. De son jeu excessif. Là comme dans ses propres films, il amène son climat particulier. Une qualité secrète, qui évidemment ne se laisse pas enfermer dans des définitions, et semble s'être perdue. Tout au moins diluée.

Dieu sait pourtant si aujourd'hui on en a besoin. On organise des hommages comme pour en retrouver la clef. Seulement, c'est quelque chose de subtil, de fragile. Par exemple, quand TF 1, par une sorte d'intuition, programme *Gloria* et le diffuse au lendemain de la mort de son auteur en version doublée, on se rend compte d'un hiatus important.

L'histoire se passe à New-York. On en écoute tellement, de films doublés qui se passent là-bas qu'on devient en quelque sorte capable de les « retraduire ». Cette fois, ce n'était pas possible. Les personnages sont trop directement nés de la ville. La ville telle que l'a respirée John Cassavetes, telle qu'il l'a vécue, vampirisée.

Cette façon à la fois désinvolte et généreuse d'attraper l'impalpable est sans doute affaire de génération. Cassavetes est imprégné de ce que le monde a traversé entre l'après-guerre et les années 70. Curieux et lucide, il a regardé. A la suite de la « beat generation », il a revu la route. Sans illusions, avec un curieux mélange d'espoir et le désenchantement. La route ne mène nulle part, il faut la prendre quand même pour une certaine idée d'aventure gratuite, de disponibilité, de liberté. C'est peut-être ça que l'on cherche aujourd'hui.

C. G.

Park-City, Utah

Institut de cinéma, festival de films indépendants, concerts, échanges avec l'Amérique du Sud et maintenant l'Union soviétique, Robert Redford veut donner un autre espace au cinéma américain.

«ELLE est notre invitée et notre célébrité du jour, c'est elle qu'il faut applaudir...» Robert Redford présente ainsi Marina Goldovskaya, réalisatrice soviétique invitée avec son film *La Loi de Sovolki*, où elle retrace ce que fut le premier goulig stalinien. Ce documentaire récent est projeté pour la première fois aux Etats-Unis, hors compétition, dans le cadre du « 1989 United States Film Festival », à Park-City, dans l'Utah (1). Nous ne sommes ni à New-York ni à Los Angeles, ni même à Toronto ou à San Francisco, alors, que viennent faire autant de cinéastes et de cinéphiles dans cette rude bourgade montagnarde et minière de l'ouest des Etats-Unis ?

Robert Redford, qui aimait la nature et le ski, y installa son ranch. En 1980, il pense que cet espace libre pourrait bien aider des cinéastes et metteurs en scène en herbe à développer et parfaire les histoires qu'ils voulaient filmer. Le Sundance Institute était né.

Le festival annuel existait déjà quand Sundance en a pris la responsabilité il y a cinq ans. « Nous avons un objectif très spécifique, précise Tony Safford, le directeur de la programmation. Nous voulons être le havre des cinéastes indépendants. » Trente projections par jour pendant dix jours, trente-cinq mille entrées cette année, deux compétitions dans les catégories « documentaire » et « fiction ».

Bonnes et mauvaises nouvelles

C'est le film muet de F.W. Murnau, *L'Aurore* (*Sunrise*), dans une copie restaurée qui a ouvert le festival. Le cinéaste allemand l'avait réalisé à Hollywood, pour la Fox, et obtint en 1927 l'oscar du meilleur film, le premier qu'il donna l'Académie. David Newman a dirigé la musique originale qu'il vient de composer.

Hors compétition, le festival a exploré le cinéma sud-américain en présentant les *Amours difficiles*, un programme original de sept films tirés d'une nouvelle de Gabriel Garcia Marquez, lui-même coscénariste de chacune de ces réalisations.

Quelques films de Charlie Chaplin venaient rappeler que le cinéaste est né il y a juste cent ans. Mais c'est à John Cassavetes que, peu de temps avant sa mort, est revenu l'hommage le plus important : quinze films, depuis *Crime in the Streets* et *Eagle of the City*, de 1956, où il était acteur, puis *Shadows*, première mise en scène retentissante en 1958, *Husbands*, jusqu'à son film le plus récent : *Love Streams*.

On vient essentiellement à Park-City pour savoir où en est le cinéma indépendant. Il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles. Le marché des films indépendants s'est réduit depuis deux ans, rendant plus difficile encore la distribution en salle. *Heat in Sunlight*, le film dramatique primé l'an dernier, n'a pas trouvé de distributeur. Le surplus financier qu'apporte la vidéo domestique semble avoir une influence plutôt conservatrice sur le contenu des films indépendants. Amy Taubin, critique au *Village Voice*, va plus loin : « Aujourd'hui, certains films produits par les studios posent des questions bien plus intéressantes que la production indépendante. » Trop facile, n'est-ce pas, de se contenter d'agiter le spectre de Hollywood. Même si Haskell Wexler, un des directeurs de la photographie les plus réputés, témoigne de la manière dont la pression d'un studio peut dénaturer un projet comme *Colors* (de Dennis Hopper).

Pour le cinéaste Monte Hellman, dont le film *Two Lane Blacktop* faisait l'objet d'une projection spéciale, « le cinéma indépendant est davantage un état d'esprit qu'un système de production ». La question est là : le cinéma américain indépendant l'est-il par sa source de financement ou par ses idées délibérément originales ? Le Discovery Program pourrait faire craindre le pire. Les courts métrages réalisés par de jeunes cinéastes semblent tous filmés dans la même rue de Los Angeles et ont l'allure de cartes de visite bien sages, bien rassurantes et destinées... à Hollywood.

Comme dans tous les festivals, il y a des vainqueurs. Le trophée des cinéastes est revenu dans la catégorie documentaire à *John Huston*, film de Frank Martin, qui retrace la vie et l'œuvre du réalisateur. *Powwow Highway*, de Jonathan Wacks, ou l'odyssée comique et pathétique à la fois de deux Indiens cheyennes, a été primé dans la catégorie fiction. Dans la même catégorie, le public a voté pour *Sex, Lies and Videotape*. Un autre versant du *Déclin de l'empire américain*.

Le Grand Prix est allé, pour les films de fiction, à *True Love*, premier long métrage de la réalisatrice Nancy Savoca, qui en fait d'amour véritable raconte la triste histoire d'un mariage, dans le quartier italo-américain du Bronx.

Les documentaires étaient mieux représentés cette année. *For All Mankind* a raflé le Prix du public et le Grand Prix. Pour retracer l'épopée des premiers astronautes sur la Lune, le réalisateur Al Reinert et ses producteurs ont visionné toutes les archives de la NASA.

Avant de repartir pour Moscou, Marina Goldovskaya a eu droit à un concert de louanges. En exergue à son film, elle a mis ce poster de 1918 : « Avec une main de fer, nous conduirons l'humanité vers le bonheur. »

CLAUDINE MULARD.

(1) Capitale : Salt-Lake-City, traditionnel lieu des normans.

L'empire de la danse du Soleil

«VOUS verrez, c'est très Redford-rustique !», plaisante le chauffeur qui transporte les festivaliers depuis Park-City jusqu'au Sundance Institute, à 40 kilomètres de là. L'institut doit son nom à la rituelle danse du Soleil des Indiens du Wyoming (Etat voisin). Chaque mois de juin, Sundance ouvre son « June Lab » aux scénaristes, qui veulent retravailler leurs scripts avec l'aide de leurs illustres aînés. Près de mille scénarios ont été soumis cette année. Une quinzaine seront choisis. Même principe pour l'atelier de composition. Au programme aussi : un atelier de danse pour la télévision et le cinéma, une conférence de producteurs indépendants, l'éte.

Sundance fonctionne comme une association à but non lucratif, financée par des sponsors, le National Endowment for the Arts, et Robert Redford. Pour la première fois cette année, l'institut a produit un film sur le parc de Yosemite, sa beauté d'autrefois, sa dégradation par le tourisme, et les tentatives actuelles de préservation. Un projet bien caractéristique des deux préoccupations de Redford : l'environnement et le cinéma indépendant. Les activités internationales consistent en un programme d'échanges avec l'Amérique latine, conçu pour cinq ans. Lors de son voyage en Union soviétique, l'été dernier, Robert Redford a signé un protocole d'échanges avec l'Union des cinéastes soviétiques.

A l'automne prochain, Sundance organisera son deuxième Festival de cinéma américain à Tokyo. Aux Etats-Unis, trois manifestations sur la musique de film sont prévues.

C. M.

NINA SIMONE

RTL

CONCERT SUPPLÉMENTAIRE
MERCREDI
15 FÉVRIER À 20 H 30

JEUDI 16 FÉVRIER 20H30
AL'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX

« La Bande des quatre », de Jacques Rivette

L'amour en désordre

Parce qu'il aime le travail des comédiens, Jacques Rivette aime le théâtre et le montre beaucoup dans ses films. Le dernier, la Bande des quatre, sur fond de mystère, raconte l'apprentissage du théâtre, de l'amour, de la vie.

DANS une salle de spectacle, rouge, noire et grise, avec une scène et un écran de cinéma, Constance Dumas, toujours habillée de noir sur un chemisier blanc, donne des cours de théâtre — la Double Inconstance, de Marivaux — à des élèves féminins. Ses élèves doivent pouvoir payer cher (un peu comme des consultations de psychanalyste) l'enseignement, dispensé avec intransigeance. Constance Dumas, c'est Bulle Ogier, incarnation presque mythique de la comédienne qui, à l'âge mûr, transmet son savoir, son âme. Bulle Ogier est « habitée » et très étonnante. Organiste du jeu théâtral, quelque chose la guide, ailleurs. On ne sait pas ce que c'est, on ne sait pas ce qu'elle va. Au cours du film, on ne la voit que dans cette salle. A la fin, elle fait une « sortie », très émouvante.



De gauche à droite : Laurence Cote, Inès de Medeiros, Bernadette Giraud, Fejria Delila.

Parmi les élèves de Constance, il y a Cécile (Nathalie Richard), Joyce (Bernadette Giraud),

Claude (Laurence Cote) et Anna (Fejria Delila). Elles habitent ensemble, à Montfermeil, un

vieux pavillon dans un jardin. Elles ont retapé l'intérieur comme le font les filles d'aujourd'hui :

avec juste ce qu'il faut de confort et un joyeux désordre. Au début du film, Cécile quitte le pavillon pour l'homme qu'elle aime. Un inconnu. Une jeune Portugaise, Lucia (Inès de Medeiros), la remplace. Mais Cécile revient de temps en temps, de plus en plus bizarre et soucieuse. Et puis un homme qui, prétend s'appeler Henri Demarsay (allusion à un personnage de Balzac et à *Out one spectre* de Rivette, qui transposait l'*Histoire des treize*), cherche à draguer Anna. Il n'y parvient pas, se rabat sur Joyce. Nouvel échec. Les deux filles sont intriguées par les questions de l'homme sur Cécile. Sous le nom de Thomas, il arrive, enfin, à séduire Claude et à entrer dans la maison.

Ce personnage, seul rôle masculin du film (on ne fait qu'entrevoir deux autres hommes et des comparses), est tenu par Benoît Régent, maître de toutes les ambiguïtés, tête à l'autre l'univers clos de Constance et celui de la vie réelle. Deux formes de jeu, en fait, mais Constance Dumas ne saurait apprendre le jeu de la vie à ses élèves. Elles vont le découvrir seules, et assumeront, seules, après cette initiation, la représentation de la Double Inconstance.

A ce moment-là, le rideau se ferme devant l'écran de cinéma. Voilà, c'est le nouveau film de Jacques Rivette. Simple, beau, vrai dans la fiction élaborée, naturel dans l'expression théâtrale, rigoureusement écrit et filmé, mais d'une telle fluidité dans la mise en scène et l'interprétation (les jeunes comédiennes sont prodigieuses, chacune avec une existence autonome) qu'on pourrait croire à de l'improvisation. Peut-être est-ce là, chez Rivette, l'héritage de Jean Renoir. Mais on ne dit pas, comme dans les films du « patron » : « où est le théâtre ? où est la vie ? »

La Bande des quatre est un grand film ludique où le théâtre et la vie se renvoient leurs reflets. Il n'est pas sûr qu'un fantôme hante le pavillon de Montfermeil, même si on l'entend, mais le trousseau de clés qui tombe dans l'âtre de la cheminée est vrai. Un flacon de poison reste un accessoire, mais une fille sentimentalement portée vers les femmes découvre l'amour avec un homme et ne veut plus en démordre. La Bande des quatre procure un bonheur rarissime : on y est bien, on n'y sent pas le temps passer, on joue avec les personnages, on déchiffre le mystère avec eux, elles, plutôt, qui détiennent les règles du jeu.

J. S.

Entretien avec le réalisateur

Le jeu théâtral fait partie du cinéma

DOUZE films en trente ans, une réputation d'auteur exigeant, par et dur, de cinéaste non commercial, ce qui n'empêche pas les coups de cœur pour ses films et une grande estime, à tout le moins, pour son talent : Jacques Rivette, qui fit partie de l'équipe critique des Cahiers du cinéma préparant la « nouvelle vague », est toujours Jacques Rivette. Un personnage singulier, unique et plus simple qu'il n'y paraît dans sa manière de faire du cinéma, et d'en parler.

Depuis le Pont du Nord, qui date de 1980, il semble que vous soiez plus régulièrement, que vos films soient mieux vus.

— Je n'en ai pourtant fait que quatre en huit ans ! Mais il est vrai que, dans les années 70, en dehors de *Céline et Julie vont en bateau*, qui fut un succès, mon producteur d'alors, Stéphane Tchagadjieff, a connu des difficultés de sortie. Il y a eu un malentendu sur ce qui devait être une série de quatre films. Après *Duelle*, Gaumont a refusé de distribuer *Norvilt*, et nous n'avons pas pu continuer. Nous avons pu seulement faire, tant bien que mal, *Merry go round*, qui n'est d'ailleurs pas très bon et est resté cinq ans dans un tiroir. C'est vrai, les choses ont évolué avec le Pont du Nord. A l'époque, Martine Marignac, attachée de presse, voulait changer d'horizon. Elle a fondé une petite maison de production, La Cécilia, qui a mis un peu d'argent dans la coproduction avec Les Films du Losange et Lyric International. Martine Marignac a produit ensuite *l'Amour par terre*, *Hurlévent* et *la Bande des quatre*. Aujourd'hui, La Cécilia est devenue Pierre grise Productions.

Des envies de comédie

— Après le Pont du Nord, je ne savais plus comment repartir. Une idée me trottait dans la tête depuis une dizaine d'années : à l'époque, à part *Entrée des artistes* avant la guerre, il n'y avait rien eu, dans le cinéma français, sur les jeunes comédiens des cours d'art dramatique. Alors j'ai pensé à une histoire, autour d'une actrice d'un certain âge, une sorte de monstre sacré, qui donnerait des cours à de jeunes élèves. Ce n'était pas encore un projet, juste une envie, mais je ne trouvais pas le principe dramatique à accrocher à ce point de départ. J'ai travaillé avec Suzanne Schiffman et une amie. C'est vite devenu une histoire trop morbide, et j'ai arrêté.

— J'ai eu envie de tourner une comédie avec Jane Birkin : c'était *l'Amour par terre*. Puis j'ai enchaîné sur *Hurlévent*, une transposition du roman d'Emily Brontë pour laquelle je voulais faire jeunes comédiens. Nous avons fait beaucoup d'essais en vidéo chez Martine Marignac, et cela m'a redonné l'envie du cours de théâtre. Cette fois, j'ai trouvé un principe moins dramatique. J'avais toujours pensé à Jeanne Moreau pour le rôle principal. Je lui ai raconté l'histoire, elle était d'accord. Mais nous avons eu un problème pour les dates de tournage. Jeanne Moreau a fait reculer de trois mois. J'ai attendu. Et puis elle a disparu sans explications. Son agent m'a prévenu qu'elle ne ferait pas le film.

Les inquiétudes du professeur

— Avez-vous, alors, modifié le scénario ?

— Oui, mais pas seulement pour cette raison. Dans le projet avec Jeanne Moreau, les deux tiers du film se seraient passés au-dessus de la salle de cours, dans l'appartement de la comédienne, et deux de ses élèves seraient entrées dans sa vie privée. L'idée venait de Suzanne Schiffman. Et puis, en préparant le film autour de Jeanne, j'ai rassemblé quatre-vingts essais vidéo et sélectionné une quinzaine de jeunes filles pour les rôles des élèves. Lorsqu'il a fallu remplacer Jeanne, nous nous sommes rendu compte que l'histoire pouvait être conçue autrement. D'où l'idée des quatre filles qui habitent ensemble et sont prises dans l'histoire de la cinquième. Si vous voulez, c'était un peu le principe des *Trois Mousquetaires*, mais Constance Dumas restait un personnage important, même si le film ne parlait plus de sa vie privée.

— Après Jeanne Moreau, j'ai pensé à une comédienne internationale, mais elle a eu des scrupules à jouer un professeur du répertoire classique français. J'ai beaucoup hésité à demander à Bulle Ogier. Et elle a hésité à accepter. Elle avait peur. Au début, sur le tournage, nous étions tous angoissés. Nous avons commencé par les scènes du cours d'art dramatique, toutes les scènes. Pour ce qui se passe dans la maison de Montfermeil, le tournage a été plus facile.

— Dans la plupart de vos films, tout le monde l'a constaté, deux thèmes se rejoignent, celui du théâtre et celui d'un complot

occulte ou d'un mystère policier. On les retrouve ici. Est-ce volontaire ? Et vous, le metteur en scène, êtes-vous Constance Dumas, qui mène le jeu et impose ses exigences ?

— J'aime le théâtre, c'est tout. Le jeu théâtral fait partie du cinéma. Et j'ai filmé des gens que le théâtre passionnait dans *Paris nous appartient*, *l'Amour fou*, *l'Amour par terre*. Quant au complot, ici, il n'y en a pas... L'affaire policière est claire, à la fin. La séquence, dans la maison, où les filles donnent la représentation d'un procès se réfère très précisément à ce qui est arrivé à Roger Knobelspiess, que la justice avait fait replonger dans un procès d'assises (1). J'avais été scandalisé. Mes scénaristes Pascal Bonitzer et Christine Laurent s'étonnaient que j'inscrive cet épisode dans le film. Mais j'y tenais, et ils se sont habitués. Je voulais une situation concrète de 1988 dans notre petite salade de fiction. A part la référence au procès, tout le reste de l'intrigue policière est inventé. Il n'y a pas de rapport volontaire entre la pièce de Marivaux, la Double Inconstance — sur laquelle Constance fait travailler ses élèves, — avec ses déguisements, son mystère, et l'histoire mystérieuse de Cécile. J'ai eu envie de Marivaux surtout parce que, dans le cours de Constance, il n'y a que des filles. Mais j'ai aussi fait dire le grand monologue de Cornille, dans sa vieillesse. Les dernières pièces de Cornille sont les plus belles.

Le blanc et le noir à la fois

— On ne voit pas de garçons dans ce cours. C'est arbitraire, mais va dans la logique du scénario. Je n'avais pas envie de faire un documentaire sur un cours de théâtre. Sans garçons, cela devenait le couvent, comme dans *la Religieuse*. Non, je ne suis pas Constance. Son personnage est très découlé par rapport à mon rôle de metteur en scène. Simplement, ma préoccupation principale, au début, était de me trouver dans le film avec Bulle Ogier.

— Profondément, un metteur en scène veut des choses contradictoires, le blanc et le noir à la fois : que les interprètes courent lentement, pleurent sans qu'on

voit les larmes. Il veut la précision absolue et le miracle de ce qui n'arrive qu'une fois. Il n'y a pas de recette de fabrication. On passe son temps, au jour le jour, à trouver le « climat » : j'aime mieux ce mot-là qu'« atmosphère », trop connoté par Arletty. Chaque film a son problème. Parfois, on patage, on est dans le brouillard, et, à l'arrivée,

cela a l'air de couler tout seul. Il ne faut pas reprendre ses vieux trucs. Il faut, au contraire, essayer d'en trouver d'autres. Il ne faut pas trop perdre la fraîcheur, et les problèmes qu'on affronte obligent à la garder. C'est pourquoi je ne veux pas que les dialogues soient écrits à l'avance. Je les donne au dernier moment.

— Les jeunes comédiennes avaient construit leurs personnages avec des biographies, un passé. Il n'est resté que des fragments. J'aime les allusions, les ellipses. C'est au spectateur de deviner ou de ne pas deviner.

Propos recueillis par JACQUES SOLIER.

★ A Saint-Denis, le Théâtre Gérard-Philipe présente l'intégrale des films de Jacques Rivette.

THEATRE NATIONAL
OPERA
DE PARIS

LES MAITRES CHANTEURS DE NUREMBERG
(Die Meistersinger von Nürnberg)
Richard WAGNER
ZAGROSEK — WERNICKE
2, 5, 7, 16, 19, 21, 25 février,
1^{er} mars à 18h

MEFISTOFELE
Arrigo BOITO
en concert
PRITCHARD
26, 28 février, 2 mars

Pour mémoire : OPERA-COMIQUE, Salle Favart
16, 18, 26, 28 février
PLATEE
Jean-Philippe RAMEAU
MALGOIRE — RAFFINOT

Location par téléphone : 47 42 53 71
Renseignements : 47 42 57 50 — MINITEL 3615 Code COM21

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. de 10 h à 22 h, sam. de 10 h à 18 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.

CHATEAUX BORDEAUX. Histoire et rénovation des architectures de la châtellenie du via. Galerie du Col. Entrée: 15 F. Jusqu'au 20 février.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 4^e et 5^e étages. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée: 22 F. Jusqu'au 26 février.

FATA MORGANA. Grand foyer. Entrée: 15 F. Jusqu'au 19 février.

LA MATIÈRE DE L'INVENTION. Centre d'information Col. Entrée: 15 F. Jusqu'au 27 février.

JEAN TINGUET. 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée: 30 F. Jusqu'au 21 mars.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h. Jeu. de 10 h à 21 h 45. Dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE. de MALLARMÉ, DEBUSSY, NINISKY. Exposition-déclat. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Du 14 février au 22 mai.

LA DANSE DE CARPEAUX. Exposition-déclat. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Du 14 février au 22 mai.

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD. Exposition-déclat. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Du 14 février au 22 mai.

PAUL-EMILE MONT. de VOYAGE A TAHITI ET AUX ÎLES MARQUÉSES. Exposition-déclat. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

UNE ÉCRITURE RÉPUBLICAINE. ROUGE ET L'ISLE CHANTE LA MARSEILLAISE. Tableaux de P. 1849. Exposition-déclat. Entrée: 23 F (billet d'accès au musée). Du 14 février au 7 mai.

Palais du Louvre

Entrée provisoire sur le quai des Tuileries (42-60-30-17). T.l.j. de 9 h à 18 h.

PEINTRES REMBRANESQUES AU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée: 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 février.

REMBRANDT ET SON ÉCOLE. Dessins du Musée du Louvre. Pavillon de Flore. Entrée: 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 février.

MAISON CRITIQUES. DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMNES, Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'au 12 mars.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris. 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

ROLAND FISCHER. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.

MAISON CRITIQUES. DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMNES, Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'au 12 mars.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélection de photographies à partir des collections du musée. Entrée: 15 F. Jusqu'au 26 février.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eliou. Entrée: 15 F. Jusqu'au 26 février.

CENTRIQUE SALON DES INDÉPENDANTS. Nef (42-56-45-09). T.l.j. de 10 h à 19 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 12 février.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-59-54-10). T.l.j. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. de 10 h à 12 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée: 35 F. Jusqu'au 24 avril.

QUARANTIÈME SALON DE LA JEUNE PEINTURE. Galeries nationales (42-56-45-06). T.l.j. de 10 h à 19 h 30, mer. jusqu'à 22 h. Entrée: 28 F. Jusqu'au 12 février.

Cité des sciences et de l'industrie. 30, av. Corentin-Lioux (46-42-13-13). Mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 20 h. Fermé le lundi.

LYNAGE CALULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée: 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1^{er} août.

Musées

LES ACQUISITIONS PHOTOGRAPHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T.l.j. de 10 h à 19 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 27 mars.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Histoire dans les collections du Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.l.j. de 10 h à 19 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 31 août.

BUFFON NATURELISTE. Musée de la Classe et de la Nature, hôtel de Condé (42-72-86-43). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 27 février.

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F. Du 14 février au 21 mai.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 223, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 10 h à 18 h. Entrée: 22 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

CASQUES ROYAUX. Fil XIV^e siècle, début XV^e siècle. Musée de l'Armée, hôtel de la Légion, 120, rue de la Harpe (42-60-33-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée: 20 F. Du 14 février au 21 mai.

COULEURS DU TEMPS. Photographies séquentielles et autochromes prises par E. Cernuschi, Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 16 F. Jusqu'au 27 février.

COUPS D'ENVOIS OU L'ART A LA LETTRE. Cent artistes et écrivains.

Musée de la Poste. galerie du Messager, 34, bd de Vaugrand (43-20-15-30). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 25 mars.

HERVÉ CREPET. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-61-26). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 18 février.

DE TEMPS EN TEMPS. Photographies de Martine Frenkel, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T.l.j. de 10 h à 19 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 27 mars.

JULES-ÉLIE DELAUNAY (1828-1891). Musée Hébert, 85, rue du Clémenceau (42-22-23-62). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 17 F. (10 F dim.). Jusqu'au 27 mars.

GARGAT-JONDMANN. Créateurs de bijoux. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F (on peut donner droit à la visite du musée). Jusqu'au 6 mars.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD. Musée de l'Homme, 17, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

VISIONS DU SPORT. Cent ans de photographies de sports, sports et supports. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

Centres culturels

1789 - 1989. L'ALLÉMANCHE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. Centre culturel de Paris, 17, av. d'Orléans (47-23-61-21). T.l.j. de 10 h à 20 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Musée des Arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-36-16). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 27 mars.

AMSTERDAMART. Regards: des arts contemporains. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-45-59). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

ART ET MYTHOLOGIE. Figures théâtrales. Fondation Dreyer, 50, av. Victor-Hugo (42-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

LOUIS ROUCHARD. JEAN-BERNARD SOHET. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (45-51-35-73). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

ROMAN CIESLEWICZ. Affiches. Association (ex-Simio Cieslewicz), 20, rue Coislin (46-33-86-86). T.l.j. de 12 h à 23 h 30. Jusqu'au 12 février.

FEDERICO FELLINI. TONINO GUERRA, FLAVIO NICCOLINI. Dessins, Institut culturel italien à Paris, hôtel de Clugny, 50, rue de Valenciennes (42-72-12-78). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

FRANCE AUSTRALIE. Neuf artistes australiens. Centre culturel français, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 4 mars.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Jankowsky, 15, rue Rameau (45-08-51-25). Jusqu'au 25 mars.

BEATRICE LERALL. Galerie Korolevski, 92, rue Quincampoix (42-77-48-93). Jusqu'au 17 mars.

FIERRE LEBLANC. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-06-56). Jusqu'au 4 mars.

JEAN-FRANÇOIS LEFAGE. Compromis de la photographie, avec du bel-à-l'œil, rue de Valenciennes (43-44-11-36). Jusqu'au 4 mars.

MICHAEL LEVIN. Photographies 1984-1988. Galerie Michèle Cometa, 24, rue Beauregard (42-78-05-62). Jusqu'au 4 mars.

SOL LEWITT. Incomplete Open Cube. Galerie Le Gall-Peyrou, 18, rue Keller (42-04-11-11). Jusqu'au 4 mars.

MARK GUYTON. Galerie Laga-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 11 février au 11 mars.

LES PEINTRES DE LA MARINE. Galerie de la Marine, 66, rue de Valenciennes (42-78-11-71). Du 11 février au 11 mars.

J.P. PINCEMIN. Galerie Lucette Hertz, passage Moreau, 157, rue Saint-Martin (42-78-11-71). Jusqu'au 31 mars.

PINOT-GALLIZZO. JACK BELBO. Galerie 1900-2000, 8, rue Beauregard (42-78-11-71). Du 11 février au 11 mars.

HUNG RANNOU ET LOIC HERVÉ. Galerie l'Art du Centre, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-06-40). Du 11 février au 11 mars.

DAVID SEIDNER. Galerie Santa Susanna, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-50). Jusqu'au 24 février.

RICHARD STANKEWICZ. Galerie Zabrat, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 9 mars.

TAL COVACH. Galerie Cigogne, 46, rue de l'Université (42-96-49-57). Jusqu'au 4 mars.

JEAN-MARC TINGAUD. Galerie Gervais, 10, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Du 10 février au 11 mars.

TITUS-CARMELO. Intérieurs 1987 - 1988. Galerie Lelong, 13, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 25 février.

DAVID TRIMONT. Galerie Durand-Duport, 43, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 18 mars.

MICHEL TISSELAT. Galerie Nicole Ferry, 57, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 18 mars.

ARTHUR UNGER. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-21). Jusqu'au 19 février.

JEAN-CLAUDE VIGNES. Galerie Pierre Lezon, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 2 mars.

CAROL VISSER. Galerie Durand-Duport, 43, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 18 mars.

CHRISTOPHER WILLIAMS. Galerie Crouzet-Robella Bena, 40, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 9 mars.

Périphérie

BIÈVRES. Les Châles de la photographie. Musée de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-03-60). T.l.j. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 28 février.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Costume à danser. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 avril.

CORREIL-ESSONNES. Tête. Musée de la danse. Centre d'art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.l.j. de 9 h à 12 h et de 13 h à 18 h 30, dim. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 27 février.

EVRY. Identités. Figures et abstractions de la Fondation Camille. Aire d'Art contemporain, Agers, 110, Grand-Place (60-77-04-80). T.l.j. de 10 h à 20 h, dim. de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 22 février.

TOULOUSE. De l'automne à l'hiver. La pottererie toulousaine au 12^e siècle. Musée des Augustins, 21, rue de Metz (61-22-21-82). Jusqu'au 20 mars.

19, rue de Vaugrand (42-34-25-85). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée: 25 F, sam.: 16 F. Du 10 février au 23 avril.

TÊTES DE PUB, LES ÉCOLES S'AFFRONTENT. Musée de la publicité, 18, rue de Flandre (42-46-13-89). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 13 février.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Château-Gauche (40-67-50-10). T.l.j. de 10 h à 17 h 15. Entrée: 14 F, dim.: 9 F. Jusqu'au 30 avril.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD. Musée de l'Homme, 17, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

VISIONS DU SPORT. Cent ans de photographies de sports, sports et supports. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-66-53). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

Centres culturels

1789 - 1989. L'ALLÉMANCHE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. Centre culturel de Paris, 17, av. d'Orléans (47-23-61-21). T.l.j. de 10 h à 20 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Musée des Arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-36-16). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 27 mars.

AMSTERDAMART. Regards: des arts contemporains. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-45-59). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

ART ET MYTHOLOGIE. Figures théâtrales. Fondation Dreyer, 50, av. Victor-Hugo (42-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

LOUIS ROUCHARD. JEAN-BERNARD SOHET. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (45-51-35-73). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

ROMAN CIESLEWICZ. Affiches. Association (ex-Simio Cieslewicz), 20, rue Coislin (46-33-86-86). T.l.j. de 12 h à 23 h 30. Jusqu'au 12 février.

FEDERICO FELLINI. TONINO GUERRA, FLAVIO NICCOLINI. Dessins, Institut culturel italien à Paris, hôtel de Clugny, 50, rue de Valenciennes (42-72-12-78). T.l.j. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 12 février.

FRANCE AUSTRALIE. Neuf artistes australiens. Centre culturel français, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 4 mars.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Jankowsky, 15, rue Rameau (45-08-51-25). Jusqu'au 25 mars.

BEATRICE LERALL. Galerie Korolevski, 92, rue Quincampoix (42-77-48-93). Jusqu'au 17 mars.

FIERRE LEBLANC. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-06-56). Jusqu'au 4 mars.

JEAN-FRANÇOIS LEFAGE. Compromis de la photographie, avec du bel-à-l'œil, rue de Valenciennes (43-44-11-36). Jusqu'au 4 mars.

MICHAEL LEVIN. Photographies 1984-1988. Galerie Michèle Cometa, 24, rue Beauregard (42-78-05-62). Jusqu'au 4 mars.

SOL LEWITT. Incomplete Open Cube. Galerie Le Gall-Peyrou, 18, rue Keller (42-04-11-11). Jusqu'au 4 mars.

MARK GUYTON. Galerie Laga-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 11 février au 11 mars.

LES PEINTRES DE LA MARINE. Galerie de la Marine, 66, rue de Valenciennes (42-78-11-71). Du 11 février au 11 mars.

J.P. PINCEMIN. Galerie Lucette Hertz, passage Moreau, 157, rue Saint-Martin (42-78-11-71). Jusqu'au 31 mars.

PINOT-GALLIZZO. JACK BELBO. Galerie 1900-2000, 8, rue Beauregard (42-78-11-71). Du 11 février au 11 mars.

HUNG RANNOU ET LOIC HERVÉ. Galerie l'Art du Centre, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-06-40). Du 11 février au 11 mars.

DAVID SEIDNER. Galerie Santa Susanna, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-50). Jusqu'au 24 février.

RICHARD STANKEWICZ. Galerie Zabrat, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 9 mars.

TAL COVACH. Galerie Cigogne, 46, rue de l'Université (42-96-49-57). Jusqu'au 4 mars.

JEAN-MARC TINGAUD. Galerie Gervais, 10, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Du 10 février au 11 mars.

TITUS-CARMELO. Intérieurs 1987 - 1988. Galerie Lelong, 13, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 25 février.

DAVID TRIMONT. Galerie Durand-Duport, 43, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 18 mars.

MICHEL TISSELAT. Galerie Nicole Ferry, 57, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 18 mars.

ARTHUR UNGER. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-21). Jusqu'au 19 février.

JEAN-CLAUDE VIGNES. Galerie Pierre Lezon, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 2 mars.

CAROL VISSER. Galerie Durand-Duport, 43, rue de Valenciennes (42-72-71-19). Jusqu'au 18 mars.

CHRISTOPHER WILLIAMS. Galerie Crouzet-Robella Bena, 40, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 9 mars.

Périphérie

BIÈVRES. Les Châles de la photographie. Musée de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-03-60). T.l.j. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 28 février.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Costume à danser. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 avril.

CORREIL-ESSONNES. Tête. Musée de la danse. Centre d'art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.l.j. de 9 h à 12 h et de 13 h à 18 h 30, dim. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 27 février.

EVRY. Identités. Figures et abstractions de la Fondation Camille. Aire d

ARTS ET SPECTACLES

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
LES LUNDIS DU RIRE, Olympia (45-65-93-26) (mar., jeu., ven.) à 20 h 30 (8).
LE NOUVEAU THEATRE DE LA PLAINE (40-43-01-42) (dim., mar., jeu., ven.) à 20 h 30 (8).
ARNOLPHE OU L'INCONSTANT, Centre culturel suisse (42-71-38-38) (lun., mar.) 20 h 30 (8).
THEATRE A DOMICILE, Petit-Montparnasse (42-71-38-38) (lun., mar.) 21 h (10).
TROISIEME COUCHE, Torrey-Manne-la-Valle, Maison de l'Europe (40-17-17-39) (vén., sam.) 21 h (10).
LE LIVRE DE JOB, Th. National de Chailiot (47-27-81-15) (lun.) 20 h 30 (dim. 15 h 30 (10)).
LES DOUZE CLOWNS DE MINUIT, Amandiers de Paris (43-66-42-17) lun. et mar. à 14 h 30 (13).
LES HERMINES, Café de la danse (43-57-05-35), 20 h (14).

De Ne pas jouer le mercredi.
 De Hora

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17).
 Les Douze Clowns de minuit : lun., mar. 14 h 30.
ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-06-77-71). Le Riquet : 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ARCANES (43-38-19-70). Baudelaire : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
ARLEQUIN (45-89-43-22). O Sonate pour deux hommes en 188 : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).
ARTS-HERBERT (43-87-23-23). O La Fête de l'amour : 20 h 30 (Ven.).
ATTELIER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ATHENES-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bernard, O Le Ténier : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).
BATAICLAN (47-00-30-12). D Match d'impression : lun. 21 h.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Freaks : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence : 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CAFE DE LA DANSE (43-57-05-35). Un changement de registre : 22 h. Rel. dim. lun. D Les Héritiers : mar. 20 h.
CARRE SILVIA MONFORT (45-31-28-34). D La Mort de Marat Le Va et Vient des dévoués illustres : lun. 20 h 30 et 14 h 30.
CARTOUCHE THEATRE DE LA TEMPETE (43-26-36-36). Salle L. Le jour se lève, L'opéra : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. D Vallée, écrivain de théâtre : sam. 18 h 30, dim. (dernière) 15 h.
CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-45). As : Ca rra, ca rra, ca rra L. : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-38-38). O Arnolphe ou l'inconstant : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., dim.).
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). D Revue parité : les Belles Etrangères : jeu. 18 h 30. Revue parité : les Pieds sur terre : jeu. 21 h.
CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Zaire, ou le Panasthisme religieux : 20 h 30. Rel. dim. lun. Les Belles Etrangères : 20 h 30. Rel. dim. lun.
COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête : 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-37-21). Une femme sans histoire : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-23-22). Les Femmes de bois : 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.
COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O La Cagote : 14 h, sam. 14 h, dim. 20 h 30, ven., mar. 20 h 30. O La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30 (Sam.), dim. 14 h. D Britannicus : jeu. (soirée presse), lun. 20 h 30.
COMEDIE-FRANCAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). D Discours Cycle : Oretours dans la Révolution : lun. 18 h 30.
CRYPTTE SAINT-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (43-36-53-82). La Porte de l'auvergne : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
EDGAR (43-30-45-11). Les Babarès : 20 h 15. Rel. dim. Nour on fait ou on nous dit de faire : 22 h. Rel. dim. soir, lun.
EDOUARD-VI SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
ELDORADO (42-49-60-27). O Rêve de Vienne : 14 h 30, jeu., sam., dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30, ven., mar. 20 h 30.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Borges, le bibliothécaire de Babel : 18 h 30. Rel. dim. lun. Les Anciennes Odeurs : 20 h 30. Rel. dim. lun.
FONDACTION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-27-22-09). Les Beaux Jours, et Darius (5 récits) : 20 h. Rel. dim. lun.
PONTAINE (48-74-74-00). Quelle famille ! : 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
GAITE-MONTMARTRE (43-22-16-18). Frédérique Chopin, ou Le Malheur de l'idéal : 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room : 20 h 30. Rel. dim. lun.
GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Les Magiciens de la nuit : 20 h 30. Rel. dim. lun.
GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-61). Histoire d'un feu : 18 h 30, dim. 14 h, sam. 20 h 30. Rel. dim. lun.
HOTEL LUTETIA (SALON BORGHESI) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. La Leçon : 20 h 30. Rel. dim. La pluie n'est pas de tout ce que l'on croit : 21 h 30. Rel. dim. soir, lun.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion : 20 h 30. Rel. dim. Adieu Monsieur Tchékhov : 22 h 15, sam. 15 h. Rel. dim.
LA BASTILLE (43-57-42-14). O Mobie Dq : 21 h (Jeu., ven., sam., dim. dernière) 14 h 30.
LA BRUYERE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Médée : 21 h. Rel. dim. lun.
LE BATEAU (42-08-68-99). La Torreur : 21 h. Rel. dim.
LE BOURVIL (43-73-47-84). Le Mal de papa : 22 h. Rel. dim. lun. D Ce soir, on salue tout : ven., sam. 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim.
LIENRE-THEATRE (45-54-53-83). Le Procès d'Orléans : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun., mar.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Ruy Blas : 20 h. Rel. dim. Le Crapule des poètes : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Contes. Quel arabe du XIXe siècle : 20 h. Rel. dim. Quant au diable, n'en parions pas : 21 h 30. Rel. dim.
MADELINE (42-45-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. D Les Sept Miracles de Jésus : jeu., ven., sam. 18 h.
MAISON DE LA POESIE (42-36-27-53). D Belles Etrangères (podcast) : 20 h 30. Présences : jeu. 20 h 30. Lectures-échanges Jacques Risset : mar. 20 h 30.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). O Interrogation sur La Marche du caméléon : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h. O La Marche du caméléon : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h.
MARAI (42-78-03-53). O Une vie bouleversée : 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim. lun., mar. L'Avaré : 20 h 45. Rel. dim.
MARIE STUART (45-08-17-80). Le Réviseur : 18 h 30. Rel. dim. lun. Pierrot gardien de l'ordre : 20 h 30. Rel. dim. lun. La Vie après l'amour : 22 h. Rel. dim. lun.
MARIONY (PETIT) (42-25-20-74). D Théâtre à domicile : ven., sam., mar. 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 21 h (Jeu., ven., sam.), dim. 15 h 30.
MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MICHOIERE (47-42-95-23). Pique-rette : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MICADOR (48-78-75-00). D'Artagnan : 20 h 30, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MONTMARTRE (43-22-77-74). Voyage au bout de la nuit : 19 h. Rel. sam., lun., mar. La Vieille Vie : 21 h. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Toren : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). O Le Horli : 18 h (Jeu., ven., sam. dernière). O Théodore le Grandeur : 15 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h 30.
NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar.
ODÉON (43-25-70-32). Un bon patriote : 20 h 15. Rel. dim. soir, lun.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). D Le Châle : jeu., ven., dim., mar. 18 h 30. Rel. mer., sam., lun.
ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
OLYMPIA (45-65-93-26). O Les LUNDIS du rire (la semaine des 4 lundis) : 20 h 30 (Jeu., ven.).
PALAIS DES CONGRES (48-28-40-90). La Liberté ou la mort d'après Danton et Robespierre : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. Rel. lun.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h. Rel. dim. lun.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Rideaux : 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.
PENICHE-OPERA (42-45-18-20). D Nina et les comédiens ambulants : jeu., ven., sam. 21 h, dim. 17 h.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle L. Le Plus Heureux des rois : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Salle L. Journal d'une petite fille : 21 h, sam. 18 h. Rel. dim. lun.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
POTINIERE (42-61-44-16). D La Frouse : 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mer.
RANELAGH (42-88-64-44). La Noci et Sur la grand-route : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Alice au pays sans merveilles : 18 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. La Leçon : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45, sam. 19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer : 20 h 30. Rel. dim. lun.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les veaux : 20 h 30. Rel. dim. lun.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10). Albertine en cinq temps : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
TAC STUDIO (43-73-74-47). D La Vénus sur l'amour baroque : dim. 16 h.
THEATRE 13 (45-88-16-30). Les Stances, et l'œuvre : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THEATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Le Livre de l'Intranquillité : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). O Amphitryon : 20 h 30 (Ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.
THEATRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nina c'est autre chose. Théâtre d'apprentissage : 20 h 30.
THEATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. O Le Tarnuffe : 20 h 30. Salle L. O L'Enfer des jours : 20 h 30.

(Ven., mar.) D Marius : ven. 20 h 30, sam. 16 h, dim. 14 h. Fanny : sam. 18 h 30, dim. 16 h 30. César : sam. 21 h 30, dim. 19 h 30. Le Journal d'un fou : jeu. 20 h 30, ven. 18 h 30. L'Étranger : jeu. 20 h 30, sam. 20 h, dim. 16 h 30.
THEATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). O Le Foyer : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun., mar.
THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Triomphe de l'amour : 20 h 45, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. D Didier Gustin : ven., sam. 18 h 30.
THEATRE DE MENILMONTANT (46-36-98-60). D Piquetoli : jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. (dernière) 17 h. Rel. mar.
THEATRE DE PARIS (42-80-09-30). D Cats, d'après Old Possum's Book of parodies : mar. 20 h 30.
THEATRE DES ATELIERES DE L'EUROPE (45-41-46-54). D L'Épouse-matresse : jeu., ven., sam. (dernière) 20 h 30.
THEATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). O Une chemise de nuit de flanelle : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h.
THEATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THEATRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THEATRE MONTECARREUIL (42-96-04-06). D Au beau fixe : ven., sam. 20 h 30, dim. (dernière) 18 h.
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). D Le Livre de Job : ven., sam., mar. 15 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-46-43-60). Petite salle. Mésotire aimé : 21 h, sam. 15 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). La Vie singulière d'Albert Nobbs : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Grande salle. Le Retour au désert : 20 h 30, sam., dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. O Il dit qu'il est Nijinsky : 18 h 30 (Jeu., ven., sam., mar. dernière). Rel. dim. lun.
TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthémy : 19 h. Rel. dim. lun. O Hélios, tant mieux ! : 20 h 15. Rel. dim. lun., mar. (exceptionnel). Les majorettes se cassent la tête : 21 h 30. Rel. dim. lun. D La Tumbale : sam. 15 h 30.
TOURTOUR (48-87-82-48). De l'orthographe et autres oiseaux rares : 19 h. Rel. dim. lun. O Pouchard : 20 h 30. Rel. dim. lun.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme Changement de dernière minute : 21 h, sam. 17 h. Rel. dim. D Toi et moi... et Fanny : dim. 15 h.
VARURES (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

Périphérie

ANTONY (THEATRE FIRMIN GEMIER) (46-66-02-74). D Offenbach tu connais ? : mar. 21 h.
ARGENTEUIL (SALLE GAMMA) (45-31-11-45). O La Rose des sables : 15 h, ven. 15 h, ven. 20 h 45.
ASNIERES (GRAND THEATRE) (47-06-12-12). D Hair : lun. 20 h 30.
AUBERVILLIERS (THEATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). O L'Étrange intermède : 19 h (Jeu.), dim. (dernière) 15 h.
BAGNEUX (THEATRE VICTOR HUGO) (46-63-10-54). O L'Age gardé : mar. 20 h 30. 1789 : sam. 20 h 30.
BAGNOLET (ATLANTIC THEATRE ET MUSIQUE) (43-64-77-18). D L'Étrange dans la brousse : jeu., ven., sam. 21 h, dim. (dernière) 17 h.
BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Grande salle. La Tragédie du veau : 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. Pouspous : 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
BOULOGNE-BELLANCOURT (THEATRE DE BOULOGNE) (46-02-60-44). La Station Champbaudet : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CERGY (THEATRE DES ARTS) (30-30-33-33). D La Fiancée de l'étrange Grégoire : lun., mar. 21 h.
CHARENTON-LE-PONT (THEATRE CHARENTON) (43-68-55-81). D Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : ven. 20 h 45.
CHARENTON-LE-PONT (THEATRE DU CAMPAGNOLO) (46-61-33-33). O Histoire du soldat : 20 h 30 (Jeu., sam., mar. dernière), dim. 15 h. Rel. ven.
CHATELAIN (THEATRE DE CHATELAIN GRANDE SALLE) (46-57-22-11). D Sganarelle ou le Cocu imaginaire, le Mariage forcé : sam. 21 h.
CLAMART (CENTRE CULTUREL JEAN ARP) (46-45-11-87). D L'Âge gardé : ven. 20 h 30. Hair : mar. 20 h 30.
CLICHY (THEATRE RUTENBEUF) (47-39-28-38). O Match d'improvisation : 21 h. D Hair : jeu. 21 h.
COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) (64-58-69-11). D Inventaires : ven. 20 h 45.
CORBEIL-ESSONNES (CENTRE PAOLO MERUDA) (60-89-00-72). D L'Augmentation : ven., sam. 20 h 30.
COURBEVOIE (CENTRE CULTUREL) (43-33-63-52). D Colette : ven. 14 h.
CRETEIL (MAISON DES ARTS) (48-99-18-88). Grande salle. L'École des femmes : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. jeu., dim. soir, lun. Petite salle. Prométhée enchaîné : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun., jeu.
ENGHEN (THEATRE MUNICIPAL DU CASINO) (34-12-90-00). D Le Secret : sam. 20 h 45.
EVRY (AGORA) (64-97-30-31). D Roset et Douce Nuit : sam. 20 h 30.
FONTENAY LE FLEURY (THEATRE DE FONTENAY LE FLEURY) (34-60-20-65). D La Manivelle et Abel et Béa : sam. 21 h.
GENNEVILLIERS (THEATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Salle L. O Troilus et Cressida : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h.
LE PERREUX (CENTRE CULTUREL DES BORDS DE MARNE) (43-24-54-28). D L'Âge en question : 20 h 30.
LE PLESSIS-TRÉVISE (ESPACE PAUL VALÉRY) (45-94-38-92). D L'Âge : mar. 21 h.
LES ULIS (CENTRE BORIS VIAN) (69-07-45-53). D Guy Bedos : ven., sam. 20 h 30.
MALAKOFF (THEATRE 71) (46-55-44-45). D Le Fuzambule : ven., sam. 20 h 30.

KENNY PERMET DE RENDRE POSSIBLE L'IMPOSSIBLE

R. CHAZAL

NOTRE RICHESSE A TOUS, C'EST LA RICHESSE DES DIFFERENCES

J.-L. PETRIAT
 PRESIDENT DU GROUPE GMF

KENNY NOUS DONNE ENVIE D'ETRE NOUS-MEME

M.-C. BARRAULT

KENNY EST GENIAL (dixit LOU, 6 ANS)

J. BIRKIN

A VOIR DE TOUTE URGENCE

R. HOSSEIN

ETRE NORMAL C'EST QUOI? KENNY NOUS DONNE LA REPONSE MERCI KENNY!

P. BACHELET

KENNY

GRAND PRIX DES AMERIQUES MONTREAL

PRIX SPÉCIAL DU JURY FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ET DE LA JEUNESSE PARIS

PRIX DE L'UNESCO MENTION SPECIALE DE L'UNICEF BERLIN

Un film de CLAUDE GAGNON

Distribution TRINACRA Diffusion IMPERIA



هكذا من الأصل

CINEMA

PALAIS DE CHAILLOT (14-24-24-24)
MERCREDI
Tarot (1986, v.a. s.l.f.), de Rud Thomas, 16 h ; Le Mercur des ombres (1971), d'Arnot Robinson, 19 h ; Ceux du Viking (1931), de Varick Frissell et Rud Ginet, 21 h.

JEUDI
La Chute d'un caïd (1960, v.a. s.l.f.), de Budd Butcher, 16 h ; Les Incubés (1971), de Révolution : Scènes de l'Érosi (1971, s.l.g.), de Gilles Guezennec, 19 h ; Vivre (1932, s.l.g.), d'Alkira Kurosawa, 21 h.

VENDREDI
Die Julika (1936, v.a. s.l.f.), de Wop Bolvary, 16 h ; Le Jeunes (1958, s.l.f.), de Weidich J. Ales, 19 h ; Les nobles de la révolution : A Tale of nobles de la Révolution (1911), de William M. purey, A Tale of Two Cities, un d'amour (1917), de Frank Lloyd, 21 h.

SAMEDI
Clermont-Ferrand, Festival 1989, primés, 15 h ; Fèvre sur Anastasia (v.a. s.l.f.), de Jean Duvall, 17 h ; Les Dillies en mort (1968), de Marcel rest, 19 h ; The Only Way (1925), de Bert Wilcox, 21 h.

DIMANCHE
Clermont-Ferrand, Festival 1989, primés, 15 h ; L'Homme en crise (1965), de André Delvaux, 17 h ; M. Strub et Danielle Huillet, 19 h ; Les Jeunes de la Révolution : A Tale of two (1957, v.a. s.l.f.), de Ralph Thomas, 21 h.

LUNDI
MARDI
Le Chien du paradis (1930), de Jean Chaptal et Maurice Vauclair, 16 h ; Les Chénies (1946), d'Henri Calet, l'Été de Médée (1987-1988, v.a. s.l.f.), de Babès Platonic, 21 h.

SALLE GARANCE, CEN
GEORGES POMPIDOU (42-78-3)
MERCREDI
Rimini et le cinéma : Jols (1984, s.l.f.), de Riccardo Sesani, 14 h 30 ; Les frères (v.a. s.l.f.), de Francesco 17 h 30 ; Blow up (1967, v.a. s.l.f.), Michelangelo Antonioni, 20 h 30.

les Chou

Bail.

Trio
v.a.,
scène au
cousin et
l'oreiller,

Cres-
condes
Hamlet

M. John
v.a. h 30

PARIS-
BOULEVARD

ASSE,
HASSE,
vestre,
et J. Jaco-
b, Schen-
ck, h 30

RICHÉLIEU

pré et Ose,
v.a. h 30
O, sam.,
v.a. h 30
Tissen-

(s.), Lau-
rangona
A., dim.,

Jungie,
et, fuyé,

VENDREDI

Rimini et le cinéma : Impiegati
v.a. s.t.f.), de Pupi Avati, 14 h 30 ; la
du musio-hall (1951, v.a. s.t.f.), d'/
Lattuada e Federico Fellini, 17 h
Professeur (1972, v.a. s.t.f.), de
Zurlo, 20 h 30.

SAMEDI

Rimini et le cinéma : Courrier d'
1952, v.a. s.t.f.), de Federico
14 h 30 ; les Vautains (1952, v.a. s.t.f.)
Federico Fellini, 17 h 30 ; le Nisi
v.a. s.t.f.), de Michelangelo An-
toni, 20 h 30.

DIMANCHE

Rimini et le cinéma : Muir et
(1962, v.a. s.t.f.), de Federico
14 h 30 ; Répertoire Fellini (19
v.a. s.t.f.), de Federico Fellini, 17 h 30
Contes Stiefens (1983, v.a. s.t.f.)
Taviani et V. Taviani, 20 h 30.

LUNDI

Rimini et le cinéma : Un tempo
primi (1987, v.a. s.t.f.), Riccardo
14 h 30 ; Un film di Castro donna
v.a. s.t.f.), de Sergio Capogna, 1
Ginger e Fred (1985, v.a. s.t.f.), d'
rico Fellini, 20 h 30.

MARDI

Réalité.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
34-39

MERCREDI

Les Paris de l'adolescence:

NASSE[illegible]

1 h 30. prix (1
partet. 14 h 30

D. sam.
 l h 30,
 Tissen-
 j). Lau-
 angoma
 n, dim.
 Jungle,
 dit. fupk.
 v.o. s.t.f.), de Sergio Capogna, 1
 Ginger et Fred (1985, v.o. s.t.f.), d
 rico Fellini, 20 h 30.
MARDI
 Relâche.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
 34-30
MERCREDI
 Les Paris de l'adolescence

public
d'Edouard

(1971) de F. Martin, 14 h 30 : A
anciennes : Actualités Gaumont.
Engagement : Bande Annonce :
Melotov (1979) de Diane Kurys,
Belle (1983) de Pascal Kané.
Lycee : le Lycée Louis-le-Grand (1
Sylvain Roumette, Diabolo mentha
de Diane Kurys, 20 h 30.

Christophe
le 22 h. Les

b), Billy
on Davis
oderne.
AILLOT
Preissac.

Laure
reuses

(1981) de Caroline Robou, le
(1963, v.o. s.t.f.) de Peter C
18 h 30 : Cinéma muet : le P
(1926) de R. Le Somptier, 20 h 30

22 11 30
Bonnard

RES (42-
au 4 mars,
ngo.
42-79-66).
Raitkan,

MB, 1 h,

ELLE

100

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

100



PAUL McGANN RICHARD E. GRANT RICHARD GRIFFITHS

WITHNAIL and I

Écrit et Dirigé par **BRUCE ROBINSON** Auteur de "LA DECHIRURE"

CINEMA

VENDRE

Les Paris de l'adolescence: Entre deux pages: Pascal Estalier 51 (1984) de Philippe Bonin et Bertrand Desormaux. Adrien Philippi (1963) de Jacques Rozier, 14 h 30; Érosion: Actualité Gasmont, General Lee et ses taddy-boys (1979) de Thomas Gilon, Rungis à fond la caisse (1978) de Denis Chéreau, 16 h 30; Affection: Le Voyage à Darnville (1983) de Jacques Druon, Les Amis (1971) de Gérard Blain, 18 h 30; Passions: Bande annonce: Passage secret (1985) de L. Perrier, Alger la blanche (1989) de Cyril Collard, Les Enfants terribles (1949) de Jean-Pierre Melville, 20 h 30.

SAMEDI

Les Paris de l'adolescence: Actualité Gasmont, 12 h 30; Drame: Pussanella, Encyclopédie du Claude-Jean Philippe, Joux d'artifices (1986) de Virginie Thévenaz, 14 h 30; Érosion: Comme il faut (1980) de R. Bédard, L'Amour à l'italienne (1984) de Charlotte Silvers, 16 h 30; Zéro: Il n'y a plus de territoire vague (1979) de Robert Bédard, Les béats (1984) de Sergio Le Pommé, 18 h 30; Procs: Avant le défilé (1953) d'André Cayatte, 20 h 30.

DIMANCHE

Les Paris de l'adolescence: Mété 68: le London (1970) de Jean Dauterive, C'est un monde (1979) de Diane Kurys, 14 h 30; Génération Stéphanie: Agnès et le fils de la mort (1961) de Roger Karsen, Paris, jeunesse et rock'n'roll (1966) de Bernard Pérois et Philippe Labro, On n'arrête pas le printemps (1971) de René Gilson, 16 h 30; L'apprentissage de la vie: Rebecca (1965) de Gualtiero Jacopetti, Amour, amour (1988) de Pierre Besson, 18 h 30; Réves brisés: la Drogue, c'est de la merde (1987) de Jean-Marc Perrier, Bande annonce: Le Père Moustou (1983) de Patrick Chapat, Au Pan Coupé (1967) de Guy Gilles, Maman que Maman (1982) de Lionel Soulez, 20 h 30.

LUNDI

Relâche.

MARDI

Les Paris de l'adolescence: Film: Bande annonce: Le Bon (1981) de Claude Pinoteau, L'Amour en herbe (1976) de Roger Andrieux, 14 h 30; Frissons: Paris va par vingt ans après (1984) de Philippe Venant, Frédéric Mitterrand, Vincent Norment, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Ackermann, La Nuit porte-jarretelles (1984) de Virginie Thévenaz, 16 h 30; Rencontre: Le Père Moustou (1983) de Patrick Chapat, La Fontaine (1962) de Jean Rouch, 18 h 30; Tourments: Bande annonce: Ma Chérie (1979) de Charlotte Dubreuil, Boulevard (1960) de Julien Duvivier, 20 h 30.

Les exclusivités

L'ADIEU AU ROI (A. v.o.): Forum Orient Express, 12 h 30; UGC Darnville, 14 h 30; UGC Montparnasse, 16 h 30; UGC Odéon, 18 h 30; UGC Parnasse, 20 h 30.

LES ALLES DU DÉSIR (Fr.-A. v.o.): Épis de Bois, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.-A. v.o.): Accatone, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

RACIDAD CAFE (A. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

BAKTER (Fr.): UGC Montparnasse, 12 h 30; UGC Odéon, 14 h 30; UGC Parnasse, 16 h 30; UGC Odéon, 18 h 30; UGC Parnasse, 20 h 30.

RECHUTET DIT LA BOULE (Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LE MORS (Fr.): UGC Parnasse, 12 h 30; UGC Odéon, 14 h 30; UGC Parnasse, 16 h 30; UGC Odéon, 18 h 30; UGC Parnasse, 20 h 30.

LA BOCA DEL LOBO (Fr.-A. v.o.): Lattina, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gaumont Opéra, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

ODÉON, 6 (43-25-59-83); Gaumont

V.F. : STUDIO 43 - UTOPIA

FORUM - BASTILLE

LE PRINCE NEZHA

triomphe du Roi Dragon

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

de Wang Chuen

LES FILMS NOUVEAUX

LA BANDE DES QUATRE

Film français de Jacques Rivette: Forum Arc-en-Ciel, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

COCKTAIL

Film américain de Roger Donaldson, v.o.: Forum Horizon, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

FAPAL EST PARTI, MAMAN

Film français de Christine Lippinck: UGC Parnasse, 12 h 30; UGC Odéon, 14 h 30; UGC Parnasse, 16 h 30; UGC Odéon, 18 h 30; UGC Parnasse, 20 h 30.

LE DERNIER COMBAT

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LE DERNIER EMPEREUR

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

DEVAGUET, SI TU SAVALS

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LES DOUX TRAVAUX D'ASTÉRIX

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LA TABLE TOURNANTE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LES TRICHEURS

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

VIVRE ET LAISSER MOURIR

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LES VOYAGES DE GULLIVER

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

A DOUBLE TRANCHANT

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

A GAUCHE EN SORTANT DE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

L'ASCENSEUR

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

MORT A VENISE

(Fr.): Studio Galand, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

CARAVAGGIO (Brit. v.o.): Chmy

Palace, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

LES 101 DALMATIENS

(A. v.o.): Grand Pavois, 12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parnasse, 18 h 30; UGC Odéon, 20 h 30.

Grand Pavois

12 h 30; UGC Parnasse, 14 h 30; UGC Odéon, 16 h 30; UGC Parn

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 8 février

Jeudi 9 février

Documents arrivés	Y-a-t-on les Blancs	Le FAC	Droites de chemin
10.5	1.1	6.0	1.3

[illegible]

« L'aventure des métiers » à La Villette

Cinq cents professions à visage découvert

« **T**ROUVER son propre chemin dans la vie », telle est la devise de « L'aventure des métiers », organisée pour la seconde fois à Paris du 8 au 14 février à la Grande Halle de La Villette. En avril 1987 déjà, environ 90 000 visiteurs avaient découvert, pendant cinq jours, plus de 400 métiers différents.

Cette année, sous l'impulsion de son dynamique président, M. Armand Braun, et avec le concours de l'ONISEP, du Comité des expositions de Paris et du CENECO (qui a assuré la formation des deux mille professionnels qui viendront présenter leurs activités), la seconde édition de « L'aventure des métiers » devrait montrer environ 500 professions aux jeunes et aux adultes à travers des modules reconstituant le paysage réel de ces métiers.

Si on demeure loin des 22 000 métiers qui sont actuellement exercés en France, tous les secteurs devraient se retrouver à La Villette avec les « métiers les plus divers, connus, inconnus ou méconnus, exercés par des hommes et des femmes de tous âges ». L'industrie sera de nouveau dominante, mais des secteurs presque absents en 1987 — comme l'artisanat et l'agriculture — seront cette fois-ci de la fête. A côté des métiers du bâtiment et des travaux publics, les services risquent de faire un peu défaut, la présence des assurances compensant à peine la faible représentation des banques et l'apparente défaillance du commerce et de la distribution.

Les visiteurs se promèneront à travers une grande variété de modules : les « métiers de la bouche », l'automobile, la culture, l'éducation, l'environnement, l'énergie, la justice, la mer, la mode, la santé, le spectacle, le sport, le tourisme, les technologies naissantes, etc. Au stand des travaux publics, l'aventure des bâtisseurs de l'arche de la Défense sera rejouée chaque jour. Au module de la ville, l'Association des maires de France va imposer son équilibre : les métiers de la politique. Perspective 1993 : le module international privilégiera les échanges de biens, de savoirs et de techniques en Europe.

Dans la partie réservée au ciel et à l'espace, il sera question aussi d'astronautique, le général Bar-

dry — l'astronome français — étant attendu pour parler d'un métier qui ouvre des horizons à la fois immenses et... limités. « Nous ne craignons pas, souligne M. Braun, de mettre l'accent sur des activités dont l'importance, comme celle d'astronome, est infime. Car ce qui compte, c'est plus la trajectoire individuelle que l'objectif. »

Parus les modules spéciaux, on retrouvera celui sur le syndicalisme mais avec une innovation : M. Daniel Croquette, secrétaire général de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres (UCCF), a fait réaliser, avec le concours des autres syndicats participants (FO, CFTC, CGC) une bande dessinée évoquant les « métiers » du syndicalisme. Autre nouveauté, bien propre à 1989 : un module spécial sur « les métiers de la Révolution » il y a deux cents ans.

Choisir jeune

« L'aventure des métiers » entend bien intéresser les adultes en parlant de l'idée que, dans une vie, on peut s'orienter successivement plusieurs métiers. Mais, selon la charte des organisateurs, la cible principale reste les jeunes. Il s'agit de « faire en sorte que les jeunes choisissent le plus tôt possible (entre onze et quinze ans) un cheminement dans leur vie scolaire qui leur permette d'aboutir à un métier vers lequel ils se sentent attirés ». Un « dossier de l'enseignant » a été préparé par des professeurs afin de mieux guider la promenade de leurs élèves dans le monde des professions.

Le héros de cette exposition spéciale, où les exposants dialoguent directement avec les visiteurs pour expliquer ce qu'ils font, est Louis-René Villermé, qui, en 1840, avait publié les résultats de son enquête sur « l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie ». (Voir ci-dessous). A son époque, les enfants commençaient à travailler en usine dès six ou sept ans. Puis il y eut la loi de 1841, première grande loi sociale sur le travail des enfants, et ensuite les efforts de Jules Ferry pour imposer l'instruction laïque et obligatoire.

Les organisateurs ont imaginé ainsi le langage que pourrait tenir

Villermé s'il revenait cent cinquante ans plus tard : « Vous m'avez trop écouté. A force de préserver les enfants du travail, vous les avez dramatiquement éloignés de la vie professionnelle et croient qu'ils n'auront pas leur place. A l'enfermement dans des usines ténébreuses et des ateliers étouffants vous avez substitué, avec les meilleures intentions, une mise à l'écart de fait. De mon temps, on les précipitait très jeunes dans le travail : aujourd'hui, ils ont le sentiment que leur accession à la capacité professionnelle se trouve sans cesse reportée. »

« Quand un gosse passe devant une usine, répond en écho M. Armand Braun, il a l'impression qu'il ne se passe rien. » La société, ajoute-t-il, nous crée un devoir de révéler un monde de métiers de plus en plus riche et de plus en plus dématérialisé. Il s'agit donc « d'irriguer l'intelligence et la sensibilité des jeunes en les informant sur les métiers qu'ils peuvent faire. Quand on parle d'emploi cela engendre la crainte. Mais quand on parle de métier, c'est l'inverse. »

Le principe de « L'aventure des métiers » est ce que ses organisateurs appellent « la parité d'estime » : « Tous les métiers, quel que soit leur statut social actuel, présentent de l'intérêt. Il ne s'agit pas de faire connaître aux jeunes uniquement des métiers vedettes que seuls quelques-uns peuvent espérer exercer. Il s'agit au contraire de faire découvrir l'attrait et l'utilité sociale des métiers à tous les niveaux de qualification et de hiérarchie. » Pour M. Braun, « tout le discours sur la formation est méritocratique. Et la méritocratie, c'est le Taylorisme. Or pour l'avenir on a besoin de tout le monde. »

A l'occasion de cette seconde édition parisienne de « L'aventure des métiers », M. Braun veut donc lancer l'opération « Les 10 000 », à partir du constat que « l'attraction méritocratique atteint les stages. Si vous êtes une HEC, vous êtes accablé de propositions de stage. Si vous êtes dans une université de province ou en terminale, c'est difficile. Le but de cette initiative est de proposer à dix mille professionnels de prendre en charge, pendant une seule journée, des élèves de classes de quatrième ou de troisième. Ces professionnels devraient s'engager à exercer leur métier comme un jour ordinaire, en faisant en sorte — car il n'est ici nullement question d'apprentissage — que la présence du jeune soit « utile », ou du moins indifférente à la façon d'accomplir sa tâche. Au terme de cette journée, l'élève rédigerait chez lui une rédaction sur le métier qu'il aura vu se réaliser sous ses yeux.

Ce pari de M. Braun pourrait intéresser de nombreux artisans de la région parisienne. D'autres projets pourraient ouvrir de nouveaux horizons à « L'aventure des métiers », dont le comité de patronage est dirigé par M. Marcel Boiteux, ancien président d'EDF. Un autre responsable d'EDF, M. Pierre Le Goffec, préside le comité d'organisation. En 1988, des éditions régionales de « L'aventure des métiers » se sont déroulées à Strasbourg en mai et à Poitiers en novembre. A Paris, la manifestation pourrait devenir annuelle. Enfin, avec le concours de « Développement et emploi », M. Braun voudrait lancer « L'aventure des métiers » à l'échelon d'une entreprise.

Pour l'instant, cependant, il n'y a guère d'engouement de la part des entreprises pour offrir leurs métiers aux regards des visiteurs extérieurs. Paradoxalement, c'est surtout le secteur public qui paraît mordre à l'hameçon avec, parmi les entreprises intéressées, EDF, France Télécom, la Caisse des dépôts, Renault mais aussi le Crédit mutuel de Bretagne et Strafford à Strasbourg. Les jeunes devront d'abord passer par la Grande Halle de La Villette pour se rendre compte que les usines peuvent être aussi des lieux de vie.

MICHEL NOBLECOURT.

« L'aventure des métiers » se tient du mercredi 8 au mardi 14 février à Paris, à la Grande Halle de La Villette, tous les jours de 10 heures à 19 heures (jusqu'à 22 heures le 13 février). Tarifs : 25 F pour les adultes ; 15 F pour les moins de dix-huit ans ; 12 F par élève pour les groupes scolaires ; gratuit pour les accompagnateurs scolaires, les moins de sept ans et les demandeurs d'emploi sur présentation de leur carte.

L'évolution des systèmes décentralisés

Les directions informatiques menacées d'éclatement

UNE histoire qui résume tout. M. X., directeur informatique d'une grande entreprise depuis des années maintenant, comprend peu à peu que l'environnement technologique change autour de lui et que sa situation personnelle peut être compromise. Avec les nouvelles générations d'ordinateurs, l'avenir appartient aux installations disséminées dans les établissements. La position centrale, dont il tirait tout son pouvoir, est appelée à devenir moins stratégique. L'apparition des « micro » a désacralisé son domaine exclusif de compétence.

Il serait temps de changer, d'évoluer, mais M. X. se rend compte que le haut niveau de son salaire rend délicate sa réintégration dans la hiérarchie normale de sa société. Hors de sa spécialité, il ne dispose d'ailleurs d'aucune de ces connaissances qui lui permettraient d'exercer une autre fonction.

Pour se sortir du piège, individuellement, et accompagner un mouvement inéluctable, M. X. commence à ébaucher des solutions de contournement. C'est ainsi qu'il se met à penser à l'hypothèse d'une filialisation du département informatique ou à une opération d'essai dont il prendrait la tête.

Dans son esprit, il n'y a que des avantages. En devenant une entité séparée du corps de l'entreprise, son service central pourrait rechercher des clients extérieurs et justifier ainsi sa structure. Prestataire de services, il continuerait d'entretenir des rapports, commerciaux cette fois, avec la maison mère. M. X., lui-même, serait à la fois un entrepreneur audacieux et un homme avisé qui limiterait les risques inhérents à la création d'entreprise. Mieux, il sauvegarderait sa situation et, pourquoi pas, sa rémunération élevée.

Face aux dirigeants dont il essaie d'obtenir l'accord, M. X. fait valoir que sa proposition permettrait de réduire le poste informatique dans le budget et de ne pas avoir à supporter des investissements lourds. Certains sont séduits par de telles perspectives, 20 % des sociétés auraient déjà adopté cette solution mais d'autres s'y refusent et s'inquiètent. Elles voient dans la filialisation d'un contrôle direct, craignant d'être dépossédées d'un savoir-faire jusqu'à présent intégré et redoutent de ne plus pouvoir maîtriser l'usage d'un outil essentiel.

Consommérisme

M. Gérard Balantian, directeur général de l'Institut du management de l'information de l'université de Compiègne (IMI), qui cite ce cas d'école à titre d'exemple, estime que les directions informatiques, dans les entreprises, abordent actuellement un tournant. Auteure d'un ouvrage sur les schémas directeurs des systèmes d'information et de communication (1), consultant dans de nombreuses sociétés, il explique pourquoi on en est arrivé là.

Aujourd'hui, note M. Balantian, « l'informatique se décentralise » et le service central au siège de la société est emporté par « l'atomisation des fonctions ». Entre les équipes d'informaticiens dans les sites locaux et celle du site central se développe « une sorte de concurrence » où la motivation du personnel d'études s'affaiblit et qui s'accompagne d'une perte de pouvoir. Il y a une « difficulté à faire évoluer les équipes d'informaticiens », qui se traduit par des départs de personnel compétent, principalement vers les sociétés de service informatique et d'ingénierie (SS II), en plein développement.

Cette « évasion » se produit alors que prolifère « un consommérisme informatique » qui a amené le département informatique du siège à se transformer en une « véritable centrale d'achat des logiciels ». Des lors, les directeurs informatiques essaient de faire face à la complexité croissante en élaborant des réponses qui, à l'usage, se révèlent plus ou moins satisfaisantes.

Mais, observe M. Balantian, il faut aussi comprendre les raisons profondes de ces différences, ou du manque de pertinence que l'on constate parfois : selon une enquête de l'IMI, 40 % des cadres spécialisés estiment que « l'informatique ne représente pas, aux yeux de leur direction générale, un moyen de contribuer à l'amélioration ou à l'enrichissement des paramètres stratégiques de l'entreprise » ; dans 60 % des cas, le directeur informatique connaît mal les grands axes stratégiques de l'entreprise, malgré son appartenance à la direction générale et, dans 35 % des cas seulement, il établit un schéma directeur de l'informatique qui découle du plan de l'entreprise.

Dépendance technologique

Les choix pour l'avenir se regroupent en quatre scénarios. Selon le premier d'entre eux, « l'informatique centrale de l'entreprise conserve son personnel actuel et reste attachée à l'entreprise ». C'est la solution du statu quo. Le siège traite les affaires courantes en liaison avec les correspondants informatiques des établissements et il assure les relations avec les sous-traitants ou les SS II.

Puisqu'il n'y a pas de réel changement, les difficultés sont en apparence limitées. En fait, il n'en est rien, la « sous-activité » de l'informatique du siège n'ayant pour seul vrai avantage que de lui permettre d'assurer « la veille technologique », grâce à sa disponibilité pour connaître les nouveaux produits. Les inconvénients sont nombreux : le déficit budgétaire s'alourdit, des conflits latents apparaissent avec les services éclatés, la démotivation suit, qui peut conduire jusqu'à l'éclatement. « Les rapports sont de plus en plus tendus avec les utilisateurs et on peut aboutir à une situation d'impasse. »

Dans le deuxième scénario, qui était celui retenu par M. X., « on conserve un noyau minimum d'informaticiens au siège ». Le reste du personnel est regroupé dans une filiale ou une structure proche des SS II, et les unités séparées ont des relations directes avec des sous-traitants locaux. A priori, cette méthode permet de rentabiliser les produits, de rationaliser les rapports avec les utilisateurs. En revanche, « on peut faire payer plus cher les mêmes produits à l'entreprise », et il y a une dépendance vis-à-vis de cette filiale ou une dépendance de la maintenance des logiciels décentralisés. Quant à la veille technologique, théoriquement assurée, elle suppose un budget supplémentaire qui n'est pas toujours approché.

Avec le troisième scénario, on rencontre la tendance la plus forte actuellement qui, par dérive,

conduira inexorablement vers le quatrième. Il s'agit d'un système où l'on « dégraisse » l'informatique du siège par des licenciements en maintenant une équipe minimum. Les utilisateurs locaux peuvent faire directement appel à la sous-traitance et aux SS II. Très vite, l'ignorance de l'aspect social entachera les résultats, pour la qualité du service. Certes, le budget informatique est réduit, mais « il y a un risque de disparition de savoir-faire » et une crise des équipes de développement peut survenir. « On peut déboucher sur des situations de blocage », prétend M. Balantian, qui évoque l'absence d'évolution et la rigidité de la maintenance, la stagnation technique et la disparition de la veille technologique.

Pour finir, « l'informatique centrale n'existe plus », dans le quatrième scénario, qui compense par l'augmentation de la puissance des sites informatiques locaux et donc par la croissance des potentiels humains. Chacun devient totalement autonome. Le budget informatique est alors négligeable, l'outil est proche de l'utilisateur, répond à ses besoins, et les équipes peuvent être localement motivées. Mais la liste des inconvénients s'allonge : le coût global peut cacher des déperditions, les embauches peuvent être anarchiques dans certains centres et, ici ou là, on peut se laisser aller à des investissements de surcapacité qui entraîneront des surcoûts.

Alors que l'harmonisation au niveau du groupe disparaît, « les compétences locales ne sont pas suffisantes pour assurer l'évolution du système ». Sans politique de groupe, la cohérence matérielle-logicielle fait défaut, la veille technologique n'est plus prise en compte et, insiste M. Balantian, « la dépendance vis-à-vis de l'extérieur subsiste », tandis que l'on peut assister à « un développement d'entité autonome à risque ».

Pas de solution miracle

Comment choisir, ou que faire pour ne pas sombrer dans les travers les plus graves ? D'expérience, M. Balantian affirme qu'il n'y a pas de solutions-types, « de formules miracles ». « La réponse dépend de l'environnement », continue-t-il, en recommandant de veiller à « une combinaison entre les scénarios technologiques et les aspects humains correspondants », aux objectifs généraux de l'entreprise et à son référentiel.

« Il faut tendre vers une cohérence entre les finalités et les ressources », dit-il, sachant que les directeurs informatiques ne sont pas nécessairement les mieux armés pour l'apprécier. Ce qui explique pourquoi M. X. préfère la fuite en avant, qui, de plus, est personnellement gratifiante.

ALAIN LEBEAUE.

(1) Editions Masson, 260 pages.

« Villermé et le travail des enfants »

Un précurseur de la médecine sociale

PRÉFACÉ par Pierre de Celan, membre de l'Institut de la ville d'Helène Braun et de Michel Valentin, Villermé et le travail des enfants, devrait être inscrit au programme des élèves de quatrième ou de troisième. Il est passionnant et terriblement édifiant. D'abord sur la vie de Louis-René Villermé (1782-1863), nommé chirurgien aide-major de la Grande Armée en 1805, licencié par mesure générale en 1814, puis précurseur de la médecine sociale en s'attaquant, dans les années qui suivent, aux problèmes touchant les populations ouvrières et urbaines. Des exploitations auxquelles il se livre, Villermé tire rapidement la conclusion que la mortalité diminue avec l'augmentation des salaires.

Un livre édifiant surtout par les détails qu'il donne sur la grande enquête de Villermé, celle dont les charges l'Académie des sciences morales et politiques pour « constater aussi exactement qu'il est possible l'état physique et moral des classes ouvrières ». Et quel constat à travers ce voyage dans l'industrie du coton, de la laine et de la soie, qui, commencé en février 1835, s'acheva en août 1837 !

On y découvre que « c'est pour pouvoir subsister que les familles ouvrières font travailler leurs enfants ». Ainsi, « dès qu'un enfant est capable de fournir quelque travail, l'infâme rémunération qu'il rapportera à la maison contribuera à soulager les finances familiales ». Vers dix ans, un enfant gagne à peu près ce qu'il coûte (50 centimes par jour à Mulhouse).

De là à Carcassonne, Villermé rencontre des enfants de cinq à quinze ans qui sont « rartacheurs, brocheurs, drossseurs, cardiers, dévideurs de trames, épineuses, couturiers, tireurs, énoisseurs, fil-

liers, ourdisseurs, bobineurs, lanières, lessiers, lacteurs, ploqueurs, crocheteurs de tondeuses, conducteurs de fièrre, nettoyeurs de chardons ». Dans le bétail de la laine, il y a une maladie lente et formidable de poitrine : la phthisie cotonneuse ou pneumonie cotonneuse. Dans les ateliers, « ils fument et boivent comme leurs collègues plus âgés ». La misère physique et morale est terrible.

Le livre évoque aussi les débats à la Chambre des députés, le 15 juin 1839, préparant la future loi sur le travail des enfants, dont le rapporteur, M. Billaudel, estimait que « les sympathies pour des êtres souffrants et malheureux » ne doivent faire oublier ni « les libertés du commerce et de l'industrie » ni « le respect pour l'autorité paternelle ». La loi votée le 22 mars 1841 stipulera que les enfants devront, « pour être admis, avoir au moins huit ans. De huit ans à douze ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par un repos ». Le travail de nuit sera interdit pour les enfants en dessous de treize ans. Une loi qui « aura du mal à s'instaurer ».

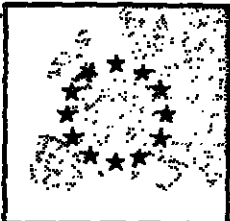
Pourtant, aujourd'hui encore, on avance le nombre de cent millions d'enfants de moins de quinze ans au travail dans le monde, employés dans des ateliers clandestins ou exerçant des petits métiers des rues. Il n'y a pas de tâche plus urgente que d'aider désormais les jeunes à se réconcilier avec le travail pour entreprendre l'aventure de la vie.

M. N.

« Villermé et le travail des enfants », hier et aujourd'hui, de Hélène Braun et Michel Valentin. Editions Economica, 126 p., nombreuses illustrations.

مركز من الأصل

هكذا من الأصل



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

DIRECTEUR D'USINE

VERITABLE PATRON... dans un Groupe International

C'est ce que nous vous proposons d'être sur un de nos sites industriels. A la tête d'une de nos plus importantes usines de production de produits chimiques à usage pharmaceutique, vous pourrez mettre à profit vos talents d'organisateur, d'animateur, de gestionnaire... en un mot de MANAGER.

Nous devons aujourd'hui notre réussite à des collaborateurs qui savent, sur le terrain, s'adapter rapidement à nos stratégies industrielles, qui savent aussi rapidement les mettre en application, en un mot, à des professionnels qui aiment ENTREPRENDRE et REUSSIR.

Notre désir de décentralisation n'est pas pour nous un vain mot mais une réalité quotidienne. Il se traduit par un fort degré d'autonomie de nos directeurs d'usine. Nous leur demandons beaucoup et en retour leur donnons tous les moyens nécessaires pour qu'ils atteignent leurs objectifs.

Opérationnel aujourd'hui avec nous, vous serez un de ceux qui, demain, au sein du Groupe, participera à de nouveaux projets en évoluant vers des fonctions encore plus larges. Si vous êtes prêt à relever un nouveau défi, nul doute que cette opportunité vous séduira, adressez votre candidature sous la réf. 020/LM à :

Empa 12, rue Desotz - 75015 Paris

ADEMVA

PME savoyarde performante, déjà présente aux U.S.A., réputée pour la qualité de nos outillages uniques au monde et pour nos talents de façonniers en emboutissage et découpage, nous proposons à un

Verkaufsingenieur

de devenir en Allemagne le Directeur de notre filiale commerciale

Vous êtes ingénieur mécanicien, allemand bilingue français. Vous commercialisez avec succès depuis plusieurs années les services d'un façonnier ou des équipements d'usinage aux industries automobiles, aéronautiques, électroménager...

Technicien rigoureux et commerçant habile, vous avez du punch, et vous voulez créer une entreprise.

Wollen Sie mit uns unseren gemeinsamen Erfolg bauen ?

Les entretiens auront lieu à Stuttgart.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme C. MARTY (réf. 3908 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
95, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE

PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

S'unir, c'est gagner

THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, dans le cadre de son développement international, recherche pour TELEFUNKEN, une de ses Sociétés Commerciales implantées à Hanovre (RFA), un

FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

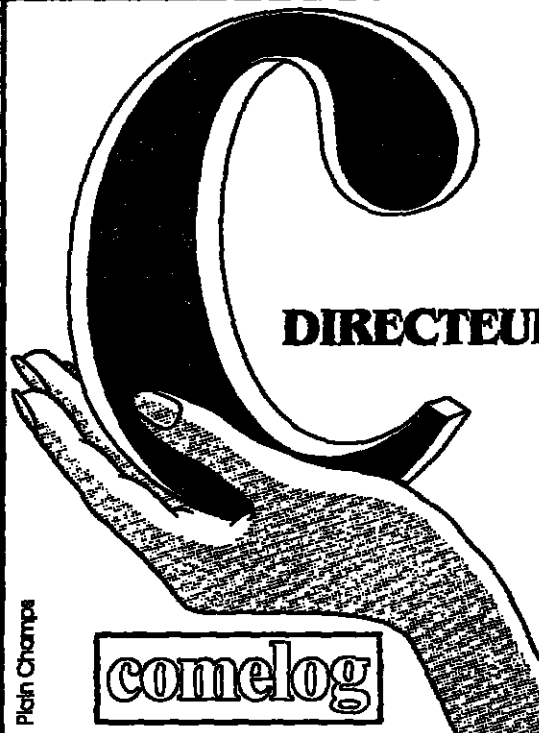
Sous l'autorité du Contrôleur de Gestion de l'ensemble des Sociétés Commerciales Allemandes, le candidat sera particulièrement chargé :
- de l'élaboration et du suivi du budget,
- des tâches de reporting et de la bonne application des procédures,
- du contrôle de gestion,
- de la direction et de l'animation du service responsable de la gestion "clients".

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou de Gestion, ayant acquis une expérience d'au moins trois années au sein, soit d'un cabinet d'audit, soit d'une société de distribution ou industrielle, sachant convaincre et motiver, le candidat, doté d'une forte personnalité et capable d'initiatives personnelles, devra avoir des connaissances en micro-informatique.

Il devra, en outre, être mobile sur le plan international, parler parfaitement l'allemand et maîtriser correctement l'anglais. Pour le poste, basé à Hanovre, le titulaire aura un contrat et un statut allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à GB Conseils
52, rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS
sous la référence T 101 LM.

THOMSON



COMELOG Société de Conseil en Organisation et en Informatique

implantée en France depuis 10 ans, se développe en EUROPE.

Objectif 1989 : 270 MF de C.A. - 750 personnes.

Aujourd'hui, implantée en Suisse, en Allemagne, en Angleterre et en Belgique, COMELOG recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL EUROPE

EUROPÉEN. Il aura la responsabilité :

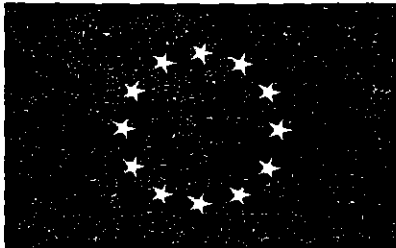
- du plan de développement international,
- de l'animation des filiales européennes,
- de la coordination commerciale.

Ce poste basé à Paris nécessite une parfaite maîtrise de la langue anglaise, un dynamisme commercial, un sens de la gestion.

Ecrire, sous pli confidentiel, à Monsieur le Président, COMELOG - 82, avenue Marceau - 75008 PARIS - Réf. DD.02

PARUTION LE MERCREDI DATE JEUDI Renseignements 45-55-91-82 poste 4096

Le Monde
INTERNATIONAL



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

cherche à titre temporaire

un CHEF D'UNITE

(niveau A/3) (m/f) (réf. 3T/89)

chargé de l'« Aménagement du territoire et coopération transfrontalière » dans la Direction générale « Politique régionale »

Conditions particulières :

- être ressortissants d'un des Etats membres des Communautés européennes ;
- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme ;
- avoir une expérience professionnelle de 15 ans dans le domaine du développement régional ou de l'aménagement du territoire ;
- posséder une bonne connaissance des problèmes d'aménagement du territoire et de la politique régionale de la Communauté ;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues ;
- être âgés, de préférence, de moins de 50 ans.

Les candidatures des fonctionnaires des Institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. A cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, de préférence dactylographié, (accompagné des pièces justificatives), au plus tard le 20 février 1989 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante :

Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

En précisant, sur l'enveloppe également, la référence.

un CHEF D'UNITE

(niveau A/3) (m/f) (réf. 4T/89)

chargé des « Relations entre la Commission et les organisations professionnelles ainsi que la presse spécialisée dans le domaine agricole et de la représentation de la Commission dans les Comités consultatifs agricoles » dans la Direction générale « Agriculture »

Conditions particulières :

- être ressortissants d'un des Etats membres des Communautés européennes ;
- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme ;
- avoir une expérience professionnelle de 15 ans dans le domaine agricole et une bonne connaissance de la P.A.C. ;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues ;
- connaissance des méthodes de travail de la Commission souhaitable ;
- être âgés, de préférence, de moins de 50 ans.

BUYER

The Multinational Force and Observers, responsible for peace-keeping in the Sinai Peninsula of Egypt, is seeking a dynamic individual to fill the position of Buyer in its Headquarters in Rome, Italy.

Candidates are required to have a minimum of 5 years experience in procurement with emphasis on MRO, or on commodity bulk buying in the international & North American market place, excellent communication & negotiation skills with the ability to seek out and evaluate suppliers, excellent spoken and written English and some knowledge of automated procurement systems.

Competitive salary package with excellent fringe benefits. Please send résumé and salary history for immediate opening to:

Chief of Personnel
American Embassy/MFO
APO New York
09794-0007
or FAX Italy 06-592-0692

The MFO regrets that it cannot reply to all applicants.

Université de Lausanne.
Nous ouvrons une inscription pour un poste à plein temps de Professeur ordinaire d'histoire et archéologie du monde.
Titre exigé : Docteur ou équivalent.
Les candidatures doivent parvenir avant le 28-2-89 au Doyen de la faculté de lettres, Université de Lausanne, BPH 2, CH 1015 Lausanne.
Renseignements à la même adresse. Tél. : 1941 21/682-48-04 ou 1841 21/682-48-08.

ST ANTONY'S COLLEGE OXFORD UNIVERSITY

Applications are invited for our design fellowship for all or part of 1989/90. The fellowship is for senior design scholars in regional or international studies in modern history, politics, and economic development. The fellowship will finance at least Oxford living and accommodation costs. Applicants, with C.V. and naming two referees to: The Warden, St Antony's College, Oxford, OX2 6JF, BY MARCH 8 TIL.

Sind Sie ein zuverlässiger Mann (evtl. pensioniert), mit etwas technischem Fach und Organisationstalent? Sprechen Sie dazu noch deutsch, sind die motorisierte und kleinen Montageraum, so werden Sie vielleicht interessiert. Serbische Schweizer-Firma bietet schönen Haupt-oder Nebenverdienst an. Adressen bitte in deutscher Sprache an: Firma Deklawa, Hans Reiter, Mühlweg 2, CH-5030 Bülach. Tel.: 19-41 41 36 81 20.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Dans le cadre de son développement
un grand groupe de presse

DEUX RÉDACTEURS D'ANNONCES

Intégrés dans une équipe de quatre personnes, ils auront pour mission de rédiger, de saisir et d'indexer des annonces d'offres d'emploi, en vue de leur édition télématique. De formation supérieure, les candidats devront posséder de bonnes capacités rédactionnelles, un esprit de synthèse rigoureux et des qualités de clarté et d'analyse. Enfin, une maîtrise de la dactylographie et/ou du traitement de texte sera appréciée.

Ce poste est basé à Paris.
Ce poste est à pourvoir dans les deux mois.

Ecrire avec C.V. sous n° 6028,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

FORMATION PROFESSIONNELLE

STAGE POUR DEMANDEURS D'EMPLOI RESPONSABLE EN COMMUNICATION RESEAUX CABLES

1100 heures - du 27 février au 22 septembre 1989
Formation essentiellement sur le terrain.
Niveau requis : Bac + 3 (reconnaissance des acquis professionnels).
Possibilités de rémunération pour les personnes ayant déjà travaillé.
Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté - 95526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 48.29.23.00

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 38 ans - CADRE Administration commerciale et marketing Gestion budgétaire - Trésorerie

Très bonnes connaissances juridiques, micro-informatique
(Multiplan, Lotus 1, 2, 3 - Franzwerk).
Anglais - Italien.

DUT/Techn. Organ. et Gest. entreprise.
Cherche poste en rapport. Paris ou banlieue nord.

Ecrire sous le n° 6025
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ASSISTANT COMMERCIAL CONFIRMÉ
9 ans expérience DISTRIBUTION
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
Généraliste des ventes, gestion
des achats, gestion des stocks,
visiteurs, téléphone. Poste à
démissionner. S'agit d'une
interlocution COMMUNICATION
INTERCOURS COMMUNICATION
13, allée des Vieux
Bâtres, 91940 LES ULIS. Tél.
84-68-82 ou 84-68-83.

Jeune étudiante diplômée
ayant une expérience
téléphonique cherche travail
temporaire. Tél. : 43-70-69-63
après 20 h.

J.P. 25 ans, DESA, SCIENCE
ÉCONOM. ANGLO-ALLEM.
ch. empl. réf. PARIS. Étud.
travaillant. Tél. : 48-67-06-15.

ADJOINTE DIRECTION
cadre 40 ans, exp. communi-
cation, nat. pub., secr. bil.
anglais, ch. poste resp. et
initiation. 45-49-33-25.

J.F. Communauté euro-
péenne, nat. anglaise, franc-
aise, russe et polonaise, for-
mation universitaire, expé-
rience, enseignement et
interprétation, ch. empl.
Tél. : 43-80-14-99, 9 h à 13 h,
17 h à 20 h.

STAGES
Étudiants préparant BTS de
commerce international
cherche stage scolaire dans
service import-export
pour mai-juin 89.
Tél. : 45-56-58-25.

N. 35 ans, Doct. Sc. pol. +
exp. réduct. assés, ch.
emploi. Communication/
Journalisme. Gde
dep. Tél. : 45-67-18-60.

MANAGER COMMERCIAL
33 ans exp. encadr.,
exp. biens équip.
Conseil. Serv.
Imméd. Tél. : H.R.
(16) 81-70-66-37.

Dynamique, J.H. 28 ans,
sans contacts, nat. journa-
liste, maîtrise Lettres,
dép. des projets, des
la presse, nat. publiques
France ou étrangères.
Tél. : 42-75-75-39.

ALPINE V6 TURBO
Nouveau, 65 cv, 80.000 km,
chaîne 16-17, 160 km/h, alarme,
cristal, + autorisation n° 1.
135.000 F + 600 F, h. h. au
45-25-60-83, 45-51-52-93
apr. 20 h.

automobiles
ventes
plus de 16 C.V.

vacances
Tourisme
Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres simples, 2 100
par semaine demi-pension
Rens. : 172 New Kent Road,
LONDON SE1 7TT, G.B.
Tél. : 18 44 1 703 41 75.

Grandes, à louer studio
meublé, cuisine, salle, terrasse,
chambre avec douche, w.c.,
pos. clim. S'adresser, quai-
saine au mois. Endroit idéal,
prox. plage. Prix intéressant.
Rens. : M^{me} Monique Alesina,
La Petite Plage,
97118 Pointe-à-Pitre.
Tél. : (119 590) 58-01-77.

Siège social
bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux équipés et services
démarches RC-RM
SOCIÉTÉ SERVICES
CHPS-ÉLYSÉES 47-23-55-47
NATION : 43-41-81-81.

Votre siège social
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés,
démarches et tous serv.
Perman. 14h-19h.
43-55-17-50.

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Siège social
Bureaux, secrétariat, télés
CONSTITUTION STES
Prix comp. Déliv. rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux	bureaux	bureaux	bureaux	
VENTES 8° : 175 m² SAINT-DENIS : 1 580 m² PROX. VERSAILLES 140 m² - 330 m² et 680 m² J. DE MONCAN SA 45-63-17-83	FEAU HAMPTON PROPOSE AUX PORTES DE PARIS LES MERCURIALES 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Métro Gallieni Accès direct périphérique Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise Loyer 800 F/m²/AN FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	PME - PMI VALORISEZ VOTRE IMAGE ET VOTRE PERSON- NEL Installez-vous dans des bureaux modernes confortables et fonctionnels PARIFERIC PTE DE LA VILLETTE sur périphérique Exemple : pour 200 m² soit pour 12 personnes 220.000 F hors taxes par an tout compris (accueil, cloisonnement, restaurant d'entreprise, charges incluses) hors parking et téléphone selon besoins. Toutes surfaces disponibles CONSULTEZ-NOUS FEAU HAMPTON 40-08-10-90.	SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 QUARTIERS D'AFFAIRES PARIS-8° MIROMESNIL Marché de l'Épave 2 x 117 m², rénové imm. p. de taille. FBG ST-HONORÉ 390 m², sup. rénouv., open space + 3 part. s/soi, dispon. imméd. GEORGE-V 418 m², plateau moderne, 5 part., dispon. imméd. LISBONNE 230 m², 8 bureaux, rénouv., standing. MALESHERBES/ST- AUGUSTIN 600 m² hôtel particulier, CHAMPS-ÉLYSÉES/ÉTOILE 750 m² divs., disp. imméd.	RICHARD ELLIS S.S.-OUEST 45-63-08-08 ANTONY (200 m RER) face parc de Sceaux, 3 100 m² divs./820 m² imm. n°, p. de taille, RIE max 88, r.d.c. + 1 ^{er} ét., page RIE, dispon. mai 89. VELIZY 429 m² + p. de taille, imm., récent, plateau clos. QUAI ANDRÉ-CITROËN 1.952 m² + p. de taille, imm. neuf, divs./plateau de 500 m², dispon. imméd. PORTE DE VERSAILLES 3.610 m² + p. de taille, imm., divs./plateau de 500 m², dispon. imméd. PORTE DE VANVES 3.500 m² divs., + p. de taille, dispon. imméd. PARIS-8° ODEON 1.500 m², hôtel particulier, sur cour, belle rénovation. PARIS-13° TOLBIAC 1.400 m² + parking, imm., récent, divsible/plateau 453 m²
VENTE PTE CLIGNANCOURT 5.500 m² imm. indépendant LEVALLOIS/ CHAMPERRET 1.400 m² + parking disponible 3° trim. 89.	ÉTOILE 475 m² sur jardin COURS VINCENNES 1.300 m² imm. indépendant R. ST-CHARLES 2.700 m² coas + burx CRÉTEIL 4.500 m² activité-burx	FEAU HAMPTON 40-08-10-50. LE ROND-POINT VICTOR-HUGO IMMEUBLE INDÉP. NEUF 8.500 m² BUREAUX R.E.R. - MÉTRO Plateaux de 1.000 m² archives 110 m² FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 ÉTOILE (RER) 795 m² divs., 305 et 495 m², dispon. imméd. MADELEINE 948 m², sup. imm., sur jardin, plateau divs., déco- sonnée. MONCEAU 1 115 m², imm. récent, part., dispon. imméd. RO-POINT CHPS-ÉLYSÉES 1 238 m² sur 1 m², bor et emplac. prestige. R. DE LA V.-L'ÉVÊQUE 1 470 m² sur 2 m² divs., cloisonn., park.	RICHARD ELLIS OUEST 45-63-08-08 BOULOGNE 950 m², prox. M° + p. de taille, 1 niv., dispon. imméd. LEVALLOIS (PROX. 17°) 1.400 m², imm. indép., p. de taille. LEVALLOIS (PROX. PARIS) 450 à 4.000 m². ASNIÈRES 600 m², burx, 375 m² activ., imm. n°, kiosk, p. de taille.
PREBAIL 42-60-32-68. Locations 1 à 10 BUREAUX TOUS QUARTIERS AG. MAILLOT 45-22-18-10 Spécialiste bur. dep. 1981. Votre adresse commerciale ou bureaux, secrétariat, télés SIÈGE SOCIAL CONSTITUTION STES Prix comp. Déliv. rapides. ASPAC 42-93-60-50 +	FEAU HAMPTON 40-08-10-90 BUREAUX PROFESSIONNELS ET LIBÉRAUX ASSOCIATIONS SYNDICATS PROFESSIONNELS 8° MADELEINE dans un immeuble de très bon standing 250 m² récept., 8 bureaux. FEAU HAMPTON 40-08-10-90.	FEAU HAMPTON PROPOSE UNE SÉLECTION D'IMMEUBLES NEUFS AU PIED DU RER LIGNE A LA DÉFENSE IMM. AXE ÉTOILE 9.400 m² BUREAUX DIVISIBLES Plateaux de 900 m² Restaurants d'entreprise Disponibles immédiatement. VAL DE FONTENAY A 12 m RER du CHATELET IMMEUBLE PERPIGUEUX 8.500 m² BUREAUX DIVISIBLES Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise LES OLYMPIADES IMM. INDÉP. HAUT DE G. 4.500 m² BUREAUX DIVISIBLES FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 RUE DUPHOT 1 641 m², vente au loc., entier, rénové, dispon. mars 89. PARIS-8° AUBER 300 m², au pied du RER, imm. p. de taille. CHAUSSEE-D'ANTIN 385 m², rénové, r.d.c., + 1 ^{er} étage, entr. priv. RUE DE MAUBEUGE 1 381 m², ent. rénové, p. de taille, mars 89.	RICHARD ELLIS OUEST 45-63-08-08 BOULOGNE 950 m², prox. M° + p. de taille, 1 niv., dispon. imméd. LEVALLOIS (PROX. 17°) 1.400 m², imm. indép., p. de taille. LEVALLOIS (PROX. PARIS) 450 à 4.000 m². ASNIÈRES 600 m², burx, 375 m² activ., imm. n°, kiosk, p. de taille.
FEAU HAMPTON PROPOSE AUX PORTES DE PARIS LES MERCURIALES 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Métro Gallieni Accès direct périphérique Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise Loyer 800 F/m²/AN FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	PARC DE LA VILLETTE 8.000 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Métro Accès direct périphérique Plateaux de 1.000 m² Restaurants d'entreprise Loyer 800 F/m²/AN. FEAU HAMPTON 40-08-10-50.	OPÉRA Bureaux Prestige Equipés Salle de réunion Domiciliation - Téléphone Tél. (11) 42-50-01-60. 8° COLISEE DOMICILIATIONS STES BURX ET TOUS SERVICES AFC 43-59-20-20. TROCADÉRO : 150 m² J. DE MONCAN SA 45-63-17-83. DOMICILIATION 8° BURX, TÉLÉPH. AGÉCO 42-94-95-28. 9° R. LE PELETIER CŒUR CITÉ FINANCIÈRE 2.500 m² IMM. INDÉPENDANT possibilité division, parkings. RÉNOVATION PRESTIGE PASSIM 42-25-38-38.	SÉLECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 PARIS-16° MAISON DE LA RADIO 290 m², r.d.c. + 1 ^{er} ét., burx cloisonnés, clim., fon- ctionnelle, dispon. imméd. BOISSIÈRE 947 m², hôtel particulier de prestige rénové. RUE DE PRESSBOURG 1 865 m² + p. de taille, rénové, except., dispon. 1 ^{er} trim. 89.	RICHARD ELLIS RIVE GAUCHE 45-63-08-08 PARIS-15° JAVEL 600 m², hôtel particulier rénové, à voir ou louer. FRONT DE SEINE 640 m² + p. de taille, plateau moderne clos.

Le Monde INTERNATIONAL

GATT/GENÈVE Chef Statisticien

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce désire pourvoir le poste de Chef Statisticien à partir de juillet 1989. Les travaux statistiques du GATT portent principalement sur des données commerciales ou en rapport avec le commerce tels que droits de douanes et contingents. Le titulaire du poste est chargé de diriger le travail des statisticiens du service et que droits de douanes et contingents, aux autres membres du secrétariat ainsi qu'aux comités, groupes de travail d'apporter son aide technique aux économistes, aux autres membres du secrétariat ainsi qu'aux comités, groupes de travail et autres organes du GATT. Il est également appelé à suivre les travaux relatifs aux nomenclatures internationales et à diriger les travaux sur les bases de données. Une description plus précise des tâches à accomplir peut être obtenue sur demande. Les candidats devront être en possession d'un diplôme universitaire dans le domaine des statistiques, plus au minimum une quinzaine d'années d'expérience à un niveau de plus en plus élevé de savoir-faire technique statistiques modernes et de tous les types de statistiques commerciales ou en rapport avec le commerce produites au niveau national ou international. (Un certain acquis en matière de statistiques concernant les services et les données financières internationales constituerait un atout important.) Une excellente connaissance des nomenclatures statistiques et douanières s'avère également nécessaire. La pratique courante de l'anglais ou du français, avec un excellent niveau dans l'autre langue, est requise. Les fonctions sont celles d'un fonctionnaire de grade supérieur. Le salaire et autres émoluments sont établis d'après le barème des Nations unies. Les candidats (sans distinction de sexe) dont la formation et l'expérience correspondent à la description donnée ci-dessus sont invités à soumettre leur curriculum vitae, ou à demander des renseignements au :

Chef du personnel - ICITO/GATT
Centre William Rappard
154, rue de Lausanne, CH-1211 GENÈVE 21 (Suisse).
Date limite du présent avis de vacance 10 MARS 1989.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 3^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
3 pièces 85 m ² , 5 ^e étage	8 970 1 064	OUI	7-9, r. des Arquebustiers SAGGEL 47-42-44-44	Imm. récent, stand. Duplex, chauff. ind. élec.	4 pièces 78 m ² , 3 ^e étage	3 350 898	OUI	Gif-sur-Yvette GCI 40-16-28-70	Rés. les Gdes-Coudraies Chauff. collect. Dans parc
PARIS - 4^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 pièces 97 m ² , 1 ^{er} étage	8 730 1 693		18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect. Imm. 17 ^e s. rén.	4 pièces 102 m ² , 4 ^e étage	5 250 1 480	OUI	Bois-Colombes 11-17, r. du Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.
PARIS - 5^e ARRONDISSEMENT					3 pièces 102 m ² , 1 ^{er} étage	9 000 2 020	OUI	Boulogne 33-35, r. Anna-Jacquelin AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. vis. / r.-v.
Studio 31 m ² , r.-de-c.	3 800 310	OUI	11, rue Tournesfort GCI 40-16-28-70	Chauff. électr. ind.	3 pièces 84 m ² , 2 ^e étage	2 700 955	OUI	Châtigny-Malebry 111, av. Jean-Jaurès LOCARE 45-79-20-22	RER C, Station Robinson
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					4 pièces 77 m ² , 1 ^{er} étage	3 200 1 150	OUI	Châtigny-Malebry 111, av. Jean-Jaurès LOCARE 45-79-20-22	RER C Station Robinson
3 pièces 65 m ² , 1 ^{er} ét.	4 550 466	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Tobiac, imm. neuf	4 pièces 93 m ² , 2 ^e étage	6 100 1 020	OUI	Issy-les-Moulineaux 12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.
2 pièces 48 m ² , 2 ^e étage	3 750 357	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Tobiac, imm. neuf	5 pièces 155 m ² , 3 ^e étage	15 200 2 000		Neuilly-sur-Seine 5-7, avenue Saint-Foy AGF 47-42-00-44	Chauff. indiv. Vis. / s.-r.
5 pièces 96 m ² , 1 ^{er} étage	7 100 697	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Tobiac, imm. neuf	1 pièce 20 m ² , 3 ^e étage	1 850 310		Neuilly-sur-Seine 10, rue des Dames-Augustines AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.
4 pièces 86 m ² , r.-de-ch.	5 700 515	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22		3 pièces 73 m ² , 12 ^e étage	4 300 990	OUI	Puteaux 10, square Léon-Blum AGF 42-44-00-44	Dble living, 1 chambre, chauff. ind. Vis. / r.-v.
Studio 27 m ² , 2 ^e étage	2 450 207	OUI	18, passage Foubert LOCARE 45-79-20-22		94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					4 pièces 82 m ² , 2 ^e étage	4 674 730	OUI	Cachan 11, rue Guichard SAGGEL 47-42-44-44	Récent, gd stand. Chauff. ind. gaz
Studio 37 m ² , 1 ^{er} étage	3 300 424	OUI	9, rue Jules-Guesde SAGGEL 47-42-44-44	Chiff. élec. bi-jonction, M ^{re} Montpermeuse	5 pièces 107 m ² , 3 ^e étage	6 148 960	OUI	Cachan 2, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. gaz
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					3 pièces 71 m ² , 2 ^e étage	2 825 689	OUI	Choisy-le-Roi 6, av. de Villen.-St-Georges LOCARE 45-79-20-22	Prox. gare RER C
3 pièces 63 m ² , 6 ^e étage	6 450 975	OUI	57, rue des Morillons SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. ind., balcon	4 pièces 77 m ² , 3 ^e étage	2 800 536	OUI	Choisy 6, av. de Villeneuve-St-Georges LOCARE 45-79-20-22	Prox. gare RER C
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					Studio 40 m ² , r.-de-ch.	2 048 570	OUI	Maisons-Alfort 21-23, rue Paul-Bert LOCARE 45-79-20-22	En duplex
7 pièces 235 m ² , 1 ^{er} étage	27 000 1 210		4, rue Chaligny AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Vis. / r.-v.	2 pièces 47 m ² , 4 ^e étage	2 439 691	OUI	Maisons-Alfort 21-23, rue Paul-Bert LOCARE 45-79-20-22	M ^{re} Ecole-Vétérinaire
2 pièces 44 m ² , 4 ^e étage	3 600 733		1-9, rue Réaumur SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect.	3 pièces 72 m ² , 2 ^e étage	4 232 547	OUI	Nogent-sur-Marne 38, rue du Port SAGGEL 47-42-44-44	Port de plaisance, standing Chauff. indiv. électr.
3/4 pièces 80 m ² , 5 ^e étage	7 200 1 314		8, rue Fontin-Latour SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect. M ^{re} Exelmans					
2/3 pièces 72 m ² , 2 ^e étage	4 950 1 060		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect.					
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT									
5 pièces 147 m ² , 1 ^{er} étage	12 500 2 655		124, rue de Tocqueville SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. coll. refait neuf Pr. pl. Wagram Chauff. coll.					
3 pièces 65 m ² , 2 ^e étage	5 370 794		52, bd des Batignolles GCI 40-16-27-00						
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT									
5 pièces 90 m ² , 13 ^e étage	6 142 1 471	OUI	95, rue Darnémont LOCARE 45-79-20-22	Vue sur Paris Terrasse					
78 - YVELINES									
4 pièces 65 m ² , 3 ^e étage	3 497 859	OUI	La Celle-Saint-Cloud 1, allée du Béarn Domaine de l'Étang-Sec LOCARE 45-79-20-22	Sortie Vaucluse Près marché Barthet et stade					
2 pièces 51 m ² , 4 ^e étage	2 650 720	OUI	Versailles - Versailles G-Soleil AGF 42-44-00-44	Chauff. collect. Vis. / r.-v.					

INSTITUTIONNELS
pour paraître
dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



LOCARE



هكذا من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ La Commission européenne retient le principe d'une retenue à la source sur les intérêts de l'épargne dans son vaste plan d'harmonisation fiscale (lire page 35).

■ Clarifier le rôle de l'Etat et réduire la fiscalité, tels sont les deux axes de la réforme du code des assurances présentée mardi 7 février par M. Pierre Bérégovoy (lire page 35).

■ Renonçant à un plan d'austérité, le gouvernement gèle 10 milliards de francs de crédits budgétaires pour éviter la surchauffe (lire page 36).

(Publicité)

78 VÉLIZY

AMÉNAGEMENT DALLE LOUVOIS

La ville de Vélizy cède sous forme d'appel à la concurrence : les droits de construire un immeuble à usage principal de bureaux. Situation : quartier centre de Vélizy à proximité du centre commercial Louvois et en bordure de l'avenue de l'Europe. Surface constructible : 3 000 m² environ hors œuvre. Candidature à exprimer par lettre. SEMIV - Boîte postale 15 78142 VÉLIZY CEDEX avant le 28 février 1989 pour recevoir le dossier.

SOCIAL

Le droit à la « seconde chance »

La première vague du « crédit-formation » intéressera 100 000 jeunes

Au conseil des ministres du 8 février, M. Michel Rocard a présenté une communication sur le « crédit-formation ». Ainsi prend corps, après des mois de tergiversations, un projet figurant dans la Lettre à tous les Français de M. Mitterrand et qui était annoncé comme l'une des cinq grandes réalisations de son second septennat.

Le projet de « crédit-formation » correspond à une véritable révolution dans la politique de qualification en France. Il prévoit d'accorder les moyens pour toute personne d'acquiescer, « de façon continue ou discontinue », un diplôme équivalant au niveau du CAP (certificat d'aptitude professionnelle), s'il ne l'a pas obtenu au cours de sa formation initiale. Il s'agit d'un droit individuel à la « seconde chance », exercé à tout moment de sa carrière, en fonction d'objectifs personnels, après une évaluation des besoins, sous forme d'un bilan, et qui donnerait lieu à un engagement contractuel individualisé. Signataires, les pouvoirs publics définiront un cahier des charges et habiliteront des organismes de formation, dont ceux de l'Etat avec les GRETA — groupements des établissements scolaires de l'éducation nationale — ou de l'AAPPA pour 40 %, dont les procédures pédagogiques seront homologuées. Il reviendra à l'éducation nationale de « valider » des parcours de formation et les étapes, en unités capitalisables, afin d'aboutir à des qualifications et à des diplômes reconnus.

Ainsi serait tranché un conflit latent d'autorité et d'orientation entre M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, et M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, qui avait largement compliqué l'élaboration du dossier depuis l'été dernier (le Monde du 27 octobre 1988). Si le premier se voit chargé de ce qui concerne l'apport de l'offre de formation correspondante et de la procédure de validation des diplômes obtenus, le second conserve la haute main sur la conduite opérationnelle du dispositif. Avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, il se voit confier la tâche d'adapter le crédit-formation aux demandeurs d'emploi et aux salariés présents dans les entreprises, sachant que l'effort prioritaire de 1989 portera sur les jeunes.

Dans un premier temps, en effet, l'objectif est de faire bénéficier cent

milliers de jeunes du crédit-formation, en améliorant les systèmes actuels. En plus des 3,4 milliards de francs déjà prévus, il en coûtera 600 millions de francs supplémentaires, prélevés dans la provision budgétaire du ministère du travail, qui s'élève encore à 1,5 milliard de francs. Le tarif de l'heure de formation, notamment, sera bonifié et passera de 20 F à 24 F, selon les cas, pour correspondre aux exigences nouvelles d'individualisation et de modulation.

Des lieux d'accueil

Ambitieuse, la réforme suppose que soient constitués des lieux d'accueil des « centres de bilan » et que des correspondants non impliqués dans le milieu de la formation soient désignés pour définir des itinéraires personnalisés.

Le crédit-formation obligera aussi l'Etat à préciser dans quelles conditions il assurera la rémunération des stagiaires et comment il pourra adapter les capacités de formation, afin de les rendre plus souples, presque à la carte. Une tâche immense, qui passe par la dynamisation de tous les « acteurs », par la modification de l'offre de formation et par une labellisation.

Compte tenu de l'effort à accomplir, il est prévu de procéder par étapes. Dans un premier temps, ce sont les jeunes sortis sans diplôme du système scolaire, depuis plus d'un an, qui seront visés, pour cause d'urgence. De nombreux dispositifs existant déjà, il suffira de les modifier pour les mettre en conformité avec la nouvelle politique.

Mais, à cette occasion, une nouveauté est introduite, qui vient confirmer les opérations entreprises par M^{me} Nicole Catala dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, qui s'efforçait de prolonger la scolarité des jeunes qui en sortaient sans diplôme. Tout jeune de plus de seize ans n'ayant pas obtenu à cet âge un diplôme équivalant au CAP se verra proposer par l'éducation nationale la possibilité de compléter sa formation au cours de l'année suivante.

Parallèlement, il est demandé à MM. Soisson et Laignel d'engager le deuxième volet du crédit-formation, celui sur lequel se jouera l'échec ou la réussite de la tentative. Ils devront inciter les partenaires sociaux à négocier les conditions dans lesquelles la mesure pourrait s'appliquer aux salariés présents dans les entreprises. On pense là à

certaines branches, dont celles du textile, du bâtiment et des travaux publics. Les ministères concernés pourraient ensuite définir les moyens à mettre en œuvre, les procédures, et accompagner le mouvement vers des aides financières. Le congé individuel de formation pourrait, dans cette perspective, être modifié.

Parallèlement, faut-il s'intéresser au sort des demandeurs d'emploi et leur offrir les mêmes avantages. Alors que le renouvellement de la convention UNEDIC doit être négocié d'ici à la fin de l'année 1989, la toute nouvelle allocation de formation reclassement (AFR) pourrait être réaménagée.

Dans ces deux derniers cas, le gouvernement ne s'attend toutefois pas à des résultats immédiats. Les négociations contractuelles prennent du temps et les gestionnaires paritaires du régime d'assurance-chômage ne désirent

sûrement pas précipiter des tractations qu'ils savent toujours laborieuses.

Problèmes d'intendance

En arrière-plan, le grand projet du crédit-formation pose également d'énormes problèmes d'intendance au gouvernement, dont les affrontements entre M. Chapuis et M. Laignel n'auront été que le symptôme public. Certes, il fallait savoir qui, des deux secrétaires d'Etat, allait piloter ce programme, mais le différend ne se résout pas à des querelles d'ambition, ni à des conflits d'autorité. L'importance du dispositif et le marché énorme qu'il représente pour les organismes de formation rendent nécessaire une coordination pointilleuse, que M. Chapuis appelle de ses vœux et à son profit. A un

moment où l'enseignement entend évaluer et se rapprocher du monde économique, la tentation est en outre forte de revenir sur le partage établi avec la loi Delors de 1971 donnant la responsabilité de la formation initiale à l'éducation nationale et celle de la formation continue au ministère du travail, d'autant que l'écoute du marché de l'emploi.

Sur ce point aussi, M. Michel Rocard a dû trancher contre l'un de ses amis, M. Chapuis, et en faveur d'un ministre de l'ouverture, M. Soisson, flanqué d'un secrétaire d'Etat qui appartient à un courant rival au sein du PS. Mais la discussion risque de ressurgir à tout moment. On ne sait pas, à l'heure actuelle, si les textes nécessaires seront définis par la voie réglementaire, et donc par décret, ou s'ils prendront la forme d'une loi soumise à débat.

ALAIN LEBEAUCHE

Conflit dans une entreprise du bâtiment à Caen

Grève pour la dignité

Ayant arrêté le travail depuis le 14 novembre, les quarante ouvriers de l'usine de préfabrication de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics Rufa (trois cent cinquante salariés) à Caen ont entamé, le lundi 6 février, leur treizième semaine de grève (le Monde du 19 janvier). Soutenus par la CGT et la CFDT, ils revendiquent notamment un treizième mois, un relèvement des salaires, la réintégration de cinq ouvriers licenciés et une amélioration des conditions de travail.

CAEN de notre correspondant

Ils ont le regard traqué de ceux qu'on a trahis. Ici, dans cette filiale du groupe Fougères, le Turc, ou Policarpo, le Portugais, quinze ou vingt ans d'ancienneté, signe 4 298 F par mois, avec une « prime de salissure » de 35 F. Femmes et enfants sont restés lâchés au pays. Alors, quoi faire sinon « travailler et se taire pour survivre » ?

Travailler, c'est façonner tous les éléments lourds d'une construction, c'est-à-dire les panneaux préfabriqués destinés aux façades, balcons, poutres et planchers dans une usine fondée en 1969 sur la zone industrielle du

Chemin-Vert. Une usine qui ressemble à une fabrique abandonnée avec ses hangars ouverts à tous les vents. Les ponts roulants sont couverts de rouille. Dans un coin de l'atelier, des bidons d'acide chlorhydrique qui servent à nettoyer les panneaux afin d'éliminer les traces de ciment. « Les gars de protection sont brûlés par l'acide, en deux jours », explique Mehmet. « Nous en recevons un paire par mois ». Quant au réfectoire, il se compose de deux tables rudimentaires et d'un réchaud à gaz ainsi que l'ont récemment constaté l'écrivain Gilles Perault et le chanteur Lory Bécudé venus rencontrer les grévistes.

Froid, poussière, bruit, insécurité, ceux qu'on appelle désormais

« les Rufa » en ont assez. Autour du brasseur installé devant le piquet de grève, ils n'ont pas de mots assez durs pour qualifier l'attitude des contremaîtres et du patron. « Nous ne sommes que des travailleurs immigrés ». Désarmants, et désarmés, ils évoquent les injures racistes, les brimades, le « pont à Turcs » qui remplace la machine défilante, les sacs de ciment qu'il faut charger à dos d'homme dans la centrale à béton, les dimanches passés à l'atelier.

Dehors, il fait toujours aussi froid. Pour Saban, Policarpo, Mehmet et tous les autres commencent la treizième semaine de grève pour la dignité.

PASCALE MONNIER.

AGENDA IMMOBILIER

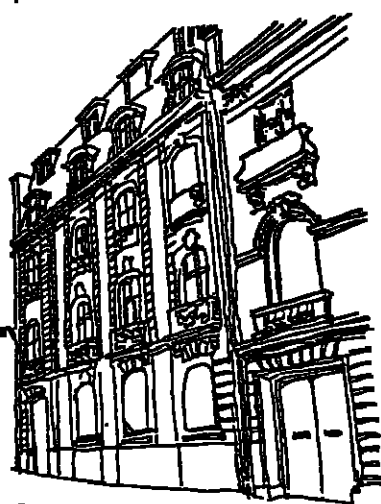
REPRODUCTION INTERDITE

GROUPE ZAUBERMAN

ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS paiement comptant

PROMOVIM
3, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS.
Tél. : 42-36-56-26

EXPERTISE VOS IMMEUBLES de toutes catégories PARIS & BANLIEUE
RÉNOVATION - PROMOTION



ESPAÑA Costa Brava VIZCONDADO DE CABANYES

EXCELLENT PLACEMENT PISCINE



Votre villa dans un domaine de grand standing, face à la baie de Palamos.

3 piscines, 5 tennis, mini golf

A 90 km de la frontière, 110 km de Barcelone, ville olympique en 1992

Traitez directement avec le propriétaire

Avec la collaboration financière de la Banca Popular Espanol en France

Location assurée par Interhome

Renseignements : Vizcondado de Cabanyes C/Osloren 216 - 141LM - 08008 Barcelone

RARE COTE D'AZUR LES DERNIÈRES TERRES A BATIR

VUE MER - DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNE TOUTE L'ANNÉE
CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères

2.375 m ²	COS 0,10	1.230.000 F TTC
3.000 m ²	COS 0,10	1.570.000 F TTC

LM 9-2-89 Visite sur rendez-vous - Documentation sur demande

POSIDONIA - DÉPARTEMENT VENTE
DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT - 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
Tél. : (33) 94-71-27-28 - Téléfax : (33) 94-64-85-05.

NOUVEAU

THEOULES-URMER

PISCINE FAMILIALE

à 2 pas des plages et du port de plaisance.

Tout proche de Cannes, votre appartement 2 pièces tout équipé, vue mer, dans une petite résidence nichée dans la verdure,

à 2 pas des plages et du port de plaisance.

479.000 F*

*Avec 4% à la réservation. Existence également en studio et 3 pièces. Financement personnalisé.

(0) 42.25.25.25

Bon documentation sur THEOULES-URMER

LM 9-2-89

Nom

Adresse

Tél. dom.

Tél. Bur.

65, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERINEL Vacances

Les rendez-vous IMMOBILIERS du Monde

MERCREDI : La sélection immobilière
VENDREDI : Immobilier d'entreprise (LE MONDE AFFAIRES)
SAMEDI : Le Monde immobilier (LE MONDE RTV)
Chaque jour : Les annonces immobilières

RENSEIGNEMENTS - PUBLICITÉ : 45-55-91-82, postes 41.38 et 43.24.

Économie

Les propositions de Bruxelles pour l'harmonisation fiscale européenne

Imposition minimale des revenus de l'épargne

La Commission européenne a proposé aux Douze, mercredi 8 février, à l'issue de sa réunion hebdomadaire, l'application d'une retenue à la source sur les intérêts de l'épargne pour les ressortissants de la CEE qu'ils soient ou non résidents dans le pays où les intérêts sont versés, sauf si un système de relevés de coupons existe déjà. Le taux de 15 % minimum prévu par M^{me} Christiane Scrivener, responsable du dossier, a été retenu par les dix-sept commissaires. L'exécutif de la CEE va demander en outre aux États membres de renforcer leur coopération pour limiter les risques de fraude fiscale.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

En décidant de libérer les mouvements de capitaux au 1^{er} juillet 1990 pour huit États membres (1), les Douze s'étaient engagés à se prononcer sur l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne avant le 30 juin 1989. L'initiative de la Commission répond à l'attente de plusieurs gouvernements, notamment celui de la France qui craint, à juste titre, estime Bruxelles, que l'opération de l'année prochaine n'encourage les transactions spéculatives.

Aussi, pour limiter les risques, la Commission propose-t-elle une retenue à la source sur les intérêts bancaires et obligataires pour les ressortissants de la CEE, qu'ils soient ou non résidents sauf si un système de relevés de coupons existe déjà. Qualifié de « solution moderne », le régime envisagé, indique Bruxelles, présente de nombreux avantages. À partir du moment où les investisseurs pourraient librement ouvrir des comptes bancaires dans d'autres États membres, le risque existe qu'ils ne déclarent pas à leurs autorités fiscales nationales les intérêts qu'ils perçoivent. Ce qui pourrait entraîner des pertes importantes de recettes budgétaires pour les pays européens et « favoriserait injustement les revenus du capital par rapport à ceux du travail ».

Dans ces conditions, les milieux communautaires sont convaincus que le système est efficace dès l'instant qu'il assure une perception immédiate de l'impôt et réduit ainsi les risques de fraude (2). Il est avancé en outre l'argument selon lequel ce mécanisme s'insère dans le

système fiscal des États membres dont la plupart appliquent le même régime pour les revenus de l'épargne perçus par les résidents. Selon la Commission, il est important que le concept fiscal de « résident communautaire » dans la perspective de la création d'un espace financier européen.

Quant au choix d'un taux de 15 % — quitte aux gouvernements à imposer un pourcentage plus élevé mais avec le risque de décourager les investisseurs —, il tient à ce qu'il correspond à la moyenne de l'actuelle fourchette (de 0 % à 35 %) des retenues à la source pratiquées dans la Communauté. Un niveau plus élevé, explique-t-on à Bruxelles, entraînerait un déplacement de l'épargne vers les pays tiers à la CEE qui n'appliquent pas ce régime. De plus, l'accent est mis sur la nécessité de ne pas susciter de tensions à la hausse sur les taux d'intérêt qui désavantageraient les emprunteurs industriels des Douze par rapport à leurs concurrents extérieurs.

Eviter les paradis fiscaux

Le projet prend d'ailleurs très sérieusement en compte le danger des transferts de capitaux vers des pays tiers ou même vers les paradis fiscaux que sont les îles Anglo-Normandes et l'île de Man. C'est pour cette raison que l'argent placé dans la CEE par les non-résidents japonais et américains ne sera pas taxé. D'autres exceptions sont prévues. Outre les dividendes et les plus-values réalisées sur les titres négociés en Bourse, la Commission envisage l'exclusion des emprunts internationaux (euro-obligations) du champ de la directive.

Dans le cas contraire, estime Bruxelles, il y aurait deux inconvénients majeurs : soit les grandes entreprises de la CEE seraient désavantagées en regard de leurs concurrents américains ou japonais, soit les émetteurs communautaires établissant des filiales dans des pays tiers pour lancer leurs emprunts obligataires et échapper ainsi à la taxation.

En réalité, il existe un argument supplémentaire. Dès le début de l'exercice, les commissaires britanniques ont demandé cette exemption afin de préserver la place de Londres qui est devenue très importante dans ce genre d'opérations.

Le débat qui s'est déroulé ces dernières semaines au sein de la Commission est révélateur de la position

de chacun des gouvernements membres. Leurs ministres des finances auront un premier débat sur la directive le 13 février. Les représentants du Royaume-Uni, comme on vient de le voir, ont marqué leur réticence à l'égard de l'exercice. La Grande-Bretagne impose seulement les intérêts obligataires (25 %) mais en concédant beaucoup d'exceptions.

Harmoniser le secret bancaire

Les Allemands n'ont vraiment qu'une seule difficulté : le taux de la retenue à la source. La fiscalisation des dépôts en RFA pour les non-résidents n'atteint que 10 %. A priori, c'est le cas du Luxembourg qui pose le plus de difficultés. Non seulement le grand-duché ne taxe pas les intérêts de l'épargne pour les non-résidents mais en plus il applique un système de secret bancaire qu'on qualifie à Bruxelles d'« opacité financière ».

Comme tous les pays européens, le Luxembourg dispose d'une loi sur le secret bancaire. L'inconvénient, selon les instances communautaires, est que les pouvoirs publics ont laissé se développer une pratique qui va au-delà de ce que prévoit la légis-

lation nationale pour protéger les dépôts.

La seconde proposition de la Commission concernant la surveillance de la fraude fiscale vise donc essentiellement le Luxembourg. Aujourd'hui, la réglementation communautaire ne fait pas obligation à une administration nationale de rechercher ou de transmettre à celle d'un autre État membre des informations que la pratique administrative de son pays ne l'autorise pas à recueillir ou à utiliser pour ses propres besoins. Estimant qu'une harmonisation des législations sur le secret bancaire est prématurée, Bruxelles demande à tout le moins que « les limitations dépendant uniquement d'un protocole administratif plus restrictif que la législation peuvent et doivent être supprimées ».

MARCEL SCOTTO.

(1) France, Allemagne fédérale, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Danemark, Belgique, Luxembourg, Espagne, le Portugal, l'Irlande et la Grèce ayant obtenu un délai variant entre deux et quatre ans selon les pays.

(2) En fait, l'imposition à la source n'est pas « libératoire ». Le bénéficiaire d'intérêts devra, par exemple en France, déclarer ce genre de revenu à son administration fiscale.



Les points forts du projet

RETENUE A LA SOURCE

Le taux de la retenue à la source devrait être un taux minimum applicable aux intérêts versés par des débiteurs résidents dans la Communauté ; les États membres auraient la faculté d'appliquer un taux de retenue à la source plus élevé, soit uniquement à leurs contribuables nationaux, soit à tous les bénéficiaires d'intérêts.

Les États membres disposent d'un système de déclaration automatique par les banques à l'administration fiscale des intérêts payés seraient cependant autorisés à n'appliquer la retenue à la source qu'aux résidents d'autres États membres.

Les États membres auraient la faculté de ne pas l'appliquer aux revenus d'épargne exonérés d'impôts (livrets et autres formes d'épargne populaire).

FRAUDES

S'il est difficile de quantifier le risque (NDR : s'il n'y avait pas d'imposition à la source) avec précision, les indications dont on dispose pour l'Allemagne (à la suite de l'instauration d'une retenue à la source de 10 %), les Pays-Bas (à la suite de l'instauration de l'obligation faite aux banques de déclarer automatiquement les intérêts qu'elles versent) et la France (rapport Lebague) semblent indiquer que la perte de recettes fiscales pourrait être importante.

EURO-OBLIGATIONS

Le marché des euro-obligations permet aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux autres organismes du secteur public de lever rapidement, et à des conditions très concurrentielles, des fonds importants. Les institutions

de la Communauté elles-mêmes, notamment la Banque européenne d'investissement, sont d'importants émetteurs sur ce marché. Leur assujettissement à une retenue à la source aurait l'une des deux conséquences suivantes : soit les grandes entreprises européennes seraient désavantagées par rapport à leurs concurrents américains ou japonais, soit — ce qui est le plus probable — les émetteurs communautaires établissant des filiales dans des pays tiers pour lancer leurs emprunts obligataires et échapper ainsi à l'impôt. Il est vraisemblable que les investisseurs communautaires leur emboîteraient le pas.

COOPERATION ADMINISTRATIVE

La Commission a décidé de proposer la suppression des restrictions purement administratives et

de faciliter l'échange d'informations dans les cas où les autorités fiscales de l'État membre de l'investisseur en cause peuvent faire valoir des présomptions précises permettant de penser qu'il y a fraude.

CONTEXTE INTERNATIONAL

Pour limiter les risques de déplacement des capitaux vers des pays tiers et empêcher que les revenus de l'investissement échappent à toute imposition, la Communauté devrait engager, soit sur une base bilatérale, soit dans un cadre multilatéral, comme celui de l'OCDE, des négociations avec les principaux pays tiers. Ces négociations devraient avoir un double objectif : le rapprochement des dispositions applicables aux non-résidents, d'une part, et la coopération entre administrations fiscales, d'autre part.

Les compagnies françaises pourront proposer des contrats en devises

M. Bérégovoy présente son projet de réforme du code des assurances

L'adaptation de l'assurance française à l'Europe de 1993, en fait celle de juillet 1990 pour cette profession, va être accélérée, tandis qu'est étudié un projet de réforme destiné à favoriser la constitution d'une épargne longue en vue de la retraite. Tels ont été les points principaux du discours qu'a prononcé, mardi 7 février, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget au « Forum assurances 92 », juste avant l'ouverture du Salon Assure-Expo 89.

En ce qui concerne la modernisation institutionnelle et réglementaire que comporte cette adaptation, un projet de loi réformant le code des assurances sera présenté au cours de la prochaine session parlementaire. Son premier volet dotera le secteur de l'assurance d'institutions de régulation et de contrôle adaptées à ses besoins, en « clarifiant mieux le rôle de l'Etat » — à l'image de ce qui s'est fait pour la banque par le vote de la loi bancaire de 1984. A cet effet, une commission de contrôle des assurances sera créée, indépendante par son statut et dotée de pouvoirs de sanction. Selon le ministre, elle apportera, à l'image de son homologue la commission bancaire, plus de transparence au contrôle des sociétés et devra renforcer le crédit international du marché français.

Cette création reprend un projet annoncé en 1987 par M. Edouard Balladur, et qui n'avait pas été mis en œuvre. Très vraisemblablement, la commission utilisera les services du corps des commissaires contrôleurs actuellement rattachés à la direction des assurances du ministère des finances, dont le rôle sera diminué d'autant.

M. Bérégovoy voudrait également voir le Conseil national des assurances redevenir « un lieu de réflexion constructif » où se développerait « un dialogue approfondi et permanent » entre assureurs et usagers sur la prévention et le droit

des contrats, les mutualistes apportant leur expérience acquise en matière de médiation.

Le deuxième volet permettra d'abord de modifier certaines dispositions réglementaires obsolètes du code des assurances. Dans un souci de clarté, les entreprises d'assurance devront publier des comptes consolidés pour obtenir toujours une plus grande transparence à l'égard des actionnaires et des assurés. En outre, la réglementation du mutualisme d'assurance sera adaptée : après avoir été autorisées à émettre des titres participatifs, les sociétés mutualistes pourront se regrouper en unions afin de se développer et de se restructurer comme elles l'entendent.

Enfin et surtout, point essentiel d'une « réforme majeure », a tenu à souligner le ministre, le projet de loi s'appliquera à la préparation du marché unique européen. Certes, son texte introduira dans le droit français les directives récentes de la Commission de Bruxelles, notamment sur la liberté des prestations. Mais M. Bérégovoy veut aller plus loin en anticipant les évolutions futures. Comme il serait dommage, dans un régime de libre circulation des capitaux, que les assureurs étrangers soient seuls à proposer des assurances libérées en devises, les dispositions du code des assurances qui interdisent aux compagnies établies en France de proposer de tels contrats en devises seront abrogées.

Moderniser la fiscalité

Cette abrogation sera incluse dans le projet de loi précisant en ce qui concerne l'assurance-dommages, et intégrée à la réforme de la fiscalité de l'épargne pour l'assurance-vie. Cette réforme — à laquelle « la France n'est pas contrainte par les directives européennes », a précisé le ministre — a été décidée « parce que j'ai confiance dans la stabilité de

notre monnaie, dont je fais la pierre angulaire de notre politique économique ».

Le troisième volet, non le moindre, concerne la modernisation de la fiscalité française en matière d'assurances. On sait que cette fiscalité est la plus lourde d'Europe — à l'exception du Danemark — avec des taux d'imposition s'élevant à 35 % pour des primes pour l'automobile, à l'inverse de la Grande-Bretagne, où elle est nulle pour tous les contrats, et de l'Espagne, où elle a été ramenée à zéro au début de 1987. M. Bérégovoy souhaite aboutir à une simplification et à une harmonisation au sein de la Communauté pour éviter la « délocalisation », c'est-à-dire l'évasion à l'étranger des souscriptions de contrats. Un premier pas a été fait dans la loi de finances pour 1989 en diminuant de moitié (de 15 % à 7 %, soit la moyenne continentale) les taux de prélèvement sur les contrats, les sommes délocalisables ou les couvertures d'incendie des entreprises — qui pourraient s'effectuer à Londres, par exemple, à taux zéro. Une exonération a même été accordée pour les risques de transport. Pour tout le reste, l'adaptation s'effectuera en fonction des risques d'évasion, du progrès de l'harmonisation européenne et des priorités budgétaires, car l'assurance est une vache à lait pour le fisc : 40 milliards de francs en 1987. « Cela ne se fera pas en un jour », a averti M. Bérégovoy.

Une confirmation importante a été apportée par le ministre aux rumeurs qui circulent sur le rattachement du plan d'épargne retraite (PER) de M. Balladur, critiqué aussi bien par les compagnies d'assurances, qui réclament la possibilité de constituer plus largement des rentes viagères, que par le Parti socialiste. M. Bérégovoy a demandé à la direction des assurances, à la direction du Trésor et au service de la législation fiscale d'étudier un projet de réforme pour la constitution de retraites facultatives, projet destiné à élargir et à compléter le

système français de retraite par répartition.

A cette occasion, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui participait à une table ronde du Forum des assurances, a passablement surpris l'assistance en proposant une déduction généralisée et proportionnelle sur le revenu imposable des individus, 19 % par exemple, pour les retraites, système simple qui remplacerait un PER compliqué, véritable « boîte fiscale ».

M. Bérégovoy a évoqué également la modernisation des réseaux de distribution des assurances et les distorsions de concurrence provenant de frais de gestion excessifs. Il apporte son soutien à la concertation entre les fédérations d'agents généraux et les compagnies d'assurances, « aucun sujet n'étant tabou », notamment le statut des agents généraux.

Le rapprochement avec les banques

En ce qui concerne le sujet brûlant des alliances jugées « inadmissibles » avec des compagnies étrangères, notamment européennes, le statut des compagnies françaises, « quelles qu'elles soient, ne constituent pas un obstacle ». En France, si le ministre n'a pas d'états d'âme au sujet du rapprochement GAN-CIC, il précise que la fusion des compagnies d'assurances « proposée par certains » (en fait, celle projetée au moment du GAN et des AGF) lui a paru présenter « plus de risques et d'incertitudes ». Il a ajouté qu'il ne faisait pas du rapprochement banques-assurances une formule universelle : une allusion au projet BNP-UIAP ?

Les propos du ministre ont été bien accueillis par les assureurs présents, notamment les projets du rapprochement du PER, tandis que le président de leur fédération, M. Jacques Lallemand, faisait état d'une nouvelle accélération de la croissance de l'assurance française en 1988 : + 16 % globalement, soit 6 % pour l'assurance-dommages, et + 30 % pour l'assurance-vie.

FRANÇOIS RENARD.

AFFAIRES

ATT marque un point en Italie

L'américain ATT (American Telephone and Telegraph) vient de marquer un point décisif dans la bataille opposant depuis quatorze mois au français Alcatel, à l'allemand Siemens et au suédois Ericsson pour s'allier à Italtel, qui détient 51 % du marché exécutif des centraux téléphoniques dans la péninsule. Le comité exécutif de la STET, la holding financière actionnaire d'Italtel, s'est prononcé, mardi 7 février, en faveur de sa candidature, donnant son feu vert pour que s'ouvrent des négociations entre les deux groupes. Ce choix doit néanmoins être encore approuvé par l'IRI (Institut de reconstruction industrielle), actionnaire majoritaire de la STET, qui doit se réunir jeudi 9 février. Sauf surprise... Ensuite, ATT devra encore passer le cap du gouvernement italien.

Autant dire que le suspense n'est pas encore terminé pour le groupe américain, numéro un mondial des télécommunications, qui joue gros dans cette affaire : exclu il y a deux ans du marché français, il n'a pas à ce jour trouvé de tête de pont solide sur le Vieux Continent malgré cinq ans d'efforts en ce sens. Outre l'attrait que représenterait une entrée dans l'Europe des télécoms, en vue du grand marché de 1993, un succès dans le téléphone italien consoliderait également son alliance avec le constructeur informatique Olivetti, dont il détient 21 % du capital. Il prouverait aussi que, sous la houlette d'un nouveau patron, Robert Allen, ATT est devenu un habile négociateur hors de ses frontières.

Au conseil des ministres M. Henri Guillaume est nommé secrétaire général d'Eurêka

Le conseil des ministres a nommé, mercredi 8 février, M. Henri Guillaume, secrétaire général du comité interministériel d'Eurêka, en remplacement de M. Yves Sillard, nommé délégué général pour l'armement le 4 janvier.

(Né le 3 février 1943 à Lille, Henri Guillaume, ingénieur des Ponts et Chaussées, débuta sa carrière comme chargé de mission à la direction de la prévision du ministère des finances (1968-1972). Il fut ensuite professeur à l'université de Lille, conseiller scientifique à l'INSEE, expert auprès du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et, depuis 1987, professeur à l'Ecole centrale de Paris. Responsable du département économie et génie industriel (1977-1981), rapporteur de la commission du développement du huitième Plan (1980), il a été conseiller technique (1981-1983) puis conseiller auprès du premier ministre Pierre Mauroy (1983-1984), avant d'être nommé commissaire au Plan de 1984 à 1987. Administrateur d'EDF et de la Société générale (1984-1987), il est conseiller du président de la Cogema depuis 1987.)

REPÈRES

Production industrielle

5 % pour la France au troisième trimestre

L'indice général de la production industrielle corrigé des variations saisonnières atteint (hors bâtiment et travaux publics) 107,8 au troisième trimestre 1988 (base 100 en 1980). Il s'agit donc d'une augmentation de 5 % par rapport au troisième trimestre de 1987.

Les secteurs qui ont connu la plus forte augmentation sont ceux de l'automobile et des biens d'équipement ménager (+ 8,6 %), des biens intermédiaires (+ 6,1 %) et de l'énergie (+ 7,1 %). Rappelons que l'indice trimestriel de la production industrielle prend en compte certains secteurs non couverts par l'indice mensuel, comme la construction mécanique, aéronautique et navale, l'habillement et la transformation des matières plastiques.

مكتبة من الأصل

Économie

ÉTRANGER

Une table ronde à Paris sur l'aide alimentaire

La meilleure façon de donner au tiers-monde

« Je m'efforce de mettre en œuvre une concertation permanente avec les organisations non gouvernementales (ONG). Je souhaite aussi en faire de véritables partenaires de la coopération française. Nous organiserons ensemble, au cours du premier trimestre de 1989, une table ronde sur l'aide alimentaire. » Ces propos tenus le 18 novembre 1988 à l'Assemblée nationale par M. Jacques Pelletier, le ministre de la coopération, ne sont pas restés en l'air. La table ronde annoncée devait se tenir le 8 février rue Monsieur, à Paris. Elle réunit, autour du ministre, les organisations professionnelles agricoles et les associations de solidarité concernées.

Les 10 % de l'Afrique verte

Depuis la convention internationale d'aide alimentaire signée à Londres en 1967 et prorogée en 1986, les États donateurs fournissent chaque année un quota de marchandises fixé pour la France à 200 000 tonnes. Au ministère de la coopération comme au sein des organisations non gouvernementales, on recherche non sans mal la meilleure façon de donner. Les effets pervers de l'aide alimentaire (les secours d'urgence mis à part) ont souvent été analysés : le grain venu d'ailleurs tend à décourager les agriculteurs locaux, voire à modifier les goûts alimentaires des bénéficiaires, qui finissent par préférer un riz « qui sent le sac » au manioc du cru. En décembre 1985, plusieurs associations — Frères des hommes, Terre des hommes, Peuples solidaires et Solagral — ont lancé la campagne « Afrique verte ».

Ciblée sur les pays du Sahel, cette action a d'abord montré que, contrairement aux idées répandues, le Sahel n'était pas un désert sans espoir mais une zone capable de pourvoir elle-même à ses besoins alimentaires. La difficulté n'est pas tant de produire que de répartir les

récoltes entre les poches excédentaires — elles existent — et les régions déficitaires. Y compris durant les années de sécheresse, en 1983-1984, la production a été globalement suffisante. Mais les moyens de transport ont manqué pour acheminer le grain là où les besoins se faisaient sentir. Le pouvoir d'achat manquait en outre aux familles pour se procurer des céréales sur le marché. La campagne « Afrique verte » a déjà permis de transférer 11 000 tonnes de stocks de grains entre certaines régions du Mali et du Niger, du Sénégal et du Burkina-Faso.

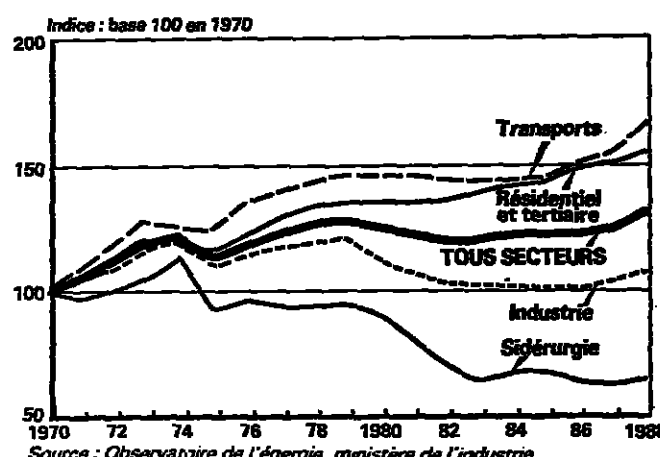
A la table ronde du 8 février, les associations impliquées dans ce programme devaient formuler officiellement une proposition à M. Pelletier : reconvenir au moins 10 % de l'aide alimentaire française en moyens financiers pour effectuer sur place des achats de céréales locales, organiser les péréquations entre les zones excédentaires et les zones déficitaires voisines. A raison de 1 000 francs par tonne de céréales « transformée » en argent liquide, l'apport serait de 20 millions de francs.

Le ministre de la coopération est, semble-t-il, décidé à accepter cette proposition, estimant qu'elle est de nature à donner un « coup de fouet » aux opérations d'achats locaux de céréales. Le financement de ces opérations dites « triangulaires », entre la France, les régions excédentaires et les régions déficitaires du Sahel sera à l'évidence insuffisant pour résoudre les problèmes logistiques énormes de cette partie de l'Afrique. Mais l'impulsion paraît bonne. Elle est une façon d'en finir avec le « consume et tais-toi » trop longtemps pratiqué en matière d'aide alimentaire, que les États ont souvent pris pour une manière élégante de se débarrasser d'excédents indésirables.

ÉRIC FOTTORINO.

CONJONCTURE

Inquiétude sur la consommation d'énergie



La croissance retrouvée va-t-elle entraîner un regain inconsideré de la consommation d'énergie ? Les efforts patients d'économie déployés depuis les deux chocs pétroliers sont-ils solidement acquis ou vont-ils disparaître comme des châteaux de sable ? Le niveau record atteint l'an passé — 204,8 millions de tonnes d'équivalent pétrole de consommation d'énergie primaire, en hausse de 2,7 % sur 1987 et battant le précédent record de 200 millions de Tep de 1979 — amène le ministère de l'Industrie à surveiller « les signaux qui s'allument ».

Entre 1979 et 1988, la croissance économique a été de 17,6 % au total, tandis que la consommation d'énergie gagnait 2,8 %. Une élasticité (un rapport de 0,14). Mais sur chacune des trois dernières années 1985-1988, la croissance a été de 2,7 % et le surplus d'énergie de 1,9 %. L'élasticité est passée à 0,7. « Ces chiffres globaux appellent des analyses plus fines », a estimé M. Jean-Daniel Lévi, nouveau directeur général de l'énergie et des matières premières, le 7 février, au cours d'une conférence de presse, mais « dans tous les cas, nous avons des raisons de rester vigilants ».

Sans doute, en France, la « facture » a décliné à 66 milliards, soit une baisse de 20 % par rapport à 1987 s'expliquant par l'évolution favorable des prix : 642 F payés par tonne de brut en 1988 contre 798 F en 1987. Certes, la France a atteint, grâce au nucléaire, son indépendance (49,3 % de l'énergie est produite en France, 50 % l'an prochain), mais « nous sommes dans un climat légèrement euphorique, avec l'illusion de l'abondance énergétique, considérant que le gros de l'effort d'équipement du pays est derrière nous et oubliant que la distance entre l'extase et la crise, se mesure en quelques pour cents », estime M. Lévi.

Comme, d'une part, le dispositif d'économie d'énergie a été désarmé de 1986 à 1988 (crédits réduits de l'Agence du même nom et disparition de la déduction fiscale) et que, d'autre part, l'argent public est « rare », il faut donc inventer pour trouver « un second souffle » d'économie d'énergie. D'où un renvoi des crédits au niveau régional et à l'accent mis sur les nouveaux services, avec garanties de résultat, offerts aux industriels.

Le gel de 10 milliards de francs de crédits budgétaires

Un signal seulement

En ce début d'année 1989, l'activité économique reste forte en France. Si forte même que les pouvoirs publics qui, depuis 1987, excusaient avec délice les dividendes de la croissance retrouvée — créations d'emplois, abondantes rentrées fiscales — commencent à s'inquiéter de l'état de surchauffe dans lequel pourrait verser le pays si l'activité s'emballait. On plus exactement si la demande des ménages et celle des entreprises (consommation et investissements) dépassait durablement et fortement ce que notre économie peut produire.

L'alerte a été déclenchée en ce début d'année par les mauvais résultats du commerce extérieur de 1988. S'il n'a pas été catastrophique pris dans son ensemble — 33 milliards de francs — le déficit de la balance commerciale s'est aggravé au cours de la seconde moitié de l'année dernière. Un débat en est né au sein du gouvernement sur le point de savoir si, au-delà des aléas mensuels, le déséquilibre extérieur restait contenu dans des limites raisonnables ou si, au contraire, il avait déjà dépassé les limites du supportable, évoluant au rythme de 4 milliards de francs par mois, soit une cinquantaine de milliards de francs l'an, posant de nouveau, à terme, le problème de notre endettement extérieur.

Débat essentiel. La conjoncture actuelle qui voit l'industrie française s'équiper en machines neuves, accroître ses capacités de production, préparer l'avenir, correspond à un moment béni de notre histoire économique, le pays accomplissant un formidable effort pour rattraper ses retards. Faut-il alors prendre le risque de mettre un terme à cet état, que chacun appelle de ses vœux depuis quinze ans, sous prétexte que le commerce extérieur est déséquilibré de quelques dizaines de milliards de francs et alors même que la balance des paiements courants devrait s'améliorer grâce au tourisme, aux transports et à la coopération technique ?

Mais, à l'inverse, si rien n'est fait, ne risque-t-on pas, dans les six mois, de se trouver devant une situation de commerce extérieur tellement dégradée que la correction du mal

nécessitera — pour sauver le franc de pénibles aventures — des actions brutales qui perturberont à coup sûr l'effort d'équipement actuel. L'expérience a trop montré qu'un affaiblissement de la demande intérieure assombrirait rapidement les perspectives des chefs d'entreprise et limiterait leur envie d'investir.

L'annonce, que vient de confirmer le gouvernement, d'un gel de 10 milliards de francs des dépenses publiques touchant essentiellement les achats de biens et de services de l'État ainsi que quelques subventions — la partie molle du budget — montre que les pouvoirs publics ont, pour l'instant, renoncé à prendre le taureau par les cornes, c'est-à-dire à imposer au pays un nouveau plan d'austérité. Probablement parce que, malgré les apparences, la consommation des ménages n'est pas la cause essentielle du déficit extérieur (1) et que cette consommation va probablement s'affaiblir au premier semestre du fait d'importants prélèvements sociaux (plus de 20 milliards de francs).

La croissance économique ne sera donc pas freinée. Les crédits budgétaires mis en jeu ne sont pas négligeables mais leur gel n'aura pas, ou peu, d'impact économique. Il faut plutôt voir dans la décision du gouvernement un signal envoyé aux marchés confirmant qu'en France — autant qu'en RFA — on veille au grain : signal également destiné aux grands pays industrialisés pour leur montrer que Paris n'oublie pas les bonnes résolutions prises ces dernières années : plus de cavalier seul en matière de politique économique, extrême attention portée aux dangers d'une inflation renouée.

La montée des prix

Car, bien sûr, les inquiétudes sont là aussi. Les prix à la production ont eu tendance à augmenter plus vite ces derniers mois, de même que les prix à l'importation. La remontée du dollar, le raffermissement des prix pétroliers n'arrangent rien, comme s'arrange pas les choses l'accélération des prix alimentaires due tout à la fois à la sécheresse du ciel, mais aussi aux décisions européennes de limiter certaines productions (lait) qui ont abouti à l'abattage de nombreux bovins. Les prix de la viande et des produits laitiers s'en trouvent maintenant poussés à la hausse.

Tel est à peu près l'état des lieux : forte croissance économique, risques de plus en plus précis de déséquilibres et de tension. Les Allemands qui, pourtant, n'ont pas les problèmes de la France avec leur commerce extérieur — tout au contraire — ont augmenté leurs impôts indirects pour réduire leur déficit budgétaire. Ce faisant, ils risquent de ralentir leur demande intérieure et, indirectement, leur croissance économique.

La France en subira les effets dans son commerce extérieur puisqu'il sera plus difficile d'exporter outre-Rhin. On en vient du coup à espérer que le fol appétit d'un autre bon client — la Grande-Bretagne — ne se calme pas trop vite et trop fort, malgré le renchérissement continu du coût du crédit outre-Manche. Car une croissance fortement ralentie chez deux de nos principaux partenaires économiques donnerait à l'année 1989 — à sa seconde moitié en tous les cas — une physiologie qu'on n'ose même pas imaginer.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) L'aggravation de 32 milliards de francs du déficit commercial sur les biens manufacturés entre 1987 et 1988 s'explique pour les deux tiers (21,3 milliards de francs) par les biens d'équipement professionnels.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Associc

La Sicav des Associations

Sicav de trésorerie (1^{re} catégorie)
Performance 1988 : + 10,18 % (coupon net réinvesti)
Performance au 25.01.1989 : + 0,82 %
Coupon : F 94,19 + 0,03 de crédit d'impôt mis en paiement le 30.01.1989

Consultation des cours quotidiennement sur Minitel : composer le 36.15 code ASSOCIC.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Le Président Olivier Moulin-Roussel a déclaré :
Associc, Sicav court terme « sensible » à su profiter en 1988 du redressement du marché obligataire après les événements de l'automne 1987. Le renforcement en emprunts à taux fixe a permis une évolution très favorable. En anticipant pour 1989 une stabilisation des taux, voire une poursuite de la baisse, l'on peut dire qu'Associc a sa place dans toute gestion de trésorerie à côté de Sicav régulières ou sans risque.

(A.G.O. du 26.01.1989)

GRUPE CEMENTS FRANÇAIS

1988 : UNE ANNÉE DE FORTE CROISSANCE

L'activité des différents marchés où intervient le groupe est restée soutenue et parfois très vive jusqu'à la fin de l'année. Le périmètre de consolidation du groupe s'est également élargi. La répartition du chiffre d'affaires consolidé, par division ou branche opérationnelle, est la suivante :

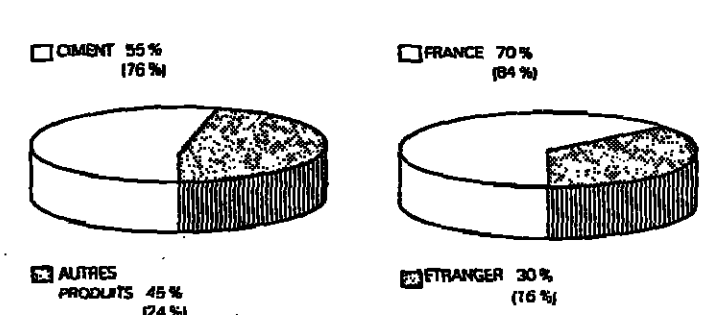
En millions de francs	1988	1987	%	% à périmètre constant
Division Ciment France	4 122	3 656	+ 12,7	+ 9
Division Amérique du Nord	2 465	2 370	+ 4	+ 4
Granulats et béton industriel (France)	1 472	1 372	+ 9,6	+ 11,6
Béton prêt à l'emploi (France)	1 702	1 275	+ 33,5	+ 18,3
Divers France	554	497	+ 11,5	+ 11,5
Divers étranger	477	—	—	—
Cessions entre activités	10 792	8 720	+ 23,8	+ 9,4
— 854	— 692	—	—	—
Chiffre d'affaires consolidé	9 938	8 028	+ 23,8	+ 8,3

Le chiffre d'affaires de la Société des Ciments français s'élève lui-même à 3 586 millions de francs contre 3 286 (+ 9,1 %).

INTERNATIONALISATION ET INTÉGRATION

L'année 1988 a vu s'accroître l'internationalisation du groupe et son intégration en aval, dans les métiers des granulats et du béton.

Le poids relatif du ciment, d'une part, et de la France, d'autre part, dans le chiffre d'affaires consolidé, comparé à ce qu'il était en 1984, illustre bien l'évolution du groupe au cours de ces cinq dernières années :



L'internationalisation a commencé avec l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada). Elle s'est élargie plus récemment à l'Europe (Espagne, Portugal, Royaume-Uni). Le groupe est également présent en Amérique latine (Argentine, Mexique) et au Maroc.

Dans la plupart de ces pays, le groupe exerce la plupart de ses métiers. Son activité est particulièrement significative dans le béton industriel, notamment les tuyaux en Amérique du Nord et les traverses en France et en Espagne. Dans ces deux pays, le groupe est également le premier producteur de granulats.

LES CABLES DE LYON

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe CABLES DE LYON en 1988 s'élève à 18 500 millions de francs contre 14 640 millions de francs en 1987, soit une progression de 26 % qui provient à hauteur de 11 % de la croissance externe et de 15 % d'une évolution à structure constante.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 1988 EN HAUSSE DE 26 %

- l'absorption (avril) par Alcatel North America de la Branche Câbles d'Ericsson (États-Unis),
- la prise de contrôle (mai) du Groupe italien Manuli Cavi.

A périmètre constant, l'augmentation du chiffre d'affaires résulte à hauteur de 11 % de la hausse des cours du cuivre.

Le Groupe prévoit pour 1989, un résultat net total consolidé dont le taux de progression sera voisin de celui du chiffre d'affaires. La croissance du résultat net par Groupe, légèrement inférieure en raison de l'augmentation de la part des tiers liée aux acquisitions, devrait être de l'ordre de 20 %.



TRANSPORTS

La société Autoroutes du sud de la France est choisie pour percer le tunnel du Puyomons

C'est la société Autoroutes du sud de la France (ASF) qui vient d'être choisie par le gouvernement pour percer le tunnel à péage du Puyomons, dans les Pyrénées. Cet ouvrage de 4 800 mètres permettra d'améliorer considérablement les transports routiers et les échanges économiques entre Toulouse et Barcelone par Foix.

Pour un coût total de 550 millions de francs, la Commission de Bruxelles décernera 180 millions, les collectivités locales, notamment le département de l'Ariège et la région Midi-Pyrénées, 70 millions et ASF 300 millions par emprunt.

Le début des travaux est programmé pour mai 1990 et leur achèvement, dans l'état actuel des études, pour l'été 1994.

Questions

AUX DIRECTEURS FINANCIERS D'ENTREPRISES *

Quelle est la banque qui a le plus de compétence en matière de « banque commerciale » ?

Quelle est la banque la plus attentive à instaurer une relation à long terme avec sa clientèle entreprise ?

Quelle est la banque qui délègue le plus de pouvoir à votre interlocuteur quotidien ?

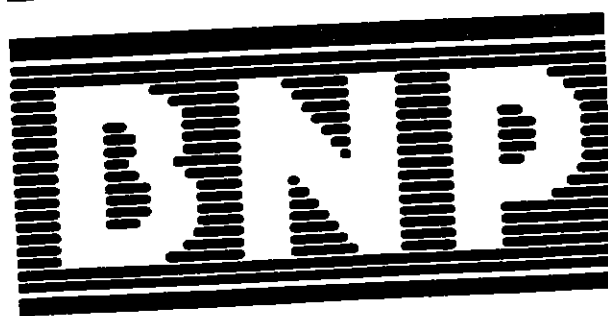
Quelle est la banque qui a le réseau le mieux adapté à vos besoins en France ?

Et à l'étranger ?

Quelle est la banque la plus innovatrice en matière de produits d'endettement ?

Et en matière de trésorerie ?

RÉPONSE :



* Enquête réalisée par Phone Impact du 22 novembre au 2 décembre 1988 auprès d'un échantillon composé de 200 directeurs financiers choisis parmi les 1000 premières entreprises françaises, et parue dans OPTION FINANCE du 23.01.1989.

Comptes		Cours	
N°	Description	Unité	Valeur
1	Comptes de bilan		
2	Comptes de résultat		
3	Comptes de gestion		
4	Comptes de détail		
5	Comptes de synthèse		
6	Comptes de contrôle		
7	Comptes de récapitulatif		
8	Comptes de clôture		
9	Comptes de réouverture		
10	Comptes de réconciliation		
11	Comptes de réajustement		
12	Comptes de répartition		
13	Comptes de rétroactivité		
14	Comptes de rétroaction		
15	Comptes de rétrocontrôle		
16	Comptes de rétroajustement		
17	Comptes de rétropartition		
18	Comptes de rétroactivité		
19	Comptes de rétroaction		
20	Comptes de rétrocontrôle		
21	Comptes de rétroajustement		
22	Comptes de rétropartition		
23	Comptes de rétroactivité		
24	Comptes de rétroaction		
25	Comptes de rétrocontrôle		
26	Comptes de rétroajustement		
27	Comptes de rétropartition		
28	Comptes de rétroactivité		
29	Comptes de rétroaction		
30	Comptes de rétrocontrôle		
31	Comptes de rétroajustement		
32	Comptes de rétropartition		
33	Comptes de rétroactivité		
34	Comptes de rétroaction		
35	Comptes de rétrocontrôle		
36	Comptes de rétroajustement		
37	Comptes de rétropartition		
38	Comptes de rétroactivité		
39	Comptes de rétroaction		
40	Comptes de rétrocontrôle		
41	Comptes de rétroajustement		
42	Comptes de rétropartition		
43	Comptes de rétroactivité		
44	Comptes de rétroaction		
45	Comptes de rétrocontrôle		
46	Comptes de rétroajustement		
47	Comptes de rétropartition		
48	Comptes de rétroactivité		
49	Comptes de rétroaction		
50	Comptes de rétrocontrôle		
51	Comptes de rétroajustement		
52	Comptes de rétropartition		
53	Comptes de rétroactivité		
54	Comptes de rétroaction		
55	Comptes de rétrocontrôle		
56	Comptes de rétroajustement		
57	Comptes de rétropartition		
58	Comptes de rétroactivité		
59	Comptes de rétroaction		
60	Comptes de rétrocontrôle		
61	Comptes de rétroajustement		
62	Comptes de rétropartition		
63	Comptes de rétroactivité		
64	Comptes de rétroaction		
65	Comptes de rétrocontrôle		
66	Comptes de rétroajustement		
67	Comptes de rétropartition		
68	Comptes de rétroactivité		
69	Comptes de rétroaction		
70	Comptes de rétrocontrôle		
71	Comptes de rétroajustement		
72	Comptes de rétropartition		
73	Comptes de rétroactivité		
74	Comptes de rétroaction		
75	Comptes de rétrocontrôle		
76	Comptes de rétroajustement		
77	Comptes de rétropartition		
78	Comptes de rétroactivité		
79	Comptes de rétroaction		
80	Comptes de rétrocontrôle		
81	Comptes de rétroajustement		
82	Comptes de rétropartition		
83	Comptes de rétroactivité		
84	Comptes de rétroaction		
85	Comptes de rétrocontrôle		
86	Comptes de rétroajustement		
87	Comptes de rétropartition		
88	Comptes de rétroactivité		
89	Comptes de rétroaction		
90	Comptes de rétrocontrôle		
91	Comptes de rétroajustement		
92	Comptes de rétropartition		
93	Comptes de rétroactivité		
94	Comptes de rétroaction		
95	Comptes de rétrocontrôle		
96	Comptes de rétroajustement		
97	Comptes de rétropartition		
98	Comptes de rétroactivité		
99	Comptes de rétroaction		
100	Comptes de rétrocontrôle		

BOURSE DU 8 FEVRIER

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	% + -	
3880	C.N.E. 3% *	3780	3781	3780	4070	Compagnie	VALEURS	Cours précédent <td>Prémier cours<td>Dernier cours<td>% + -</td><td>198</td><td>Chen Merck</td><td>203 20</td><td>208 50</td><td>207 50</td><td>+ 3 10</td></td></td>	Prémier cours <td>Dernier cours<td>% + -</td><td>198</td><td>Chen Merck</td><td>203 20</td><td>208 50</td><td>207 50</td><td>+ 3 10</td></td>	Dernier cours <td>% + -</td> <td>198</td> <td>Chen Merck</td> <td>203 20</td> <td>208 50</td> <td>207 50</td> <td>+ 3 10</td>	% + -	198	Chen Merck	203 20	208 50	207 50	+ 3 10
1187	C.C.F. T.P.	1187	1068	1068	- 0 47	1187	C.C.F. T.P.	1187	1068	1068	....	1187	Chen Merck	203 20	208 50	207 50	+ 3 10
1188	C.C.F. T.P.	1188	1120	1120	- 0 44	1188	C.C.F. T.P.	1188	1120	1120	....	1188	Chen Merck	203 20	208 50	207 50	+ 3 10
1189	C.C.F. T.P.	1189	1120	1120	- 0 44	1189	C.C.F. T.P.	1189	1120	1120	....	1189	Chen Merck	203 20	208 50	207 50	+ 3 10
1947	Wanamit T.P.	1720	1730	1730	- 0 57	835	C.S.E.E. *	860	858	861	+ 0 15	1250	Lakon *	1450	1450	1450	+ 2 130	
1768	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27	480	Concert *	458	468	467 50	+ 2 16	3820	Lagard *	3720	3700	3748	+ 0 84	
1510	Wanamit T.P.	1980	1888	1888	+ 0 27													

7/2

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS		Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS		Emission Fraie incl.	Rachet net	
Obligations																								
C.L.C. (France de...)				...	200	...	107 50	...				1380	A.A.A.				1005 30	380 78	France Régions	1154 22	1130 31	Platin Placements	281 51	280 21
C.L. Maritime				...	700	...	144	...				758	Action France				232 27	228 05	France Associations	28 48	28 48	Platin Investiss.	729 05	695 99
Chemins R.				2209	...	...	...	...				...	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80	Platin A	74 98	74 98
Café de France				...	1280	1280	345	...				1475	Action France				536 85	507 80	Trans-Europe	33 09	32 80			

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 8/2	COURS DES BILLETS		MORNAIRES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 8/2
			Achat	Vente			
Etats-Unis (\$ 1)	6 370	6 371	6 180	6 560	Or fin (en lingot)	30300	30400
ECU	7 087	7 087			Or fin (en barre)	30390	30400
Allemagne (100 DM)	340 340	340 370	330	350	Pièces françaises (20 F)	364	457
Belgique (100 F)	16 245	16 245	15 850	16 850	Pièces françaises (10 F)	360	
Payes (100 pes)	301 420	301 440	291	311	Pièces mexic (200 P)	394	
Canada (100 Can)	37 230	37 230	350	37 250	Pièces mexic (50 P)	586	587
Denmark (100 kr)	94 250	94 160	90	97	Suomais	586	584
France (100 F)	11 070	11 101	10 750	11 450	Pièce de 20 dollars	1700	285
Grèce (100 dr)	4 098	4 097	4 050	4 140	Pièce de 10 dollars	1380	1340
Inde (1000 Ru)	4 687	4 687	4 460	4 850	Pièce de 5 dollars	775	
Corée (1000 won)	400 780	400 200	388	410	Pièce de 1 dollar	2555	3000
Saoudi (1000 riy)	100 760	100 250	97	103	Pièce de 10 livres	473	472
Israël (100 nsh)	47 410	48 390	450	50 500	Or Londres		
Europe (100 pes)	48 170	48 170	5 150	5 260	Or Zurich		
Portugal (100 esc)	4 184	4 151	3 850	4 580	Or Hongkong		
Canada (\$ can 2)	5 385	5 378	5 190	5 590	Argent Londres		
Japan (100 yen)	4 820	4 823	4 760	4 930			

Daylight	57 90	375 40	Europe/Luxembourg	1052 38	1032 30	France/Paris	16 00	16 00
Daylight	57 90	375 40	Europe/Luxembourg	1128 21	1128 21	France/Paris	22 21	22 21
Daylight	620	645	Europe/Luxembourg	1558 08	1557 11	France/Paris	1229 29	1227 55
Daylight	210		Europe/Luxembourg	26 02	26 02	France/Paris	0042 81	0042 30
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	01825 91	01825 91	France/Paris	0407 77	0407 65
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	01717 48	01717 48	France/Paris	1045 58	1045 50
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	11325 46	11325 46	France/Paris	1026 35	1026 35
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	254 21	246 21	France/Paris	0900 35	0845 16
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	0037 72	0037 72	France/Paris	123 72	120 12
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	252 41	252 41	France/Paris	5001	537 95
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	415 47	415 47	France/Paris	92 81	91 78
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	461 37	456 30	France/Paris		
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	461 32	457 17	France/Paris	175 03	174 90
Daylight	240	240	Europe/Luxembourg	101 16	98 17	France/Paris	131 03	131 01

Renseignements :

e: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

فَكَذَّبْنَا مِنْ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les tensions en Afghanistan. 4 Le rapport du département d'Etat sur les violations des droits de l'homme. 8 Le voyage de M. Cheddi au Maroc. 9 Le général Rodriguez devrait être le candidat du parti officiel au Paraguay.	11-12 La préparation des élections municipales : - Marseille : M. Puzet, le politique corré par le tragique. - Paris : M. Chirac espère conserver les vingt arrondissements à la droite. - La visite de M. Rocard en Ile-de-France.	13 La crise pénitentiaire. - Une vingtaine de municipalités impliquées dans un trafic de fausses factures. 14 Football : une défense waterproof face à l'Eire. - La SNES suspend sa grève. 20 Communication.	21 Faux-semblants, de David Cronenberg. 22 Deux festivals John Cassavetes. 23 La bande des quatre, de Jacques Rivetta. 24 Expositions.	34 Cent mille jeunes concernés par la première vague du « crédit formation ». 35 Les propositions de Bruxelles pour l'harmonisation fiscale européenne. 36 La loi de 10 milliards de francs de crédits budgétaires. 38-39 Les marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 30 à 34 Cartes 19 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 28 Spectacles 25 à 28	● Les hauteurs de neige dans les stations CORUS ● Calculez vos impôts IMPOTS 3615 Tapez LM ● Chaque matin : 10 h : la météo JOUR 11 h : la Bourse BOURSE 3615 tapez LEMONDE

Le bras de fer PC-PS se poursuit pour les municipales

M. Marchais agite la menace de représailles entre les deux tours

Réunis à huis clos, mardi 7 février à Paris, le comité central du PCF a adopté, à l'unanimité, un rapport présenté par M. Georges Marchais, très critique à l'égard du PS, que le secrétaire général rend responsable de la persistance des désaccords municipaux entre les deux partis.

Cité à trente-cinq reprises dans un texte extraordinairement court de vingt-quatre petites pages, le PS est accusé à plusieurs reprises de « violations » de l'accord du 12 janvier. A la « bonne volonté » du PCF, M. Marchais oppose la « mauvaise volonté manifeste » du PS, qui dresse « des obstacles insurmontables à tout accord ». Répondant, selon le secrétaire général, à l'orientation que lui impriment « le président de la République et son premier ministre », le PS a pour mission de « faire coïncider sa gestion et ses alliances municipales avec sa politique et ses alliances gouvernementales », non « pour combattre la droite ou pour gérer contre les intérêts du grand patronat et des milliardaires », mais pour « poursuivre la politique d'austérité ».

Cela dit, M. Marchais dégage son parti de toute responsabilité dans la situation actuelle : « Il n'est pas un seul cas de municipalité socialiste où nous revendiquions le poste de maire. (...) Il n'est pas un seul cas où nous refusions de constituer une liste commune avec les socialistes. (...) Il n'est pas un seul cas de ville ayant un maire communiste où nous ne tenions pas compte de la représentativité du PS dans la commune. (...) Il n'est pas un seul cas où nous ne respections pas, pour constituer la liste de rassemblement de la gauche, le choix des candidats effectué par le PS. (...) Il n'est pas

un seul cas où des communistes se retrouvent sur une liste avec des candidats de droite. »

Un membre du comité central estime que ce rapport est « un discours de combat ayant une certaine cohérence communautaire ». Un autre, qui partage le même point de vue, s'interroge cependant dans ces conditions sur l'utilité de l'accord signé avec le PS. L'Humanité de mercredi indique que neuf orateurs ont pris la parole après M. Marchais, sans préciser qu'il n'y a eu que deux interventions l'après-midi. Dans un climat de reproche à l'égard du PS, M. Jean-Claude Lefort, premier secrétaire du Val-de-Marne, a expliqué que la dureté des rapports n'empêche pas la signature des accords, comme dans son département qui est également celui du secrétaire général, M. Daniel Boulay, premier secrétaire de la Sarthe, a chargé lourdement M. Robert Jarry, maire du Mans, exclu du PCF, faisant allusion à des désaccords qui remontaient à 1967 (M. Jarry a pourtant été « premier fédéral » jusqu'en 1977 et avait été proposé par M. Marchais lui-même, comme candidat à la mairie du Mans en 1977). En revanche, M. Guy Hermier, membre du bureau politique, s'est félicité de la signature d'un accord dans les Bouches-du-Rhône et plus précisé-

ment à Marseille, où il conduira la liste de rassemblement à gauche dans le seul secteur laissé au PCF.

En conclusion de cette courte session du comité central, M. Marchais a évoqué l'action de son parti en faveur de Nelson Mandela, à qui il a souhaité voir octroyer le prix Nobel de la paix. Le secrétaire général s'est plaint du peu d'enthousiasme mis par les militants à défendre la cause du dirigeant de l'ANC.

« Dans les meilleurs délais »

Cette session du comité central a été marquée par un échange de lettres entre les dirigeants des deux partis de gauche. A une lettre de M. Pierre Mauroy affirmant la « nécessité d'aboutir dans les meilleurs délais » pour la constitution de listes de rassemblement, s'engageant à « agir » auprès des socialistes auteurs de primaires et demandant la même attitude à son homologue, mais brandissant la menace du « suffrage universel » en cas de persistance des désaccords, M. Marchais a répondu sur un mode identique à son rapport devant le comité central, précisant : « On ne nous verra mille fois nous résigner à la division à cause d'une brouille. » Si le secrétaire général a dit devant le « parlement » communiste que « tout doit être maintenant terminé, demain, après-demain, à la fin de la

semaine à l'extrême limite », il a précisé, mercredi matin sur RMC, que son parti « ne voulait pas négocier jusqu'à la dernière minute » que son parti tombe dans ces discussions stériles qui n'en finissent pas, surtout au moment où il y a la période des affaires, qui n'est pas très favorable aux forces politiques », a-t-il souligné.

Pour sa part, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, n'a « pas exclu », mardi, une nouvelle réunion avec les communistes : « Les socialistes sont prêts à négocier jusqu'au bout et aussi à jouer au petit jeu de « qui va rompre ». Si M. Marchais dit samedi, alors ce sera samedi. » Avant la réunion du bureau exécutif, mercredi, la commission électorale du PS devait recevoir les candidats à des primaires « sauvages » à Thionville (Moselle), Roissy-sur-Seine (Aube), Saint-Martin-d'Hères (Isère), Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne) et on n'exclut pas, rue de Solferino, d'avoir précisément recours à des exclusions.

En tout état de cause, la direction du PS pourra toujours méditer cette précision donnée par M. Marchais au sujet du second tour des municipales : « Il n'y aura rien d'automatique dans un sens ou dans l'autre. »

OLIVIER BIFFAUD.

Sur le vif

Levez l'échou !

J'ai pas l'intention de vous caresser dans le sens du poil, là, aujourd'hui, et je vous en demande d'avance pardon. S'agit de la révolte des mécontents, de la colère des insatisfaits et au mécontentement sourd, larvé, des infirmes. Qu'est-ce qu'ils veulent tous, ceux qu'on appelle les profiteurs de l'Etat ? Qu'on les aime, qu'on les apprécie, qu'on les respecte. L'ennui, c'est qu'on a du mal à considérer de la même façon l'école ou l'hôpital et la taule. C'est le bien et le mal. C'est le jour et la nuit.

Prenez, moi, quand il y a quelques années un de mes fils m'a dit qu'il voulait être infirmier, j'ai été fier, ravi. Si ça avait été instit, j'aurais réagi pareil. Mais alors gardien de prison, franchement, non, Et ça, soyons justes, c'est pas juste. Ils sont pas responsables de l'absurdité et de la vétusté de notre système carcéral, les porte-clés. S'ils sont en prison, c'est pour surveiller ceux qu'on y a mis, nous, en prison. Pour pas qu'ils déconcentrent, pour pas qu'ils s'échappent, et pour pas qu'on s'inquiète.

Faudrait quand même savoir ce qu'on veut. On peut pas être à la fois contre la peine de mort et contre la peine de substitution, contre les bourreaux et contre les

geôliers. Eh ben, si, on peut très bien. On met dans le même panier à salade les gendarmes et les gardiens. A l'ombre. A l'ombre de notre mauvaise conscience de gauche.

Ils le savent, les porte-clés, ils le sentent, et ça les rend fous. Ils en arrivent à être jaloux des détenus, de leurs télé, des chambres d'amour qu'on leur destine et des bracelets électroniques qui leur permettent d'y couper, eux, à cet enfer. Alors, ils se rebiffent, ils se hérissent, ils s'insurgent : Et nous ! Et nous ! Et nous !

Vous, rien, désolés. Vous, vous resterez en taule jusqu'à cinquante-cinq ans, pareil qu'un fic dans son commissariat. Pas question de vous accorder une remise de peine ou une libération anticipée. Vous ne l'avez pas mérité.

En bien, moi, je dis que si ! C'est le plus sale des métiers et le plus... vital. Le seul moyen de le réhabiliter, c'est de l'avancer. On a bien amélioré le sort des sboueurs ; pourquoi pas celui des gardiens de prison, oh pardon, celui des agents de justice ? Cherchez pas ! Parce que ça pourrait donner des idées aux égoïstes.

CLAUDE SARRAUTE.

Au conseil des ministres

Le gouvernement veut relancer une politique diversifiée du développement local

M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a présenté le 8 février au conseil des ministres une communication sur le développement local.

Le gouvernement, à partir d'une vingtaine de propositions élaborées par un groupe de travail dirigé par M. Didier Migon, chargé de mission à la DATAR, s'engage à porter une attention redoublée aux PME de moins de trente salariés et aux entreprises de services et à répertorier, notamment en s'appuyant sur le réseau des sous-préfets, toutes les initiatives

créatrices d'une dynamique, et, à terme, d'emplois. De même seront encouragés les travaux adaptés aux parcs à la main-d'œuvre locale et s'inscrivant dans la politique de réinsertion.

Parmi les mesures et orientations arrêtées par le gouvernement, on peut citer :

- La relance de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise et la mise en place pour eux d'un « chèque emploi ».
- Une campagne pour favoriser les clubs d'investisseurs.
- Une étude sur le régime fiscal, juridique et financier des associations, partenaires essentiels pour une telle politique, nécessairement diversifiée et pragmatique.
- La simplification et le regroupement des lignes et chapitres budgétaires des nombreux ministères concernés.
- Des incitations financières à la coopération intercommunale.
- La formation économique des fonctionnaires de l'Etat sur le terrain (stage en entreprise).

Pour favoriser ces actions, le gouvernement a créé le fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRILE) doté au budget de 1989 de 250 millions de francs.

Quatre noms pour Radio-France. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a présélectionné quatre personnalités pour la présidence de Radio-France : MM. Jean-Pierre Hoss, ancien directeur délégué de RMC, actuellement chargé du développement audiovisuel à la Caisse des dépôts ; Jean Lard, actuel directeur général de Radio-France II travaillant avec M. Roland Faure, nommé au CSA ; Gérard Unger, actuellement conseiller à l'audiovisuel, après avoir dirigé la SORAD, et Jean Mehu, président du Centre Georges-Pompidou. Le choix du futur président de Radio-France pourrait être arrêté jeudi.

L'affaire Pechiney

M. Jean Gandois entendu par le juge d'instruction

M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, a été entendu comme témoin, mardi 7 février, par M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargée du dossier Pechiney. L'audition a duré huit heures et demie. M. Gandois se refusant à toute déclaration à sa sortie du cabinet du juge. Le PDG de Pechiney avait notamment déclaré, dans un entretien au Figaro du 30 janvier, qu'il avait « une idée personnelle » sur l'origine de la fuite ayant permis les délits d'initiales dans cette affaire, et qu'il était convaincu que cette fuite venait « de France ».

M^{me} Boizette, qui a chargé la brigade financière de la préfecture de police de Paris de certaines investigations dans la capitale, a également fait parvenir, mardi 7 février, aux autorités judiciaires helvétiques une commission rogatoire internationale demandant une enquête sur les mouvements de titres Triangles opérés dans les établissements financiers suisses, notamment auprès des sociétés Socofinance, Unigestion et Experts.

MALAYSIE : le ralliement de M. Musa Hitam

Le premier ministre remporte une importante victoire politique

BANGKOK correspondance

L'ancien vice-premier ministre Musa Hitam, âgé de cinquante-quatre ans, a déclaré la semaine dernière qu'il rejoignait le parti au pouvoir, l'Organisation nationale de l'union malaise (UMNO), apportant ainsi un soutien important au premier ministre, M. Mahathir Mohamad.

An cours d'entrevues internes pour la direction de l'UMNO, en avril 1987, M. Musa Hitam avait fait alliance avec le prince Razaleigh, ancien ministre du commerce et de l'industrie, pour tenter de déloger M. Mahathir de sa présidence. Les deux rebelles échouèrent de peu. M. Mahathir et ses amis maintinrent ainsi au pouvoir un nouveau parti, l'UMNO-BARU, dont furent exclus la plupart des dissidents.

L'UMNO-BARU est — de loin — le plus important parti du Front national, la coalition au pouvoir, et par tradition, le principal représentant des Malais. M. Musa Hitam a compris que l'UMNO restait un point de passage obligé.

Au cours d'une élection partielle qui s'est déroulée, le 29 janvier à Ampang-Jaya, dans l'Etat de Selangor, le candidat de l'opposition, M. Harun Idris, a été largement battu par un nouveau venu, M. Ong Tee Keat, présenté par le Front, et donc l'UMNO-BARU. Si le vote malais a

été divisé, celui de la minorité chinoise s'est porté en masse contre M. Harun, tant pour l'un des responsables des groupes ethniques anti-chinois de mai 1969. En outre, M. Harun Idris avait été plus tard empiégé pour corruption.

Au cours d'une réunion dans l'Etat de Johore, en décembre dernier, des politiciens malais avaient proposé un plan en six points pour résoudre la crise entre l'UMNO-BARU et les dissidents. L'un de ces points, que M. Mahathir n'a accepté qu'au bout des larmes, prévoyait que tous les membres de l'ancien UMNO recevront leur carte de l'UMNO-BARU, ce qui devrait mettre fin à la plus grave crise qu'ait connue la majorité malaise depuis l'accession du pays à l'indépendance.

En annonçant son intention de rejoindre l'UMNO-BARU, M. Musa Hitam a expliqué qu'il avait obtenu satisfaction sur plusieurs points importants. « L'UMNO-BARU ressemble de plus en plus à la vieille UMNO », a-t-il déclaré, encourageant ses amis politiques à suivre son exemple. Il a, d'autre part, laissé entendre qu'il ne brigerait pas de nouveau poste au sein du gouvernement. Le ralliement de M. Musa Hitam à l'UMNO-BARU constitue, en tout cas, un coup dur pour le prince Razaleigh.

JACQUES BEKAERT.

l'imam Khomeiny en réponse à une proposition du ministre du renseignement, M. Mohamed Mohamedi Raychani, s'applique aux prisonniers appartenant aux « groupuscules » (terme utilisé en Iran pour désigner les détenus appartenant aux groupes politiques), à l'exception de « neuf cents » d'entre eux ayant « participé à des actes criminels ». — (AFP.)

Des beurs à Auschwitz

L'association France-Plus, animée par de jeunes Français d'origine maghrébine, enverra une délégation à Auschwitz le 20 février prochain. En se rendant ainsi en Pologne, dans ce qui fut l'un des plus grands camps de concentration nazis, les beurs veulent « apporter le soutien et la solidarité de l'ensemble de la communauté française d'origine maghrébine à la communauté juive de France au moment où certains historiens tentent de nier l'holocauste ».

France-Plus avait participé l'an dernier à l'organisation d'une rencontre à Paris entre Juifs et Arabes (Le Monde du 13 octobre 1988). Quelques jours plus tôt, une délégation de SOS Racisme, composée pour moitié de beurs, avait fait une visite en Israël.

Quand on cherche les bons périphériques pour son Macintosh, on peut se sentir un peu perdu.



INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

64, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03 26, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 26

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 180 F
PANTALONS 880 F VESTONS 1 480 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

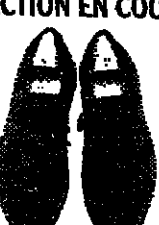
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le numéro du « Monde » daté 8 février 1989 a été tiré à 511 752 exemplaires

cobbler

SOLDES

TOUTE SA COLLECTION EN COUSU NORVÉGIEN



SEMELLE GOMME 700 F - SEMELLE CUIR 750 F

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006 14, avenue Mozart, 75016
40, rue Saint-Honoré, 75001 50, rue du Bac, 75007
30, rue de Miromesnil, 75008 5, place des Terres, 75017
Printemps Haussmann - Parly II - Vélizy II - Galeries Lafayette
BOWEN, 6, rue des Arts, Toulouse
BOWEN, 4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly

A C D E F G H

L'affaire Toussaint

les débats

Les débats autour de l'affaire Toussaint ont été marqués par une vive polémique. Les participants ont abordé les aspects juridiques, politiques et sociaux de cette affaire. Les débats ont permis de faire connaître les différentes positions et de susciter le débat public.

Un débat

Le débat a été animé par des intervenants de haut niveau. Ils ont abordé les questions de responsabilité, de transparence et de justice. Les débats ont été suivis avec intérêt par le public.

Les relations

Les relations entre les différents acteurs de l'affaire ont été mises en lumière. On a vu comment les intérêts particuliers peuvent entrer en conflit avec l'intérêt général.

Acheter

Il est possible d'acheter des livres et des documents relatifs à l'affaire Toussaint. Ces ouvrages offrent une vue d'ensemble et des détails sur les événements.

Toussaint

Toussaint est un personnage central de l'affaire. Ses actions et ses décisions ont eu des conséquences importantes. Les débats ont permis de remettre en question son rôle.